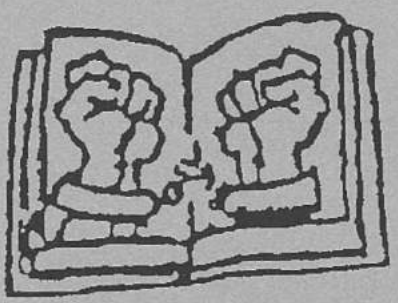
Cahiers du mouvement ouvrier

POLOGNE-HONGRIE 1956 (II)



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

32 - Quatrième trimestre 2006 (octobre-novembre-décembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

• **Présentation** ..... **p. 5**

• **José Pozo : Le POUM face au comité central des milices (II)** ..... **p. 9**

• **Julien Papp : Introduction à *La Hongrie libérée*** ..... **p. 19**

• **Constantin Paoustovski : Une nouvelle couche de petits bourgeois (25 octobre 1956)** ..... **p. 23**

• **Témoignages polonais (Victor Woroszylski, Marian Bielicki, Roman Kornecki)** ..... **p. 29**

• **Antonin Novotny : Le rapport de Khrouchtchev sur la Pologne au présidium du comité central du PCUS (24 octobre 1956)** ..... **p. 41**

• **Peter Fryer : Györ** ..... **p. 47**

• **Miklos Sebestyén : Mes expériences dans le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest** ..... **p. 53**

• **Procès-verbaux du présidium du comité central du PCUS (20 octobre-6 novembre 1956)** ..... **p. 65**

• **Katia Dorey : La *Pravda* et la révolution hongroise** ..... **p. 85**

• **Echos yougoslaves sur la révolution hongroise** ..... **p. 101**

• **Frank La Brasca :**
Les répercussions de la révolution hongroise sur le Parti communiste italien ..... **p. 107**

• **La réunion du bureau politique du Parti communiste italien sur la révolution hongroise (30 octobre 1956) (II)** ..... **p. 117**

• **Correspondance Khrouchtchev-Tito (6 et 8 novembre 1956)** ..... **p. 133**

• **En Pologne** ..... **p. 141**
— **Les conseils ouvriers et la bureaucratie**
— **Wilhelmina Skulska : Attention ! Les conseils ouvriers de mineurs sont en danger !**

• **La brochure du Cicr sur les syndicalistes mineurs emprisonnés** ..... **p. 147**

• **Dans l'ex-URSS aujourd'hui** ..... **p. 149**

• **Chronique des falsifications** ..... **p. 157**

Présentation

CE numéro est le second spécialement consacré au cinquantième anniversaire des révolutions de Pologne et de Hongrie de 1956. Il est constitué pour l'essentiel de documents sur la révolution hongroise, car c'est elle qui, dans les faits, est allée le plus loin, jusqu'à l'affrontement décidé par la bureaucratie entre ses forces et celles du peuple hongrois, et en particulier de sa classe ouvrière rassemblée dans ses conseils. C'est ce que soulignent à la fois les témoignages de Peter Fryer, des correspondants polonais — membres du POUP (ou POPU) —, et surtout celui de Miklos Sebestyén, l'un des responsables avec Ferenc Töke du conseil ouvrier du Grand-Budapest.

Le discours de l'écrivain soviétique Paoustovski devant des centaines d'écrivains et d'étudiants le 25 octobre 1956, à Moscou, reflète l'ampleur même du mouvement qui dresse face à la bureaucratie des milliers de jeunes dans la place centrale même de la bureaucratie. Tous ces éléments, comme le soulignent les procès-verbaux des réunions du présidium du comité central du PCUS, suscitent dans l'appareil de la bureaucratie une crise profonde et suscitent dans ce dernier à la fois des hésitations sensibles dans certaines réunions et le besoin de consolider son unité, et en particulier d'avoir le soutien — pas trop affiché, mais très réel — de Tito et de la direction du PC yougoslave pour écraser la révolution.

L'étude de Katia Dorey sur la façon dont la *Pravda* commente les événements tout au long de leur déroulement éclaire la manière dont la bureaucratie doit "informer" — si l'on peut dire —, occulter et déformer pour que le lecteur soviétique ne puisse avoir aucune idée réelle et tirer aucune leçon de la révolution hongroise. Nous reviendrons d'ailleurs dans un prochain numéro sur les mouvements sociaux, étouffés et ignorés, qui agitent l'Union soviétique à cette époque.

L'article de Roman Kornecki dans *Trybuna Ludu,* l'organe officiel du POUP, c'est-à-dire le PC polonais, donne une idée de l'ampleur de la crise qui frappe alors l'appareil de la bureaucratie. Son auteur, cor-

respondant du journal, écrit à propos de la révolution hongroise : *"Il fallait vraiment être aveugle pour ne pas saisir le contenu progressiste que ce mouvement portait en lui dès le début (...). Les exigences des insurgés ont eu, dès le début, un caractère démocratique et populaire (...). Nos frères hongrois peuvent être convaincus que, dans leur lutte difficile, ils auront le soutien le plus chaleureux et la sympathie de notre peuple."*

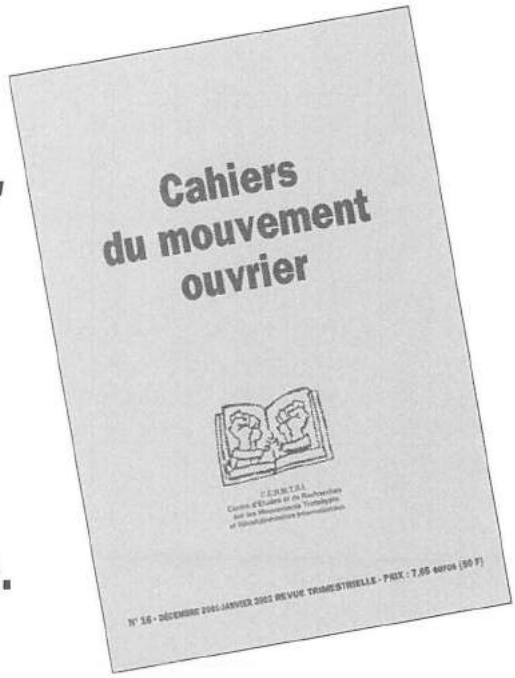
Nul doute que Gomulka et les autres dirigeants du POUP ont comme premier objectif d'interdire l'expression de cette solidarité politique, qui menace leur propre domination dans leur pays. Mais il est tout aussi évident que, vu le bouillonnement populaire en Pologne, ils ne peuvent interdire à ce moment-là la publication de pareilles lignes dans l'organe officiel de leur propre parti. Les autres témoignages de correspondants polonais publiés dans ce numéro (de Woroszylski et de Bielicki) soulignent l'ampleur de cette sympathie. Il leur faudra des mois pour "normaliser" la situation en Pologne, même si la note de Novotny aux autres dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque présente la situation sous un jour favorable à l'appareil. La bureaucratie fait tout pour étouffer les conseils ouvriers apparus en Pologne en octobre, comme en témoignent les documents cités et l'article du dernier numéro de *Po Prostu* avant son interdiction, sur le dépérissement des conseils ouvriers de mineurs en Pologne.

L'article de Frank Labrasca — après les procès-verbaux du bureau politique du Parti communiste italien publiés dans le précédent numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier,* et dont ce numéro reproduit la conclusion, enrichie de notes précises sur tous ses participants — indique l'ampleur de la crise qui frappe aussi le principal Parti communiste en dehors de l'URSS et des "démocraties populaires", crise qui aboutit à une conclusion de l'appareil : surtout pas de réunions !

La correspondance secrète Khrouchtchev-Tito souligne le jeu que mène ce dernier et le rôle important qu'il remplit dans la tentative de faire capituler Imre Nagy, qui sera enlevé par le KGB dès sa sortie de l'ambassade yougoslave et envoyé en Roumanie, où il rédige alors lettres et documents pour défendre et expliquer sa politique. Nous publions le début du premier de ces textes.

La reproduction de l'introduction du livre de Julien Papp, *La Hongrie libérée*, vise à attirer l'attention du lecteur des *Cahiers* sur un ouvrage qui éclaire la situation en Hongrie au lendemain de l'effondrement de l'Etat féodalo-bourgeois de Horthy. Cette situation, véritablement révolutionnaire, est, à quelques nuances près, la même dans tous les pays d'Europe centrale et orientale où ces Etats se sont effondrés.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 31) :
— 100 euros + 20 euros de frais de port (France) ;
— 100 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros.**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13	❒ à partir du n° 14	❒ à partir du n° 15	❒ à partir du n° 16
❒ à partir du n° 17	❒ à partir du n° 18	❒ à partir du n° 19	❒ à partir du n° 20
❒ à partir du n° 21	❒ à partir du n° 22	❒ à partir du n° 23	❒ à partir du n° 24
❒ à partir du n° 25	❒ à partir du n° 26	❒ à partir du n° 27	❒ à partir du n° 28
❒ à partir du n° 29	❒ à partir du n° 30	❒ à partir du n° 31	❒ à partir du n° 32

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 31 : 100 euros + 20 euros de frais de port ❒
Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

José Pozo : le POUM face au comité central des milices de Catalogne (1936)

(deuxième partie)

PARTIT
Vencerem
pel bé del
PROLETARIAT
MUNDIAL
COVES

Quel gouvernement ?

Le POUM et le comité central des milices

Le POUM fut représenté initialement au comité central des milices par Josep Rovira, remplacé au bout de quelques jours, quand celui-ci partit pour le front à la tête d'une des colonnes du parti, par Adroher Gironella, qui, à son tour, serait également remplacé, dans la dernière étape de l'existence de cet organisme, par Julian Gorkin. Ce fut ce dernier qui, précisément, participa aux débats les plus importants, ceux qui eurent lieu dans les premiers jours du mois de septembre et qui devaient déboucher sur l'accord de dissolution du comité central des milices et la formation d'un gouvernement d'unité antifasciste. La décision de dissoudre le comité central des milices avait mûri au cours des semaines antérieures. En fait, les comités dirigeants de la CNT-FAI avaient adopté une résolution, à la mi-août, qui allait dans cette direction, bien que la question de la participation gouvernementale ne se soit pas encore posée directement (1). Pour essayer de faire pression, l'ERC et le PSUC allaient prendre la tête d'une campagne qui eut comme objectif de démontrer combien le double pouvoir était pernicieux pour la cause antifasciste et de pousser la CNT vers la participation gouvernementale, en essayant de démontrer combien sa position était inconsistante et contradictoire. Pour le projet de restauration de la légalité républicaine, qui avait été supplantée par la légitimité révolutionnaire, la participation de l'organisation confédérale était essentielle. De là, toute l'attention était concentrée sur elle et sur ses débats internes.

Les divergences entre dirigeants cénétistes

Début septembre, la CNT avait définitivement adopté le principe de l'intervention politique, décision qu'elle devait compléter avec celle prise lors de l'assemblée plénière régionale tenue le 15 septembre, où fut pompeusement proposé un plan de réaménagement de l'Etat qui n'était rien d'autre qu'une proposition de collaboration avec le gouvernement. Elle fut invitée à participer au premier gouvernement qu'avait formé Largo Caballero, mais elle s'y refusa du fait qu'elle n'avait pas obtenu l'unanimité qu'exigeait une démarche de cette envergure à l'intérieur de l'organisation confédérale. Les divergences entre dirigeants cénétistes portaient essentiellement entre ceux qui expliquaient qu'il fallait participer directement au gouvernement sans la moindre réserve et ceux

(1) Voir l'article *"La CNT face au comité central des milices de Catalogne"* publié dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 18 (septembre-octobre 2002).

qui préconisaient que la collaboration devait être réalisée "de l'extérieur", à travers des commissions "techniques", qui seraient rattachées à chacun des ministères. Le point d'équilibre entre les uns et les autres sembla être trouvé dans la création d'un Conseil national de défense, que devraient intégrer cinq représentants de l'UGT, cinq de la CNT et quatre républicains, tout en maintenant Azaña comme président de la République. La proposition, issue de l'assemblée plénière régionale du 15, comprenait également la constitution de conseils de défense locaux, provinciaux, etc., avec création d'une structure à chaque niveau territorial.

"Il n'y a pas d'autre issue qu'un gouvernement ouvrier"

Ainsi, tandis qu'à Madrid s'était constitué le 4 décembre un nouveau gouvernement formé par Largo Caballero — lequel avait remplacé le cabinet dirigé par Giral avec la participation de ministres du PSOE, du PCE et la présence de républicains et d'un représentant de l'ERC —, à Barcelone, on se demandait quoi faire du comité central des milices ; en même temps, la CNT commençait à préparer les militants à une possible participation gouvernementale de l'organisation. Pour apprécier le débat, il convient de prendre en compte quelques données. A peu près à cette date, le POUM organisa un grand meeting au Price, au cours duquel Nin revint sur les idées centrales du parti en relation avec les événements qui s'étaient produits. Faisant référence au gouvernement Largo Caballero, il affirma qu'il n'était pas celui dont avait besoin la classe ouvrière en ces moments et que le seul gouvernement qui pouvait répondre à la situation était un gouvernement ouvrier sans ministres bourgeois. « *Le gouvernement actuel,* dit-il, *représente sans nul doute un pas en avant par rapport au gouvernement précédent ; mais c'est un gouvernement de Front populaire, c'est un gouvernement qui répond à la situation antérieure au 19 juillet, c'est-à-dire lorsque ne s'était pas produit le soulèvement ouvrier, et, en ce sens, donc, même si par rapport au gouvernement précédent il suppose un pas en avant, par rapport à la situation actuelle, il représente un pas en arrière. En conséquence, il n'y a pas d'autre issue qu'un gouvernement ouvrier. Le mot d'ordre de toute la classe ouvrière dans les jours qui viennent est :* "Hors du gouvernement les ministres bourgeois et vive le gouvernement de la classe des travailleurs !" » (2).

A propos du problème que représentait le manque d'un commandement unique capable de diriger toutes les opérations militaires, il dit ceci : « *En Catalogne, nous avons créé le comité central des milices ouvrières, qui centralise réellement toute l'action militaire et toute l'action politique, et notre parti propose que se constitue immédiatement une "Junte nationale de défense", qui, comme le comité des milices de Catalogne, centralise toute l'action et conduise la guerre jusqu'à la victoire définitive.* »

Le mot d'ordre central restait l'exigence de constitution d'un gouvernement ouvrier sans représentants bourgeois — allusion aux ministres de IR et UR qui faisaient partie du gouvernement Largo Caballero — comme seule issue possible à la situation. Pour le POUM, le problème de présenter devant les masses cette proposition comme quelque chose qui pouvait être réalisé contenait un écueil, à savoir qu'un gouvernement ouvrier sans ministres bourgeois, mais également sans la participation de la CNT, n'était pas viable. Pour cette raison, la propagande du POUM s'orienta tout particulièrement vers les éléments de cette organisation, dans le but de les convaincre d'abandonner les préjugés idéologiques qui les empêchaient de participer au pouvoir politique. Dans ce même meeting, Nin, sans doute informé des discussions qui se déroulaient à l'intérieur de l'organisation confédérale, s'adressa aux *"camarades de la CNT et*

(2) *La révolution espagnole au jour le jour - Documents du POUM,* p. 100.

de la FAI" en ce sens : *"Il se peut, par exemple, que vous ne vouliez pas faire partie d'un gouvernement ouvrier, que le nom vous fasse peur. Quant à nous, nous déclarons que ce qui nous intéresse, ce n'est pas les noms, mais les choses. Si vous ne voulez pas que cet organe dirigeant, qui est absolument nécessaire, s'appelle gouvernement, appelons-le, si vous voulez, comité exécutif, comité révolutionnaire ou comité populaire, mais accomplissons tous notre devoir et constituons-le."* Et il ajouta : *"Il est évident que nous avons aujourd'hui en Espagne une situation politique qui n'est pas en résonance avec la situation actuelle et il est absolument incompréhensible que, dans les circonstances actuelles, il y ait en Catalogne un gouvernement formé par des représentants de l'Esquerra Republicana, de même qu'il est absolument incompréhensible qu'en ce moment il y ait en Espagne un gouvernement avec des ministres bourgeois. Si les camarades anarchistes prennent en compte la situation et consentent quelques sacrifices, très bientôt, en Espagne, il n'y aura plus un seul ministre bourgeois."*

"Si la Junte nationale de défense..."

Nous nous abstiendrons de juger l'efficacité de cette propagande, qui encourageait la CNT et la FAI à occuper la place qui leur revenait dans la conduite de la politique en même temps qu'elle les enjoignait de participer à un hypothétique gouvernement ouvrier. Disons simplement qu'il y eut cette tentative de la part du POUM à un moment où la CNT était sur le point de franchir — par la droite — l'obstacle idéologique que représentait pour elle le fait d'accepter la collaboration gouvernementale. Nous n'insisterons pas plus qu'il ne faut sur un fait qui ne passe pas inaperçu dans les paroles de Nin : la référence au comité central des milices essentiellement comme organisme dirigeant la lutte sur le terrain militaire, et, surtout, l'absence totale de rapports entre cet organisme et le nouveau gouvernement ouvrier qu'il fallait former. En d'autres termes, si la Junte nationale de défense que l'on proposait de constituer avec un caractère d'urgence — on observera la similitude avec la formulation cénétiste — était l'alternative au gouvernement Largo Caballero, est-ce que le comité central des milices était l'alternative au gouvernement de la Généralité ? Pourquoi cela n'était-il pas posé ouvertement ? L'explication de cette apparente contradiction est simple : lorsque Nin intervient au meeting du Price, le POUM, probablement, a déjà décidé ou est sur le point de le faire, en accord avec le reste des autres organisations qui le composaient, la dissolution du comité central des milices et la formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité, lequel, pour rendre les choses plus faciles à la CNT, serait appelé conseil. Il est possible que ce ne soit pas l'issue que désiraient le plus les dirigeants du POUM, mais il est hors de doute qu'elle se fit avec leur participation.

Le décret de dissolution

Effectivement, lors de la réunion tenue par les délégués du comité central des milices le 10 septembre — c'est-à-dire une semaine environ après la formation du gouvernement Largo Caballero et après l'assemblée plénière régionale de la CNT où fut donné le feu vert à la participation gouvernementale, mais sans rien concrétiser sur le moment —, fut ratifié le décret de dissolution, en même temps que tout le monde était instamment invité à une nouvelle réunion où chacun des représentants devait présenter les critères relatifs à la forme et à la proportionnalité que devrait avoir le nouveau gouvernement de la Généralité. Dans la réunion du 14, chacun à son tour, les délégués donnèrent les positions de leurs organisations respectives. Le POUM, par la bouche de Gorkin, expliqua la sienne : le nouveau gouvernement à mettre en place devait pouvoir s'appuyer sur la représentation de toutes les organisations qui faisaient partie du comité central des milices, et, de plus, son programme devait être *"de type socia-*

liste ou socialisant". Telles étaient les deux conditions que mit le POUM en débat, pour, éventuellement, participer à un accord. Les autres délégués exposèrent les leurs.

Un programme socialiste ou simplement antifasciste ?

La question était posée : est-ce que ce nouveau gouvernement devait avoir un programme socialiste ou simplement antifasciste ? Les représentants de la CNT éludèrent autant que possible le débat sur le programme que devait avoir le nouveau gouvernement — ou conseil de défense, selon la terminologie qu'ils aimaient utiliser — précisément pour camoufler le pas qu'ils allaient franchir, et s'en tinrent continuellement à des formulations du style *"le programme, les masses l'imposeront d'en bas"* ou du même genre. De plus, ils se retranchaient derrière l'idée que le programme de transformations sociales devait être mené à bien par le Conseil de l'économie qui avait été créé à la mi-août, raison pour laquelle, selon eux, la discussion n'était pas si importante. De leur côté, les représentants du PSUC et de l'ERC, ainsi que ceux de l'UR et de l'ACR, se retrouvèrent d'accord sur l'essentiel : le nouveau gouvernement devait concentrer ses efforts sur la défaite du fascisme et laisser pour ce moment-là le programme de transformations sociales que certains proposaient. García Oliver prit part finalement à la discussion en s'alignant sur cette position : *"Le nouveau conseil,* affirma-t-il, *ne doit faire rien d'autre que de préparer les réalisations économiques qu'il faudra mener à bien une fois terminée la guerre, à laquelle il faut accorder maintenant une importance primordiale."* Le représentant de l'ERC, Miravitlles, présenta un projet de résolution comme conclusion du débat : *"Afin de mener à bonne fin la guerre, nous proposons la formation d'un gouvernement qui ait comme objectif principal la lutte jusqu'à la victoire contre le mouvement armé du fascisme. A cet effet, nous proposons la formation d'un gouvernement composé de toutes les forces qui, en Catalogne, ont eu une attitude décisive contre le fascisme, c'est-à-dire la classe ouvrière, la petite paysannerie et la petite bourgeoisie. Ce gouvernement dirigera la guerre contre le fascisme et mènera à bien toutes les transformations sociales et économiques indispensables pour l'écraser historiquement."* Seul le représentant du POUM fit part de son désaccord et proposa une déclaration alternative : *"Le POUM préconise la formation d'un gouvernement-conseil de la Généralité de Catalogne, constitué des différents partis et organisations qui composent le comité central des milices, lequel a pour mission d'écraser totalement le fascisme et préparer la transformation des bases économiques de la société, sur la base déjà définie par le Conseil de l'économie de Catalogne. Ce programme révolutionnaire conséquent avec les réalités du moment présent ne présuppose de la part d'aucun parti ni organisation un quelconque renoncement à ses points de vue les plus élevés."* Comme on peut l'observer, on ne parle plus de gouvernement ouvrier "sans ministres bourgeois" et on n'insiste que sur le caractère du programme. Il convient de signaler que le programme que proposait le Conseil de l'économie admettait le droit à la propriété privée dans les entreprises et exploitations agricoles, petites et moyennes ; par ailleurs, et bien qu'il y fût question d'orienter la transformation socialiste du pays, celle-ci devait être réalisée à travers la collectivisation et la nationalisation, sans spécifier ni clarifier laquelle des deux primerait. En réalité, le POUM — le comité exécutif —, sachant que la CNT ne ferait pas obstacle à la dissolution du comité central des milices et qu'elle entrerait — malgré tous les jeux de mots qui furent utilisés — dans le nouveau gouvernement de la Généralité, avait décidé également d'y participer. Formellement, il s'y opposa — de manière moins énergique que ce qui a pu être dit —, mais toute cette opposition ne sortit pas des quatre murs de la salle dans laquelle les délégués du comité central des milices discutèrent de cette question.

Collaborer avec le nouveau gouvernement

Quelques heures à peine après la fin de cette séance du comité central des milices, se réunit le comité central du POUM pour prendre une décision à ce propos et ratifier la position du comité exécutif. La direction du parti assuma totalement l'idée qu'il était impossible de tenter de modifier ou influencer l'attitude de la CNT sans collaborer avec le nouveau gouvernement. En conséquence, fut approuvée une résolution — non sans une forte contestation interne — fixant la position du parti, et qui disait la chose suivante (3) :

"Le comité central estime, aujourd'hui comme hier, que ce gouvernement devrait être composé exclusivement de représentants des partis ouvriers et des organisations syndicales ; mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, le POUM n'en fera pas une question fermée, d'autant plus si nous considérons que le mouvement républicain de gauche en Catalogne a un caractère profondément populaire — qui le distingue du républicanisme de gauche espagnol, essentiellement bourgeois — et que les masses paysannes, les secteurs ouvriers qui constituent sa base se tournent de manière décidée vers la révolution et sont fortement influencés par les partis et organisations prolétariens. Ce qui compte, c'est le programme et l'hégémonie, garantie, du prolétariat. En ce sens, il ne peut y avoir le moindre doute : le nouveau gouvernement à venir doit faire une déclaration de principes sans ambiguïté et affirmer son intention de traduire en légalité révolutionnaire l'élan des masses en s'orientant dans le sens de la révolution socialiste. En ce qui concerne l'hégémonie prolétarienne, elle serait pleinement assurée par la majorité absolue de représentants ouvriers. En conséquence, le comité central estime que le parti doit fournir toute son aide à la formation de ce gouvernement et décider d'en faire partie" (4).

Le POUM franchissait ainsi son propre Rubicon, emporté par des circonstances que lui-même avait contribué à laisser se créer et qu'il n'avait pas su, pu ou voulu combattre.

Entre la révolution et la logique de la recomposition de l'Etat

En accord avec le pas qui venait d'être franchi, les jours suivants, *La Batalla* se mit à offrir une solution différente au problème de la dualité des pouvoirs, en même temps qu'elle cessa de faire de l'agitation en faveur d'un gouvernement ouvrier sans représentants bourgeois en s'accrochant à l'argument selon lequel le programme était l'essentiel :

"Il existe aujourd'hui en Catalogne, clairement posé, un problème de dualité de pouvoirs. Comment se caractérise-t-il ? De la manière suivante : il y a un gouvernement, celui de la Généralité, qui, selon ce que reconnaissent ses propres composantes et ceux qui le soutiennent, ne peut pas gouverner. Il existe, en même temps, un certain nombre d'organismes, de comités, qui, sans se dire gouvernants ou gouvernementaux, assurent le gouvernement effectif en Catalogne (...). Pour notre part, nous sommes d'avis qu'il faut aller vers la formation d'un gouvernement qui gouverne (...). Qui doit en faire partie ? Nous estimons qu'il faut que ce gouvernement soit ouvrier, clairement ouvrier, et qu'il soit constitué par tous les partis et toutes les organisations de la classe ouvrière (...). Cependant, s'il est admis par les autres forces ouvrières qu'il y ait dans ce gouvernement — ou conseil — une représentation de la petite bourgeoisie, pour nous, ce ne sera pas une question fermée (...). Par ailleurs, le caractère ouvrier ou non ouvrier de ce gouvernement, c'est le programme, beaucoup plus que ses com-

(3) Les comités locaux de Barcelone et Lérida, comme l'organisation de jeunesse (JCI), votèrent contre (voir Victor Alba, *Le marxisme en Catalogne, 1919-1939*, rédigé en catalan. *Histoire du POUM*, p. 53.

(4) *La Batalla*, 18 septembre 1936.

posantes, qui le déterminera. Un exemple : le gouvernement de Madrid est à majorité ouvrière, et, cependant, par son programme et par sa politique, il en est très loin d'être cela."

Et il terminait ainsi : *"Sur la question du programme, nous resterons fermes. Un gouvernement simplement antifasciste ne nous suffit pas (...), le programme de ce gouvernement doit être, par conséquent, socialiste ou de transition révolutionnaire vers le socialisme. Nous ne pensons pas qu'il soit difficile de nous mettre d'accord là-dessus, puisque le Conseil de l'économie de Catalogne en a élaboré certaines bases"* (5).

Cependant, quelques jours après, une fois formellement constitué le nouveau gouvernement de la Généralité, l'éditorial de *La Batalla* montrait un ton moins ferme et probablement plus résigné pour définir l'attitude du parti par rapport à lui, vu la manière dont s'étaient développés les événements : *"Pour nous, un gouvernement se définit politiquement par le programme qu'il se propose de mettre en œuvre. En ce sens, notre opinion était très ferme quant au besoin d'une déclaration ministérielle d'orientation socialiste. Il fallait également l'intervention active et directe de la Confédération nationale du travail — qui reflète le sentiment de grandes masses ouvrières radicalisées —, qu'il fallait impliquer dans la gestion et l'administration gouvernementales. C'est à ces deux conditions essentielles que nous subordonnions notre collaboration avec le conseil de la Généralité. Nous ne croyons pas nécessaire d'ajouter que la composition du nouveau gouvernement et même que les termes de la déclaration ministérielle ne nous donnent pas entière satisfaction. Et encore moins pourrait nous satisfaire la proportion numérique qui nous a été attribuée. Cependant, nous croyons rester les fidèles interprètes de l'accord du plénum de notre comité central en acceptant cette collaboration (...). Nous sommes dans une étape de transition, dans laquelle la force des faits nous a contraints à la collaboration directe avec le conseil de la Généralité, dans l'union avec les autres organisations ouvrières. Le cours triomphal de la guerre civile contient le développement politique de la révolution, qui ne cessera de manifester ses propres exigences. De la formation des comités d'ouvriers, de paysans et de combattants que nous impulsons et encourageons surgiront les représentations directes du nouveau pouvoir prolétarien"* (6).

Rétablissement de la légalité républicaine

Comme cela est bien connu, le nouveau gouvernement de la Généralité, qui fut constitué le 27 septembre — et au sein duquel Nin devait occuper le poste de conseiller de la Justice —, non seulement ne fit pas de déclaration programmatique susceptible d'être interprétée comme allant dans le sens de la révolution socialiste, mais, au contraire, ses premières décisions pratiques portèrent la marque du rétablissement de la légalité républicaine et de la fin des divers pouvoirs révolutionnaires locaux. Justement, la première intervention de Nin, désormais en tant que représentant du gouvernement de la Généralité, fut d'accompagner une délégation gouvernementale à Lérida et à Tarragone, afin de convaincre un certain nombre de comités, parmi eux celui de Lérida, qu'ils devaient accepter et reconnaître le nouveau gouvernement. Ensuite, vinrent les décrets aux termes desquels étaient dissous les comités locaux et était réorganisée la vie municipale à partir de la reconfiguration des municipalités, qui devaient obligatoirement être constituées dans la même proportion et avec les mêmes forces que le gouvernement de la Généralité. Au-delà des intentions, ce qui est sûr, c'est que le POUM participa au gouvernement qui liquida les comités révolutionnaires.

Comme il est sûr aussi que cette participation était une des conditions pour y parvenir, participation que le POUM assimila à la prétendue existence d'un gouvernement plus "progressif" à Barcelone qu'à Madrid, et dont la preuve serait sa

(5) *La Batalla*, 17 octobre 1936.

(6) *La Batalla*, 30 septembre 1936.

propre participation dans le gouvernement catalan aux côtés d'autres forces ouvrières.

Conférer une certaine autorité à la politique de l'"antifascisme"

Il est certain que, sans le concours d'organisations comme la CNT — fondamentalement —, mais aussi du POUM, la liquidation n'aurait pu être accomplie sans risque de provoquer un mouvement comme celui qui éclata en mai 1937, mais, pour le coup, dans des circonstances révolutionnaires plus favorables. La participation des représentants ouvriers dans ce nouveau gouvernement, loin de garantir quoi que ce soit, servit en fait pour conférer une certaine autorité à la politique de l'"antifascisme", c'est-à-dire la politique qui s'opposait au développement de la révolution au nom de la recherche d'une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie antifasciste et qui recherchait l'unanimité autour d'un mot d'ordre, qui, habilement utilisé par ses promoteurs — *"D'abord la guerre, ensuite la révolution"* —, fut utilisé à fond pour combattre la révolution.

Le POUM au bord de la scission

Ce fut, en définitive, le premier pas d'une longue suite, qui seraient peu à peu franchis pour retourner la situation ouverte après le 19 juillet. Une manifestation en fut justement l'élimination du POUM du gouvernement de la Généralité à la mi-décembre, chassé de celui-ci sous la pression des staliniens, dans ce qui allait devenir le préambule de la persécution et la traque qu'allaient subir ses militants quelques mois après. *"Ce sont les positions conquises par le prolétariat que l'on veut miner en ce moment"*, affirmait la résolution du plénum élargi du comité central du POUM tenu du 12 au 16 décembre 1936, faisant allusion, non sans raison, aux tentatives de freiner la révolution de la part de la réaction stalinienne et bourgeoise.

Cependant, officiellement, aucune leçon ne fut tirée de la participation du POUM à un gouvernement dont la politique était allée dans ce sens. Il se peut que l'absence de critique était due au besoin de maintenir l'équilibre interne, dans un moment délicat pour le parti, entre les différents points de vue en présence, et qui avait placé le POUM au bord de la scission durant la brève période de légalité qu'il vécut entre sa fondation et sa mise hors la loi en juin 1937.

Même ainsi, quelques dirigeants exprimèrent des doutes à propos de l'orientation suivie, comme Andrade lui-même, ou Molins et Fábrega. Des voix se firent entendre aussi parmi les militants, qui s'élevèrent contre la politique suivie par l'exécutif du parti. On connaît les critiques de gauche formulées en avril 1937 par José Rebull, de la cellule 72 du V[e] district de Barcelone, à propos de la participation du POUM au gouvernement de la Généralité, dirigées contre la théorie selon laquelle *"un gouvernement se définit par son programme et non par sa composition organique"* (7), ainsi que la résolution que ce même militant soumit quelques mois après au comité central du parti. Selon ses termes, parmi les erreurs fondamentales de principe et de tactique commises par le POUM, figurait le fait que jamais n'avait été posée *« devant la classe ouvrière la question du pouvoir, et que, en juillet, août et septembre, pendant la "dualité de pouvoir", n'avait pas été posée non plus la question de "tout le pouvoir" »* ; et enfin, que fut *"acceptée la liquidation de la dualité de pouvoir en faveur de la bourgeoisie"*, ce dont il rendait coupable la direction du parti, qui s'était prononcée *"pour la suppression des comités antifascistes au lieu de lutter pour leur démocratisation et pour la destruction des organes de pouvoir capitalistes"* (8).

En Catalogne, il y eut d'autres critiques situées plus ou moins sur le même

(7) *La Révolution espagnole, 1930-1940,* volume II, 1936-1940, p. 509.

(8) *Ibidem,* p. 514.

terrain, provenant de sections locales comme celle de Figueres — municipalité et capitale de la région du Alt Empordà, dans la province de Gérone —, qui alla jusqu'à affirmer publiquement qu'avec les décrets qui dissolvaient les comités et créaient les nouvelles municipalités, on ne prétendait pas impulser la révolution, mais au contraire la freiner de manière préméditée (9). Très ressemblantes également aux positions qu'avaient défendues en octobre 1936 à Madrid le POUM et la JCI. Mais sont également connues les positions de ceux qui critiquèrent la politique de l'exécutif parce que trop "à gauche" (10). Nous ne faisons pas allusion ici à ce qu'a exprimé Maurín des années après la fin de la guerre civile, et après aussi une longue et dure détention dans les prisons de Franco, mais à celles qu'avait exprimées, par exemple, l'organisation à Valence, qui se situaient exactement à l'opposé de celles citées précédemment.

Pour conclure, il ne s'agit pas ici de répéter les arguments qui, déjà à l'époque, furent avancés pour qualifier les positions de la direction du POUM. Nous pensons ici autant aux critiques de Trotsky contre la politique menée en Espagne par les dirigeants du POUM qu'à la défense que firent de cette même politique des hommes comme Kurt Landau, Michel Collinet, Victor Serge ou Marceau Pivert. On sait que Trotsky considéra le POUM comme un parti "centriste" — le plus sérieux et honnête de tous — et qu'il critiqua durement sa politique, particulièrement son entrée dans le gouvernement autonome catalan. On connaît également les arguments des "avocats politiques" du POUM par rapport à ces mêmes critiques, selon lesquels était justifiée l'orientation qui conduisit ce dernier à participer au gouvernement qui liquida les comités. Nous avons surtout voulu présenter l'évolution des positions du POUM dans les quelques mois cruciaux pour la révolution espagnole, et en même temps montrer clairement quelle fut l'attitude de ses délégués devant le comité central des milices de Barcelone.

Il est évident qu'en abordant cette question, même de manière sommaire, on touche à d'autres questions qui dépassent les limites de cet article. Par exemple, une de ces questions concerne le caractère même de ce parti. Le fait que le POUM se présentait devant les masses comme un parti révolutionnaire, de type bolchevique, mais que, dans la pratique, il fut fort éloigné d'agir comme tel, n'était rien d'autre que la manifestation du problème qu'il traînait depuis sa constitution, et qui le mena, entre autres choses, à défendre des politiques différentes, *"certaines trop droitières et d'autres trop à gauche"*, pour utiliser les mots d'un militant de Madrid. En réalité, il est difficile de comprendre les oscillations, les fluctuations du parti si l'on étudie le POUM comme un phénomène purement catalan ou espagnol, et non comme une expression catalane ou espagnole du processus de différenciation politique à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier vers la fin des années 1930, et qui se traduisit par la rupture de secteurs importants de partis ouvriers avec la II[e] et la III[e] Internationales.

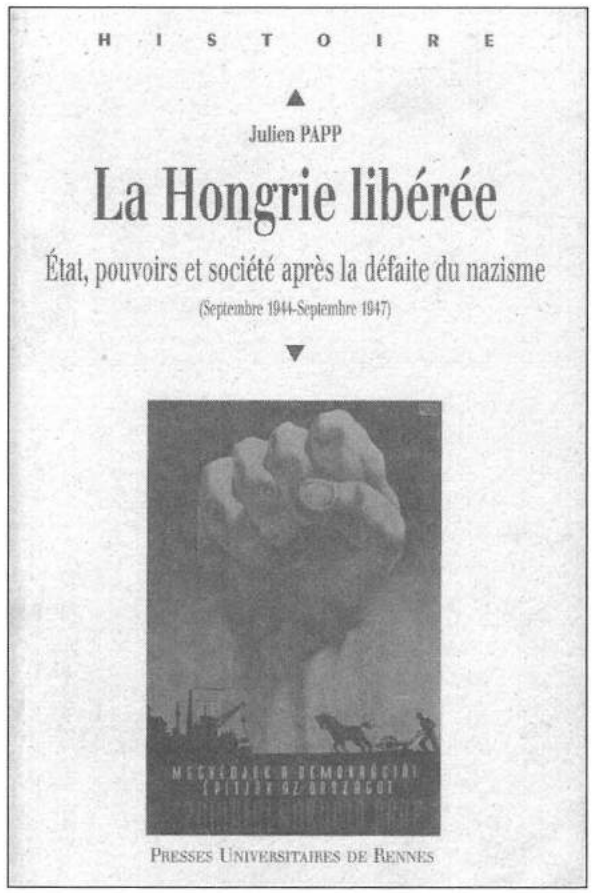
José Pozo

(9) *En avant !*, organe du POUM et de la JCI de Figueres (20 janvier 1937).

(10) *Bulletin intérieur*, organe d'information et de discussion du comité exécutif du POUM, n° 1 (15 janvier 1937).

NDLR : ERC : Esquerra Republica Catalana. Gauche républicaine catalane, organisation petite-bourgeoise nationaliste catalane. PSUC : Parti socialiste unifié de Catalogne, en réalité section catalane du PC espagnol. UR : Union des rabassaires (syndicat de petits paysans).

Julien Papp : Introduction à *La Hongrie libérée*


HISTOIRE
Julien PAPP
La Hongrie libérée
État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme
(Septembre 1944-Septembre 1947)
PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES

"Vider de leur substance les différents comités"

"A vécu entre 1945 et 1948"
(vœu de Istvàn Bibo [1911-1979] pour son épitaphe)

LES trois années qui vont de septembre 1944 à septembre 1947 constituent malgré leur brièveté une période décisive dans l'histoire de la Hongrie. C'est alors que la guerre atteint le territoire national et que l'ancien régime "millénaire" s'effondre.

Occupé par l'armée soviétique, le pays est doté d'un statut de souveraineté limitée et d'un gouvernement de coalition. De ce régime, dit aussi de transition démocratique, la fin est marquée par deux événements en septembre 1947 : la ratification du traité de paix par le Parlement hongrois impliquant le départ des troupes d'occupation et la création du Cominform, qui annonce la rupture avec la politique de front populaire adoptée en 1935 par le mouvement communiste international.

Si, pour les historiographies dominantes du dernier demi-siècle, les années 1944-1947 représentent en Hongrie soit une étape dans la "victoire de la révolution socialiste", soit la phase initiale de la "soviétisation" par l'accomplissement progressif de la "dictature communiste", une enquête tournée davantage vers la réalité historique de la période permet de mettre en doute que l'époque de la coalition puisse vraiment se reconnaître dans les significations ainsi énoncées et accréditées auprès du public. Ces deux visions convergentes ignorent en effet la double rupture qui balise l'époque : la première efface le tournant vers la dictature stalinienne ; la seconde occulte le caractère révolutionnaire de la situation née de l'effondrement de l'ancien régime.

Deux événements récents sont venus conforter ces interprétations. D'une part, l'accès plus facile aux archives soviétiques, visiblement sans apporter d'éléments vraiment nouveaux, contribue derechef à focaliser les regards sur les intentions des grandes puissances, celles de Staline en particulier, au détriment des conditions internes de l'effondrement. D'autre part, la restauration du capitalisme dans la région, et en Hongrie précisément, crée une ambiance où les années 1944-1947 apparaissent comme un accident de parcours à mettre entre parenthèses (ambiance symbolisée par l'adoption de la couronne, qui écarte d'emblée les grands moments de l'histoire du pays où s'est exprimée la souveraineté populaire : 1848-1849, 1918-1919, 1946, 1956, illustrés chaque fois par l'"emblème Kossuth", écusson sans couronne), ou bien, décontextualisées,

elles sont présentées comme le point de départ des exactions et des "illégalités". Cette démarche non dépourvue d'anachronismes multiplie les "justiciers", et le juridisme devient envahissant à la faveur de ces dernières années où les recherches historiques n'affectionnent guère les "entités collectives".

Pour le dire, et en simplifiant, on a le sentiment que les questions qui continuent à diviser les historiens au sujet de l'époque de la coalition tournent toujours autour de deux questions : Staline voulait-il ? Ne voulait-il pas ? L'arrivée de l'armée soviétique en 1944 était-elle/n'était-elle pas une libération ?

En revisitant l'époque, le présent travail voudrait contribuer à définir celle-ci à travers la description et l'analyse de ses multiples composantes. Si pour la rétrospection prévaut toujours l'image globale et approximative des "pays de l'Est", il se trouve qu'en réalité l'Europe orientale présente au lendemain du conflit "l'aspect d'une véritable mosaïque", où la Hongrie occupe une position originale. Du point de vue géo-stratégique, elle ne possède pas l'intérêt que présentent le "glacis protecteur" germano-polonais et le "verrou" du complexe balkano-méditerranéen, et, à l'intérieur, elle a conservé tout son potentiel politique, dans la mesure où, restée le "dernier satellite" du III[e] Reich, aucune résistance importante n'a fourni l'occasion de régler les litiges "hungaro-hongrois", si l'on peut se permettre cette tournure inventée pour le contexte français de l'époque.

La vie publique magyare est alors d'autant plus mouvementée qu'elle a réintégré bien des forces compromises dans les événements récents, qui réapparaissent sur la scène politique après une fuite précipitée ou une période de prudente réserve. Les litiges sont à la hauteur des conséquences de la guerre (perte de toute une armée dans une guerre d'agression, extermination de cinq à six cent mille Juifs, destruction de la capitale...), où d'ailleurs les souvenirs d'un passé très chargé affleurent constamment, selon la mémoire des protagonistes. Les enjeux se cristallisant dans la sphère politique-administrative et autour du pouvoir exécutif de l'Etat à construire, les débats sont portés à la fois par les partis politiques et par différentes formes de démocratie directe. La floraison des journaux et la présence assidue du peuple partout où son sort se décide dans le pays montrent l'authenticité et la richesse d'une vie publique telle que la Hongrie en a rarement connue d'aussi dense avant et après.

La partie centrale de l'ouvrage, qui présente les protagonistes, laisse voir le caractère révolutionnaire des faits observés dans le démarrage des administrations, dans l'organisation des comités d'usine et au cours du partage des terres. On peut suivre l'écart croissant entre les aspirations, sinon la volonté, des intéressés de conserver le pouvoir de décision, et la détermination des partis à consolider l'Etat. C'est l'histoire d'une dépossession, au cours de laquelle les partis contribuent à vider de leur substance les différents comités au bénéfice d'une législation de remise en ordre et finissent par subir eux-mêmes la conséquence de cette dévitalisation.

Sera mise de côté toute incursion dans la soviétologie et dans les spéculations sur les "totalitarismes", pour apporter des connaissances sur une période riche et pleine de sens. Cet objectif semble d'autant plus justifié que notre travail met en œuvre des sources d'archives et des publications abondantes et de qualité, peu accessibles pour la plupart aux lecteurs francophones. Quant au fond, l'ouvrage souhaite montrer à la lumière de cette connaissance historique le poids des facteurs internes dans les rapports entre Occidentaux et Soviétiques avant la guerre froide.

En inversant donc quelque peu les perspectives habituelles, la démarche adoptée voudrait restituer aux ouvriers, paysans et autres "petites gens" de la Hongrie leur place de protagonistes, que les mémoires dominantes n'ont cessé depuis le tournant stalinien de septembre 1947 de dénaturer ou d'effacer.

"Contre la nouvelle caste de petits bourgeois, il faut mener le combat jusqu'au bout"

(discours de Constantin Paoustovski prononcé à la Maison des prosateurs, à Moscou, le 25 octobre 1956)

Pendant l'été 1956, la revue *Novy Mir* publia un roman de Doudintsev, *L'Homme ne vit pas seulement de pain,* dont le héros, un ingénieur, devait combattre et, finalement, vaincre — mais au prix de quelles difficultés ! — l'opposition farouche des bureaucrates, représentés par le haut fonctionnaire Drozdov, à l'invention qu'il venait de faire.

Très vite, le roman de Doudintsev devint le foyer de l'affrontement entre les staliniens et la gauche. La montée des révolutions hongroise et polonaise donna à cette discussion une dimension politique explosive. Le 25 octobre 1956, la section de Moscou de l'Union des écrivains organisait une réunion destinée à clouer au pilori le roman de Doudintsev comme antisoviétique... Mais les étudiants de l'université Lomonossov entrèrent en masse dans la Maison des prosateurs, d'où la majorité des staliniens s'éclipsèrent discrètement, et la réunion se transforma en un meeting politique, que le bureau politique condamna dans les jours qui suivirent. Des discours prononcés à ce meeting historique, seul nous est parvenu le texte de l'intervention de l'écrivain Paoustovski, capitale à un double titre.

On verra, à la lecture de ce discours, que l'analyse faite par Paoustovski de la bureaucratie est exactement celle qu'élaboraient au même moment les gauches communistes polonaise et hongroise, c'est-à-dire qu'elle est proche de celle de Trotsky, à une différence près, fort importante, il est vrai : Paoustovski n'évoque pas les racines internationales de la bureaucratie ; il ne dit pas qu'elle est le produit du reflux et du retard de la révolution mondiale. En tout cas, ce n'est pas, à ses yeux, une "nouvelle classe". C'est bien pour lui une caste étrangère au système de la propriété d'Etat établi par la révolution.

La personnalité de Paoustovski donne à cette analyse un poids particulier. Considéré comme le plus grand prosateur russe avec Pasternak et l'officiel Cholokhov, il fut officieusement "proposé" pour le prix Nobel en 1964. Les courageux académiciens de Stockholm, cédant aux injonctions du Guépéou, préférèrent donner le Nobel au policier de plume Cholokhov, dénonciateur de ses confrères...

"Ce n'est qu'un début"

MON intention n'est pas de parler des qualités ou des défauts littéraires du roman. Je considère qu'il est temps de se faire entendre à pleine voix. Camarades, à mes yeux, Doudintzev représente un phénomène social très important. Le roman de Doudintzev, c'est la première bataille contre les Drozdov (1), sur lesquels notre littérature doit se jeter jusqu'à leur entière liquidation dans notre pays.

Mais les Drozdov sont des milliers, et c'est de cela que je veux parler. Un fait me réjouit : les hommes qui, dans une certaine mesure, se solidarisent avec les Drozdov n'ont pas trouvé la possibilité d'assister à cette réunion. En un certain sens, cela me réjouit. La conscience de l'écrivain doit être entièrement celle de son peuple.

Doudintzev a exprimé la profonde alarme que nous éprouvons tous pour la physionomie morale et la pureté de l'homme soviétique, et pour notre culture. Le livre de Doudintzev est d'une vérité impitoyable, la seule dont le peuple ait besoin dans sa marche difficile vers un nouveau régime social. Le livre de Doudintzev est d'une vérité impitoyable, et c'est aussi un très sérieux avertissement. Le danger existe : les Drozdov n'ont pas diminué ; ils sont toujours là.

Intolérables

Il n'y a pas très longtemps, j'ai eu l'occasion de me trouver parmi les Drozdov assez longtemps et de les rencontrer souvent. C'était sur le *Pobeda* (2). La moitié des passagers (intellectuels, peintres, écrivains, ouvriers, hommes de théâtre) formait une première couche sociale occupant les deuxième et troisième classes du bateau. Les cabines de luxe et de première étaient occupées par une autre couche sociale : vice-ministres, très hauts fonctionnaires de l'économie et autres grands personnages. Nous n'avions et nous ne pouvions avoir avec eux aucun contact, parce que ces hommes, de l'avis des deuxième et troisième classes, c'est-à-dire de la moitié du bateau, ne se contentaient pas de se rendre intolérables par leur morne arrogance, leur indifférence totale à l'égard de tout, sauf évidemment à l'égard de leur position et de leur vanité personnelles ; ils nous stupéfiaient encore par leur inculture crasse. *(Applaudissements.)* Laisser de telles gens franchir les frontières de notre patrie, à mon avis, c'est tout simplement un crime. *(Applaudissements.)* Un crime, parce qu'eux — les Drozdov — et nous, nous avons des conceptions totalement différentes du prestige de notre pays et de la dignité de l'homme soviétique. Il suffit de citer deux exemples assez classiques du genre de questions que ces gens posaient à nos guides et interprètes. Vous savez que la Chapelle sixtine abrite le chef-d'œuvre de Michel-Ange : le *Ju-*

(1) Drosdov : "héros" du roman de Doudintaev, *L'Homme ne vit pas seulement de pain*. Drozdov représente le bureaucrate type, borné et obtus, dictatorial et vindicatif, qui s'oppose à tout ce qui est neuf.

(2) *Pobeda* : navire de croisière.

gement dernier. Un des Drozdov, qui avait occupé, il y a quelque temps, un poste très élevé, demanda au guide : *"Qu'est-ce qui est peint là-dessus ? Est-ce le jugement de Mussolini ?" (Rires.)*

J'ai entendu l'un d'eux demander devant l'Acropole : *"Comment le prolétariat a-t-il pu laisser construire l'Acropole ?"*

En outre, tout ce qu'il y a de bien en Occident se voyait condamné. Comme l'un de nos voisins, un écrivain de Leningrad, disait un jour : *"La mer est d'une teinte magnifique !"*, un des Drozdov fit la remarque : *"Eh quoi ! est-elle pire chez nous, la mer ? Ce camarade devra être contrôlé."* C'est une petite chose, mais, en l'occurrence, elle suffit à nous montrer le visage des Drozdov.

Je parle de l'alarme qui était en chacun de nous, de cette alarme dont Doudintzev est pénétré. Où prend-elle ses racines ? Pourquoi Doudintzev, homme d'un grand courage et d'une haute conscience, est-il si troublé ? Le problème n'est pas dans la peinture de quelques carriéristes. Il ne s'agit pas simplement de carriéristes. Tout cela est bien plus compliqué et bien plus grave.

Une nouvelle caste de petits bourgeois

Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, *une nouvelle caste de petits bourgeois.*

C'est une nouvelle couche de *carnassiers et de possédants,* qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme. *(Voix dans la salle : "Très juste.")* Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes, qui, sur le même *Pobeda,* tenaient tout à fait ouvertement, sans se gêner ni craindre personne, des *discours antisémites de faiseurs de pogromes.*

Ces Drozdov-là sont des milliers, et il ne faut pas fermer les yeux sur leur existence. Le mérite énorme de Doudintzev, c'est d'avoir frappé sur le chaînon le plus important. Il parle du phénomène le plus terrible de notre société, sur lequel nous ne pouvons à aucun prix fermer les yeux si nous voulons que les Drozdov n'envahissent pas tout notre pays.

Ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres

D'où tout cela est-il venu ? D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, *qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple, qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom ?* Ils connaissent l'opinion du peuple. Ils peuvent, en toute liberté, impunément, monter à la tribune, eux tous, n'importe lequel de ces Drozdov, et parler de ce que pense et comment pense le peuple. *(Applaudissements.)*

A partir de 1937

Vous m'excuserez de parler si brutalement. Mais je considère qu'il n'y a point ici de place pour les semi-allusions, car tout cela est trop triste, trop dangereux. D'où ces gens sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique. C'est un sol fertile, sur lequel ont poussé des hommes, à partir de 1937. Ils ont survécu jusqu'à aujourd'hui, si étrange que cela paraisse à première vue. L'ambiance les a habitués à considérer le peuple comme du fumier. Ils ont été formés et encouragés aux plus bas instincts de l'homme. *Leur arme, c'est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court.* S'il n'y avait pas eu les Drozdov, il y aurait dans notre pays de grands hommes comme Meyerhold, Babel, Artiom Vessely et bien d'autres. Ce sont les Drozdov qui les ont anéantis. Il faut ici dénoncer *pourquoi ces hommes ont été anéantis. Ils l'ont été au nom du puant bien-être de ces Drozdov.* Nous ne pouvons nous représenter comment une telle pléiade de talents, d'esprits, d'hommes remar-

quables a disparu. Mais elle n'avait pas *disparu* comme cela ! Si ces hommes vivaient, notre culture serait en plein essor ! *Nous ne le savons tout simplement pas.*

Doudintzev a décrit le cas particulier d'un inventeur, qui a découvert le monstrueux tableau de l'"activité" des Drozdov. Mais ces gens-là pullulent. Est-ce que, dans notre milieu, nous ne connaissons pas de Drozdov ? Ce ne sont pas là de vains mots. *Voyez l'histoire du ministère de l'Industrie poissonnière* (3). Tout à fait consciemment, par servilité, et peut-être par sottise, un dommage *énorme a été causé à l'économie.* On ruine le pays, et ce sans aucune raison, bêtement, stupidement. *Il n'y a plus de poissons dans la mer d'Azov. La mer Noire est presque entièrement épuisée. Et tout cela, ce sont les Drozdov qui le font, pour assurer leur carrière.*

Comment ont-ils le front de ne pas répondre devant le peuple d'avoir dévasté le pays ? Prenez les rives de l'Oka, depuis Aleskine jusqu'à Tarussa (j'ai publié des articles à ce propos), les bandes de protection forestière sont massacrées. L'eau est empoisonnée. Les Drozdov se fichent de tout, ils ont besoin d'accomplir le plan et ils abattent des forêts.

L'idée de profit a commencé à prédominer

Une chose encore à combattre à boulets rouges : le maquignonnage. L'idée de profit a commencé à prédominer chez bien des hommes, des hommes d'argent. Ce maquignonnage peut ruiner et perdre le pays.

Ces gens, ces Drozdov, nous les voyons chaque jour autour de nous. Ils sont à tel point fondus dans un creuset commun, jusqu'à leur manière de s'habiller, qu'ils utilisent tous, de la même ignoble façon, avec un mépris total de la langue russe, un langage mort, un langage de rond-de-cuir.

C'est une puissance qui pèse lourd sur le pays. Et tout cela sous le couvert de bavardages creux sur le bonheur du peuple !

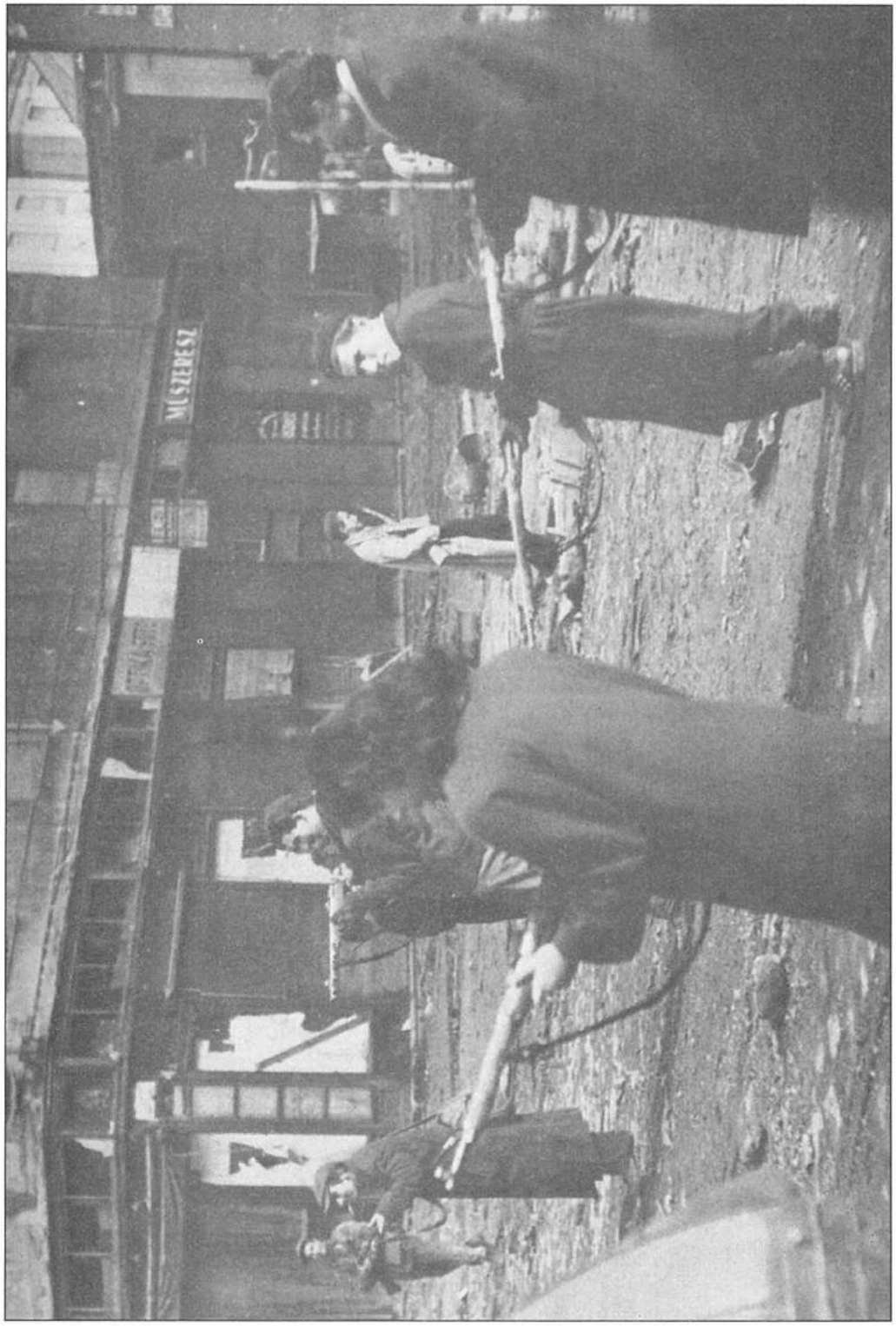
Dans leur bouche, c'est un sacrilège, un crime.

Ces hommes osent s'ériger en représentants du peuple sans son accord, ils osent déposséder notre pays de sa richesse humaine et matérielle, pour leurs intérêts personnels — et le déposséder avec un certain culot !

Mais je considère que le peuple, qui a pris conscience de la dignité de notre vie, balaiera les Drozdov à coup sûr et assez rapidement. *Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début ! (Applaudissements.)*

(3) Lorsque Staline mourut, la planification bureaucratique de la pêche avait si bien fonctionné que la Caspienne était quasiment vidée de ses poissons. Le scandale éclata en 1956, *Novy Mir* dénonçant l'incurie du ministre en septembre de la même année. Le ministre répondit en décembre, et l'on passa l'éponge..

Témoignages polonais sur la Hongrie


MÚSZERESZ

"La colère du peuple a submergé Budapest"

Arrivé à Budapest le 30 octobre 1956, Wiktor Woroszylski rencontre son ami Marian Bielicki, correspondant de l'hebdomadaire *Pro Prostu*, arrivé quelques jours plus tôt dans la capitale hongroise.

Marian est là depuis quelques jours. Il donne l'impression de quelqu'un de profondément secoué. J'ai de la peine à lui tirer de la bouche un récit de ce qu'il a vu aujourd'hui.

Il a été avec Christophe le témoin de l'assaut donné au comité de ville du parti, dans lequel se défendait un groupe d'environ deux cents membres de l'AVH (1).

L'AVH est une formation en uniforme de la police politique, qui n'est pas identique du point de vue de son étendue et du caractère de son activité avec notre Sécurité. Très élitistes, grassement payés (la retraite d'un fonctionnaire de l'AVH — un awosz — est dix fois plus élevée que le salaire moyen d'un ouvrier), liés à la vie et à la mort au régime sanglant de Rákosi (2), les détachements de janissaires de l'AVH ont jusqu'au bout maintenu le pays dans les tenailles de fer d'une terreur dont nous n'avions pas l'idée chez nous. Ni après la liquidation de Beria ni après la retraite de Rakosi et l'arrestation de Farkas (3), aucun changement ne s'est produit dans l'AVH.

Lorsque, le 23 octobre, l'AVH a ouvert le feu sur une manifestation populaire désarmée, la mesure a été dépassée. Une insurrection a éclaté, à laquelle se sont jointes aussitôt l'armée et la milice. L'AVH, officiellement dissoute par le gouvernement Nagy, ne s'est pas pliée à la décision et a continué à semer la mort et la provocation. Alors, la colère du peuple a submergé Budapest.

Marian me raconte comment la foule, soutenue par quelques chars hongrois, a attaqué la place forte des gens de l'AVH. Ceux-ci se sont défendus furieusement et leurs salves ont fait pas mal de morts. Mais bientôt, on les a sortis de leur immeuble, et alors...

Les lèvres de Marian tremblent, il est très blême.

"Je n'avais jamais vu de lynchage avant. On les a pendus par les pieds. Il y en a deux qui ont été réduits en morceaux. Plus tard, sont arrivés des insurgés organisés — la Garde populaire —, qui ont protégé les prisonniers face à la foule. Mais ceux qu'ils n'ont pas réussi à protéger..."

---

(1) AVH : initiale de la police politique, ou Sécurité d'Etat. Ses membres sont désignés comme les AVOS ou AVOSZ.

(2) Mathias Rákosi (1892-1971) a passé quatorze ans en prison dans la Hongrie de Horthy, de 1926 à 1940. Envoyé en URSS après la signature du pacte germano-soviétique. De 1945 au 18 juillet 1956, premier secrétaire du PC hongrois (le Parti des travailleurs hongrois à partir de 1948). Le 26 juillet 1956, part en URSS, où il vivra jusqu'à sa mort, en 1971.

(3) Mihaï Farkas (1904-1965), membre du bureau politique du PC hongrois (PTHG) de 1945 à 1955, ministre de la Défense de Hongrie de 1948 à 1953. Exclu du PTH en juillet 1956 pour sa part déterminante dans la répression.

Première promenade dans Budapest

Woroszylski et Marian Bielicki se rendent au Parlement par une rue déserte. Un soldat soviétique sorti d'un char contrôle leurs papiers, sans, semble-t-il, bien comprendre de quoi il s'agit, mais les laisse passer. Une motocyclette montée par deux officiers hongrois qui jettent des tracts les double. Puis, ils tombent sur un groupe de Hongrois, à qui ils demandent de bien vouloir leur expliquer le sens des tracts. Ils les emmènent dans un petit appartement. Quelques-uns parlent plus ou moins russe, la seule langue étrangère enseignée à l'école, comme les deux Polonais.

Un des gars entreprend de nous expliquer le contenu du tract. Il est signé par un groupe de détachements de la défense antiaérienne. Il contient avant tout l'exigence que les Russes quittent Budapest d'ici demain midi.

"C'est ce que nous voulons tous", commente notre traducteur, âgé d'une quinzaine d'années.

Les autres hochent la tête en signe d'accord.

Les deux Polonais finissent par arriver au Parlement, mais ne peuvent trouver d'entrée ouverte. Ils se préparent à abandonner leur tentative d'y pénétrer lorsque arrive une voiture, dont l'homme à côté du chauffeur parle le français et les invite à venir parler avec lui dans le Parlement.

Au Parlement

Notre interlocuteur s'appelle Géza Losonczy (4). C'est un militant actif de la gauche communiste, pendant de longues années mis à l'écart et persécuté. Il vient tout juste d'être nommé aujourd'hui ministre d'Etat et membre du cabinet étroit. Il nous informe avec une légère ironie qu'il n'a pas de bureau à lui ni de secrétaire et connaît mal le bâtiment dans lequel il nous conduit. Nous errons assez longtemps avec lui dans les couloirs sombres, pleins de pourpre et de dorures (...). Nous tombons sur une grande pièce éclairée, pleine de fumée de tabac. Là, dans deux bureaux attenants, travaillent les membres du gouvernement, et avec eux quelques écrivains et journalistes. Sans cesse, quelqu'un entre dans la pièce, des soldats qui ne se mettent pas au garde-à-vous, des ouvriers avec des revendications notées sur des feuilles de cahier, des étudiants non rasés. Personne ne vérifie (contrôle) les laissez-passer, personne ne dit *"Je vous annonce tout de suite"*, chacun se dirige simplement vers celui avec qui il voulait discuter. Les discussions se déroulent debout, au milieu de la pièce et dans tous les coins. Quelqu'un téléphone, un autre, appuyé à la balustrade, griffonne à grandes lettres nerveuses des feuilles de notes. L'afflux des délégations ne cesse pas un instant...

Notre interview est chaotique et sans continuité. De nouveaux interlocuteurs apparaissent continuellement, quelqu'un appelant les précédents à d'autres occupations. Nous discutons de tout : du caractère de la révolution hongroise, du programme en formation du gouvernement d'unité populaire, des revendications des comités révolutionnaires, des perspectives des heures et des jours prochains. Le gouvernement n'est pas encore définitivement formé ; il doit y avoir de nouveaux changements dans sa composition visant à augmenter sa représentativité. Une conversation sur ce point vient d'avoir lieu avec les sociaux-démocrates. Malheureusement, ils ont refusé pour le moment d'entrer dans le gouvernement, en affirmant qu'ils veulent encore attendre. Mais même dans sa composition actuelle, la base du gouvernement semble s'élargir d'heure en heure. En témoigne le soutien conditionnel proclamé par quelques-uns des groupes d'insurgés les plus importants, qui avancent des revendications sous lesquelles

(4) Géza Losonczy (1917-1957), journaliste communiste proche d'Imre Nagy, arrêté en 1949, emprisonné, torturé, libéré en 1954, réfugié avec Imre Nagy à l'ambassade de Yougoslavie, arrêté avec lui, mort pendant une grève de la faim en prison en décembre 1957.

le gouvernement veut apposer sa signature. Les plus urgentes sont :

— le retrait de l'armée soviétique de Hongrie ;

— la légalisation des partis politiques ;

— des élections libres ;

— le châtiment des coupables.

Tel est plus ou moins le programme proposé il y a quelques instants par un groupe révolutionnaire des VIII[e] et IX[e] arrondissements de Budapest, dont la direction est formée de deux officiers, de quelques ouvriers, de quelques étudiants, d'un homme de lettres et d'un coiffeur...

Marian raconte de nouveau ce qu'il a vu à midi. Cela le tourmente et il cherche une réponse auprès des camarades communistes hongrois. Après un moment de silence, l'un d'eux répond : *"Croyez-nous, nous ne sommes pas des sadiques. Mais nous ne pouvons pas avoir pitié de ces gens-là."*

Un camarade aux cheveux blancs, Zoltán Szántó (5), ancien ambassadeur à Varsovie, prend alors la parole :

"Nous vivons une énorme tragédie, la tragédie du peuple et la tragédie du parti. On a commis un crime contre ce peuple. Les communistes se sont rendus coupables et le peuple s'est détourné des communistes. Le peuple a raison. Nous devons enfin aller avec le peuple. Il est déjà très tard, en tant que parti nous avons perdu presque tout, mais nous devons aller avec le peuple, nous ne pouvons pas augmenter la honte dont nous sommes couverts."

Cette douleur est celle d'un vieil homme qui a consacré toute sa vie à une idée et qui, à son déclin, s'aperçoit qu'il a été le complice d'un crime.

"Et eux ? Que se passe-t-il avec eux ?

— Eux... Gerö, Hegedüs, Piros (6). *Eh bien, ils ne sont déjà plus dans notre pays, ils sont partis."*

Woroszylski et Bielicki quittent le siège du gouvernement bien après minuit. Ils repartent escortés de deux soldats, qui arrêtent une ambulance de la Croix-Rouge, qui les emmène à leur hôtel. Arrivés à destination, un soldat soviétique vérifie leurs papiers et bavarde un moment avec eux. Il leur dit avec un accent typiquement caucasien : *"Pourquoi est-ce qu'on bat des gens ? Je ne comprends pas qui a raison, qui a tort. Je voudrais revenir vivant en Arménie."*

Mercredi 31 octobre

La rue

Il est midi. Les derniers tanks soviétiques quittent Budapest. Dans les rues, des foules. Les murs, les devantures, les panneaux d'affichage crient en lettres bancroches : *"Nous ne croyons pas Imre Nagy !"* ; *"Les Russes à la maison !"* ; *"Grève générale jusqu'au retrait des Russes de toute la Hongrie !"*.

Çà et là, on voyait les traces des combats récents : une encoignure cisaillée par les balles, des morceaux de pavés arrachés, un trottoir recouvert de débris de vitres. Un détail attirait l'attention : les devantures de boutiques privées de vitres, où s'alignaient dans un ordre intouché chaussures, jouets, bouteilles de vin... Aucune main avide n'y touche.

Nous voici devant la librairie de l'Amitié soviéto-hongroise. Devant le local démoli, un long monticule de livres

(5) Zoltán Szántó (1893-1977), de 1947 à 1954 ambassadeur de Hongrie en Yougoslavie, en Albanie, en France, puis en 1955-1956 en Pologne. Elu le 24 octobre 1956 membre du bureau politique du PTH, puis, après sa disparition, élu le 1[er] novembre membre du comité exécutif du Parti socialiste ouvrier hongrois. Kidnappé par le KGB avec Imre Nagy le 23 novembre, rompit avec lui, revint en Hongrie en avril 1957, et, au procès de Nagy et de ses camarades, en juin 1958, intervint comme témoin de l'accusation.

(6) Andra Hegedüs (né en 1922), président du Conseil des ministres d'avril 1955 au 24 octobre 1956. S'enfuit en URSS le 29 octobre. Ernö Gerö (1898-1980), de 1952 à 1956 vice-président du Conseil des ministres, en 1953-1954 ministre de l'Intérieur, du 18 juillet au 25 octobre 1956 premier secrétaire du comité central du PTH. Fuit en URSS le 29 octobre. Laszlo Pirosz (né en 1917), ministre de l'Intérieur de 1954 au 27 octobre 1956. S'enfuit en URSS le 28 octobre, revient le 4 novembre avec les chars russes, puis repart en URSS.

achève de brûler. Dans les cendres, un lambeau calciné reluit encore. Je reconnais les signes d'imprimerie caractéristiques de la revue *Pour une paix durable, pour la démocratie populaire* (7)...

Worozsylski et Bielicki, accompagnés de l'interprète Zsusza, assistent ensuite à la fouille d'un immeuble par un détachement de révolutionnaires, qui en sortent deux agents de l'AVH qu'ils protègent, revolver à la main, contre la foule qui les accable de malédictions, et les emmènent en voiture. Ils se rendent ensuite dans l'immeuble du *Szabad Nép*, le journal du PC hongrois, et de la rédaction du journal *Szabad Ifjusag*, dissous, et dont les rédacteurs reçoivent leur dernier salaire mensuel. Puis, ils se font conduire au siège du Comité de l'intelligentsia révolutionnaire.

En chemin, nous passons devant un local dont la porte est ornée de l'emblème en couleur de Kossuth avec l'inscription *"Parti des petits propriétaires"*.

"Aujourd'hui, quatorze partis se sont formés à Budapest", nous informe Zsusza.

Des camelots vendent les journaux de ces partis. Celui qui semble avoir la plus grande diffusion est l'organe de la social-démocratie, *Népszava*.

De jeunes garçons nous tendent des tracts surmontés d'un titre : *"Nagy Imrében bizalmunk."* Zsusza nous traduit. Cela veut dire *"Nous croyons en Imre Nagy"*.

Le sens du tract est le suivant : nous croyons en lui, c'est avec son nom à la bouche que nous sommes descendus dans la première manifestation du 23 octobre. Plus tard, nous avons perdu confiance en lui, lorsque ses déclarations ont été ambiguës et que tout son comportement paraissait irrésolu et inconséquent. Aujourd'hui seulement, nous en connaissons les causes : Imre Nagy était dans les faits le prisonnier de la clique de Gerö ; lorsqu'il a parlé à la radio, des agents de la Sécurité se tenaient dans son dos, le pistolet braqué sur lui. Maintenant que Nagy se tient réellement à la tête du gouvernement et exprime les légitimes revendications du peuple, nous lui rendons notre foi et notre soutien.

Le tract est signé : *"Jeunesse révolutionnaire universitaire."*

Au comité révolutionnaire

Le comité, où nous laissent entrer des gardes vigilantes d'étudiants en armes, est installé dans les locaux de la faculté de droit de l'université de Budapest. Jusqu'à hier, il s'appelait Comité révolutionnaire de l'intelligentsia. Il s'est constitué dans les jours de l'insurrection, comme un rassemblement large d'intellectuels de gauche — professeurs, hommes de lettres, étudiants en droit — qui désiraient apporter leur pensée d'humanistes dans le flot des événements. Mais les développements de la situation ont poussé des représentants de collectifs d'usine, de la jeunesse, d'unités de l'armée à se joindre à eux. Aujourd'hui, précisément, à la demande générale, le comité s'est transformé en Comité révolutionnaire de Budapest.

C'est ce dont nous informe le professeur Márkus, un communiste, militant du Cercle Petöfi et à présent président du comité.

Cette conversation avec lui a eu lieu à la fin de leur visite au comité, dans les couloirs duquel, pendant deux heures, ils ont observé les militants discuter. Leur interprète, occupée, veut s'éloigner. Ils tombent alors sur la fille du philosophe Györgi Lukács (8), qui parle russe et leur présente une étudiante, Margit, qui entreprend de leur *"expliquer*, dit-elle, *notre révolution"*.

Nous nous asseyons dans une grande salle vide et obscure. Margit et ses collègues nous décrivent avec précision la

(7) Revue du Cominform constitué en 1948, et qui sera dissoute à la fin de l'année 1956.

(8) Györgi Lukács (1885-1971), philosophe membre du Parti communiste, élu au comité exécutif du Parti socialiste ouvrier hongrois, réfugié à l'ambassade de Yougoslavie le 4 novembre, arrêté par le KGB le 18 novembre, envoyé avec Imre Nagy et ses camarades en Roumanie le 23 novembre, puis autorisé à revenir en Hongrie en 1957.

journée du 23, ils étaient alors dans la manifestation et le garçon aux sourcils épais s'était efforcé de remettre la résolution à la radio... Ils nous racontent les mots d'ordre avec lesquels ils sont descendus — des mots d'ordre révolutionnaires, socialistes — et le massacre de manifestants désarmés avec lequel on a répondu à ces slogans. Ils me décrivent jour par jour le cours de la révolution et de la contre-révolution stalinienne, et je me persuade une fois de plus que nous ne nous sommes pas trompés à Varsovie en voyant dans le mouvement hongrois un contenu généreux et proche de nous. Enfin, le récit des événements s'achève par le jour d'aujourd'hui.

Mes interlocuteurs sont optimistes : ils affirment que du chaos et de la dislocation surgissent déjà les contours de nouvelles formes du mouvement social et d'un rassemblement révolutionnaire. Ils racontent qu'aujourd'hui, en ce jour où apparaissent à la surface les partis traditionnels de la démocratie libérale, se constitue un parti tel qu'il n'en a pas encore existé : le parti révolutionnaire de la jeunesse.

Ce sera un grand parti souple issu du mouvement démocratique de ces derniers mois et de l'insurrection, un parti décidé à combattre pour un visage humain du socialisme.

"D'ailleurs, dans notre pays, le socialisme n'a jamais existé, dit l'un d'eux. *Il y avait une cartothèque d'un million et demi d'informateurs de l'AVH. Est-ce que le socialisme repose là-dessus ?*

— Et quelle sera l'attitude du parti de la jeunesse vis-à-vis des communistes ?

— L'indépendance et une large alliance. Naturellement, s'ils rompent avec le stalinisme. Sinon...

— Les communistes aussi se réorganisent, dit Margit. *Un nouveau parti doit naître, avec un autre nom, avec une nouvelle direction. Nagy, Losonczy, Lukács travaillent là-dessus...*

— Et Kádár ?"

Margit fait la moue. Le garçon aux sourcils épais fait un geste de la main.

Les deux Polonais, accompagnés de la fille de Lukács, vont voir ce dernier. Ils évoquent avec lui la formation de ce nouveau parti rompant avec la tradition stalinienne. Le professeur Lukács représente évidemment cette tendance.

"Et qui encore ?

— Nagy, Losonczy, Szántó, Donáth (9), *Kádár...*

— Kádár aussi ?" lui demandai-je.

Le professeur *(Lukács)* ne comprend pas pourquoi ce nom devrait susciter un doute.

"Le nouveau parti ne pourra pas espérer un succès prochain. Le communisme est fondamentalement compromis en Hongrie. Vraisemblablement se regrouperont, autour du parti, de maigres groupes d'intellectuels progressistes, d'hommes de lettres, quelques jeunes. La classe ouvrière se rassemblera plutôt derrière la social-démocratie. Dans des élections libres, les communistes recueilleront cinq, au maximum dix pour cent des voix. Peut-être n'entrerai-je pas au gouvernement, et nous trouverons-nous dans l'opposition ? Mais ce sera un parti authentique, il sauvera l'idée, il sera un centre intellectuel, et dans quelques années ou quelques dizaines d'années, qui sait... Pour le moment, on n'en est pas encore au point de le créer — on discute sur l'appréciation de la situation —, au moment où tous les autres partis se sont formés, les communistes sont à nouveau en retard d'au moins 24 heures."

Woroszylski et Bielicki se rendent dans le bureau du journal *Szabad Nép* pour envoyer leur dépêche au journal de la Jeunesse communiste polonaise, *Sztandar Mlodych*. La plupart des jeunes en armes qui gardent le bureau, et dont certains étaient jusqu'alors membres du Parti communiste, appartiennent au groupe de József Dudás (10), qu'ils demandent à

(9) Ferenc Donáth (1913-1986), élu le 1er novembre membre du comité exécutif du Parti socialiste ouvrier hongrois, réfugié à l'ambassade yougoslave, puis arrêté par le KGB avec Imre Nagy le 23 novembre et déporté avec lui en Roumanie. Condamné à douze ans de prison en juin 1958. Libéré en 1960.

(10) József Dudás (1912-1957), exécuté en 1957.

voir. Ils rencontrent le lendemain celui que la propagande stalinienne présente comme un fasciste.

Jeudi 1er novembre

Le rendez-vous avec Dudás...

Woroszylski dresse un bref portrait physique de József Dudás, donne un résumé de sa biographie établie par l'un de ses collaborateurs, chargé de la propagande, et poursuit.

Le groupe à la tête duquel il se trouve alors s'appelle Comité populaire révolutionnaire.

Nous demandons à Dudás qu'il définisse le caractère du mouvement qu'il représente. Sans traîner, il nous lâche quatre adjectifs : populaire, révolutionnaire, démocratique, socialiste. Son programme est le suivant : les Russes doivent immédiatement quitter toute la Hongrie. Le gouvernement doit s'unir avec toutes les forces révolutionnaires, avec les conseils ouvriers, paysans et des soldats, et avec tous les autres centres qui représentent le peuple. Il faut compléter le gouvernement avec les représentants des partis démocratiques historiques. Il est impossible en revanche de tolérer les groupes de droite et fascistes. Il faut maintenir le système socialiste en garantissant à tous les citoyens la liberté de conscience et en rejetant les dogmes de l'Etat.

Ensuite, Worosyzlski téléphone à Lukács.

Lukács peut me dire quelque chose. Le parti a été constitué sous le nom de Parti socialiste ouvrier hongrois. Sa déclaration programmatique sera diffusée aujourd'hui à la radio, et demain sortira le premier numéro de son journal, *Nép Szabadság* (ce qui veut dire "La liberté du peuple").

Un comité d'organisation de sept membres a été constitué. Est-ce que j'ai de quoi noter sous la main ? Le professeur me dicte leurs noms : Imre Nagy, Géza Losonczy, Zoltán Szántó, János Kádár (11), Ferenc Donáth, Sándor Kopácsi (12) et Györgi Lukács.

Comme rédacteur en chef de journal, a été désigné Sándor Haraszti, un journaliste tout à fait remarquable, privé ces dernières années de la possibilité d'écrire et de diriger un journal.

Ainsi, c'est un nouveau parti, avec de nouveaux membres, puisque les anciens membres du Parti des travailleurs hongrois n'en sont pas automatiquement adhérents.

Et pendant ce temps-là

Et pendant ce temps-là, des nouvelles inquiétantes arrivaient à Budapest depuis le matin. Le bruit courait que de nouvelles divisions de troupes soviétiques franchissaient la frontière hongroise avec l'URSS et la Roumanie, qu'elles occupaient les aéroports, les nœuds ferroviaires et tous les autres points stratégiques.

Aux demandes officielles d'Imre Nagy (qui, à dater d'aujourd'hui, cumule les fonctions de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères), l'ambassadeur Andropov affirme que ces bruits étaient infondés : aucune nouvelle unité soviétique n'a pénétré en Hongrie.

Quelques heures plus tard, la demande fut répétée. La réponse affirmait : il s'agit simplement d'assurer l'évacuation des civils soviétiques et des soldats soviétiques blessés.

Le soir, Imre Nagy convoqua une conférence de presse (...). Imre Nagy avait épuisé toutes les possibilités avant de se décider à son dernier pas, désespéré. La conférence commença avec

(11) Janos Kádár (1912-1989), ministre de l'Intérieur après Rajk, de 1948 à 1951. Arrêté en 1951, emprisonné, torturé, libéré en 1954. Appartient au gouvernement Nagy, puis se rallie au Kremlin le 2 novembre 1956. Installé par le Kremlin à la tête de la Hongrie, reste à la tête du Parti communiste (officiellement Parti socialiste ouvrier hongrois) jusqu'en 1988.

(12) Sándor Kopácsi (1922-2001), préfet de police de Budapest de 1952 à 1956. Condamné à la prison à vie en 1958, amnistié, émigre au Canada, où il travaille comme ouvrier mécanicien aux usines Toronto Electricity.

beaucoup de retard, les journalistes occidentaux se perdaient en hypothèses sur ce qui allait y être dit. Finalement, fut lue une brève déclaration annonçant que vu les nouveaux mouvements de troupes soviétiques en Hongrie, le gouvernement hongrois avait émis une protestation et exigeait le retrait de toutes les troupes soviétiques. En même temps, le gouvernement hongrois dénonçait le pacte de Varsovie et proclamait la neutralité de la Hongrie.

Trybuna Ludu : "Le soutien le plus chaleureux et la sympathie de notre peuple"

DANS le terrible drame que vit, depuis six jours, la Hongrie, la journée d'aujourd'hui peut marquer un tournant. L'événement le plus important est la décision du comité central du parti de transmettre les pleins pouvoirs à un présidium de six personnes, dont sont exclus Gerö et des hommes considérés comme étroitement liés à l'ancienne politique. Cette équipe dirigeante est présidée par János Kádár, ses membres sont : Imre Nagy, Ferenc Münnich, Károly Kiss, Zoltán Szánto, Antal Apro. Imre Nagy a fait ce soir un discours radiodiffusé à la nation, dans lequel il a révisé l'appréciation actuelle sur ce grand mouvement populaire que les hommes influents jusqu'alors dans le parti ont qualifié de contre-révolutionnaire.

Il fallait vraiment être aveugle pour ne pas saisir le contenu progressiste que ce mouvement portait en lui dès le début. Il y a évidemment dans ce courant, comme dans chaque vaste courant, des éléments et des groupes réactionnaires. Ce sont des taches sales sur un immense fond de pureté. Les exigences des insurgés ont eu, dès le début, un caractère démocratique et populaire. Elles visaient la satisfaction de l'orgueil national des Hongrois, l'établissement de relations amicales avec l'Union soviétique sur la base d'une entière égalité et du respect réciproque ; elles demandaient une profonde démocratisation, des changements adéquats dans l'économie et un système de responsabilité des coupables pour les abus commis dans le passé, qui ont été ici plus profonds et plus lourds de conséquences qu'ils ne l'ont été dans d'autres pays.

Il n'y a pas de doute que les objectifs du mouvement hongrois sont, dans leur essence, analogues aux nôtres...

Il en a été, hélas ! autrement en Hongrie. L'ancienne direction, aveugle, attachée à de vieilles méthodes et pleine de méfiance à l'égard des masses, était incapable de saisir le phénomène progressiste du mouvement. Le définissant comme mouvement contre-révolutionnaire et fasciste, elle s'est privée de la possibilité d'un compromis avec lui, rendant ainsi infiniment difficile la situation de la nouvelle direction actuelle. Dans ce grand mouvement populaire, on a voulu parler le langage des armes. Cela a conduit à l'insurrection nationale née d'une violente réaction du peuple. Personne, en tout cas, ne saurait y déceler une structure organique commune à tout le pays. Il n'y a aucun signe indiquant l'existence d'une direction concertée.

Des hommes qui, à l'époque, parlaient au nom de la direction du parti, sentant leur isolement dans la nation, ont appelé à l'aide les troupes soviétiques, qualifiant cela de décision du gouvernement. C'était une mesure aux conséquences tragiques. L'insurrection s'est élargie et aggravée. Chaque nouvelle

journée de combat, chaque nouvelle mort ne font que croître la menace de déviation du mouvement national, pur jusqu'ici, de son imprégnation par le sentiment antisoviétique, de la prise de sa direction par la véritable réaction et contre-révolution. La demande de retrait des troupes soviétiques ne vient plus aujourd'hui seulement des troupes insurrectionnelles, mais encore du gouvernement Nagy et du peuple tout entier.

Heureusement que la nouvelle direction du parti — qui a pris en main une situation extrêmement difficile, conséquence des erreurs de l'ancienne direction — a pris des mesures conformes aux exigences du mouvement populaire. Heureusement, comme l'annonce la déclaration du camarade Imre Nagy, le retrait des troupes soviétiques de Budapest est commencé, et le nouveau gouvernement d'union nationale entreprend des pourparlers avec l'URSS au sujet de l'établissement de relations basées sur le respect réciproque de la souveraineté et des intérêts de chacun. Les paroles du nouveau Premier ministre et membre du nouveau présidium du parti, le camarade Imre Nagy, qui représente les tendances progressistes du parti et du peuple, annoncent que satisfaction est donnée aux justes exigences nationales et démocratiques du mouvement.

Aujourd'hui, pour la première fois depuis mardi dernier, la fusillade a cessé et le sang ne coule plus dans les rues de Budapest. L'armistice publié à 14 heures est respecté, à de rares exceptions près. Le parti considère actuellement que la chose la plus importante est de retrouver la confiance de la classe ouvrière et du peuple, au moyen d'une action décidée, sans hésitations et sans retards. Nos frères hongrois peuvent être convaincus que, dans leur lutte difficile, ils auront le soutien le plus chaleureux et la sympathie de notre peuple.

29 octobre 1956

(Reportage télégraphique de Roman Kornecki, envoyé spécial en Hongrie)

"La prise d'une nouvelle Bastille"

VOICI la grande place entourée de hautes maisons. Au milieu, un bloc de granit avec deux énormes bottes de bronze ; de l'une d'entre elles jaillit un drapeau blanc-vert-rouge, qui flotte au vent. Il y a quelque chose de profondément émouvant dans ce spectacle, qui résume toute la tragédie et la grandeur de ces journées. C'est le symbole de la révolution hongroise (...). Cela s'est passé le soir du 23, quand la foule, exaspérée par l'assassinat de plusieurs jeunes par les troupes de l'AVH, a pris les armes. Ceux qui demandaient la démocratie, la liberté, le socialisme ont été fauchés par la mitraille de la police politique.

Cela ne m'est pas facile d'écrire tout cela. Pendant des années, j'ai cru à un bien qui n'existait pas, à une noblesse qui semble n'avoir été qu'une dépravation, à une grandeur qui n'était qu'une infamie. Cette prise de conscience actuelle n'était pas un soulagement. La douleur, l'angoisse, la colère sont encore plus grandes.

La statue résistait... Mais l'homme de bronze s'est écroulé (1). C'était la prise d'un nouvelle Bastille, et sur ses ruines nous voyions le drapeau de la liberté qui ouvrait la voie à l'avenir du socialisme,

(1) Il s'agit bien entendu de la statue de Staline (NDLR).

un socialisme libéré du mensonge et des vices d'un système qui se camouflait sous le nom de socialisme. Nous n'avions qu'une seule pensée : les chars et leurs armes devaient être écartés le plus vite possible de cette nouvelle voie...

Quelque chose émerge de toutes les nouvelles chaotiques : la nation tout entière est du côté des insurgés. La division est nette : la nation, d'un côté, et la fraction stalinienne du gouvernement et de l'AVH, de l'autre. Il y a des milliers de communistes dans les rangs des insurgés. L'armée hongroise est neutre ou se range du côté des révolutionnaires. Les ouvriers occupent leurs usines. Tous les jeunes de la classe ouvrière et tous les étudiants sont sur les barricades. L'armée soviétique a été appelée par Gerö.

J'ai passé la nuit avec des amis hongrois. Plus de trente personnes étaient entassées dans une chambre sur des lits de fortune. Mon voisin immédiat était un ouvrier métallurgiste, un autre un ouvrier spécialisé du secteur de la construction navale, il y avait encore un employé du service des eaux, un libraire, un jeune étudiant en médecine... Je leur demandai : *"Mais que voulez-vous vraiment ? Pour quelle raison combattez-vous ?"* Une quinzaine de présents m'ont répondu. Les réponses étaient variées, mais les arguments étaient essentiellement identiques : une Hongrie libre et indépendante, un pays dans lequel personne n'irait en prison sur le caprice d'un bureaucrate. Il veulent libérer leur pays des 75 000 agents armés et irresponsables de l'AVH. Ils veulent une Hongrie dans laquelle on peut parler librement à son voisin sans craindre qu'il soit un agent de la police. Ils veulent une Hongrie dans laquelle le pouvoir appartienne au peuple et non à une oligarchie qui utilise frauduleusement les mots d'ordre du socialisme.

Veulent-ils le socialisme ?

L'ouvrier métallurgiste répond avec âpreté : *"Nous voulons la justice, la liberté, la vérité. Si le socialisme ne nous les donne pas, alors, nous ne voulons pas du socialisme."* Dans chaque mot, je sens un reproche... Ces gens identifient le système sous lequel ils vivaient avec le socialisme. Le constructeur de navires réplique alors : *"Nous allons construire notre socialisme."* Mais le libraire était sceptique : *"Les idées sont bonnes, mais les gens réussissent toujours à ficher tout par terre."*

L'étudiant en médecine proteste : *"Nous ne permettrons à personne de mettre rien par terre !"*

"Et le fascisme ? leur demandé-je. *Vous ne craignez pas le fascisme ?"*

Tous se mirent alors à crier, mais je réussis à percevoir la réponse de l'étudiant : *"Personne ne veut le fascisme... Nous le laisserons pas passer."*

(Marian Bielicki, correspondant de *Po Prostu*, 28 octobre et 9 décembre 1956)

L'appel des écrivains polonais (*Nowa Kultura*, 2 décembre 1956)

EN ces jours de la tragédie hongroise, les écrivains polonais ont rédigé l'appel suivant : *"Ebranlés par la tragédie du peuple hongrois et ne pouvant nous taire face à l'appel des écrivains hongrois, nous désirons, en tant qu'écrivains et citoyens d'un pays qui connaît la valeur et le prix de la liberté, exprimer notre très profonde douleur devant l'effusion de sang à laquelle ont conduit des méthodes de gouvernement faillies et l'intervention d'armées étrangères."*

Signataires : Jerzy Andrzejewski, Jacek Bochenski, Helena Boguszewska, Roman Brandstaetter, Andrzej Braun, Kazimierz Brandys, Bohdan Czeszko, Maria Dabrowska, Jerzy Ficowski, Ryszard Dobrowolski, Pawel Hertz, Pola Gojawiczynska, Jaroslaw Iwaszkiewicz, Jerzy Kornacki, Wanda Kragen, Jan Kott, Artur Miedzyrzecki, Wilhelm Mach, Seweryn Pollak, Julian Przybos, Jerzy Pytlakowski, Adolf Rudnicki, Artur Sandauer, Antoni Slonimski, Jan Spiewak, Julian Stryjkowski, Jerzy Turowicz, Aleksander Wat, Wiktor Woroszylski, Adam Wazyk, Jan Wuka, Jerzy Zagorski, Jerzy Zawieyski et Juliusz Zulawski.

Vu les contraintes imposées par la brièveté des délais, les écrivains dont les noms suivent ont donné leur signature après le 8 novembre :

Leslaw Bartelski, Marian Bradys, Jerzy Broskiewicz, Jan Brzechwa, Stefan Kozicki, Tadeusz Kubiak, Wanda Leopold, Andrzej Mandalian, Ryszard Matuszewski, Jerzy Miller, Jerzy Piokowski, Jerzy Pomianowski, Lezon Przemski, Michal Rusinek, Jan Stzelecki, Anatol Stern, Alexxander Scibor-Rylski, Krzystof Toeplitz, Andrzej Wasilewski.

(D'autres écrivains, dont nous publierons les noms dans le prochain numéro, se joindront à cet appel.)

Une note d'Antonin Novotny

Le document ci-après est une note rédigée par le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, Novotny, destinée au comité central du Parti communiste tchécoslovaque à la suite d'une réunion du présidium du comité central du PCUS du 24 octobre, à laquelle ont été invités quelques dirigeants des Partis communistes de Bulgarie, de Tchécoslovaquie et de RDA (Allemagne de l'Est).
Cette note comporte une seconde partie sur la Hongrie, que nous ne reproduisons pas, car elle n'apporte pas grand-chose par rapport aux autres documents publiés.
Il faut simplement noter que, dans cette seconde partie, Novotny affirme : *"Ce n'est pas un hasard si les désordres se sont produits en Hongrie et en Pologne, et pas en Tchécoslovaquie. Cela s'explique par le fait qu'en Tchécoslovaquie, le niveau de vie est incomparablement plus élevé (...). Chez nous, les gens écoutent aussi la BBC et Radio Europe libre. Mais quand l'estomac de l'homme est plein, il ne prête pas l'oreille aux ennemis."*
Il réfute ainsi à sa manière grossière et simpliste la propagande stalinienne sur la "contre-révolution" en Hongrie.
Cela étant, il faut lire avec méfiance le résumé qu'il donne de la réunion du présidium et des propos tenus sur la Pologne.
Dans la partie consacrée à la Hongrie, il écrit par exemple : *"Les ouvriers de l'usine de Czepel se défendent à mains nues contre des bandits armés."*
Or ils se défendaient contre les chars russes...

Note sur la séance du présidium du comité central du PCUS portant sur les événements de Pologne et de Hongrie, et avec la participation des dirigeants du PC bulgare, du SED de RDA et du PC tchécoslovaque

LE 24 octobre 1956, je participais (1) à la séance du présidium du comité central du PCUS. Les comités centraux du Parti de l'unité socialiste d'Allemagne, du Parti communiste bulgare, du Parti des travailleurs hongrois et du Parti des ouvriers roumains avaient également reçu une invitation, mais seuls les camarades Ulbricht, Grotewohl et Stof, de RFA, ainsi que Jivkov, Iougov et Damianov, de Bulgarie, s'y sont rendus.

Ouvrant la séance, le camarade Khrouchtchev informa le présidium de la situation en Pologne et en Hongrie. Il déclara qu'avant toute chose, le présidium du comité central du PCUS s'apprêtait à informer les partis frères de la situation en Pologne, et, également, des résultats des négociations entre les délégations des comités centraux du PCUS et du POUP. Cependant, des événements alarmants eurent lieu en Hongrie au même moment, et c'est pourquoi il estima indispensable de rendre compte de la situation là-bas.

Voici succinctement ce qu'il dit.

A la suite des signaux préoccupants qui se sont manifestés en Pologne et qui témoignent que d'importants remaniements de postes clés à la tête du comité central du POUP se préparent, le présidium du comité central du PCUS prit la décision d'envoyer une délégation en Pologne.

La délégation du comité central du PCUS a mené des pourparlers de première importance avec les camarades Gomulka, Cyrankivitch, Jendrikhovski et Ochab, ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères.

Tous ces camarades, et plus particulièrement le camarade Gomulka, tentèrent de justifier ce qui se passait en Pologne. Ils assurèrent la délégation soviétique du parti que les mesures prises ne se feront pas ressentir de manière négative sur les relations entre la Pologne,

(1) Antonin Novotny (1909-1975), premier secrétaire du comité central du PC tchécoslovaque de 1953 à janvier 1968, date à laquelle il fut remplacé par Dubcek. De 1957 à l'été 1968, fut en même temps président de la République tchécoslovaque.

l'Union soviétique et le PCUS. A la question : pourquoi de tels remaniements ont eu lieu au sein du bureau politique, le camarade Gomulka répondit que les camarades qui n'ont pas été choisis dans le nouveau bureau politique ont perdu la confiance des masses du parti. Ce qui inquiète beaucoup les camarades soviétiques, car le PCUS connaissait les camarades sortants du bureau politique comme étant d'anciens révolutionnaires de confiance et des fidèles au socialisme. Parmi eux, se trouve également le camarade Rokossovski, certes Polonais de nationalité, mais qui n'a pas encore refusé la citoyenneté soviétique.

Pendant que la délégation du comité central du PCUS se trouvait en Pologne, certains mouvements de troupes soviétiques furent contrôlés, ce que Gomulka prit extrêmement mal. Le ton pris par les délégations pour échanger leurs points de vue pouvait être courtois comme ouvertement grossier. Gomulka déclara à plusieurs reprises qu'ils n'avaient pas l'intention de renoncer à l'indépendance et ne permettraient à personne d'intervenir dans leurs affaires intérieures. Par la suite, il souligna que si la direction du parti lui accordait sa confiance, il réussirait à mettre de l'ordre dans le pays. Les représentants du POUP essayèrent d'apporter les arguments et les raisons qui conduisirent à la situation présente. Mais tout ce qu'ils dirent était bien loin d'être convainquant et semblait imaginé. Gomulka essaya, par exemple, de prouver à la délégation soviétique que la présence des 50 conseillers soviétiques travaillant dans les services de sécurité polonais était une grosse erreur. Et que, dans l'armée polonaise, de tels généraux et vieux officiers ayant conservé la citoyenneté soviétique sont nombreux.

Ensuite, il affirma qu'après la guerre, la Pologne fut contrainte de fournir à l'Union soviétique du charbon à un prix sous-évalué, ce qui devint la raison d'une situation économique difficile. Le camarade Khrouchtchev a souligné qu'auparavant, ils avaient démontré à plusieurs reprises aux camarades polonais que ce n'était absolument pas le cas, en se basant sur des exemples concrets.

Après le retour de la délégation du comité central du PCUS à Moscou, celui-ci envoya une lettre officielle au comité central du POUP, déclarant que la décision de rappeler d'un seul coup ou pas d'un seul coup en Union soviétique les conseillers et les généraux de nationalité soviétique appartenait à la partie polonaise.

Le PCUS invita à la conférence une délégation du POUP à une rencontre en Union soviétique. Le 23 octobre 1956, le camarade Gomulka informa le comité central du PCUS qu'il acceptait l'invitation et s'y rendrait après le 7 novembre 1956. Simultanément, il demanda au camarade Kroutchtchev de donner l'ordre que les troupes *(soviétiques)* retournent immédiatement dans leurs baraquements. Ce que Khrouchtchev promit de faire. Lors d'une discussion téléphonique avec Gomulka, Khrouchtchev eut l'impression qu'il essayait toujours de conquérir la confiance du comité central du PCUS. Ils se sont également mis d'accord pour qu'ait rapidement lieu un échange des délégations, depuis longtemps planifié, entre les journaux la *Trybuna ludu* et la *Pravda*.

Il est significatif qu'au plénum du comité central du POUP, la majorité des orateurs se prononce pour une amitié avec l'Union soviétique et les pays de la démocratie populaire.

Au sein du comité central du PCUS se formait l'idée que, dans les relations avec la Pologne, il convenait d'éviter la nervosité et l'empressement. Il faut aider les camarades polonais à élaborer une ligne de parti équilibrée et tout faire dans l'intérêt des relations entre l'URSS et la Pologne, et également entre la Pologne et les autres pays de la démocratie populaire, pour que les relations se stabilisent.

L'économie de la Pologne se trouve dans une situation catastrophique. Le déficit en grains se monte à 900 000 tonnes. En ce qui concerne le charbon, la situation n'est pas mieux. Après le XX^{e}

Congrès du PCUS, des mesures socialistes identiques à celles mises en œuvre en Union soviétique ont été réalisées en Pologne, bien que, pour cela, ils ne disposent pas de ressources matérielles en quantité suffisante. Aussi, le camarade Ochab a-t-il présenté une demande de crédit à la délégation du comité central du PCUS. Khrouchtchev ayant suggéré que les Etats-Unis pouvaient accorder un crédit aux Polonais, il répondit que la Pologne l'aurait bien demandé, mais doute qu'il leur soit accordé. Khrouchtchev déclara la réponse du camarade Ochab peu sérieuse et irréfléchie.

Le camarade Khrouchtchev déclara que la RFA et la Tchécoslovaquie se sont adressées au comité central du PCUS pour demander au plus haut niveau que soit résolu le problème du charbon polonais (2). Selon lui, c'était alors inutile, étant donné que cela n'aurait qu'introduit de la nervosité et provoqué des litiges et une polémique entre les partis frères sur une question que les Polonais eux-mêmes ne peuvent résoudre malgré leur bonne volonté.

En Union soviétique, l'intervention du camarade Gomulka ne sera pas publiée, étant donné qu'elle exige des commentaires qui auraient conduit à d'ultérieures discussions, ce qui n'est pas souhaité. Il faut aider la Pologne. L'Union soviétique est d'accord pour lui fournir le grain nécessaire et prendre toutes les mesures pour qu'en 1958, au plus tard en 1959, elle ne dépende plus du charbon polonais. Il est évident que l'Union soviétique fera également preuve de compréhension dans la question du crédit.

Après, avant la fin de la conférence et suite à la discussion durant laquelle sont intervenus les invités, le camarade Ponomarenko fit le bilan des nouvelles du meeting monstre des travailleurs de Varsovie qui avait lieu le jour même. Le camarade Gomulka prononça un discours à ce meeting, auquel participaient plus de 150 000 personnes. Le camarade Gomulka déclara entre autres que le comité central du POUP avait reçu la lettre du comité central du PCUS où il est annoncé que la question des spécialistes soviétiques près la Sécurité d'Etat (polonaise) sera résolue par la partie polonaise. Il affirma que la présence en Pologne des spécialistes soviétiques répondait à l'heure actuelle aux intérêts de la Pologne. L'auditoire accueillit ses paroles par une bruyante approbation.

Ensuite, il souligna que la présence des troupes soviétiques en Pologne était indispensable parce que l'OTAN et les troupes américaines étaient installés en Allemagne de l'Ouest. Le meeting réagit par de puissants applaudissements.

Il exprima un jugement à l'adresse de ceux qui, à l'aide de slogans démocratiques, essaient d'obtenir la confiance de l'armée polonaise, qui ne répond exclusivement qu'au gouvernement polonais et au comité central du POUP.

Il a invité les présents à clore la manifestation et à retourner au travail pour le bien du peuple polonais.

Selon le camarade Khrouchtchev, ce discours de Gomulka donnera l'espoir que la Pologne s'est engagée sur la voie d'une rectification... Il a remarqué qu'à notre époque, il est très facile de trouver un motif de conflit, mais qu'il est plus difficile d'en résoudre ne serait-ce qu'un.

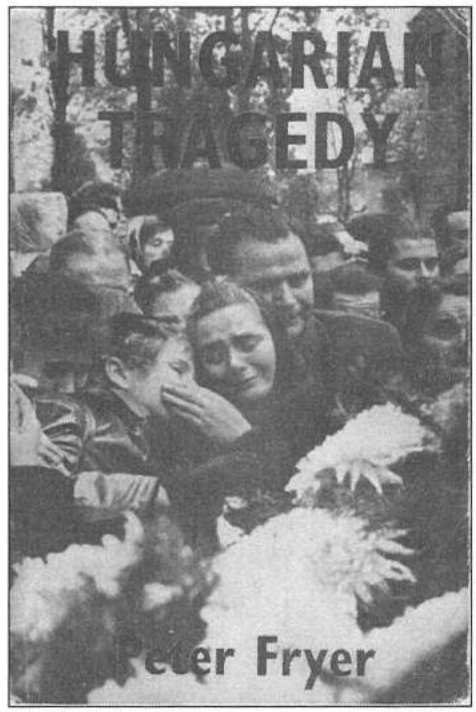
24 octobre 1956

(2) Le gouvernement polonais avait décidé de réduire ses livraisons de charbon à ces pays.

Peter Fryer : Györ

Peter Fryer, qui vient de mourir à l'âge de 79 ans, au mois d'octobre 2006, fut il y a cinquante ans envoyé en Hongrie par la rédaction du quotidien du Parti communiste britannique, dont il était membre. Le journal du PC hongrois *Szabad Nép* avait d'ailleurs auparavant publié des articles de lui. Il arrive d'abord dans la ville de Györ, au nord de la Hongrie, puis réussit à rejoindre Budapest peu avant la deuxième intervention de l'armée russe. Les correspondances qu'il envoie de Hongrie à son journal sont censurées, puis jetées au panier. A son retour en Grande-Bretagne, jugeant l'intervention des forces armées soviétiques comme une entreprise intégralement contre-révolutionnaire, il rompt avec le Parti communiste et publie un petit livre, intitulé *Hungarian Tragedy,* dont sont extraites les quelques pages ci-après. Leur publication a une double valeur : elles constituent un document qui n'a rien perdu de sa valeur et elles sont aussi un hommage à la mémoire de Peter Fryer.

Après sa rupture avec le Parti communiste britannique, Peter Fryer adhère un moment à l'organisation trotskyste, la Socialist Labour League, mais il n'y reste que deux courtes années. Il en désapprouve le mode de fonctionnement. Après avoir quitté la SLL de Gerry Healy, il abandonne toute activité politique.



"La révolution les avait poussés en avant"

J'ARRIVAI à Györ à 9 h 30 dans la soirée (1), louai une chambre à l'hôtel Vörös Csillag (L'Etoile rouge) et me frayai un chemin à travers la foule restée debout à discuter dans la square devant l'hôtel de ville, siège du comité national de Györ. Le mot "national" ne visait pas à suggérer que cette instance s'attribuait une quelconque autorité en dehors de sa région : de tels comités se dénommaient eux-mêmes indifféremment "nationaux" ou "révolutionnaires".

Le pouvoir réel dans le pays était entre leurs mains

Par leur origine spontanée, par leur composition, par leur sens des responsabilités, par leur organisation efficace du ravitaillement et de l'ordre civil, par la retenue qu'ils imposaient aux éléments plus fougueux de la jeunesse, par la sagesse avec laquelle tant d'entre eux traitaient le problème des troupes soviétiques, et, *last but not least*, par leur ressemblance frappante sur tant de points avec les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats qui jaillirent au cours de la révolution de 1905 et à nouveau en février 1917, ces comités, dont un véritable réseau s'étendait sur tout le pays, étaient remarquablement uniformes. Ils étaient à la fois des organes de l'insurrection — en rassemblant des délégués élus par les usines et les universités, les mines et les unités de l'armée — et des organes d'autogouvernement populaire, en lesquels le peuple avait confiance.

En tant que tels, ils jouissaient d'une extraordinaire autorité et il n'est nullement exagéré de dire que, jusqu'à l'attaque soviétique du 4 novembre, le pouvoir réel dans le pays était entre leurs mains.

Bien entendu, comme dans toute révolution venue "d'en bas", il y avait "beaucoup trop" de parlote, de discussions, de prises de bec, d'allées et venues, de mousse, d'excitation, d'agitation, de fermentation. C'est l'un des aspects du tableau. L'autre côté est l'émergence de gens ordinaires, de femmes et de jeunes, que la domination de l'AVH avait mis sous le boisseau, à des postes de direction.

La révolution les avait poussés en avant, avait éveillé leur orgueil civique et leur génie latent de l'organisation, les avait mis au travail pour construire la démocratie sur les ruines de la bureaucratie. Quelqu'un me dit : *"Vous pouvez voir les gens se développer de jour en jour."*

(1) Le vendredi 26 octobre (NDLR).

Une révolution de chair et de sang

L'hôtel de ville de Györ permettait d'étudier les deux côtés du tableau. Des délégations arrivaient, d'autres repartaient. Il y avait du bruit et du remue-ménage, et au dehors, le balcon fut le lendemain le lieu de prises de parole pendant la plus grande partie de la journée. Au premier coup d'œil, on aurait pu ne voir que des drapeaux, des brassards, des fusils sur les épaules, une foule de gens se coudoyant de pièce en pièce, ou on n'aurait pu n'entendre que le vacarme, les discussions et la sonnerie criarde du téléphone. Mais chaque pièce avait son endroit de repos : un ou deux individus calmes et patients tentaient de transformer le quasi-chaos en quelque chose qui ressemble à de l'ordre, en classant les choses, en apaisant les humeurs emportées de gens qui avaient un grand besoin de sommeil, en organisant, en conseillant, en construisant un appareil destiné surtout à prévenir la faim et la démoralisation.

C'était les leaders — certains d'entre eux, des communistes qui avaient enfin trouvé la révolution de leurs rêves, d'autres socialistes, nombre d'entre eux indifférents aux étiquettes politiques différentes, à partir du moment où toute la Hongrie était unie désormais autour de deux exigences que criaient même les enfants de six ans.

C'était une révolution qu'il ne fallait pas étudier dans les pages de Marx, Engels et Lénine, si valables que ces pages puissent être, mais qui se déroulait là, dans la vie réelle, sous les yeux du monde. Une révolution de chair et de sang, avec toutes ses insuffisances et ses problèmes, le problème de la vie elle-même.

Lorsqu'ils m'emmenèrent voir le président et le vice-président du comité, élus depuis moins de quarante-huit heures, j'aperçus un portrait de Lénine sur le mur et je pus presque m'imaginer que ses yeux plissés clignaient avec approbation.

Le président, György Szabó, un ouvrier métallo, était un grand bonhomme vêtu d'un costume bleu lustré, avec l'inévitable ruban rouge, blanc et vert accroché au bouton de la veste. Mais la véritable personnalité du comité était son vice-président, Attila Szigeti, député du Parti national paysan (un parti qui a été longtemps un allié passif des communistes, et qui, quelques jours plus tard, prendra le nom de Parti Petöfi). Szigeti ressemblait tout à fait à un universitaire britannique avec son dos voûté, sa chevelure ébouriffée, sa pipe à la Sherlock Holmes, son cartable gonflé plié sous son bras et son regard vif, moqueur, critique. Ses principaux efforts et ceux de Szabó en ce samedi et dimanche avaient été consacrés à tenter de calmer les têtes brûlées parmi les jeunes. De tout le comté, des délégations étaient venues demander des camions pour organiser une marche grandiose sur Budapest, où la rumeur courait que les combats continuaient entre les Hongrois les Russes. C'aurait été manifestement une folie. Le comité national, en relation avec le gouvernement Nagy par le téléphone du chemin de fer, avait été informé que le retrait des troupes soviétiques de la capitale n'était qu'une question de deux ou trois jours. La descente sur Budapest de jeunes gens armés de fusils et de mitraillettes sur Budapest aurait gêné les délicates négociations menées par Nagy. Je regardai Szabó et Szigeti en train d'argumenter avec chaque nouvelle délégation en tentant de les convaincre que leur exubérance ne pouvait que mettre en péril le succès de la révolution et que les camions disponibles devaient être utilisés pour emporter de la nourriture aux gens de Budapest.

Aucun des présents ne pouvait prétendre que cette orientation du comité national était universellement populaire à Györ. Les catholiques développaient une vive agitation en dehors de l'hôtel de ville le dimanche après-midi. Ils rassemblèrent autour de 3 000 personnes (Györ compte 66 000 habitants) pour écouter un prêtre qui leur déclara : *"Je vous parle non pas en tant que prêtre,*

mais en tant que Hongrois", et qui demanda la démission des *"opportunistes"* du comité national.

C'est à Györ que je rencontrai mon premier vrai "contre-révolutionnaire", un jeune homme, au bureau de la réception à l'hôtel Vörös Csillag, qui raya le nom de Vörös Csillag de ma note et écrivit Royal en lettres majuscules. Il vociférait d'une voix retentissante *"C'est le moment le plus grandiose de notre histoire"* et disait de Szigeti et Szabó : *"Ils tentent de nous apaiser au lieu de nous mobiliser."* Mais la majorité des citoyens de Györ semblaient être solidement derrière le comité qu'ils avaient élu dans leurs usines. Un grand nombre d'entre eux, par exemple, avaient répondu à ses appels à l'aide pour charger de la nourriture pour Budapest et j'avais été très impressionné par l'efficacité de cette organisation quand j'avais visité le dépôt central où les provisions étaient entassées et chargées.

Indépendance totale et retrait des troupes soviétiques

A onze heures du soir, le samedi, une douzaine de journalistes de différentes nationalités arrivèrent à Györ, et Szigeti accepta de donner une conférence de presse. Il ne dissimula pas le large soutien que le comité apportait au gouvernement Nagy. *"Mais il y a des choses,* dit-il, *que le gouvernement Nagy n'a pas encore dites."* La base du comité était un front populaire. Ils voulaient une indépendance totale et le retrait des troupes soviétiques. Certes, Nagy était un communiste, *"mais c'était un homme propre et honnête"*. Le pas suivant à entreprendre était de convaincre les gens de se remettre au travail...

Szigeti nous raconta comment l'AVH avait été vaincue à Györ. La police ordinaire et les soldats s'étaient ralliés aux ouvriers, et un assaut concerté a été organisé contre la prison d'où ont été libérés les prisonniers politiques, dont certains avaient été torturés des années durant pour leur extorquer l'aveu qu'ils étaient des espions. Quelques petits cambrioleurs avaient aussi été libérés. Trois insurgés et trois membres de l'AVH avaient été tués dans l'assaut, un membre de l'AVH s'était suicidé et trois autres avaient été capturés. *"Ils répondront de leurs crimes devant la justice"*, déclara Szigeti.

Un groupe de communistes

C'est à Györ aussi que j'ai, pour la première fois, rencontré un groupe de communistes et pu discuter longuement avec eux. Ils appartenaient à une troupe de théâtre et de marionnettes, et, ayant appris que je me trouvais en ville, ils m'avaient cherché, m'emmenèrent à leur club et me donnèrent à manger.

C'était des camarades remarquables, ouverts et très nets sur ce qui s'était passé lors des jours précédents et des onze années antérieures. L'un d'eux, qui avait quitté le parti en 1948, quand les choses commencèrent à aller mal, se grisait de la nouvelle liberté de discussion.

C'est eux qui m'ont appris comment les troupes soviétiques avaient été neutralisées à Györ. Le mercredi, des tanks soviétiques et des autos blindés ont commencé à patrouiller dans la ville. Des jeunes ont sifflé et jeté des pommes sur eux ; un soldat soviétique a levé son fusil comme s'il voulait tirer, mais son voisin, d'un coup, lui a fait baisser son arme. Les Russes sont partis dans leur campement à quelques kilomètres de la ville.

Le vendredi, des nouvelles sont parvenues de pillage dans les fermes voisines. Le comité a décidé d'envoyer une délégation au commandant soviétique et de lui faire une proposition : si les Russes promettaient de rester en dehors de la ville et de ne pas tirer sur les gens, le comité national s'occuperait de leur

ravitaillement. Mon ami communiste qui avait participé à la délégation m'a assuré que la promesse avait été tenue.

La fédération communiste du district avait explosé, mais ce dimanche, alors que je changeais des livres contre des forints au bureau d'Ibusz, en face de l'hôtel, l'employé me traduisit aimablement une proclamation du comité fédéral, entièrement nouveau — *"tous des hommes de Nagy"* —, imprimée au siège du journal local le matin même. Le slogan sous le titre n'était plus *"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"*, mais *"Pour une Hongrie indépendante et démocratique !"*. La déclaration de la fédération locale apportait son soutien complet aux deux exigences principales : la dissolution de l'AVH et le retrait des troupes soviétiques.

(Peter Fryer réussit à se rendre à Budapest le 31 octobre, le jour où les troupes anglaises et françaises attaquent Suez. Il y rencontre des prisonniers politiques libérés par la révolution, et en particulier Edith Bone, communiste britannique, correspondante du *Daily Worker* à Budapest en 1948-1949, kidnappée par la police politique à la veille de son retour en Grande-Bretagne et emprisonnée dans le plus grand secret comme *"espionne impérialiste"* ! Le 3 novembre, il assiste à une conférence de presse donnée par deux membres du gouvernement, Zoltán Tildy et Gésa Losonczy.)

Ne voir perdu aucun des acquis de la période passée : la réforme agraire, la nationalisation des usines, les conquêtes sociales

En réponse aux allégations affirmant que le gouvernement Nagy était aveugle sur les dangers de la contre-révolution, Losonczy souligna ces dangers : *"Les forces de la contre-révolution sont actives. Le gouvernement déclare qu'il ne désire voir perdu aucun des acquis de la période passée : la réforme agraire, la nationalisation des usines, les conquêtes sociales. Il désire aussi consolider les conquêtes de la révolution actuelle : l'indépendance nationale, l'égalité entre les nations, l'édification du socialisme sur une base démocratique et non sur une base dictatoriale. Le gouvernement est unanime dans son refus d'accepter la restauration du capitalisme."* Losonczy déclara que son gouvernement voulait maintenir les relations avec l'Union soviétique *"sur la base de l'égalité"*. Puis, il ajouta laconiquement : *"Même dans les pays du socialisme, il y a une incompréhension sur le caractère du gouvernement hongrois et de la situation présente en Hongrie."*

Trois heures plus tard, les autorités soviétiques arrêtaient les délégués du gouvernement hongrois aux négociations. Avant l'aube du matin suivant, nous fûmes réveillés par le tonnerre des canons soviétiques bombardant la cité depuis la colline Gellért et les autres collines qui entourent Buda... La statue de Staline, découpée avec des lampes à souder, avait certes été jetée de son socle, puis découpée en dix mille fragments de bronze pour en former autant de souvenirs. Mais le stalinisme, vengeur, cruel, impitoyable, était de retour à Budapest.

Miklos Sebestyén : Mes expériences dans le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest

Nous publions ci-après les souvenirs de Miklós Sebestyén, l'un des membres du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest.

Dans son numéro de janvier 1960, *Etudes* a publié un rapport plus détaillé de Ferenc Töke, autre membre réfugié à l'Ouest du conseil central ouvrier. Les deux témoignages, bien que semblables pour l'essentiel, divergent sur plusieurs points, notamment à propos de certaines dates et de l'ordre du jour des différentes séances, etc.

Une réunion d'un conseil étudiant à Budapest.

"Notre arme la plus puissante était la grève"

NOUS avons reçu le 12 novembre 1956, au conseil ouvrier de la Régie optique hongroise, un tract du conseil révolutionnaire d'Újpest convoquant les délégués de tous les conseils ouvriers de Budapest à la maison du conseil, c'est-à-dire à la mairie d'Újpest. En y arrivant, nous n'avons trouvé qu'un seul délégué. Ce dernier nous a envoyés tous à l'usine Egyesült Izzó (1), pour éviter ainsi d'être repérés par les forces du maintien de l'ordre réorganisées après le 4 novembre.

Dans l'usine, déjà, des délégués de plusieurs entreprises et arrondissements étaient présents, et nous avons ouvert la séance tout de suite. Mais bientôt, nous avons dû constater que les représentants de nombreuses usines manquaient encore. Aussi avons-nous décidé de remettre la réunion au lendemain, et d'aviser, en attendant, les conseils ouvriers de toutes les usines d'une certaine importance.

Kádár a repoussé chacune de nos revendications

Le lendemain, 13 novembre, après une discussion prolongée, à laquelle participaient cette fois les délégués des conseils ouvriers de toutes les grosses entreprises de la capitale, nous avons élaboré une pétition en quatorze points et nous avons élu une délégation, qui, le soir même, est allée présenter cette pétition au gouvernement Kádár (2).

Mais l'entretien avec Kádár n'a abouti à aucun résultat ; comme membre de la délégation, je peux témoigner de la manière dont Kádár a repoussé chacune de nos revendications. Le chef de notre délégation composée de dix membres (3), envoyé par les usines de Csepel, a exposé à Kádár les premières revendications du Conseil central ouvrier, qui venait d'être formé. Kádár a répondu successivement à tous les points qui constituaient l'essentiel des revendications de la révolution. Ainsi, le Conseil central ouvrier a

(1) Egyesült Izzó est une grande usine fabriquant des ampoules électriques et des pièces détachées pour postes de TSF, Ujpest l'une des banlieues industrielles et ouvrières de Budapest.

(2) Les circonstances et la date exacte de la formation du conseil central sont relatées de façon différente dans les divers récits. Ferenc Töke, par exemple, parle en détail de la séance constitutive, mais il donne comme date le 14 novembre (cf. Töke : *"Ce que furent les conseils ouvriers hongrois", Etudes*, n° 3, janvier 1960). D'après un témoin, qui était chargé de convoquer les conseils ouvriers par le comité révolutionnaire d'Újpest et qui joua un rôle important dans les événements en rapport avec la constitution du Conseil central ouvrier, l'appel du comité révolutionnaire d'Újpest fut lancé dès le début dans le but de créer un Conseil central ouvrier. Toujours selon ce témoin, les délégués devaient se rendre à Egyesült Izzó, car tous les membres du comité révolutionnaire d'Újpest avaient été arrêtés par les forces du maintien de l'ordre la nuit précédente, cependant que les bâtiments étaient occupés (souvenirs de témoins, Archives de l'Institut Imre Nagy).

(3) Töke parle d'une délégation de six personnes,

exigé le rétablissement d'Imre Nagy dans son poste de Premier ministre, le retrait des troupes soviétiques, un régime multipartis, etc. Kádár a déclaré entre autres que lui aussi aimerait bien s'entretenir avec Imre Nagy, mais que, malheureusement, ce dernier ne voulait pas quitter l'ambassade de Yougoslavie, et qu'ainsi on ne pouvait s'entretenir avec lui. Le Conseil central ouvrier ferait bien, a dit Kádár, d'essayer de discuter avec Imre Nagy et de le persuader de quitter l'ambassade de Yougoslavie. Kádár a affirmé catégoriquement qu'il était d'accord en principe pour établir un régime multipartis, mais, étant donné les circonstances, ne trouvait pas le moment opportun. Dans la situation actuelle, a-t-il ajouté, la tâche la plus urgente est de mettre fin à l'anarchie, les ouvriers doivent reprendre le travail. Il nous a reproché à plusieurs reprises de faire de la politique et de présenter des revendications au lieu de recommander aux ouvriers la reprise du travail. Il a répété longuement que le devoir des conseils ouvriers était de faire cesser la grève, parce que le pays avait déjà beaucoup de dettes, que la richesse nationale diminuait de jour en jour, que la famine et les épidémies menaçaient la population. Il ne tenait qu'aux conseils ouvriers de mettre fin à cette situation, il fallait reprendre le travail, et ensuite, a terminé Kádár, on pourrait parler aussi des questions politiques.

Le gouvernement n'a donc pas tenu compte de nos revendications, et la délégation est repartie sans résultat (4).

Le premier pas vers une autre solution politique

Toutefois, la création du Conseil central ouvrier a été le premier pas vers une autre solution politique face au gouvernement Kádár s'appuyant sur les baïonnettes soviétiques, vers le développement de l'organisme central des conseils ouvriers issu des conseils ouvriers eux-mêmes et ayant derrière lui la grande majorité de la population. Mais nous avons appris en même temps que nous devrions céder sur certaines de nos revendications premières, absolues en quelque sorte, car après le 4 novembre, il n'était plus possible de défendre les objectifs de la révolution dans leur intégrité. Nous devions chercher un compromis : arracher des concessions au gouvernement et répondre à la confiance des ouvriers.

La première phase de l'activité du Conseil central ouvrier

Après la formation du Conseil central ouvrier, la confiance de la population se manifesta tout de suite par le fait que tous les gens venaient à nous pour nous exposer leurs problèmes, leurs affaires. Chacun méprisait le gouvernement, c'était le Conseil central ouvrier qui seul avait du prestige auprès des travailleurs. C'est pourquoi nos tâches journalières les plus importantes consistaient à nous pencher sur le sort de la population abandonnée.

Ce fut une des raisons, parmi d'autres, qui nous poussa à chercher à établir un contact avec le commandement des troupes soviétiques d'occupation à Budapest. Nous intervînmes pour que cessent les déportations et que les Soviétiques renvoient les gens déjà déportés (5).

Nous avons participé à la distribution des vivres, des médicaments et des vêtements arrivés à Budapest, tâchant de déceler et d'empêcher les abus.

Mais en même temps nous ne pouvions oublier que notre devoir le plus

(4) Töke affirme que, sur un point, il y eut un accord partiel. Kádár a promis d'entamer des négociations pour le retrait des troupes soviétiques, et le Conseil central ouvrier, de son côté, s'est engagé à faire cesser la grève pour le 19 novembre.

(5) Selon le témoignage de Töke, les membres du conseil ne sont entrés en contact avec les Russes que quelques jours après le 19 novembre, et presque par hasard.

important était de nature politique, et que, si nous ne devions pas abandonner la population, ce serait de notre part une grave négligence que de perdre de vue les revendications politiques des ouvriers que nous représentions, et en général celles de la révolution ; nous cherchions à les faire aboutir dans toute la mesure du possible.

Notre souci principal était de savoir quelles revendications nous devions adresser au gouvernement, dans l'espoir qu'il les accepte, entièrement ou au moins en partie.

Cependant, étant donné que la population et la classe ouvrière dans son ensemble exigeaient résolument le retrait immédiat ou tout au moins rapide des troupes soviétiques, des élections libres avec la participation de plusieurs partis, le retour d'Imre Nagy à la présidence du Conseil, il était très difficile de présenter ces revendications de telle sorte qu'elles puissent être conciliables avec les données politiques.

Jusqu'au 22 novembre, nous eûmes encore plusieurs conversations avec le gouvernement Kádár, dont une le 18 novembre. Je m'en souviens très bien, car cette fois-ci, je me trouvais moi-même à la tête de la délégation. A cette entrevue, nous avons parlé des revendications déjà évoquées, que nous avons alors exposées sous une forme plus souple et présentées sous un autre angle.

Mais il est devenu très vite évident que ce n'était pas la mise en avant des revendications qui était cause du différend le plus grave entre nous, mais que le gouvernement avait un point de vue totalement opposé au nôtre sur certaines questions fondamentales.

Nous pensions que, s'il donnait satisfaction à nos revendications, au moins partiellement, le gouvernement Kádár prouverait sa bonne volonté, et, en ce cas, le conseil ouvrier mettrait fin à la grève. Mais selon le gouvernement, c'était au conseil ouvrier de prouver qu'il était capable de faire reprendre le travail aux ouvriers, et ensuite, une fois la situation consolidée, le gouvernement pourrait nous donner satisfaction sur certains points de nos revendications.

Nous savions que notre arme la plus puissante était la grève

Mais nous savions que notre arme la plus puissante était la grève et que nous n'avions aucun autre moyen pour exercer une influence sur le gouvernement. Renoncer à la grève aurait été une capitulation. Au sein du Conseil central ouvrier, une vive discussion s'engagea pour savoir comment faire accepter nos revendications. Il y avait plusieurs opinions. Pour les uns, nous devions maintenir catégoriquement les revendications que nous avions formulées dès le premier jour, et, par la continuation de la grève, obliger le gouvernement à les accepter.

Mais les partisans de cette attitude ne se rendirent pas suffisamment compte de la situation du pays. En raison des combats de la révolution, des destructions opérées par les troupes soviétiques et de la grève générale qui se prolongeait depuis des semaines, le pays se trouvait au bord de la faillite. La prolongation de la grève aurait frappé avant tout la population, qui avait épuisé ses réserves. En outre, le gouvernement, avec l'aide des troupes soviétiques, aurait pu recourir à des moyens plus brutaux : il aurait pu dissoudre le Conseil central ouvrier et contraindre les travailleurs, par les armes, à la reprise du travail, et, en même temps, rendre responsable le Conseil central ouvrier de la gravité de la situation aux yeux de la population.

Pour cette raison, l'autre tendance, celle de la majorité du Conseil central ouvrier, était de réaliser un compromis avec le gouvernement. De reprendre, certes, le travail, mais en soulignant qu'au cas où le gouvernement ne donnerait pas satisfaction à nos revendications, nous décréterions, à nouveau, la grève générale (6).

Pourtant, il y eut encore une troisième tendance. Celle-ci affirmait qu'indépen-

(6) La reprise du travail s'est faite effectivement après le 19 novembre.

damment du sort réservé à nos revendications, nous devrions reprendre sans tarder le travail, quitte à nous rendre compte ensuite de la façon dont allait réagir le gouvernement. Les partisans de cette solution voulaient donc voter la reprise du travail non pas en fonction des résultats obtenus par les pourparlers, mais indépendamment d'eux. Cette tendance n'était représentée que par une infime minorité dans le Conseil central ouvrier et son porte-parole, József Balázs. La majorité condamnait catégoriquement ce point de vue, car elle affichait une confiance absolue envers le gouvernement. Nous avons décidé que les gens qui se laissent persuader d'abandonner le point de vue du Conseil central ouvrier ne sont pas dignes d'y figurer et qu'il faudrait, comme opportunistes, les exclure. Aussi avons-nous écarté József Balàzs du Conseil central ouvrier, dès le 19 novembre, si mes souvenirs sont exacts.

Renforcer le réseau des conseils ouvriers et raffermir son organisme central

Dès le début, nous savions clairement que notre activité ne serait efficace qu'à condition de renforcer le réseau des conseils ouvriers et de raffermir son organisme central. Pour cela, aussitôt après la première réunion, nous avons décidé de coordonner l'activité des conseils ouvriers et de donner une forme définitive, approuvée par les travailleurs, au Conseil central ouvrier, organisme jusqu'alors provisoire, créé en hâte.

En ce qui concerne l'organisation des conseils ouvriers, notre but primordial fut de créer partout à Budapest des conseils ouvriers d'arrondissement, là où il n'en existait pas encore, et de former, avec leurs délégués, le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest sous sa forme définitive. Nous nous sommes mis d'accord pour que le conseil ouvrier de chaque arrondissement puisse envoyer trois ou cinq délégués au Conseil central ouvrier, mais que chaque arrondissement ne disposerait que d'une seule voix, celui de Csepel excepté, qui en aurait deux (7). Les grandes entreprises n'enverraient pas de délégués, mais elles seraient représentées au sein des conseils ouvriers des arrondissements.

Nous avons réglé également l'organisation du Conseil central ouvrier. Entre le 15 et le 21 novembre, il n'y avait pas encore de direction définitive, et chaque jour un membre différent présidait les séances. Nous sommes tombés d'accord pour organiser un secrétariat chargé des affaires en cours et créer un comité pour assurer la liaison avec le commandement des troupes soviétiques.

Après l'organisation des activités du Conseil central ouvrier et la création des conseils ouvriers de Budapest là où il n'y en avait pas, l'autre grande tâche que nous avions en vue était de constituer un Conseil ouvrier national, de façon que nous puissions former une sorte de parlement des conseils ouvriers, avec les délégués des conseils ouvriers des grandes villes et des centres industriels. Dans ce but, nous avons décidé d'organiser à Budapest, pour le 21 novembre, une conférence du Conseil national ouvrier.

Deuxième phase de l'activité du Conseil central ouvrier

Le 21 novembre se termina la première phase de l'histoire du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest : à cette date, en effet, les conseils ouvriers se sont créés, et l'activité du Conseil central ouvrier s'est développée. Son attitude politique s'est définie, il est devenu un organisme reconnu par tous. La conférence, convoquée pour le 21 novembre, fut en quelque sorte l'aboutissement des

(7) D'après Töke, chaque arrondissement n'était représenté que par un seul délégué, et le Conseil central ouvrier, composé de 22 membres, a élu tout de suite son président et son secrétaire.

efforts accomplis pendant la première période de l'histoire du Conseil central ouvrier et constitua en même temps le départ d'une nouvelle étape.

Une conférence nationale

La tâche principale de cette conférence nationale fut de former un pouvoir sous la direction des ouvriers, en opposition avec le gouvernement.

Il est vrai que le Conseil central ouvrier fonctionnait déjà avant cette date, mais son pouvoir et son influence, pour importants qu'ils fussent, ne pouvaient remplacer cet organisme représentant le pays tout entier que nous désirions créer. Par cette conférence, nous voulions obtenir que, désormais, non seulement le prolétariat de Budapest, mais tout le pays, les ouvriers comme l'ensemble de la population, soutiennent l'activité et la politique du Conseil central ouvrier de Budapest, et également le Conseil national ouvrier.

Notre but était de créer le plus vite possible dans chaque ville des conseils ouvriers partout où il n'en existait pas encore. Dans les régions non industrialisées, nous pensions organiser des conseils de paysans. Enfin, nous voulions coordonner l'activité de tous ces conseils.

Nous avons avisé de cette conférence les conseils de la province par le service télégraphique des chemins de fer de l'Etat et aussi par le réseau téléphonique.

D'après mes souvenirs, sont surtout venus des délégués de Györ, de Kornló, de Veszprém, de Tatabánya, de Pécs, d'Ózd, de Salgótarjàn, villes industrielles, et aussi de nombreux délégués paysans.

Quant à nos revendications et à notre position politique, nous fumes tous du même avis, et, sur ce sujet, il n'y eut pas de discussion (8). Nous avons parlé plutôt de questions pratiques concernant la formation du Conseil national ouvrier.

Une grève de protestation de quarante-huit heures

Nous avons dû tenir la réunion dans les locaux très étroits du bureau du Conseil central ouvrier, car le gouvernement avait fait défiler des troupes soviétiques là où se trouvait le local primitivement prévu pour la conférence. Nous avons décidé de répondre à cette provocation en arrêtant le travail, repris depuis le 19 novembre, et en décrétant une grève de protestation de quarante-huit heures.

La conférence a terminé son travail avec succès. Nous sommes convenus avec les délégués de province qu'ils soutiendraient notre action, et bien que nous n'ayons pas créé le Conseil national ouvrier, nous avons établi une liaison permanente avec les régions de province par le truchement des délégués et par des liaisons téléphoniques et télégraphiques. A notre appel, le prolétariat de Budapest, en son ensemble, déclencha la grève générale.

Dès le soir du 22 novembre, nous avons eu une entrevue avec Kádár pour protester contre l'attitude du gouvernement, pour lui annoncer la grève de protestation et pour essayer de faire accepter nos revendications.

Kádár nous attendait pour sept heures et demie dans la soirée, mais à notre arrivée, il n'était pas encore là, et nous avons dû l'attendre jusqu'à deux heures du matin. D'abord, nous avons cru à une provocation de sa part, mais plus tard, nous avons pensé que Kádár avait peut-être appris alors l'enlèvement d'Imre Nagy et de ses compagnons, ce qui lui

(8) Töke affirme de son côté qu'il y eut une vive discussion à ce sujet, car les délégués de province et surtout les mineurs condamnaient l'attitude du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest envers le gouvernement. D'après eux, le Conseil central ouvrier était trop conciliant, car, se fiant aux promesses du gouvernement, il avait fait reprendre le travail, tandis que le gouvernement faisait attaquer les conseils ouvriers par les blindés. Ce n'est qu'à l'issue d'une discussion violente d'une heure que les délégués de province acceptèrent le point de vue des représentants de la capitale d'après lequel il fallait négocier avec le gouvernement en vue d'un compromis.

avait probablement valu quelques ennuis.

L'enlèvement inqualifiable d'Imre Nagy

Le lendemain, nous avons eu une réunion orageuse au Conseil central ouvrier. L'enlèvement inqualifiable d'Imre Nagy et de ses compagnons a bouleversé tout le conseil ouvrier. A ce moment-là, nous avons attribué toute cette action à Kádár et à son gouvernement, et n'avons pas pensé à l'éventualité que Kádár pouvait ne pas être non plus au courant de cet enlèvement.

Quoi qu'il en soit, l'enlèvement du premier ministre de la révolution et de ses collaborateurs a envenimé la situation et compromis les chances d'un accord. Nous imputions alors tout cela à Kádár, bien que nous ayons vu assez clairement la différence entre lui et les autres membres de son gouvernement. Aux pourparlers que nous avons eus avec Kádár, participaient, par exemple, de temp en temps, Marosán et Biszku, qui nous parlaient sur un ton beaucoup plus agressif que Kádár. Marosán, par exemple, a déclaré un jour que les ouvriers pouvaient faire la grève s'ils voulaient, mais que le gouvernement pouvait de son côté déployer ses forces et que si les ouvriers réagissaient, *"nous tirerions alors sur vous"*. Voilà en quels termes un membre du "Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et des paysans" parlait de la manifestation des ouvriers !

Kádár promit de faire quelques concessions

Nous avons eu une impression différente de Kádár, bien qu'au fond, il ait fait la même chose que les autres. Nous pensions, par exemple, par la suite, qu'il n'avait pris connaissance de l'enlèvement d'Imre Nagy qu'après coup, que les choses avaient été faites à son insu et que l'affaire, de toute façon, lui était assez pénible. Nous avons été confirmés dans cette opinion lors d'une nouvelle entrevue fort curieuse. Pour le 1er décembre, à cinq heures de l'après-midi, Kádár avait invité pour prendre le thé quelques membres du Conseil central ouvrier : nous étions six, et, outre Kádár, quelques personnes seulement de son entourage étaient présentes.

Au cours de cette entrevue, qui dura environ deux à trois heures, Kádár promit de faire quelques concessions pour esquisser un pas vers un compromis. Il nous a révélé aussi qu'il avait tenté d'élargir son gouvernement en faisant appel, par exemple, à Béla Kovács, au révérend père Balogh et à d'autres encore, mais que tous lui avaient refusé leur concours. Il est intéressant que, bien avant cet entretien, les proches collaborateurs de Kádár ont appelé quelques membres du Conseil central ouvrier, notamment Rácz et moi-même, à entrer au gouvernement. Bien entendu, nous avons refusé cette proposition.

Nous avions tous l'impression alors qu'il voulait nous gagner à sa cause. Je me souviens exactement, presque mot à mot, de ses paroles : *"Mes amis, aidez-moi ! Comprenez, je suis seul parmi tous ces staliniens... Aidez-moi !"* Il a promis de faire accepter par le gouvernement un décret qui légaliserait le Conseil central ouvrier en tant que Conseil des producteurs. J'ai eu l'impression que Kádár et ceux de ses collaborateurs qui participaient à cette entrevue n'étaient effectivement pas des staliniens, et qu'ils se trouvaient en minorité au sein du gouvernement.

A notre retour, nous avons discuté, au siège du Conseil central ouvrier, de cette intéressante entrevue. Nous avions l'impression, tous, que Kádár, immédiatement avant et après le 4 novembre, s'était résigné à l'intervention soviétique pour briser, à l'aide des troupes russes, certaines manifestations réellement contre-révolutionnaires, et continuer la politique de la révolution, au point où elle était arrivée le 30 octobre. Kádár a cru que, parce qu'il était lui-même à la tête de cette politique d'intervention, il pourrait l'arrêter quand il le voudrait. Mais

nous étions d'accord également qu'il fallait, pour mener une telle politique, une singulière étroitesse de vue, la méconnaissance de la révolution et du peuple, car, autrement, il serait inimaginable qu'un homme raisonnable puisse supposer ce que Kádár voulait faire, à savoir, atteindre les buts de la révolution à l'aide des baïonnettes russes. Nous pensions que c'était justement à cette époque, au début de décembre, après l'enlèvement d'Imre Nagy et de ses compagnons, que Kádár comprit combien sa force et sa conception étaient négligeables en face de l'intervention soviétique et de tout ce qu'elle comportait.

C'est pourquoi il a essayé d'obtenir le soutien de diverses personnalités politiques, et également le nôtre.

Plus tard, nous avons eu connaissance d'un épisode caractéristique. Lors de notre entrevue du 1er décembre, Kádár avait promis que le gouvernement allait faire certaines concessions, notamment ce Conseil des producteurs, et qu'il les annoncerait lui-même à la radio le lendemain. Or nous avons appris que le lendemain, au moment où Kádár se dirigeait vers le studio de la radiodiffusion situé alors dans le bâtiment du Parlement, pour lire sa déclaration, survint Münnich, qui lui arracha le texte de la déclaration des mains en protestant contre sa lecture à la radio.

Nous imposer en tant que force politique reconnue par le peuple

Dans la seconde moitié de novembre, surtout après la conférence du 21, est venu le moment de renforcer l'activité du Conseil central ouvrier et de nous imposer en tant que force politique reconnue par le peuple.

C'est vers le 25-27 novembre que nous avons pensé, au cours de nos discussions, à informer les usines et le pays de notre activité et de nos décisions. Nous avons décidé de publier un journal. Etant donné que les imprimeries étaient occupées par l'armée soviétique, nous n'avions pu publier jusque-là qu'un bulletin d'information ronéotypé, dont le contenu était transmis par téléphone en province. Pourtant, nous n'avions pas renoncé à l'idée que le Conseil central ouvrier puisse avoir son propre journal imprimé. A l'occasion de nos entrevues — déjà avant le 20 novembre —, nous avions demandé chaque fois à Kádár l'autorisation du gouvernement pour la publication de ce journal, Mais il l'avait toujours refusée, comme inactuelle. Il trouvait inopportun, disait-il, qu'en dehors des organes du parti et des syndicats (*Népszabadság, Népakarat*), un autre journal paraisse, étant donné la pénurie de papier. Ce n'était bien sûr qu un prétexte, car Kádár savait aussi bien que nous que si le journal du Conseil central ouvrier paraissait, personne ne lirait plus les deux journaux officiels — *Népszabadság* et *Népakarat* — et que l'influence du conseil ouvrier irait encore en augmentant.

Nous éditerions le journal quand bien même le gouvernement refuserait son autorisation

Après le 23 novembre, nous avons décidé que nous éditerions le journal quand bien même le gouvernement refuserait son autorisation. J'ai parlé au président du syndicat déjà libre des typographes, qui nous a conseillé de nous adresser au conseil ouvrier de l'imprimerie Forràs. Celui-ci pourrait probablement se charger de l'impression du journal. En compagnie de quelques journalistes, à qui j'avais demandé de s'occuper de la rédaction du journal, nous sommes allés à l'imprimerie, où l'on a convoqué sans tarder le conseil ouvrier. Ce conseil a délibéré sur la demande du Conseil central ouvrier et il a finalement accepté d'imprimer le journal sous le titre *Munkásújság* ("Journal ouvrier").

La composition était déjà prête quand la nouvelle arriva que le gouvernement avait eu vent de notre décision et la considérait comme une provocation. Une vive discussion s'engagea entre le rédacteur en chef du journal et quelques journalistes. En ce qui nous concernait, en accord avec le rédacteur en chef, nous voulions sortir le journal, mais plusieurs journalistes affirmèrent que, par ce geste, nous allions rendre définitivement impossible un compromis avec le gouvernement. Pendant la discussion arrivèrent quelques membres du Conseil central ouvrier, et ils nous informèrent que le conseil ouvrier, après une nouvelle délibération, avait décidé, pour éviter toute provocation, de renoncer à l'édition du journal.

Il sembla que le gouvernement trouvait que notre attitude dépassait la mesure et que nous devions rectifier notre position.

De bonnes relations avec les organismes militaires soviétiques

Cependant, à cette époque, nous avons réussi à établir de bonnes relations avec les organismes militaires soviétiques. A vrai dire, nous avions eu déjà des contacts, juste après la création du Conseil central ouvrier, le 15 novembre, mais alors notre activité dans ce domaine se bornait à l'obtention de laissez-passer et à des efforts en vue de la cessation des déportations. Cependant, il est significatif que le commandement soviétique ait fourni à chaque membre du conseil ouvrier un laissez-passer qui nous permettait de circuler dans la ville après le couvre-feu. Bien mieux, ils ont donné aussi à chaque membre du conseil ouvrier un permis de port d'armes.

Quand le commandement soviétique a appris qu'il s'agissait non seulement du conseil ouvrier d'une usine ou d'un arrondissement, mais du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, c'est-à-dire d'un véritable "soviet", il nous a envoyé un colonel en compagnie d'un interprète, qui assista à nos délibérations, si ma mémoire est bonne, à partir du 20 novembre, parfois pendant des journées entières. Ainsi les Russes étaient informés directement, ils savaient tout, et jusqu'à l'enlèvement d'Imre Nagy ils semblaient témoigner d'une certaine sympathie à l'encontre du Conseil central ouvrier. D'après l'attitude du colonel participant à nos séances, nous avons eu l'impression que les Russes ne savaient pas exactement ce qu'était le Conseil central ouvrier : un second gouvernement, un pouvoir populaire appuyé par tout le pays, un organisme semblable à leurs soviets d'autrefois ou quelque chose d'autre... Ils ignoraient si le Conseil central ouvrier était un gouvernement rival en face de celui de Kádár ou son opposition, ou bien si ce conseil collaborait avec Kádár. Il leur était d'autant plus difficile d'éclaircir le problème qu'aux séances du Conseil central ouvrier assistait également un délégué du gouvernement, et que, en plus, nous nous rendions souvent chez Kádár pour y poursuivre nos discussions. Nous n'arrivions pas à faire comprendre aux Russes ce qu'était la véritable situation. Pourtant, plus tard, au début de décembre, le 6 ou le 7, la nature de ces relations changea tout d'un coup. La délégation du conseil ouvrier fut convoquée au commandement militaire soviétique, et là, le général Serov nous annonça qu'il fallait renoncer à nos revendications, sans quoi les choses pourraient mal tourner. En effet, le 9 décembre, le Conseil central ouvrier était dissous.

Il n'est pas inutile de dire quelques mots encore sur certains aspects de l'activité du Conseil central ouvrier, surtout en ce qui concerne ses relations avec d'autres organismes.

Avec d'autres organismes révolutionnaires

Le Conseil central ouvrier collaborait sans cesse avec d'autres organismes révolutionnaires : Association des écri-

vains, différents groupes et organismes de l'intelligentsia, étudiants, etc. Cependant, nous avons refusé de collaborer avec les syndicats, bien que Kádár nous y invitât lors de presque chaque entretien. A vrai dire, le gouvernement voulait placer ces conseils sous le contrôle des syndicats dirigés par le parti. Quand il était question, par exemple, de l'autorisation de publier un journal, il offrait de laisser de la place aux communiqués du Conseil central ouvrier dans les colonnes de *Népakarat*, journal officiel des syndicats. Il était même prêt à mettre tous les jours une page à notre disposition. Naturellement, nous avons refusé cette proposition, car justement, à cette époque, les ouvriers de certaines branches, par exemple les typographes, les travailleurs du textile et bien d'autres, se détachèrent du centre syndical qui était sous la direction des communistes et élirent, l'un après l'autre, de nouveaux comités d'usine, de nouvelles directions syndicales libres et indépendantes. Le centre syndical sous direction communiste, le Conseil central des syndicats, est devenu de plus en plus un central privé d'organisations de base, auquel nous ne pouvions nous joindre en aucune manière.

Après le 23 novembre, nous avons renforcé l'organisation du Conseil central ouvrier ; nous avons créé une direction permanente et élu pour président Sándor Rácz, pour vice-président Kalocsai, et pour secrétaire Babai. Nous avons créé quatre ou cinq sections, notamment les sections politique, économique, d'organisation et de presse.

La création d'un Conseil national ouvrier

Par ce moyen, le Conseil central ouvrier s'est trouvé renforcé, et nous avons pu penser plus sérieusement à reprendre notre projet, la création d'un Conseil national ouvrier.

Avec les centres industriels de province, nous étions en contacts permanents. Les délégués de Veszprém, Pécs, Tatabánya, Komló, Salgótarjàn, Miskolc, ainsi que ceux des régions comprises entre le Danube et la Tisza, et au-delà de la Tisza, se trouvaient à Budapest. Ainsi, chaque jour, de trente à quarante délégués de province venaient au Conseil central ouvrier ; nous les logions et nourrissions dans les usines, et ils restaient en liaison téléphonique avec leur ville ou leur centre industriel. Nous pouvions donc prétendre avoir, de cette façon, réussi à établir de très bons contacts avec les centres les plus importants.

Plusieurs fois — peut-être trois ou quatre fois —, des délégations de paysans sont également venues nous voir. Leur attitude politique était identique à la nôtre ; elles formulaient cependant certaines revendications particulières à la paysannerie. Nous avons publié les revendications de l'une de ces délégations dans le numéro du 4 décembre de notre bulletin. On pouvait y lire des passages de ce genre :

"Nous, paysans individuels et membres de coopératives de Bokod, Császár, Dad, Szond, Szak, artisans, ouvriers de l'industrie et intellectuels désignés par les comités nationaux issus d'élections libres, nous constatons, affirmons, demandons et exigeons ce qui suit (...) :

2) Nous sommes entièrement d'accord avec le conseil révolutionnaire ouvrier de Budapest quant à ses revendications concernant les problèmes généraux du pays (...).

c) Nous demandons des élections libres au scrutin secret, avec la participation de plusieurs partis socialistes, et, parmi eux, un parti paysan, représentant directement les intérêts des paysans (...).

3) Nous demandons et exigeons du gouvernement la création de conseils paysans révolutionnaires communaux, cantonaux et départementaux ayant les mêmes prérogatives que celles des conseils ouvriers révolutionnaires."

Si nous avions eu devant nous un mois de plus, nous aurions pu facilement créer le Conseil national des ouvriers et des paysans, issu des divers conseils ouvriers et paysans.

Cependant, nous n'eûmes ni assez de force ni assez de temps pour préparer secrètement les assises du conseil national — prévues pour le 9 décembre, jour qui coïncida avec la dissolution du Conseil central ouvrier et avec l'arrestation de plusieurs de ses membres...

Le conseil révolutionnaire du département de Veszprém, le 29 octobre, exige :

1) Une Hongrie indépendante, neutre. Démocratie socialiste.
2) Le retrait des troupes soviétiques.
3) Amitié hungaro-soviétique sur la base de l'égalité des droits.
4) Le gouvernement doit suivre de près la situation des Hongrois qui vivent à l'extérieur des frontières.
5) Révision du traité de Varsovie.
6) Mettre en avant l'idée de la Fédération du Danube.
7) Nettoyer l'appareil d'Etat des éléments staliniens.

Manifestation de soutien au peuple hongrois à Varsovie, le 28 octobre.

Les délibérations des dirigeants de l'URSS (20 octobre au 6 novembre)

Nous publions ci-après l'intégralité des procès-verbaux des réunions du présidium du comité central (ancien bureau politique) du Parti communiste de l'URSS (PCUS) entre le 20 octobre et le 4 novembre.

Les notes prises en style très télégraphique sont souvent elliptiques (ainsi, les "ils" peuvent désigner les manifestants et insurgés hongrois ou les membres du gouvernement Nagy, ou plus tard ceux de celui de Kadar mis en place par Moscou), mais elles montrent nettement que les dirigeants ont flotté jusqu'au 30 octobre inclus, les mêmes hommes pouvant changer de position, comme Khrouchtchev lui-même ou le maréchal Joukov, et même de façon plus limitée Molotov.

La réunion du 31 octobre marque la fin des hésitations et des doutes. C'est ce jour-là qu'est prise la décision d'envahir la Hongrie et de former un gouvernement fantoche présidé par Kadar, toujours alors membre du gouvernement Nagy.

Pourquoi le 31 octobre marque-t-il un tournant ? Ce jour-là, les troupes aéroportées britanniques et françaises attaquent le canal de Suez, que Nasser avait nationalisé trois mois plus tôt, et bombardent Port-Saïd. Certes, l'armée israélienne avait déjà attaqué deux jours plus tôt, mais cette agression pouvait apparaître comme le simple prolongement de la guerre de 1948. L'entrée en lice des troupes britanniques et françaises change l'ampleur de la guerre et détourne l'attention de la Hongrie. Elle constitue une sorte de camouflage des opérations du Kremlin à Budapest.

L'entreprise montée par dirigeants français (les socialistes Guy Mollet, Pineau, Lacoste, le futur président de la République, François Mitterrand), auxquels les conservateurs britanniques s'associent avec un enthousiasme limité, balaie les hésitations apparues à divers moments chez nombreux dirigeants du Kremlin.

Les documents réfutent la thèse souvent avancée que la décision du gouvernement Nagy de sortir du pacte de Varsovie aurait provoqué l'intervention. La décision du Kremlin est antérieure à cette position du gouvernement hongrois.

François Fejtö a publié extraits assez importants de ces procès-verbaux en annexe de la réédition de son livre *La Tragédie hongroise*, mais sa traduction, faite à partir de la traduction hongroise, prend assez souvent des libertés avec le texte original et se trompe parfois dans l'attribution des propos.

Rappelons que les *Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 31, ont publié les notes envoyés par Mikoïan et Souslov de Budapest à Moscou entre le 24 et le 30 octobre.

"Nous n'avons pas d'autre choix" (Khrouchtchev)

Présidium du comité central du 20 octobre 1956

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoïan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Sur la Hongrie : réfléchir à envoyer Mikoïan.

Mikoïan et Joukov : veiller au rappel des soldats dans leurs unités.

A Mikoïan : rédiger une information pour les partis frères.

Rappeler les conseillers du KGB (1).

Présidium du comité central du 23 octobre 1956

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Mikoïan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov et Fourtseva.

Sur la situation à Budapest et en Hongrie dans l'ensemble (Joukov, Boulganine, Khrouchtchev)

Informations de Joukov : Cent mille personnes manifestent à Budapest. La radio incendiée. A Debrecen, la foule occupe les bâtiments du comité régional du parti et ceux du ministère de l'Intérieur.

Khrouchtchev se prononce pour l'entrée des troupes dans Budapest.

Boulganine juge la proposition de Khrouchtchev correcte : les troupes doivent entrer.

Mikoïan : Sans Imre Nagy, on ne maîtrisera pas le mouvement. Cela nous coûtera moins aussi. Il exprime des doutes sur l'entrée des troupes. Qu'avons-nous à perdre ? Rétablissons l'ordre par les mains des Hongrois eux-mêmes. Si nous faisons entrer les troupes, nous gâtons nos affaires. Essayer des mesures politiques et faire entrer les troupes après.

Molotov : De ses mains, Nagy disloque la Hongrie. Pour l'entrée des troupes.

Kaganovitch : Le renversement du gouvernement est en cours. Il n'y a pas de comparaison avec la Pologne. Pour l'entrée des troupes.

Pervoukhine : Il faut faire entrer les troupes.

Joukov : Il y a une différence avec la Pologne. Il faut faire entrer les troupes. Un membre du présidium du comité central doit y aller. Proclamer la loi martiale dans le pays et le couvre-feu.

(1) Il s'agit des "conseillers" du KGB envoyés par Moscou auprès de chaque gouvernement des "démocraties populaires", et en particulier de la Sécurité d'Etat.

Souslov : La situation est différente de celle de la Pologne. Faire entrer les troupes.

Sabourov : Il faut faire entrer les troupes pour maintenir l'ordre.

Chepilov : Pour l'entrée des troupes.

Kiritchenko : Pour l'entrée des troupes.

Envoyer à Budapest Malinine et Serov (2).

Khrouchtchev : Il faut entraîner Nagy à une activité politique. Mais pour le moment, ne pas en faire le président *(du gouvernement)*. Que Mikoïan et Souslov s'envolent pour Budapest.

Présidium du comité central du 26 octobre 1956

Présents : Boulganine, Vorochilov, Kaganovitch, Malenkov, Molotov, Sabourov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chvernik, Chepilov, Fourtseva, Pospelov, Ioudine.

Du comité central du PC chinois, Liou Shao-Chi (3).

Echange d'opinions sur la situation en Pologne et en Hongrie

Le point sur Rokossovski (4) est crucial (Liou Shao-Chi).

Gomulka admet des déviations.

Prolongement de la réunion à 20 heures. Discussion sur les informations de Mikoïan et Souslov. En confier l'étude à Chepilov, Brejnev, Fourtseva.

Sur la situation en Hongrie

Boulganine : Mikoïan a une position incorrecte, mal définie, il n'aide pas les dirigeants hongrois à en finir avec l'ambiguïté. S'en tenir à une ligne ferme.

Molotov partage l'avis de Boulganine. Définir des limites, montrer à Mikoïan comment il doit agir.

Kaganovitch : Le rapport des forces réel ne correspond pas aux conclusions de Mikoïan. Il faut occuper une position ferme. Créer un comité militaire révolutionnaire.

Malenkov : On a fait entrer les troupes et l'adversaire a commencé à se remettre. Dire à Mikoïan qu'il exige fermement que Nagy rétablisse.

Joukov : Mikoïan agit de façon incorrecte. Il pousse à la capitulation. Se prononce pour une position ferme.

Chepilov : La décision a été extrême, mais correcte. Les troupes, c'est le pouvoir réel. Si on leur fait des concessions, ils y verront de la faiblesse.

Fourtseva : Mikoïan se trompe manifestement sur Nagy. Ils ont libéré 1 000 emprisonnés.

Khrouchtchev : Mikoïan agit comme il l'avait dit. Mikoïan avait une position de non-intervention et nos troupes sont là-bas.

C'est une nouvelle étape. Nous ne sommes pas d'accord avec le gouvernement.

Envoyer en renfort Molotov, Joukov, Malenkov.

Entrer en contact avec Hegedüs et d'autres.

Il faut écrire une adresse à nos troupes.

Préparer un vol. Renforcer par les troupes. Que Molotov, Joukov et Malenkov s'envolent là-bas. Décider définiti-

(2) Malinine (1899-1960), général, était alors le premier adjoint du chef de l'état-major des forces armées soviétiques, Joukov. Ivan Serov (1905-1990), général d'armée, fut le chef du KGB de 1954 à 1958. De 1958 à 1962, sera le chef de la direction principale du renseignement près l'état-major des forces armées, limogé en 1963 puis exclu du PCUS en 1965.

(3) Liou Shao-Chi (1898-1969) était alors secrétaire et vice-président du comité central du PC chinois et président du comité permanent de l'Assemblée populaire de Chine. Il dirigeait la délégation chinoise venue à Moscou en cette fin d'octobre. Limogé lors de la révolution culturelle.

(4) Constantin Rokossovski (1896-1968), maréchal soviétique, était membre du bureau politique du POUP (nom du PC polonais depuis la fusion forcée avec le PS polonais en 1948) et ministre de la Défense de Pologne. Le VIII[e] plénum du comité central du POUP ne l'avait pas réélu au bureau politique et les communistes exigeaient sa démission du poste de ministre de la Défense, qu'il donnera le 13 novembre, pour être nommé aussitôt vice-ministre de la Défense de l'URSS.

vement plus tard. Repousser le voyage de Mikoïan en Autriche.

Présidium du comité central du 28 octobre 1956

Présents : Vorochilov, Boulganine, Kaganovitch, Molotov, Sabourov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chvernik, Chepilov, Fourtseva, Pospelov, Zorine.

Sur la situation en Hongrie (Khrouchtchev)

Khrouchtchev : La situation se complique. Ils annoncent une manifestation. L'état d'esprit de Kádár est de mener des négociations avec les foyers de résistance.

Corriger Sobolev à l'ONU. Les ouvriers soutiennent l'insurrection (c'est pourquoi ils veulent modifier la désignation de *"soulèvement contre-révolutionnaire"*).

Joukov informe : Ils se seraient abstenus d'écraser l'un des foyers de l'insurrection. L'indication est donnée : ne pas admettre de manifestation. Dans toute une série d'endroits, ils démontent les voies ferrées. A Debrecen, le pouvoir a été transmis à nos troupes.

Khrouchtchev informe : la situation est compliquée. Souslov doit revenir à Moscou. Le directoire n'est pas proclamé. On propose d'exclure Hegedüs du directoire (4 pour, 6 contre) (5). Le plénum *(du comité central du PTH)* se déroule en ce moment.

Vorochilov : Nous sommes mal informés. Mikoïan et Souslov se conduisent tranquillement, ils sont mal informés. Nous sommes dans une mauvaise situation. Elaborer notre propre ligne et y associer un groupe de Hongrois. Mikoïan n'est pas capable de faire ce travail. Il faut mettre en œuvre ce que nous avons indiqué (envoyer un groupe de camarades). Nous ne retirerons pas les troupes. Il faut écraser de façon décidée. Nagy est un liquidateur.

Molotov : Les affaires vont mal. La situation s'est détériorée. On va par étapes vers la capitulation. Nagy intervient contre nous. Nos camarades sont incertains. Se mettre d'accord jusqu'à quelle limite nous acceptons des concessions. On discute de la composition du gouvernement. Ils excluent Hegedüs, donc ils ne tiennent plus compte de nous. La question de l'amitié avec l'URSS, de l'aide de nos troupes, c'est le minimum. Mikoïan nous apaise. S'ils ne donnent pas leur accord, alors, discuter que faire avec les troupes.

Kaganovitch : La contre-révolution s'est activée... L'irrésolution des communistes hongrois. Faire certaines concessions aux ouvriers, aux paysans, donner des instructions à Kádár pour qu'il neutralise *(le mouvement)*. Agir énergiquement contre les foyers de la contre-révolution, il est impossible que nous reculions. Nous ne devons pas reculer.

Boulganine : Le comité central du Parti des travailleurs hongrois agit de façon indécise. Kádár est ébranlé. L'essentiel : exiger de Kádár plus d'esprit de décision. Il faut agir ainsi : appeler au téléphone Mikoïan et lui dire : le bureau politique du PTH doit agir de façon décidée. Sinon, nous agirons en dehors de vous. Il faudra peut-être nommer nous-même un gouvernement

Malenkov : Ne pas transférer la situation sur nos camarades. Ils mènent fermement la ligne de l'écrasement *(de l'insurrection)*. Il faut que Nagy intervienne au nom du gouvernement avec un programme.

Joukov : Sur le rôle de Mikoïan. Il n'est pas juste de le blâmer maintenant. La situation s'est formée autrement quand nous avons décidé l'entrée des troupes. Manifester de la flexibilité politique dans les situations incertaines. Or-

(5) Directoire : ici, désignation du bureau politique du Parti des travailleurs hongrois (PTH), nom officiel du PC hongrois depuis la fusion forcée avec les sociaux-démocrates en 1948. Andras Hegedüs (1922), secrétaire du comité central du PTH de 1951 à 1953, puis d'avril 1955 au 24 octobre 1956, président du Conseil des ministres. Membre du groupe Rákosi-Gerö.

ganiser le comité central pour des actions plus souples. Organiser des milices ouvrières armées. Tenir nos troupes prêtes. Ecraser le foyer principal de l'insurrection.

Sabourov : D'accord avec Joukov. Occuper nos positions dans les grandes usines. Il faut un programme.

Khrouchtchev : Nous sommes responsables de beaucoup de choses. Il faut tenir compte des faits. Aurons-nous un gouvernement avec nous ou un gouvernement qui n'est pas avec nous et qui demandera le retrait des troupes ? Et alors ? Nagy a dit : **?** Si vous agissez, il abandonnera ses pleins pouvoirs. Alors, ce sera la désagrégation de la coalition. Il n'y a pas là-bas de direction ferme, ni dans le parti ni dans le gouvernement.

L'insurrection s'est étendue à la province. Les troupes peuvent passer du côté des insurgés. Ne pas s'obstiner pour Hegedüs.

Deux variantes.

Le gouvernement agit, nous aidons. Cela peut se terminer vite. Ou bien Nagy se retourne contre nous. Il exigera la cessation du feu et le retrait des troupes, puis la capitulation.

Quelles peuvent être les variantes ?

1) La constitution d'un comité qui prenne le pouvoir dans ses mains (c'est la variante la pire, quand nous...) (6).

2) Maintenir ce gouvernement, envoyer des représentants du gouvernement en province.

Il faut une plate-forme. Peut-être préparer une déclaration de nous à la population, aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels. Et alors seulement nous tirons.

3) Ne faudrait-il pas que partent des appels aux Hongrois des Chinois, des Bulgares, des Polonais, des Tchèques, des Yougoslaves ?

4) Ecraser de manière décidée les forces armées des insurgés.

Que Brejnev, Pospelov, Chepilov, Fourtseva préparent un document.

Se mettre d'accord avec les partis frères pour qu'ils s'adressent aux Hongrois.

Sur la situation en Hongrie (Souslov)

Souslov : La situation est compliquée. Le 23 octobre, nos troupes sont entrées. Le 25, il restait un nœud de résistance ; on l'a appris le 26 : au cinéthéâtre Corvin, une bande avec à sa tête un colonel de l'armée de Horthy. Une fusillade isolée (fréquente). Ils tirent sur les officiers. Il y a 3 000 blessés, 300 morts (hongrois). Nos pertes s'élèvent à 600 tués (7). L'attitude à l'égard de notre armée est maintenant mauvaise (s'est dégradée). La cause : la dispersion de la manifestation le 24 octobre 1956. Le feu a été ouvert. Il y a eu 70 tués dans la population. Ils ont arboré beaucoup de drapeaux de deuil.

Les ouvriers quittent les entreprises.

Des soviets se constituent (de façon spontanée) dans les entreprises *(il dit dans les villes)*. Caractère antisoviétique des manifestations.

Comment maîtriser la situation ?

La constitution d'un gouvernement relativement fort.

Notre ligne : ne pas nous opposer à l'introduction de quelques démocrates.

Hier, le gouvernement a été formé.

Le 28, à cinq heures du matin, Kádár est arrivé et il a soulevé la question : les syndicats exigent que l'on modifie l'appréciation des insurgés, qu'il faut requalifier en soulèvement national-démocratique. Ils veulent le qualifier sur le modèle des événements de Poznan (8).

Kádár a indiqué qu'il avait réussi à passer un accord avec les syndicats sur le retrait de la formule d'un mouvement

(6) Phrase inachevée.

(7) L'auteur des notes a sans doute inversé les chiffres, qui sont, d'après toutes les sources, 300 soldats soviétiques tués et 600 Hongrois. Dans *La Tragédie soviétique*, Fejtö (qui traduit de la traduction en hongrois) traduit : *"C'était une faute que de disperser la manifestation du 24 octobre"* (p. 318). C'est faire dire à Souslov ce qu'il ne dit pas : il ne prononce pas le moindre jugement sur la dispersion.

(8) Allusion à la grève insurrectionnelle des ouvriers de Poznan des 28 et 29 juin 1956, que la nouvelle direction du POUP avait décidé de ne plus caractériser comme un acte de banditisme contre-révolutionnaire.

national-démocratique et en ce qui concerne les organismes de la Sécurité d'Etat.

Dans son adresse, Nagy a glissé la thèse du retrait des troupes soviétiques.

Ils insistent sur le cessez-le feu.

Notre ligne maintenant : puisque le gouvernement propose de cesser le feu, le commandement prépare un ordre de retrait des troupes de Budapest.

Nagy et Szanto ont posé la question du retrait de Hegedüs du directoire.

Il ne faut pas procéder à des élections.

Est-ce que nous soutenons le gouvernement actuel s'il fait une déclaration pareille ? Soutenir. Il n'y a pas d'autre solution.

Boulganine (...) (9).

Vorochilov : On a eu raison de faire entrer les troupes. Ne pas se hâter de retirer les troupes L'agence américaine travaille plus activement que Mikoïan et Souslov. Il faudrait qu'un groupe de camarades y aillent. Se mettre d'accord pour organiser un gouvernement, et alors retirer les troupes. On a eu tort de vous envoyer là-bas (Khrouchtchev, Kaganovitch objectent).

Boulganine : Nous avons bien fait de faire entrer les troupes. Il est impossible d'être d'accord avec l'appréciation de Vorochilov à Budapest... Approuver les mesures de Mikoïan et de Souslov.

Nous devons tirer les conséquences du fait qu'il existe à Budapest des forces qui veulent renverser le gouvernement Nagy-Kádár. Occuper une position de soutien du gouvernement actuel, sans quoi il faut procéder à l'occupation du pays. Cela nous entraînera dans une aventure.

Kaganovitch : En ce qui concerne l'envoi des troupes, nous avons bien fait de les envoyer. Il ne faut pas attaquer Mikoïan et Souslov, ils ont agi correctement. C'est injuste de leur tomber dessus. Si nous ne soutenons pas le gouvernement, alors, ce sera l'occupation du pays. Cela nous conduira loin. Il faut soutenir le gouvernement. Ne pas introduire de correction dans la déclaration sur le retrait des troupes. Il faut qu'ils parlent de l'amitié. Question sur le renforcement du parti. Ne pas envoyer de gens en plus.

Malenkov : Les mesures qui ont été prises étaient justes. Blâmer Mikoïan et Souslov, cela ne repose sur rien. Soutenir le gouvernement actuel. Maintenir les troupes avec l'accord du gouvernement.

Tellement de gens ont été mêlés à l'affaire qu'il faut garantir une amnistie.

Molotov : On a eu raison de faire entrer les troupes. Les premières informations de Mikoïan et Souslov étaient rassurantes sur l'attitude vis-à-vis du gouvernement. L'influence du parti sur les masses est faible. En ce qui concerne le gouvernement actuel, le soutenir. Mais ils ont parlé de l'amitié avec l'URSS. En ce qui concerne le retrait des troupes, agir avec prudence.

Joukov : Soutenir le gouvernement actuel. La question du retrait des troupes de Hongrie, cette question doit être discutée par l'ensemble du camp socialiste. Relever l'autorité du comité central du PTH. S'adresser aux partis frères pour qu'ils s'adressent aux Hongrois. A Budapest, retirer les troupes des rues dans certains quartiers. Peut-être publier une déclaration au nom du commandement. En ce qui concerne le jugement à porter sur Mikoïan et Souslov, c'est incorrect de parler comme Vorochilov.

Sabourov : Soutenir ce gouvernement. Il faut relever l'autorité du gouvernement dans le peuple. Ne pas objecter à leur appréciation des événements, ne pas objecter au retrait des troupes, mais pas d'un coup.

Khrouchtchev : D'accord avec les camarades. Soutenir ce gouvernement. Elaborer une tactique. Parler avec Nagy et Kádár : nous soutenons une déclaration : vous n'êtes visiblement pas capables de plus. Nous cessons le feu. Nous sommes disposés à retirer nos troupes de Budapest... à condition que les centres de résistance cessent le feu...

Molotov : Nous devons d'abord nous préoccuper des communistes hongrois.

(9) L'intervention de Boulganine n'est pas notée.

Boulganine : Le pouvoir national-démocratique dans le pays s'est effondré. La direction du PTH n'existe plus. Est arrivé au pouvoir...

Kaganovitch : Il ne s'agit pas de faire des concessions, mais de faire la guerre pour le peuple. Faire une déclaration. Retrait des troupes de la capitale.

Vorochilov : Si ne serait-ce qu'un groupe était constitué, on pourrait laisser les troupes. Il n'y a personne sur qui s'appuyer. Autrement la guerre.

Khrouchtchev : Je me prononce pour une déclaration. C'est avantageux politiquement. Les Anglais et les Français s'embourbent. Ne tombons pas en leur compagnie. Mais ne pas nourrir d'illusions. Nous gardons la face.

Accepter pour l'essentiel la déclaration. Accepter avec des amendements.

Organiser l'existence dans la ville.

Une adresse aux partis frères.

Envoyer un télégramme chiffré en Yougoslavie.

Que Pospelov participe à l'élaboration du rapport pour le 6 novembre.

Si un tract émanant du commandement, que (10).

Envoyer Hegedüs, Gerö, Piros en Bulgarie (11).

Présidium du comité central du 30 octobre

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoïan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Lecture des données des informations de Mikoïan, de Serov.

Joukov informe sur la concentration d'avions de transport militaires dans la région de Vienne. Nagy, de l'avis de Malinine, mène un double jeu. Envoyer Koniev à Budapest. Sur les conversations avec les camarades chinois (**Khrouchtchev**) : adopter aujourd'hui une déclaration sur le retrait des troupes des pays de démocratie populaire (examiner cette question à la réunion du pacte de Varsovie) en prenant en considération l'opinion des pays concernés : telle est la position de l'ensemble du comité central du PC chinois.

Un document destiné aux Hongrois, un autre aux membres du pacte de Varsovie.

Sur Rokossovski, il a dit à Gomulka : c'est votre problème à vous, les Polonais.

Boulganine : Les camarades chinois ont une représentation incorrecte de nos relations avec les pays de démocratie populaire. En ce qui concerne l'adresse aux Hongrois, préparer une déclaration.

Molotov : Rédiger aujourd'hui une adresse au peuple hongrois, pour entrer immédiatement en négociation sur le retrait des troupes. Il y a l'accord de Varsovie. En discuter avec les autres. En ce qui concerne l'avis des camarades chinois, ils proposent de construire les relations avec les pays du camp socialiste sur les principes de Pantcha Chila (12).

Les rapports au niveau de l'Etat reposent sur certaines bases et les rapports entre partis sur d'autres bases.

Vorochilov : Regarder en avant. La déclaration doit être rédigée de façon telle qu'on ne se retrouve pas dans une situation difficile. Nous critiquer nous-mêmes, mais en toute justice.

Kaganovitch : Pantcha Chila, mais je ne pense pas qu'ils proposent de construire nos relations sur la base de Pantcha Chila.

(10) Phrase inachevée.

(11) Laszlo Piros (1917- ?), membre suppléant du bureau politique du PTH en 1950-1953 et en 1955-1956. Depuis 1950, chef des troupes de gardes-frontières de la Sécurité d'Etat, puis chef de la Sécurité à partir de 1953 et vice-ministre de l'Intérieur. Quitte la Hongrie le 28 octobre 1956, ne part pas en Bulgarie, mais revient dans les fourgons de l'armée russe le 4 novembre. Puis, Kádár ne voulant pas dans son équipe de ce membre du groupe Rákosi-Gerö, repart en URSS jusqu'en 1958.

(12) Pantcha Chila : nom d'une déclaration adoptée par un certain nombre de pays du tiers-monde, l'URSS et les "démocraties populaires" sur la non-ingérence.

Deux documents : l'adresse aux Hongrois et une déclaration. Il ne faut pas dans ce document développer l'autocritique. Il y a une différence entre les relations de parti et les relations entre Etats.

Chepilov : Le déroulement des événements a montré que nos rapports avec les pays de démocratie populaire sont en crise. L'état d'esprit antisoviétique est largement partagé. En dégager les racines profondes. Les fondements restent inébranlables. Supprimer les éléments de commandement, ne pas laisser jouer sur la situation actuelle, réfléchir à toute une série de mesures dans nos relations. La déclaration est un premier pas. Il ne faut pas d'adresse aux Hongrois. En ce qui concerne les forces armées : nous occupons une position de non-ingérence. Nous sommes prêts à retirer les troupes avec l'accord du gouvernement de Hongrie. Il faut seulement mener le combat contre le national-communisme.

Joukov : Je suis d'accord avec les propos de Chepilov. L'essentiel : décider en Hongrie. L'état d'esprit antisoviétique est largement répandu. Retirer les troupes de Budapest, et de la Hongrie s'il le faut. C'est une leçon politico-militaire pour nous.

En ce qui concerne les troupes en RDA et en Pologne, la question est plus sérieuse. En discuter au conseil consultatif. S'obstiner plus loin, on ne sait pas où ça va mener. Une déclaration courte, l'essentiel est de la proclamer aujourd'hui.

Fourtseva : Adopter une déclaration générale et pas une déclaration aux Hongrois. Pas volumineuse.

Deuxième point : c'est important pour la situation intérieure. Examiner sur d'autres points les rapports avec les pays de démocratie populaire.

A propos des rencontres avec la direction des démocraties *(sur les relations avec eux)*. Convoquer un plénum du comité central *(pour les informer)*.

Sabourov : Je suis d'accord sur la déclaration et le retrait des troupes. Nous avons fait du bon travail au XX^e^ Congrès, mais nous n'avons pas pris la tête de l'initiative débridée des masses. On ne peut pas diriger contre la volonté du peuple. Nous ne sommes pas passés aux vrais principes léninistes de la direction. Nous pouvons nous retrouver à la traîne des événements. Je suis d'accord avec Fourtseva. Les ministres, les membres du comité central posent des questions.

En ce qui concerne la Roumanie, ils nous doivent 5 milliards de roubles pour la propriété que le peuple a créée. Il faut réexaminer les rapports. Les rapports doivent être établis selon les principes de l'égalité.

Khrouchtchev : Nous nous sommes prononcés à l'unanimité. Première étape : publier une déclaration.

Il informe de la conversation avec Mikoïan.

Kádár se conduit bien. Cinq ou six se tiennent bien. Sur le retrait des troupes : une lutte se développe au sein du présidium.

Le ministre de la Défense va donner l'ordre d'écraser les mutins au cinéthéâtre par les forces armées (Malinine s'est manifestement énervé, il a quitté la réunion).

Les membres de la Sécurité d'Etat *(hongrois)* se sont réfugiés près de nos troupes.

Discussion sur la déclaration (Chepilov, Molotov, Boulganine)

Boulganine : Dire en liaison avec quoi est apparue la question de la déclaration. Page 2, 3^e^ §, ne pas adoucir l'autocritique ; des fautes ont été commises. On utilise beaucoup l'expression "principes léninistes".

Khrouchtchev : Exprime son accord. Dire que nous sommes guidés par des principes léninistes.

Page 2, 5^e^ §, dire que l'on fait une déclaration, pas une explication.

Page 3, parler de l'égalité économique, en faire le point essentiel.

Dire que, dans la majorité de pays, il n'y a pas de troupes.

Dire que, sur le territoire de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie, la présence des troupes a été décidée avec l'accord de leurs gouvernements et dans l'intérêt de ces gouvernements et des peuples.

Exprimer l'attitude vis-à-vis du gouvernement de Hongrie. Soutenir leurs mesures. Parler du soutien au parti, au comité central du PTH et au gouvernement. Nommer Nagy et Kádár.

Rappeler l'accord de Potsdam et l'accord signé avec chaque pays.

Joukov : Manifester notre sympathie au peuple. Nous appelons à ce que le sang cesse de couler.

Page 2, 2e § : le XXe Congrès a condamné l'amoindrissement de l'égalité.

Information de **Ioudine** sur les négociations avec les camarades chinois.

Quelle est la situation ? La Hongrie sort-elle de notre camp ? Qui est Nagy ? Peut-on croire en lui. Sur les conseillers.

Joukov : Parler de l'économie.

La perestroïka a été freinée après le XXe Congrès.

Nous nous adressons aux pays membres du pacte de Varsovie pour discuter de la question des conseillers (13). Nous sommes prêts à les rappeler.

Réécrire les textes.

Transmettre par téléphone spécial à Mikoïan et Souslov.

(Assistent les camarades chinois).

Sur la situation en Hongrie (Khrouchtchev, Liou Shao-Chi)

Liou Shao-Chi transmet au nom du comité central du PC chinois que les troupes doivent rester en Hongrie et à Budapest.

Khrouchtchev : Il y a deux voies. La voie militaire : c'est la voie de l'occupation. La voie pacifique : le retrait des troupes, des négociations.

Molotov : La situation politique s'est précisée. S'est constitué un gouvernement antirévolutionnaire, un gouvernement de transition. Proclamer la déclaration. Expliquer notre position. Introduire de la clarté vis-à-vis du nouveau gouvernement. Nous engageons des négociations sur le retrait des troupes.

Nagy : Premier ministre.

Kádár : ministre d'Etat.

Zoltan Tildy.

Bela Kovacs.

Losonczy est un partisan de Nagy.

Présidium du 31 octobre

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoïan,Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Information sur la rencontre avec Gomulka (dans la région de Brest) (14). Sur la Hongrie

Khrouchtchev : Sur la Hongrie, exprime ses opinions. Réviser notre appréciation. Pas de retrait des troupes de Budapest et de Hongrie. Manifester une initiative pour le rétablissement de l'ordre. Si nous évacuons la Hongrie, cela encouragera les impérialistes américains, anglais et français. Ils l'interpréteront comme une faiblesse de notre part et ils nous attaqueront. Nous manifesterons alors la faiblesse de nos positions... Notre parti ne nous comprendra pas. Pour eux, nous ajouterons la Hongrie à l'Egypte.

Nous n'avons pas d'autre choix. Si nous sommes d'accord sur cette position, réfléchir à la façon d'agir. Dire : nous les avons assistés, mais à présent, il n'y a plus de gouvernement. Quelle ligne choisissons-nous maintenant ? Former un gouvernement révolutionnaire provisoire dirigé par Kádár. Il vaudrait mieux que Kádár soit vice-président et Münnich président du Conseil, ministre de la Défense et de l'Intérieur.

Nous inviterons ce gouvernement à venir à Moscou pour négocier le retrait des troupes, et alors régler la question. Si Nagy y consent, il peut être nommé vice-président du Conseil.

---

(13) Il s'agit des "conseillers" soviétiques de tous ordres (policiers, militaires, économiques) dont Moscou avait flanqué les diverses instances politiques et gouvernementales des "démocraties populaires".

(14) Brest-Litovsk.

Münnich nous demandera de l'aide, nous lui donnerons de l'aide et nous rétablirons l'ordre. Engager des pourparlers avec Tito. Informer les camarades chinois, tchèques, roumains, bulgares Ce ne sera pas une grande guerre.

(D'accord : Joukov, Boulganine, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Sabourov.)

Sabourov : Depuis hier, de toute façon, c'est le vide. Notre décision justifie l'OTAN.

Molotov : Hier, nous avions pris une décision bâtarde.

Joukov.

Vorochilov (15).

Boulganine : Rejeter l'opinion que nous devons réviser nos positions.

Fourtseva : Que faire au-delà ? Nous avons fait preuve de patience, mais maintenant, c'est allé trop loin. Agir de façon que la victoire soit de notre côté.

Pospelov : Utiliser l'argument : nous ne laissons pas étouffer *(le socialisme en Hongrie).*

Chvernik : La proposition de Khrouchtchev est correcte.

Molotov : Ne pas ajourner la formation d'organes locaux. Intervenir et au centre et en province. Que Joukov élabore un plan et nous fasse son rapport. Confier la propagande à Chepilov, Brejnev, Foutrseva et Pospelov.

Une adresse au peuple émanant du commandement ou du gouvernement.

Une adresse au peuple émanant du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Un ordre de Koniev.

Envoyer un groupe dans le secteur de l'état-major de Koniev.

Rákosi est pour Münnich (16) comme Premier ministre.

Hegedüs aussi.

Gerö aussi.

Apro, Kádár, Karoi Kiss, Boldotski, Horvath.

Sur les pourparlers avec Tito (Khrouchtchev, Molotov, Boulganine)

Rédiger un télégramme à Tito sur la rencontre.

Envoyer à Brest : Khrouchtchev, Molotov, Malenkov.

En Yougoslavie : Khrouchtchev, Malenkov.

(Télégramme à Tito) : *"Voulons discuter avec vous de la situation en Hongrie. Qu'en pensez-vous ? Si vous êtes d'accord, notre délégation arrivera incognito le soir du 1er novembre et le matin du 2 novembre sera chez vous. Confirmer par télégramme à l'ambassadeur soviétique à Belgrade."*

Présidium du comité central du 1er novembre

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoïan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Sur la situation en Hongrie (Mikoïan)

L'exigence du retrait des troupes est devenue générale.

L'état d'esprit antisoviétique s'est renforcé.

Dans les circonstances actuelles, il vaut mieux maintenant soutenir le gouvernement existant. La force maintenant n'aidera à rien. Engager des négociations. Attendre 10-15 jours. Si le pouvoir glisse, alors, décider comment agir. Il est impossible de laisser la Hongrie sortir de notre camp.

Ne pas se fâcher maintenant avec l'armée.

Si la situation se stabilise, alors, décider si nous retirons les troupes.

(15) Leurs interventions ne sont pas notées.

(16) Ferenc Münnich (1886-1967). De septembre 1954 à juillet 1956, ambassadeur hongrois à Moscou, puis, jusqu'au 25 octobre, à Belgrade. Coopté au comité central du PTH le 23 octobre, le 27 octobre nommé ministre de l'Intérieur du second gouvernement Nagy. Sera nommé vice-président du gouvernement Kádár proclamé le 4 novembre.

Attendre 10-15 jours, soutenir ce gouvernement.

Si la situation se stabilise, alors les choses s'amélioreront.

Souslov : La situation politique est instable. Le danger de restauration bourgeoise est tout proche. La situation s'éclaircira dans les prochains jours. Les événements se développent spontanément, mais sans contrôle du parti *(sic !)*. La scission du PTH, la lutte interne du parti se sont transférées dans la rue. Je ne considère pas que Nagy a organisé l'insurrection, mais on a utilisé son nom. Ce gouvernement tiendra-t-il ? On n'a pas de garantie. Ce n'est qu'à l'aide de l'occupation que l'on peut avoir un gouvernement qui nous soutienne.

Serov : Les manifestations ont été soigneusement préparées. Nagy était lié aux insurgés. Il faut prendre des mesures décidées. Il faut occuper le pays.

Boulganine informe sur la décision prise le 31 octobre 1956 et sur les camarades chinois.

Boulganine : La situation internationale a changé. Si nous ne prenons pas des mesures, nous perdons la Hongrie.

Koniev : Budapest est au pouvoir des insurgés. L'anarchie bouillonne. La réaction triomphe. Décision : l'occupation.

Kaganovitch : La discussion a été complexe. Les Chinois se sont prononcés pour qu'on ne retire pas les troupes.

Objectivement, c'est un mouvement extrêmement réactionnaire.

Le parti n'existe plus.

Il nous est impossible d'attendre longtemps.

Les forces réactionnaires attaquent et nous n'attaquons pas.

Fourtseva : Les échos à la déclaration.

Inquiétude à l'idée que nous abandonnions la Hongrie.

Joukov : Il n'y a pas de raison de réexaminer la décision du 31 octobre 1956. Je ne suis pas d'accord avec Mikoïan qu'il faut soutenir le gouvernement actuel. Les actions doivent être décidées. Chasser toute la chienlit. Désarmer la contre-révolution.

Retenir la délégation parlementaire qui devait partir en France. Envoyer sa famille à l'ambassadeur à Budapest. Réexaminer la délégation parlementaire en Thaïlande.

Boulganine : Tout entreprendre dans l'esprit de la décision du 31 octobre.

Joukov : Restaurer l'ordre en tout. Nous agissons sur la base de la déclaration. Déplacement des troupes. Rétablissement de l'ordre.

Souslov : Maintenant, la situation est devenue plus claire. Séparer les gens honnêtes.

Sur notre ambassade à Budapest (Boulganine, Kaganovitch, Mikoïan, Joukov, Chepilov)

Pour le moment, laisser l'ambassade.

Sur la question fondamentale.

Chepilov : Il y avait deux voies : prendre en compte le caractère de masse du mouvement et ne pas s'ingérer ; deuxième voie : la voie armée ; nous avons reçu une troisième voie : nous nous sommes ingérés, et la réaction a triomphé.

Situation actuelle : un putsch contre-révolutionnaire s'est réalisé, le régime étatique a changé, l'orientation principale est antisoviétique, la direction principale des forces est organisée de l'extérieur. Si nous ne nous engageons pas sur une voie décidée, alors, ce sera la débâcle en Tchécoslovaquie. Rétablir l'ordre par la force.

Mikoïan : Si la Hongrie devient une base de l'impérialisme, alors, il n'y a pas à discuter. Il s'agit d'apprécier la situation actuelle. Il n'est pas possible d'admettre une approche scholastique. Réfléchir encore pendant trois jours, il y aura les conseils des camarades. La tactique : garder le contact avec eux (17).

Souslov + Brejnev + les camarades hongrois, préparer les mesures (sur quels cadres s'appuyer, ce que nous allons faire).

(17) C'est-à-dire avec les membres du gouvernement Nagy.

Présidium du 2 novembre

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoïan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Mikoïan : Kádár doit présider le gouvernement.

Kádár : La situation ?

L'intelligentsia est à la tête, les opposants, des partisans de Nagy, sont à la tête des groupes armés.

Des gens du parti, Dudasz, un ingénieur.

Quand l'insurrection s'est terminée, nous avons parlé avec les insurgés, c'était des ouvriers qui dirigeaient les groupes.

Ils en sont venus à un gouvernement de coalition, ils ne voulaient pas cela, ils étaient pour écarter la clique de Rákosi.

Ils se battaient pour le retrait des troupes, pour le système de la démocratie populaire.

A la périphérie, des manifestations de masse. Ils n'avaient pas le but de renverser le régime de la démocratie populaire, nombre de revendications portaient sur la démocratisation et des revendications sociales.

Au début, nous n'avons pas vu cela et nous avons qualifié le mouvement de contre-révolutionnaire, et par là nous avons tourné les masses contre nous, car elles ne se sentaient pas contre-révolutionnaires.

J'ai personnellement participé à une réunion, personne ne voulait de contre-révolution. Quand on a discuté avec les dirigeants des groupes armés, à l'intérieur de ces groupes se constituaient des groupes armés de caractère contre-révolutionnaire.

Il faut le dire : tous exigeaient le retrait des troupes soviétiques.

On n'a pas réussi à s'expliquer de quelle façon les contre-révolutionnaires ont réussi à diffuser cette propagande contre-révolutionnaire.

La grève, l'exigence du retrait des troupes : nous aurons faim, mais les troupes doivent être retirées.

Hier, il y a eu une conférence. On a parlé déjà de la déclaration du gouvernement soviétique et de la déclaration sur la neutralité.

Ils ont déclaré : nous reprenons le travail, mais a commencé le mouvement de retour des troupes soviétiques ; les nouvelles se sont répandues très vite.

On ne pourra prendre en compte l'autorité du gouvernement à cause de son caractère de coalition.

Toutes les forces se concentrent sur la reconstitution de leurs partis. Chacun veut prendre le pouvoir dans ses mains. Cela mine encore plus l'autorité du gouvernement.

Les sociaux-démocrates se distinguent tout particulièrement.

Dans le cabinet restreint, ce sont les sociaux-démocrates qui occupent la première place. Mais ils n'ont pas désigné de candidature, cela signifie qu'ils ne veulent pas se solidariser avec Nagy. Dans la politique de Nagy, il y a des éléments contre-révolutionnaires.

Des soldats ont libéré le cardinal Mindszenty (18).

Les Autrichiens soutiennent l'organisation fasciste *(hongroise en Allemagne occidentale)*, 35 000 hommes (des horthystes).

Le maillon faible, le PTH, a cessé d'exister. Une partie *(de ses membres)* ont été tués, une autre partie s'est sauvée.

Un tiers des comites provinciaux, les dirigeants participent aux comités révolutionnaires (district, province). Les organisations de base ont été détruites.

1er novembre à midi, le point de vue du président, il faut discuter avec le gouvernement soviétique ; retirer les troupes à un moment déterminé. Mais ce n'est pas précis.

(18) Jozsef Mindszenty (1892-1975), cardinal, hostile à la réforme agraire de 1945 et à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, arrêté en 1948, condamné à la prison à vie en février 1949. Se réfugiera à l'ambassade des Etats-Unis à Budapest et quittera la Hongrie en 1971.

Les partis de la coalition ne veulent pas de contre-révolution.

Tildy et les autres craignent Ferenc Nagy. Ceux qui sont dans l'émigration les craignent.

Tildy craint Kovacs, mais Kovacs est meilleur que Tildy (19), et c'est un homme intelligent.

Kovacs est intervenu à Pesc : nous créons un parti de petits propriétaires, mais nous ne pouvons pas nous battre en prenant appui sur le vieux programme. Il est contre le retour des propriétaires fonciers et des capitalistes. Mais il n'avance pas de revendications populaires dans le peuple.

La situation évolue à droite d'heure en heure.

Deux questions :

1) sur la décision du gouvernement sur la neutralité ;

2) la question du parti.

Comment est née la décision sur la neutralité ?

Le retrait organisé des troupes a produit une forte impression.

La déclaration a produit une bonne impression, et un effet apaisant. Mais les masses sont très tendues et elles réagissent vivement.

Il y a eu des mouvements des troupes soviétiques ; ils ont impressionné le gouvernement et les masses. Le gouvernement donne une chose et les troupes une autre.

On a informé que les troupes soviétiques ont franchi la frontière sur des véhicules. Les unités hongroises se sont retranchées. Que faire ? Tirer ou ne pas tirer ? On a convoqué Andropov. Andropov a déclaré que c'était des cheminots. Les Hongrois ont téléphoné de la frontière que ce n'était pas des cheminots. Ensuite, on a dit que les tanks soviétiques se dirigeaient vers Solnok. C'était à midi. Situation tendue dans le gouvernement. On a convoqué Andropov. Il a répondu : ce sont des déplacements de troupes. Puis, on nous a informés : les tanks soviétiques encerclent les aérodromes. On a convoqué Andropov. Il nous a dit : c'est pour le transfert des soldats blessés.

Nagy était convaincu qu'un coup se préparait contre Budapest. Tildy a demandé que les tanks hongrois s'approchent du Parlement.

Dans l'armée, il y a un conseil révolutionnaire. Maleter, Kovacs, Kiraï. Ils ne se soumettent pas au gouvernement. Ils ne veulent pas de mauvais ministres.

Tout le gouvernement était enclin à dire : si les troupes s'avancent sur Budapest, il faut défendre Budapest. Dans cette atmosphère est née l'idée de la neutralité. L'initiateur a été Zoltan Tildy. Tout le monde l'a soutenu. J'étais partisan de n'entreprendre aucun pas sans avoir discuté avec Andropov.

Tout le cabinet, à l'exception de Kádár, déclara : le gouvernement soviétique trompe le gouvernement hongrois. On a différé de deux heures.

L'explication du gouvernement soviétique ne les a pas calmés. Ils ont déclaré à Andropov qu'ils prenaient la décision. Quand Andropov s'en alla, ils prirent leur mesure sur la neutralité et la décision de s'adresser à l'ONU. Si ce ne sont que des manœuvres, alors ils retirent leur appel à l'ONU. Quand Andropov sortit, Kádár vota pour la neutralité.

Le changement de nom du parti : le Parti ouvrier socialiste hongrois (nom de 1925). Le PTH est compromis devant de larges masses. Le sommet de l'autorité du PTH a été l'année 1948 (la fusion avec les sociaux-démocrates). L'affaire Rajk a ébranlé l'autorité du parti.

Sur l'avenir

Hier, j'ai voté pour ces deux décisions du gouvernement.

(19) Imre Kovacs (1913-1980), dirigeant du Parti national paysan, quitte la Hongrie pour les Etats-Unis en 1948. Ferenc Nagy (1903-1979), fondateur avec Zoltan Tildy du Parti paysan, succède à Tildy au poste de Premier ministre du gouvernement de coalition en février 1946, puis émigre aux Etats-Unis après sa démission forcée. Zoltan Tildy (1889-1961), cofondateur du Parti paysan, opposé à la guerre contre l'URSS, Premier ministre du gouvernement de coalition de novembre 1945 à février 1946, président de la République jusqu'à sa démission forcée en juillet 1948, puis placé en résidence surveillée jusqu'en 1955, ministre d'Etat dans le gouvernement Nagy, arrêté en mai 1957, condamné à six ans de prison lors du procès Nagy, puis libéré en avril 1959 vu son âge et son état de santé.

Si, dans un court laps de temps, on retire les troupes soviétiques (dans deux ou trois mois) — la décision du retrait des troupes est importante —, notre parti et les autres partis pourraient combattre la contre-révolution. Mais je ne suis pas sûr du succès. Il n'y a pas d'unité dans la coalition.

Mon point de vue : si le Parti social-démocrate et le Parti des petits propriétaires interviennent avec leurs programmes, ils se trompent.

Le peuple croit en la nationalisation et la considère comme son affaire.

Si les communistes déclarent qu'ils soutiennent la nationalisation, l'autorité des autres partis n'augmentera pas.

Un réel danger, la contre-révolution ne balaierait pas ces partis de la coalition.

Mon avis est qu'il y a une autre voie. Tenir la Hongrie par des forces militaires. Mais il y aura des heurts.

Ecraser par la force armée, verser le sang. Que se passera-t-il après ? La situation morale des communistes sera réduite à zéro. Les pays socialistes en subiront le contrecoup. Y a-t-il une garantie que dans les autres pays ne se créera pas alors une situation similaire ?

Les forces contre-révolutionnaires ne sont pas minces.

Mais c'est une question de combat.

Si on rétablit l'ordre par la force, l'autorité des pays socialistes en souffrira.

Münnich : La situation est sombre. Pourquoi une telle situation s'est-elle créée ? Les dirigeants étaient séparés des masses. Je suis convaincu que le pouvoir n'existe et ne peut tenir qu'avec le soutien de l'URSS. Là est la source des états d'esprit antisoviétiques (les faits : le football, les émissions de radio). En Hongrie, c'est le chaos total. Quels qu'en puisse être les résultats, si les troupes étaient retirées, cela répondrait à l'état d'esprit des masses.

Les éléments contre-révolutionnaires reçoivent des renforts et leurs actions ne sont pas paralysées. Nous n'avons pas beaucoup de forces.

Sur le caractère militaire des événements. Les dispositions antisoviétiques élargissent les éléments contre-révolutionnaires.

Il y a peu de certitude que l'on pourra faire face aux événements par la voie de la lutte politique.

Kádár : Une demande concrète : conserver les cadres du parti.

Bata : Poser de façon aiguë la question du retrait des troupes soviétiques.

Ils font tout pour qu'il y ait des heurts entre les troupes soviétiques et hongroises.

J'ai été témoin quand une unité hongroise a ouvert le feu sur des troupes soviétiques. Les soviétiques n'ont pas répondu. Cela, même l'armée la plus disciplinée du monde ne l'aurait pas supporté. Le gouvernement prépare consciemment ou non un heurt entre les troupes soviétiques et hongroises.

Il faut une dictature militaire pour rétablir l'ordre. Changer la politique du gouvernement.

Présidium du comité central du 3 novembre

Pour la préparation des documents sur la Hongrie

Les documents sont mal rédigés. Confier à Souslov, Mikoïan, Chepilov la préparation des documents.

Sur la composition du gouvernement hongrois

Mikoïan : A la tête du gouvernement : Kádár.

Kádár : Il faut parler des erreurs commises, mais longuement, il n'y a pas de temps.

Sur un point : pourquoi cet été on a désigné Gerö comme secrétaire. Les camarades soviétiques nous ont toujours aidés, mais il y a eu une faute : les camarades soviétiques n'avaient confiance qu'en trois ou quatre camarades hongrois : Rákosi, Gerö, Farkas. Or parmi

les autres, il y avait beaucoup de gens bien. Trois ou quatre individus monopolisaient les relations entre la Hongrie et l'URSS. Cela a été la source de nombreuses erreurs.

Rákosi disait : c'est l'avis des camarades soviétiques, et tout le monde se taisait. Sur l'exclusion de Nagy du parti, Rákosi a dit : les camarades soviétiques sont du même avis que lui.

Les décisions du XX[e] Congrès ont été accueillies avec un grand enthousiasme.

Critiquer Rákosi, cela signifiait se dresser contre les camarades soviétiques.

Le télégramme de félicitations à Rákosi a provoqué beaucoup de confusion.

Pendant douze ans, les camarades soviétiques étaient tranquilles. Si Rákosi est à la tête et Gerö (alors, on ne leur faisait pas d'objections). Et quoi, maintenant ?

Sur le comportement de Nagy

On assassine les communistes.

Les contre-révolutionnaires assassinent. Le président du Conseil, Nagy, les couvre (20).

Le gouvernement n'a pas de forces pour les mater.

Que faire ? Il n'est pas possible d'abandonner un pays socialiste à la contre-révolution. Je suis d'accord avec vous. Les bonnes mesures : former un gouvernement révolutionnaire.

Je voudrais m'arrêter encore sur un point : le peuple tout entier s'est mis en mouvement.

Le peuple ne veut pas liquider le système de démocratie populaire. Le retrait des troupes soviétiques a une grande signification pour la Hongrie. Nous nous renforçons sous l'angle militaire, nous nous affaiblissons politiquement.

On avait offensé les sentiments patriotiques (uniformes, grades).

Ce gouvernement ne doit pas être un gouvernement fantoche, un gouvernement de marionnettes. Il doit avoir pour son activité une base, un soutien parmi les ouvriers.

La réponse doit être : quelles doivent être les relations avec l'URSS.

Münnich : Juge correctes les appréciations et les conclusions de Kádár.

Kádár : Le centre de la contre-révolution est dans la ville de Györ. Si nous déclarons le gouvernement Nagy contre-révolutionnaire, alors, tous les partis tombent sous ce jugement. Le gouvernement ne veut pas se battre avec la contre-révolution.

Notre position : se tenir sur la base de la préservation du système de démocratie populaire, des conquêtes socialistes, de l'amitié avec l'Union soviétique et avec les autres pays socialistes, de la coopération avec tous les pays qui aiment la paix.

A la tête du gouvernement : Kádár.

Envoyer Malenkov, Mikoïan, Brejnev.

Décollage (à 2 ou 3 heures), arrivée à 7 ou 8 heures du matin.

L'auteur russe des notes n'a pas recopié un mot des déclarations de Khrouchtchev à cette réunion. L'un des Hongrois, Horvath, l'a fait. Voici les propos qu'il attribue à Khrouchtchev au début de la discussion sur la formation sur le gouvernement hongrois :

La contre-révolution a été organisée depuis le nord (Miskolc). Les événements nous ont laissés sans sommeil. Les fautes de Raskosi, Gerö et d'autres. Nous faisons beaucoup, mais pas tout. Ce n'est pas une justification, mais il n'y a pas de dirigeants hongrois. Rákosi était paralysé, mais ils n'ont pas agi activement. Nous avons demandé trop tard de le remplacer. Et c'est ma faute et celle de Mikoïan si on a proposé Gerö et pas Kádár. On a cédé à Gerö.

Rákosi et Gerö sont des communistes honnêtes, dévoués. Mais ils ont fait beaucoup de bêtises. Rákosi est rigide et Gerö est un manchot. Ils ont critiqué Imre Nagy, pensé que c'était un opportuniste, et aussi un traître. L'exclusion de

(20) Dans les notes prises par Horvath, ce passage est résumé dans un sens assez différent : *"On a l'impression que le gouvernement Imre Nagy couvre l'extermination des communistes, mais c'est seulement une apparence. Le gouvernement est impuissant."*

Imre Nagy *(du parti)* a été une faute et une stupidité de Rákosi. Nous, nous aurions arrêté Imre Nagy (21). Nous étions pour le réintégrer dans le parti.

Une partie des insurgés ne sont pas des ennemis. Ils ont été rendus enragés par les erreurs de la direction.

Nous avons salué votre choix *(celui de Kádár)*. On cède sur les conquêtes révolutionnaires. Nous ne pouvons pas considérer Imre Nagy comme un communiste. Dulles (22) a besoin d'un homme comme Imre Nagy. Nous nous en tenons à la déclaration. Avec Imre Nagy, c'est impossible !

L'Angleterre + la France ; l'Egypte.

Nous nous sommes consultés avec les autres partis.

Malenkov, Khrouchtchev, la Pologne.

Nous ne pouvons pas être des observateurs extérieurs.

La Yougoslavie, Rankovic, Kardelj, Mitchounovitch (23), l'ambassadeur à Moscou + Malenkov, Khrouchtchev. Alerte !

Un gouvernement révolutionnaire.

Les traîtres veulent utiliser Kádár comme un paravent.

Si Imre Nagy ne donne pas sa démission, il est au service de l'ennemi.

Ils veulent isoler Kádár.

Présidium du 4 novembre

Présents : Boulganine,Vorochilov, Kaganovitch, Malenkov, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Joukov, Chepilov, Fourtseva et Pospelov.

Sur les actions et la situation en Hongrie

Télégramme chiffré à Rankovic de Malenkov et Brejnev (4 novembre).

1) Rappeler Mikoïan et Brejnev.

2) Manifester l'aide à la Hongrie.

3) S'impliquer plus activement dans l'aide à l'Egypte. Prévoir toute une série de mesures (peut-être une manifestation devant l'ambassade anglaise). Plus largement dans les journaux.

Molotov : Réfléchir sur la Hongrie.

Influer sur Kádár pour que la Hongrie ne s'engage pas dans la voie de la Yougoslavie.

Ils ont inséré un amendement dans la déclaration, ils condamnent la clique Rákosi-Gerö. Cela peut être dangereux. Nous devons les convaincre de s'abstenir d'évoquer la clique Rákosi-Gerö.

Kádár invite à condamner le stalinisme.

Garder l'appellation de Parti des travailleurs hongrois.

Se mettre d'accord avec eux en les protégeant contre le passage sur des positions yougoslaves.

Renforcer la victoire militaire par des *(décisions)* politiques.

Khrouchtchev : Je ne comprends pas Molotov. Il couve des idées très nocives.

Molotov : Il faut le remettre à sa place pour qu'il ne commande pas (24).

Boulganine : Condamner la ligne erronée de Rákosi-Gerö.

Khrouchtchev : La déclaration est bonne. Il faut agir honnêtement.

Chepilov : Lors de la rédaction définitive, ils ont ajouté *"la clique Rákosi-Gerö"*. Nous leur donnons les possibilités légales de dénigrer les douze années d'activité du PTH. Faut-il dénigrer les cadres ? Demain, il y aura "la clique d'Ulbricht" (25).

(21) Khrouchtchev veut sans doute dire *"si nous avions considéré Nagy comme les dirigeants hongrois"*.

(22) John Foster Dulles, alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis ; son frère, Allen Dulles, dirige alors la CIA.

(23) Dirigeants du Parti communiste et du gouvernement yougoslaves. Edouard Kardelj (1910-1979), vice-président du gouvernement, était considéré comme le collaborateur le plus proche de Tito , le numéro 2 et "l'idéologue" du régime. Alexandre Rankovic (1909-1983) était alors, de 1953 à 1963, vice-président du gouvernement.

(24) C'est manifestement Khrouchtchev qui est visé par cette déclaration courroucée de Molotov.

(25) Walter Ulbricht (1893-1973), secrétaire général du PC de RDA (nommé Parti socialiste unifié allemand après la fusion forcée avec les sociaux-démocrates en 1948) de 1950 à 1971.

Sabourov : Si nous ne comprenons pas nous-mêmes nos erreurs, nous coulons l'affaire.

Récompenser les militaires. Apporter le soutien aux familles des morts.

Sur le nettoyage des instituts d'enseignement supérieur, des éléments malsains (Joukov, Khrouchtchev, Fourtseva, Pervoukhine).

Fourtseva, Pospelov, Chepilov, Elioutine chargés d'élaborer une proposition de nettoyage des instituts d'enseignement supérieur des éléments malsains.

Sur la réponse à Kardelj sur le télégramme à propos de Nagy Imre

Confirmer le texte de la réponse.

Sur les indications à l'ambassadeur soviétique en Hongrie

Sur la façon de poser la question de la Hongrie à l'Assemblée générale

Dire à Kádár qu'il retire la question de l'ONU.

Présidium du 5 novembre

Khrouchtchev : Ne pas discuter cette question aujourd'hui.

Le vieux nom (PTH) ne colle pas.

Mais pour que l'appellation réponde au contenu marxiste-léniniste.

Joukov : Délibérer avec les secrétaires des comités provinciaux.

Molotov : Il serait important de conserver le vieux nom de PTH.

Vorochilov : Tenir une réunion des cadres par l'intermédiaire du comité central et délibérer sur le nom du parti.

Malenkov : Ne pas en discuter aujourd'hui.

Kaganovitch : En discuter de façon organisée, sur le fond.

Présidium du 6 novembre

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoïan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Sur l'adresse du comité central provisoire du Parti socialiste ouvrier hongrois (Malenkov lit le texte)

Mikoïan : Accepter dans le fond.

Molotov : Au nom de qui est proposé le document *(du comité central)* ? Mais sa composition est inconnue. On ne sait ce qu'est le démocratisme, si existe encore le comité central du PTH. On propose en fait la dissolution du parti. Le nouveau parti se fonde sur des principes inconnus. Où cela mène-t-il ?

En avril 1956, il y a eu une adresse du comité central du PCUS, ils ont envoyé une adresse du comité central du PTH (ils ont reconnu les mérites).

Ils disent reconnaître les mérites du marxisme-léninisme, mais dans les mots on peut tout reconnaître.

Conseiller de ne pas régler la question du changement de nom du PTH pour le moment. Ne pas utiliser l'expression "la clique de Rákosi".

Souslov : Le projet d'appel est correct, il n'est question d'aucune dissolution du PTH. Les principes fondamentaux sont préservés. Il faut la soutenir.

Sur la "clique", ce n'est pas une question de "dénomination", mais de fautes. Les camarades hongrois seront alors sous la suspicion, nous les affaiblissons.

Kaganovitch : Là, il y a un pas en avant. Influer tactiquement sur Kádár. Accepter pour l'essentiel. Essayer de leur conseiller de ne pas changer le nom du parti. Leur conseiller de parler de l'amitié avec l'URSS. Leur conseiller de refuser de parler de la "clique de Rákosi".

Boulganine : La déclaration est bonne. Les amendements de Mikoïan sont corrects. Sur les interventions de Molotov et

Kaganovitch, il n'y a aucune dissolution du PTH, il n'en est pas question, c'est tiré par les cheveux. Il n'y a rien de principiel dans la façon dont Molotov pose la question.

Ne pas évoquer l'amitié avec l'URSS. Laisser comme ils le proposent (l'amitié est évoquée).

Pervoukhine : C'est un document correct. Le comité central du PTH s'est effondré. Il est faux que nous condamnions tout le parti si nous parlons de "clique".

Malenkov : Nous ne renforcerons pas la direction sans une condamnation nette de Rákosi. Ils exposent leur programme. Ne pas réunir le plénum du comité central (car Nagy est aussi membre du comité central).

Joukov : Soutenir Kádár de façon résolue. Autrement, on ne nous comprendra pas. Rákosi a mené une politique incorrecte. Il faut le condamner.

Sabourov : Je soutiens Mikoïan.

Molotov : Nous ne devons pas oublier que le changement de nom signifie le changement de caractère ! Une nouvelle Yougoslavie est en train actuellement de se former. Nous sommes responsables de la Hongrie (sans Staline). J'objecte décidément.

Fourtseva : Pose la question : où étaient les dirigeants ? Les gens soutiennent pleinement.

Brejnev : La déclaration convient. Il est impossible de théoriser.

Sabourov : Molotov et Kaganovitch ont une approche schématique et dogmatique. Le parti ira mieux.

Mikoïan : Molotov ignore totalement la situation concrète. Molotov nous tire en arrière. Il faut parler de Nagy.

Vorochilov : L'intervention de Molotov est principiellement juste. Mais dans ce cas, il est impossible de l'adopter.

Aristov : Encourager et soutenir Kádár. Molotov et Kaganovitch se cramponnent toujours au culte de la personnalité comme ils s'y cramponnaient hier.

Chvernik : Molotov a tort. Comment ne pas le dire si Rákosi a provoqué beaucoup de torts.

Chepilov : Le document convient. Evoquer la condamnation de Nagy. A propos de la "clique", nous posons une tache sur le passé socialiste.

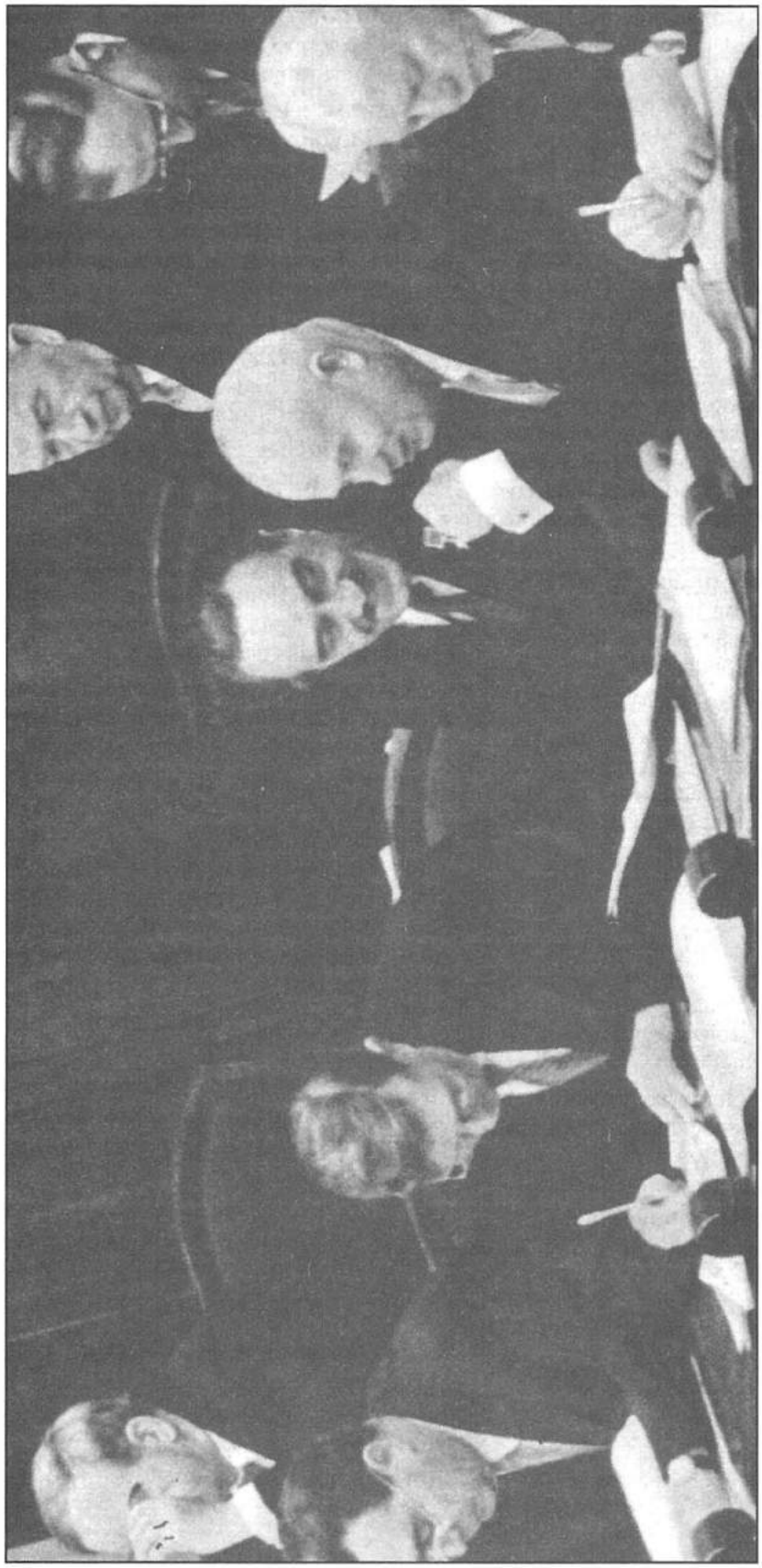
Khrouchtchev : C'est un bon projet. Faire des amendements. Au nom de quel groupe ils interviennent. Si nous réunissons le comité central, cela signifie dire alors que nous ne faisons pas confiance à Kádár. Pour Molotov, c'est logique (Molotov ne le dit pas, mais il pense à faire revenir Hegedüs et Rákosi).

Rákosi a provoqué un tort colossal, et il faut d'ailleurs le juger pour cela, l'exclure du parti.

Quand te corrigeras-tu, camarade Kaganovitch, et quand cesseras-tu ce comportement de lécheur de bottes ! C'est quoi, cette position routinière à laquelle ils se tiennent ! La proposition des camarades Molotov et Kaganovitch n'est pas autre chose que la politique des grossièretés et des baffes !

Parler de Nagy, de Losoncsy et de Donat.

Confier à Mikoïan, Souslov et Brejnev l'élaboration des amendements et les souhaits de les transmettre sous forme tactique.



Brejnev, Souslov, Mikoïan, Khrouchtchev et Vorochilov.

La *Pravda* et les événements de Hongrie de la première à la deuxième intervention (du 24 octobre au 4 novembre 1956)

(Katia Dorey)

La lecture de la *Pravda*, du 25 octobre au 4 novembre, souligne les problèmes auxquels la révolution hongroise confronte les dirigeants du Kremlin et la tactique qu'ils utilisent pour y faire face.

Jusqu'au 4 novembre, le mot Hongrie n'est jamais en titre à la "une". On trouve dans les pages intérieures de brèves dépêches de TASS, que nous reproduisons presque intégralement, des extraits de déclarations officielles du gouvernement hongrois ou de ses dirigeants, et un seul article conséquent (non signé), celui du 28 octobre, pour *"répondre aux calomnies et aux mensonges"* de la presse bourgeoise.

Les autres organes de presse soviétique sont encore plus discrets. La hantise de tous les dirigeants du Kremlin n'est-elle pas l'explosion en URSS du mécontentement *"de larges masses populaires"* à laquelle assistent en Hongrie Souslov et Mikoïan (*Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 31, p. 78), hantise qui explique aussi bien la dénonciation de Staline par Khrouchtchev au XX^e^ Congrès et les mesures d'apaisement qu'il propose que le raidissement d'autres dirigeants qui ne voient de salut que dans une répression accrue ? Le mieux est donc de donner le moins d'informations possibles : un putsch fasciste rapidement écrasé, qui ne mérite que quelques lignes en pages intérieures.

"Assez de meetings ! Assez de manifestations !" (Gomulka)

Avant le 25 octobre, le silence

Le 21 octobre, tous les yeux sont donc tournés vers la Pologne, où Gomulka devient premier secrétaire, après plusieurs jours d'extrême tension pendant lesquels ne sont exclus ni un putsch militaire ni une intervention soviétique. Néanmoins, les événements n'ont pas manqué en Hongrie, notamment, le 6 octobre, les funérailles de Rajk, suivies par une foule immense, la réintégration d'Imre Nagy dans le parti le 14, la mobilisation des étudiants et des intellectuels. Sur tout cela, la *Pravda,* qui commente abondamment les événements polonais, reste muette. Pas un mot jusqu'au 25 octobre, sauf un entrefilet sur la visite en Yougoslavie d'une délégation du gouvernement hongrois dirigée par Gerö.

A partir du 25 octobre : couverture minimum

Le plus frappant, d'emblée, est la place extrêmement réduite occupée par les événements de Hongrie.

Or la seule source d'informations extérieure assez largement accessible dans une partie au moins du pays est constituée par les radios du type Radio Europe libre, qui répète jour après jour *"Il n'y a plus de communistes en Hongrie. Il n'y a que des assassins..."*, et affirme : qui est l'agresseur illégal en Hongrie ? Le traître Imre Nagy, assassin du peuple, et son gouvernement criminel... Le chef, c'est Jozsef Mindszenty. Radio Europe libre va jusqu'à donner (bien inutilement) la recette du cocktail Molotov, ce qui ne peut que corroborer cette version d'un putsch fasciste dirigé de l'étranger (1).

Reprenons jour par jour.

Le 24 octobre, toujours rien, le 25, une dépêche de l'agence TASS annonce, en page 4, l'*"échec d'une aventure antipopulaire à Budapest"*. Nous la reproduisons intégralement (bien qu'elle l'ait déjà été dans *L'Humanité* du lendemain) :

"Budapest, 24 octobre (TASS). Hier, tard dans la soirée, des organisations réactionnaires clandestines ont tenté de susciter à Budapest une émeute contre-révolutionnaire contre le pouvoir populaire. Cette aventure était visiblement préparée de longue date et les forces de la réaction à l'étranger ont systématiquement poussé les éléments antipopulaires à se soulever contre le pouvoir légal.

(1) Citations d'après François Fejtö : *Budapest, l'insurrection* (éditions Complexe, 1981) p. 101. Il n'est pas étonnant que *"la direction de Radio Free Europe refuse l'accès aux copies de ses émissions"* (Miklós Molnár, *Victoire d'une défaite*, éditions L'Age d'homme, 1996, p. 189).

Des éléments hostiles ont saisi l'occasion d'une manifestation étudiante qui avait lieu hier dans la capitale pour faire sortir dans la rue des groupes préparés par eux, qui ont formé le noyau de l'émeute. Ils ont lâché des agitateurs, qui, semant le trouble dans la population, ont tenté de susciter des désordres de masses.

Toute une série de bâtiments de l'Etat ou administratifs ont été attaqués. Des énergumènes fascistes déchaînés ont commencé à piller les magasins, à briser les vitres des habitations et des bâtiments publics, ont tenté de détruire les installations des entreprises industrielles. Des détachements d'émeutiers, ayant réussi à saisir des armes, ont fait couler le sang dans toute une série d'endroits.

Les forces de l'ordre révolutionnaires ont commencé à repousser les émeutiers. Conformément aux instructions du nouveau président du Conseil, Imre Nagy, la ville a été déclarée en état de siège.

Le gouvernement de la République populaire hongroise a demandé l'aide du gouvernement de l'URSS. Suite à cette demande, les unités militaires soviétiques, présentes en Hongrie en vertu du pacte de Varsovie (2), *ont aidé les troupes de la République hongroise à rétablir l'ordre à Budapest.*

Dans de nombreuses entreprises industrielles, les ouvriers se sont opposés les armes à la main aux bandits qui tentaient de détériorer et de détruire le matériel, et ont instauré une garde armée.

Aujourd'hui, en fin de journée, l'aventure était liquidée. L'ordre est rétabli à Budapest. A la radio, le président du Conseil des ministres, Imre Nagy, a appelé le peuple tout entier à l'ordre et au calme.

Les contre-révolutionnaires ont vainement tenté de trouver des partisans à Debrecen et dans d'autres villes.

De tout le pays affluent les télégrammes à l'adresse du comité central du Parti des travailleurs hongrois et du gouvernement, les travailleurs y expriment leur indignation contre les actes criminels des contre-révolutionnaires et assurent le parti et le gouvernement qu'ils sont prêts à défendre fermement le régime de démocratie populaire contre toute menée hostile et à renforcer l'amitié avec l'Union soviétique et tous les pays socialistes."

Suit une information laconique sur les décisions prises à la réunion du comité central de nommer Imre Nagy au poste de président du Conseil des ministres et Hegedüs comme vice-président, Gerö restant premier secrétaire.

Mais la ligne générale est donnée dès ce premier communiqué, elle **ne variera jamais** et sert de modèle à la quasi-totalité des articles parus dans la presse des PC (sauf en Yougoslavie et surtout en Pologne, où une multitude d'articles et de reportages donnent une information très riche) : il y a eu une manifestation, justifiée par les erreurs passées du gouvernement et du parti ; les forces réactionnaires (organisées depuis longtemps dans la clandestinité et financées par les Etats-Unis) ont tenté d'utiliser la situation et ont fait couler le sang ; mais le gouvernement contrôle la situation et fait tout pour satisfaire les légitimes revendications des jeunes, des travailleurs, des paysans ; les troupes soviétiques stationnées dans le pays en vertu du pacte de Varsovie ont accepté d'aider le gouvernement à écraser les énergumènes fascistes.

Aucune information précise, la simple répétition de formules générales bien rodées depuis Berlin-Est et Poznan (et même bien avant : la formule *"complot **antipopulaire**"* avait été uniformément utilisée aussi bien pour arrêter et condamner les dirigeants du parti des petits propriétaires en 1947 que Mindszenty en février 1949 ou les dirigeants communistes — Rajk et ses camarades — en septembre de la même année). La presse des autres Partis communistes fait état, par exemple, des affrontements devant la radio ; en URSS, cette seule information,

(2) Notons qu'il n'est fait mention que de troupes soviétiques *"présentes en Hongrie en vertu du traité de Varsovie"*. Il ne sera jamais reconnu que des troupes sont entrées en Hongrie. Leur "aide" reste une abstraction, jamais dans la *Pravda* aucun soldat soviétique ne meurt ni ne tire.

après l'évocation d'une *"manifestation étudiante"*, pourrait être trop parlante pour des lecteurs habitués à lire entre les lignes.

Les lignes rouges

A la lecture des communiqués internes envoyés au Kremlin par ses représentants à Budapest publiés dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 31, on voit nettement quelles sont les lignes rouges qu'aucun dirigeant (a fortiori aucun journaliste) ne peut franchir sans devenir un "ennemi". Mikoïan et Souslov les rappellent fermement à leurs interlocuteurs hongrois paniqués et divisés devant une situation qui leur échappe, et à laquelle ils ne peuvent faire face par leurs propres forces, l'armée et la police ordinaire refusant de tirer quand elles ne passent pas du côté des insurgés : on peut manœuvrer, mais il y a des limites intangibles ; on peut parler de manifestations ouvrières ou étudiantes justifiées, mais à la condition expresse d'évoquer les éléments réactionnaires qui tentent de les utiliser.

Donáth franchit cette première ligne rouge dès le 25 octobre *"en proposant de reconnaître (...) que tout le mouvement, y compris le soulèvement armé, était populaire et révolutionnaire, et donc moralement justifié et légitime"* (3) : Mikoïan et Souslov préviennent que *"si* (le camarade Donáth) *maintenait sa position capitularde (...), les mesures nécessaires seraient prises à son égard"* (*Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 31, p. 79). La fiction d'éléments contre-révolutionnaires susceptibles de mettre en danger le régime est en effet absolument nécessaire pour justifier la présence des troupes soviétiques et l'existence de la police secrète politique, les deux seuls piliers absolument sûrs de la domination du parti. Ce sont les deux autres lignes rouges : Nagy se fait immédiatement rappeler à l'ordre pour avoir *"promis d'engager des négociations avec l'URSS sur le retrait des troupes soviétiques"*, alors qu'il savait que *"la partie soviétique ne pouvait admettre le retrait"* (*ibidem*, p. 80), Mikoïan et Souslov martèlent : *"C'est la question clé des relations entre nos deux pays."*

Sur la question de la police politique également, leur réaction est immédiate : quand Nagy parle des délégations qui demandent la suppression des forces spéciales du ministère des Affaires intérieures, ils notent aussitôt : *"Nous avons eu l'impression que, en son for intérieur, Nagy n'était pas opposé à cette proposition. Kádár a hoché la tête négativement."* Un mauvais point pour Nagy (même s'il n'a rien dit), un bon point pour Kádár (il a le bon réflexe, qui ne trompe pas). Gomulka se gardera de franchir ces lignes rouges. Nagy les franchira toutes : la demande du retrait des troupes soviétiques (dès le 25 *"sous une forme atténuée, non catégorique"* [*ibidem*, p. 80], puis de plus en plus fermement), la reconnaissance du caractère populaire du mouvement dans son ensemble et la dissolution de l'AVH (police politique) (le 28 octobre). L'exigence unanime et inébranlable des travailleurs *"particulièrement dans les principaux centres ouvriers"* (et, sous leur pression, celle de nombreux responsables du parti) fait d'ailleurs aussi plier par moments les autres dirigeants du parti hongrois, qui expliquent aux envoyés du Kremlin qu'il sont contraints de reculer *"pour maîtriser la situation et garder* (leur) *influence sur les ouvriers"*.

Le nécessaire soutien des dirigeants polonais et yougoslaves

Le second trait frappant est la place accordée pendant toute cette période par la *Pravda* à la presse polonaise et yougoslave (dans une moindre mesure à la presse chinoise). Si, sur le plan militaire, les dirigeants soviétiques sont *"fermement décidés à écraser totalement la*

(3) Une ligne que ne franchira pas Sartre, qui écrit dans *Les Temps modernes* : *"Même les communistes reconnaissent qu'il ne s'agissait pas d'un simple putsch fasciste, seuls les trotskystes soutiennent que l'insurrection tout entière avait un caractère progressiste."*

contre-révolution" et prêts à envoyer *"autant de troupes qu'il le faudra"* (*ibidem*, pp. 80 et 82), leur principal souci politique est d'isoler la révolution hongroise. C'est donc la presse polonaise et yougoslave que cite de préférence la *Pravda* à l'appui de sa politique. Ainsi, dès le 25 octobre, la *Pravda* publie le compte rendu détaillé du discours de Gomulka, devant un meeting de centaines de milliers de personnes à Varsovie. Tandis qu'à Budapest éclatait *"l'émeute contre-révolutionnaire"*, à Varsovie, le *"flot limpide"* (du mouvement populaire dirigé par le Parti communiste) l'a emporté sur *"l'écume boueuse"* (de la réaction).

Le premier tiers du discours consiste à dire aux travailleurs *"l'amère vérité"* : l'amélioration du niveau de vie n'est possible que s'ils produisent *"plus, mieux et moins cher"*, s'il n'y a pas davantage de marchandises, les augmentations de salaires ne serviront à rien. Il enchaîne aussitôt : *"Nous ne laisserons personne utiliser la cause du renouveau et de la liberté du peuple pour des buts dirigés contre le socialisme. Le 8e plénum du comité central du parti, définissant notre voie vers le socialisme qui découle des exigences de la classe ouvrière et du peuple polonais, a confirmé avec force le lien indissoluble qui lie le peuple de Pologne à tous les Etats socialistes et a souligné particulièrement l'union avec l'Union soviétique."*

Le deuxième tiers du discours développe donc le thème : *"L'épine dorsale de l'union de tous les Etats socialistes est l'Union soviétique (...). En ce qui concerne la présence de troupes soviétiques sur le territoire de la Pologne, le camarade Gomulka a dit que ces troupes s'y trouvaient sur la base d'un accord national, dans le cadre du pacte de Varsovie... Tant qu'existeront, camarades, les bases du pacte Atlantique en Allemagne de l'Ouest, tant qu'on y arme la Wehrmacht, tant que les chauvinistes et les révisionnistes allemands dresseront contre nos frontières (...), la présence de l'Armée soviétique répond aux intérêts supérieurs de notre Etat. Elle répond aux intérêts des travailleurs de RDA, contre qui sont également dirigés les armes et les menaces des cercles militaristes et revanchards d'Allemagne de l'Ouest."*

Gomulka lance ensuite un appel à la vigilance : *"Sur l'immense vague de l'activité des masses suscitée par le 8e plénum, s'élève, ici ou là, la voix de forces hostiles au socialisme, hostiles à l'union soviéto-polonaise, hostiles au pouvoir populaire, de forces qui veulent freiner et ruiner la démocratie socialiste. Camarades, ne laissez pas les boutefeux et autres hooligans se mettre en travers de votre route ! Bas les pattes devant le cours pur de la lutte des forces socialistes et patriotiques du peuple ! Chassez les provocateurs et les criailleurs réactionnaires"*, etc. Et il conclut : *"Le temps presse... Comment pouvez-vous aider la direction du parti et le gouvernement ? Avant tout, que chacun regagne son atelier, son lopin, se mette au travail ou à l'étude avec une ardeur redoublée...* ***Assez de meetings, assez de manifestations ! Il est temps de revenir au travail quotidien, confiant et conscient que le parti, lié à la classe ouvrière et au peuple, conduira la Pologne au socialisme par une voie nouvelle...*** *"* (souligné par nous).

Un autre grand article, dans le même esprit, reprend l'éditorial de *Trybuna Ludu*, sous le titre *"Le flot limpide et l'écume boueuse"*. Le message est exactement celui que le Kremlin veut adresser aux manifestants de Budapest.

Le 26 octobre

Le 26, sous pratiquement le même titre que la veille, *"Sur l'échec d'une aventure antipopulaire à Budapest"*, deux dépêches. La première cite le communiqué du Conseil des ministres : *"Sur ordre du Conseil des ministres de la RPH, l'armée hongroise, les troupes intérieures et des détachements ouvriers armés ont liquidé le putsch contre-révolutionnaire dans la nuit du 25 octobre..."* Suit l'information du remplacement de Gerö par Kádár et l'annonce par Imre Nagy, *"après le rétablissement total de l'ordre"*, d'une session de l'Assemblée nationale qui adopterait un

vaste programme de mesures *"touchant toutes les questions importantes qui intéressent la nation"*.

Deuxième dépêche : *"Budapest, 25 octobre (TASS). La vie à Budapest reprend peu à peu son cours normal. La centrale électrique, le gaz, le téléphone fonctionnent sans problème. Ce matin, les boulangeries industrielles ont repris leur activité."* Point final (en tout, une vingtaine de lignes sur deux colonnes).

Le 27 octobre

Le 27, sous le même titre que la veille, deux brèves dépêches de l'agence TASS répètent l'une que les *"émeutiers contre-révolutionnaires sont de plus en plus isolés, dans certains endroits il tentent de provoquer de nouvelles escarmouches"*, mais que le *"gouvernement maîtrise la situation, de plus en plus d'entreprises reprennent le travail"*, la seconde annonce que *"le présidium de la République populaire hongroise a publié un décret d'amnistie pour* ***tous*** (souligné par nous) *les participants à la lutte armée qui ont déposé les armes"*.

"Le présidium du Front populaire patriotique appelle la population de Budapest et le peuple du pays tout entier à contribuer au rétablissement de l'ordre, du calme et de la sécurité... Rien ne justifie plus la poursuite des manifestations. Il faut expliquer aux égarés qu'il n'est pas dans l'intérêt de la nation de continuer à manifester."

A cette date, la presse des démocraties populaires et celle des PC accorde une large place aux événements hongrois. André Stil, dans *L'Humanité*, défend ses *"frères de classe* (qui) *tombent, face aux émeutiers fascistes, pour la défense du socialisme"* et dénonce *"ceux qui pillent, fusillent, qui pendent aux réverbères des soldats hongrois et soviétiques"*. Rien de tel, à cette date, dans la *Pravda*.

Le 28 octobre

Ce n'est que le 28 que paraît, en page 6, mais sur trois colonnes, un article qui reprend la version des faits précédemment avancée par l'agence TASS : une manifestation pacifique et loyale de jeunes a été utilisée par des groupes contre-révolutionnaires, organisés depuis longtemps avec l'aide de l'étranger, ce dernier point étant plus largement développé : *« Le Congrès des Etats-Unis a consacré plus de 100 millions de dollars aux activités subversives contre les pays socialistes. C'est avec cet argent que sont envoyés dans les démocraties populaires des espions et des saboteurs, que sont lâchés des ballons avec de la "littérature" subversive, que sont édités à des tirages fabuleux des tracts provocateurs mensongers... C'est en pleine connaissance de cause que le correspondant de l'agence américaine United Press communique de Vienne le 25 octobre :* "**Les insurgés étaient, visiblement, bien armés. Ce qui montre qu'une force clandestine bien entraînée et bien armée a, visiblement, utilisé l'effervescence qui régnait en Hongrie pour porter un coup au pouvoir communiste**". »

Et celui de l'agence italienne ANSA : ***"Les participants de l'émeute sont dirigés par des gens parfaitement formés et expérimentés en matière militaire"*** (en gras dans le texte).

L'article reconnaît que la direction du parti a *"dans le passé"* commis des erreurs dans le domaine économique et le fonctionnement du parti, et qu'il y a beaucoup à faire pour *"extirper ces erreurs, liquider les difficultés, améliorer le bien-être matériel du peuple hongrois"*, mais les ennemis du peuple hongrois ont *« pris les armes et réussi à entraîner dans leur aventure une partie des travailleurs hongrois, qui, visiblement, n'ont pas compris vers quoi on les poussait. La propagande bourgeoise tente aujourd'hui de faire croire que les travailleurs ont été les initiateurs de l'aventure armée. Mais pas un seul homme honnête n'osera mettre un signe égal entre les travailleurs hongrois et les barbares qui ont incendié le musée national, ont tiré à la mitraillette et à la mitrailleuse sur les pompiers et les soldats qui tentaient de sauver les trésors qui appartiennent au peuple* (4). *Qui osera*

(4) Le 20 novembre, à l'ONU, Chepilov aussi dira : *"Après avoir mis le feu au Musée national*

mettre un signe égal entre les ouvriers hongrois et ceux qui ont fait des autodafés de livres dans les rues de Budapest, ressuscitant des scènes dignes de l'obscurantisme du Moyen Age ou de la barbarie fasciste ? Pour défendre le régime de démocratie populaire conquis par les travailleurs de Hongrie dans leur lutte contre les envahisseurs hitlériens, le gouvernement hongrois a dû faire intervenir ses forces armées. Des unités de l'armée hongroise ont commencé la liquidation de l'émeute contre-révolutionnaire. Le gouvernement de la République populaire hongroise a adressé au gouvernement de l'URSS un appel à l'aide. Répondant à cette demande, des unités militaire soviétiques qui se trouvaient en Hongrie en vertu du pacte de Varsovie sont venues à l'aide des troupes hongroises, des travailleurs hongrois qui défendaient leur Etat populaire. Comme l'indique le camarade Imre Nagy dans son intervention à la radio du 25 octobre, l'intervention des troupes soviétiques dans la lutte contre la contre-révolution était devenue "indispensable pour les intérêts vitaux de notre régime socialiste" » (5).

L'aventure antipopulaire a donc échoué et *"la radio de Budapest a annoncé la formation, sur une large base démocratique, d'un nouveau gouvernement (...) dirigé par le camarade Imre Nagy".*

L'article cite ensuite des extraits de la presse polonaise, tchèque, yougoslave, et du *Daily Worker* américain, qui dénoncent respectivement *"des éléments contre-révolutionnaires organisés", "des éléments réactionnaires et contre-révolutionnaires bien connus, qui ont utilisé une manifestation pacifique", "les contre-révolutionnaires et partisans ouverts de l'ancienne dictature de Horthy",* et s'achève ainsi : *"Les travailleurs hongrois, qui ont lutté héroïquement pour la constitution d'un Etat socialiste dès 1918 et ont établi leur pouvoir populaire après la débâcle des hordes hitlériennes, ont porté un coup écrasant aux menées de la réaction impérialiste. Ils sont décidés à défendre leur pouvoir populaire et à suivre le chemin de la construction du socialisme."*

Dès le lendemain, dans *Szabad Nep,* le journal du PC hongrois, Miklós Molnár répondra vertement : "(Le peuple) *réclame du pain en même temps que l'indépendance nationale. Est-ce là ce que la* Pravda *qualifie d'aventure antipopulaire ?"*

Par ailleurs, toujours en page 6, une dépêche de TASS donne la composition complète du nouveau gouvernement. Une autre, sous le titre rituel *"Sur l'échec du putsch contre-révolutionnaire à Budapest",* annonce : *"Sur la base de l'amnistie, la majorité des combattants a déposé les armes, mais quelques groupes, malgré le décret du parti et du gouvernement sur l'amnistie, n'ont pas encore compris qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de se rendre. C'est pourquoi les forces armées doivent poursuivre le nettoyage de la ville."* La dépêche donnait une image plutôt rassurante de ces "combattants" (*"20 jeunes gens sur 8 camions", "un grand groupe de jeunes armés sur 12 camions"* se rendent et rentrent tranquillement chez eux) et affirmait que *"la liquidation de la contre-révolution à Budapest"* (remarquons que la *Pravda* n'a encore jamais laissé entendre que l'insurrection ait pu s'étendre à l'ensemble du pays) est *"l'œuvre de la police et de l'Armée populaire hongroise (...),* (même si), *comme l'a indiqué dans son allocution du*

de Budapest, les émeutiers ont tiré à la mitraillette et à la mitrailleuse sur les pompiers et les soldats qui tentaient de sauver les trésors du musée", mais il situe la scène **après le départ des troupes russes,** donc après le 30 octobre. En fait, le Musée national se trouve derrière l'immeuble de la radio, que les manifestants ont réussi à investir dans la nuit du 23 au 24, et qui est repris le lendemain grâce à "l'aide" des chars russes. Il est probable que les chars qui tiraient à l'aveuglette ont provoqué l'incendie, qui a couvé quelque temps avant d'être découvert (et circonscrit).

(5) Cette phrase a effectivement été prononcée par Imre Nagy, étroitement surveillé le 24 au matin par Gerö, toujours premier secrétaire, peut-être pour faire passer la demande de négociation sur le retrait des troupes soviétiques, demande qu'il n'a été autorisé à formuler qu'après avoir âprement bataillé. Désormais, la *Pravda* associera constamment le nom de Nagy à cette phrase. Ce n'est que le 28 octobre que Nagy pourra faire savoir qu'il n'a pas appelé les Soviétiques, ce qui était d'ailleurs matériellement impossible, puisque les chars étaient déjà à Budapest quand il a été nommé à la tête du gouvernement.

24 octobre le Premier ministre, Imre Nagy, c'est à la demande du gouvernement de la République populaire hongroise que des troupes soviétiques stationnées en Hongrie en conformité avec le pacte de Varsovie prennent part, aux côtés de l'armée hongroise, à la lutte contre les éléments fascistes".

En revanche, une pleine page sur quatre colonnes est consacrée aux décisions du plénum du POPU (polonais).

Sous le titre *"**Déclaration du département d'Etat des USA"***, un communiqué fait état de *"la visite du premier secrétaire de la mission hongroise aux USA, Tibor Zádor, au secrétaire adjoint du vice-secrétaire d'Etat des USA"* en vue d'informer *« le département d'Etat des USA que l'action des forces armées soviétiques pour écraser l'émeute en Hongrie est* "absolument légale conformément au pacte de Varsovie" *(...)* (et) *qu'il n'y a* "pas de fondement" *pour l'examen de la situation en Hongrie par l'ONU »* (6).

Un second communiqué, ***"Les inspirateurs américains de l'aventure contre-révolutionnaire en Hongrie"***, faisait état des *"25 millions de dollars"* alloués par le congrès *"à l'activité subversive contre les gouvernements légaux des pays de démocratie populaire".*

Le 29 octobre

Après avoir titré pendant trois jours *"Echec de l'aventure antipopulaire"*, à partir du 29 octobre (et jusqu'au 3 novembre), la *Pravda* titre tout simplement *"Situation en Hongrie"*. Les dépêches restent neutres.

Celle du 29, brève, rapporte un extrait de la déclaration faite par Imre Nagy à la radio le 28 : *« Les événements de la semaine passée se sont développés à une vitesse tragique et sont la conséquence des erreurs commises ces dernières années... Le gouvernement hongrois actuel s'efforcera de réparer les erreurs du passé et de respecter la volonté du peuple. Le gouvernement a l'intention de s'appuyer en premier lieu sur la classe ouvrière hongroise combattante. Nous avons décidé d'élaborer un large programme, dans lequel nous voulons satisfaire les exigences légitimes et répondre aux plaintes de la classe ouvrière, y compris la question des salaires et des retraites (...). Le gouvernement salue l'initiative des travailleurs visant à renforcer la démocratie dans les entreprises et approuve la constitution de conseils ouvriers (...).*

Pour défendre l'ordre et rétablir la sécurité, de ***nouvelles forces armées*** (souligné par nous) *seront constituées à partir d'unités de l'armée et de la police, et également de détachements armés d'ouvriers et de jeunes.*

En conclusion, Imre Nagy a dit que les 12 ans qui viennent de s'écouler constituent des acquis historiques permanents et ineffaçables obtenus grâce au travail et l'abnégation des ouvriers, paysans et intellectuels hongrois sous la direction du Parti ouvrier des travailleurs. "Notre république populaire renaissante, *a dit Imre Nagy,* compte sur la force et sur l'abnégation qu'ils ont manifestées dans leur travail constructif". »

En fait, Nagy a annoncé la dissolution des organes de la police politique (de l'AVH), ce que la *Pravda* exprime sous une forme voilée pour le lecteur soviétique en parlant de la constitution *"de nouvelles forces armées"*, les mots "police politique" ou AVH restant tabous (7).

---

(6) Les dirigeants soviétiques n'avaient rien à craindre, l'attitude des dirigeants des Etats-Unis et celle de Dag Hammarskjöld à l'ONU le manifestaient déjà clairement. Le 29, l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, Bohlen, en donnait une sorte de confirmation officielle en leur remettant une note diplomatique qui affirmait que les Etats-Unis *"n'ont pas l'intention de considérer ces pays* (la Pologne et la Hongrie) *comme leurs alliés"* (Miklós Molnár, *op. cit.*, p. 291) et encore plus clairement le 2 novembre : *"Le gouvernement des Etats-Unis ne sympathise pas avec des gouvernements des pays voisins de l'Union soviétique qui seraient inamicaux à son égard"* (François Fejtö, *La Tragédie hongroise*, 1956, p. 332, éditions Horay, 1996).

(7) Encore le 19 novembre à l'ONU, Chepilov se livre ainsi à une curieuse gymnastique : dénonçant la *"terreur blanche"* à laquelle se sont livrés

Le 30 octobre

Donc, jusqu'au 3 novembre, des dépêches insignifiantes ou des déclarations lénifiantes : le 30, une dépêche au titre neutre : *"Situation en Hongrie"* : *"Budapest revient à la vie normale. La vie reprend son cours normal (...), le calme et l'ordre se rétablissent également en province"*, diverses instances approuvent le programme élaboré par le gouvernement. Un article plus important est consacré à la séance du Conseil de sécurité où les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont tenté de mettre à l'ordre du jour du conseil un point sur la situation en Hongrie.

Le 31 octobre

La déclaration du gouvernement de l'URSS *"sur les fondements du développement et du renforcement dans l'avenir de l'amitié et de la collaboration entre l'Union soviétique et les autres Etats socialistes"*

Cette déclaration extrêmement importante a été unanimement interprétée à l'époque comme la preuve qu'à la date du 30 octobre, le Kremlin envisageait encore une issue pacifique.

C'est d'ailleurs bien ainsi que Mikoïan et Souslov, de retour à Budapest le 31, la présentent à Nagy. Même si la décision finale n'est pas prise au moment où la déclaration est rédigée, il apparaît en tout cas aujourd'hui, à l'examen des décisions du présidium du comité central du PCUS prises le 31 octobre, que la publication de cette déclaration solennelle participe du train de mesures d'organisation de la seconde intervention. Les autres mesures préalables étant 1) obtenir l'accord de Gomulka, 2) celui de Tito, 3) une préparation militaire (confiée à Joukov), qui cette fois sera sans faille et prendra en compte les difficultés rencontrées par la première intervention (*ibidem*, p. 87). Si la troisième mesure était purement technique, le soutien ouvert de Gomulka et Tito n'était pas acquis d'avance. Les dirigeants soviétiques ont dû faire le voyage à Varsovie et Brioni (résidence de Tito). La lecture de la *Pravda* montre également comment le Kremlin met en avant les déclarations des Partis communistes yougoslave et polonais (et, à un moindre degré, chinois) qui justifient l'intervention.

La déclaration paraît naturellement en première page et n'apparaît pas comme spécialement consacrée à la Hongrie, elle reconnaît en termes très généraux *"des difficultés, des tâches non résolues et même des erreurs, y compris dans les relations entre pays socialistes"*, et affirme que le gouvernement soviétique est prêt à reconsidérer la présence de troupes soviétiques dans les démocraties populaires, que la présence de ces troupes et de conseillers s'explique par la situation au lendemain de la guerre, mais, maintenant que ces pays se sont renforcés et ont formé leurs propres cadres, leur maintien ne se conçoit que si ces pays le demandent. Le passage consacré à la Hongrie reconnaît que *"les travailleurs de Hongrie (...) posent justement la question de corriger les erreurs graves dans le domaine économique, d'élever le bien-être matériel de la population, de lutter contre les déformations bureaucratiques dans l'appareil d'Etat"*, tout en maintenant bien entendu que *"les forces de la réaction et de la contre-révolution se sont mêlées au mouvement juste et progressiste des travailleurs afin d'exploiter le mécontentement d'une*

---

les *"ex-officiers horthistes"*, il déclare : « *Je me réfère à des faits rendus publics par des journaux des pays capitalistes qu'on peut difficilement soupçonner de sympathie pour les communistes. Ainsi, le 31 octobre, l'agence Associated Press a écrit que, dans la capitale de la Hongrie, il y avait une chasse (textuellement* "une chasse"*) aux* "membres de la police politique"... *Cette version mensongère qui veut faire croire que les membres du Parti hongrois des travailleurs, victimes de ces monstrueux lynchages, étaient des* "membres de la police politique" *ne justifie pas les assassinats commis par les fascistes. Elle ne fait qu'ajouter à leur visage amoral un trait de répugnante lâcheté devant le jugement de l'opinion publique* » (la *Pravda*, 20 novembre).

partie des travailleurs pour saper les bases du régime de démocratie populaire et ramener au pouvoir les capitalistes et les propriétaires fonciers". La déclaration annonce que, *"considérant que le maintien des troupes soviétiques en Hongrie pourrait être le prétexte d'une tension accrue de la situation, le gouvernement soviétique a donné ordre à son commandement militaire d'évacuer les troupes soviétiques* ***de Budapest dès que le gouvernement hongrois le jugerait nécessaire"*** (c'est nous qui soulignons).

Le commandement va effectivement retirer les troupes soviétiques **de Budapest**, mais pour aussitôt amener aux frontières, puis sur le territoire hongrois, des troupes plus sûres, dont le mouvement va aboutir, dans la nuit du 3 novembre, à l'encerclement total de la ville. La formule ***"dès que le gouvernement hongrois le jugerait nécessaire"*** est, elle, parfaitement mensongère, puisque Nagy a dit clairement dès le 28 qu'il n'avait **jamais** jugé cette présence nécessaire et qu'il demandait le retrait. Ces déclarations apparemment apaisantes sont donc savamment calculées. Le second point important est la nécessité de s'assurer du soutien de **tous** les pays du pacte de Varsovie, sans exception.

Les informations sur la Hongrie, en page intérieure, sont encore plus courtes que d'habitude, avec une note négative :

"Budapest, 30 octobre (TASS). Dans la nuit du 30 octobre, la situation à Budapest s'est tendue. Certains bâtiments ont été dévastés. Dans divers quartiers, il y a des fusillades (...), dans les quartiers calmes la population vaque à ses affaires. La plupart des magasins d'alimentation et des cafés sont ouverts. Les ouvriers et employés touchent leur salaire, mais la plupart des entreprises industrielles ne fonctionnent pas."

Un deuxième communiqué annonce la composition du nouveau gouvernement *« sur la base d'une "coalition des partis démocratiques"*. "Le gouvernement, *a dit Imre Nagy,* reconnaît les organes d'autogestion locale créés au cours des événements actuels et s'appuiera sur eux". »

Le 1er novembre

Deux communiqués de TASS consacrés à la Hongrie, toujours sous le titre *"Situation en Hongrie"* (nous les citons dans leur intégralité) :

« Budapest, 31 octobre (TASS). A Budapest, la plupart des usines n'ont pas repris le travail. Les conseils ouvriers (...) déclarent que les travailleurs ne reprendront le travail "que si satisfaction totale et immédiate est donnée à leurs revendications". *Les troupes soviétiques évacuent Budapest. Aujourd'hui sont parus à Budapest les journaux* Népszava, Magyar Nemzet *et autres. Le soir, la ville s'est animée. Des piétons, des voitures sont sortis dans les rues, mais les transports ne fonctionnent toujours pas. Le gouvernement a adressé aux paysans une déclaration selon laquelle il avait décidé de redresser toutes les erreurs commises ces dernières années dans la politique agricole. Dans un appel, il indique que la tâche la plus urgente à l'heure actuelle était d'effectuer les travaux d'automne. Ces travaux doivent être organisés par les comités nationaux locaux en collaboration avec les stations de machines-outils et les organes administratifs créés dans les autres entreprises agricoles. »*

Encore plus succinct, sous le titre (en gras) ***"Levée du couvre-feu à Budapest"*** :

"Budapest, 31 octobre (TASS). Un communiqué du ministère hongrois des Affaires intérieures annonce la levée du couvre-feu à Budapest à partir du 31 octobre."

Le 2 novembre

Une quinzaine de lignes sur une seule colonne *"Sur la situation en Hongrie"* : *"La nuit du 31 octobre au 1er novembre a été calme à Budapest. La radio a fait état de quelques vols commis par des détenus libérés de prison. Une délégation du Parti social-démocrate de Hongrie (dont on a annoncé la reconstitution il y a deux jours), conduite par Anna Kéthly, s'est rendue à Vienne pour la session de*

l'Internationale socialiste. Le journal Népszava *est devenu l'organe du Parti social-démocrate. Le journal* Kis Ujsag, *organe du parti indépendant des petits propriétaires, est paru. Tous les magasins d'alimentation sont ouverts à Budapest."* Point final.

C'est une dépêche de Belgrade qui apporte une note menaçante :

« Belgrade, 1er novembre (TASS). Le journal Politika *écrit aujourd'hui à propos de la situation qui s'est créée à Belgrade :* "Tout au long du conflit à Budapest, alors que le peuple hongrois avançait légitimement la ferme exigence d'éliminer totalement les défauts dont il avait souffert ces temps derniers, se sont aussi manifestées des tendances étrangères aux aspirations des larges masses hongroises, tendances aspirant aux anciens rapports présocialistes de la société hongroise, et qui visent à saper l'ordre socialiste en Hongrie. Le danger que représentent ces tendances restaurationnistes n'est pas écarté, malgré la normalisation de la situation". »

Le 3 novembre

En première page, une déclaration éditoriale, sous le titre *"L'amitié et l'unité des pays socialistes sont indestructibles"*, est consacrée à l'approbation unanime de la déclaration du 31 octobre *"par tous les pays socialistes (...), dont la population représente plus du tiers de l'humanité"*, et cite les réactions d'abord du Parti communiste chinois, puis polonais :

« Exprimant l'opinion de l'immense majorité du peuple polonais, le journal Trybuna Ludu *écrit :* "La déclaration soviétique est d'une exceptionnelle importance (...), *(particulièrement pour)* l'opinion publique de Pologne, qui est vitalement intéressée à l'union avec l'Union soviétique..." *En ce qui concerne la collaboration dans le domaine militaire, le journal déclare que les unités soviétiques se trouvent en Pologne avant tout sur la base du traité de Potsdam et du pacte de Varsovie. Le journal souligne également que tant que les bases américaines, anglaises et françaises en Allemagne de l'Ouest existent (...), le maintien de troupes soviétiques en RDA est juste et indispensable. »*

Suit un extrait du journal du PC bulgare, puis l'article en vient à la Hongrie. C'est encore au PC chinois qu'il revient de mener l'attaque : *« De plus en plus vigilants aux menées des éléments réactionnaires (...), les peuples des pays socialistes font la distinction entre les justes revendications des larges masses et l'activité subversive des éléments réactionnaires. Les leçons de Hongrie enseignent à quel point il est important de faire cette distinction.* "La question de la cohésion des masses populaires dans la lutte contre un tout petit nombre d'éléments réactionnaires — *dit la déclaration du gouvernement de Chine populaire* — n'est pas seulement une question qui concerne un pays socialiste particulier, mais une question qui mérite l'attention de nombreux pays socialistes, et en particulier du nôtre." *La presse de toute une série de pays socialistes indique justement que les événements de ces derniers jours attestent d'une menace grandissante contre les conquêtes ouvrières de la part des forces néfastes de la réaction. »*

En ce qui concerne les informations sur la Hongrie, en page intérieure, le titre reste neutre (comme les jours précédents *"Sur la situation en Hongrie"*), mais le contenu prépare le lecteur à l'intervention : *"Budapest, 2 novembre (TASS). A Budapest, Miskolc, Györ, Debrecen et dans d'autres villes de Hongrie, les entreprises industrielles, les transports, les administrations sont toujours arrêtés. Les écoles, les théâtres, les musées, les stades sont fermés.*

Ces derniers jours ont été marqués, dans la capitale comme en province, par les excès et le déchaînement de bandes contre-révolutionnaires. Les locaux de nombreuses organisations sociales ou du parti ont été mis à sac, il y a eu des jugements sommaires de masse, de nombreux responsables ont été tués" (souligné par nous).

Suivent deux dépêches de Vienne : *« Vienne, 2 novembre (TASS). Le journal*

Osterreichische Volksstimme (8) *a publié une note selon laquelle* "presque continûment, des escadrilles d'avions quittent les aéroports de Vienne pour Budapest. Il ne s'agit pas seulement de médicaments, comme tentent de le faire croire les communiqués officiels : avec une telle quantité d'avions, on pourrait fournir en médicaments tout un continent. Les observateurs ont pu se convaincre que des centaines de militaires hongrois sont envoyés d'Occident en Hongrie, d'anciens officiers de l'armée de Horthy, des centaines d'officiers et de soldats qui ont servi dans l'armée hitlérienne. Au milieu des avions, on peut voir des voitures des services frontaliers allemands, des voitures anglaises et autres". »

La seconde note, tirée du même journal, dénonce l'activité du *"centre subversif américano-hongrois"* à Salzbourg, à partir duquel *"sont déversés en Hongrie agents, saboteurs, armes et munitions"*. Le journal souligne qu'aujourd'hui le centre américain de Salzbourg *"est passé de l'action préparatoire au soutien direct à la contre-révolution en Hongrie"*.

Suivent un communiqué de Prague (le *Rude Pravo* a publié un article titré *"La réaction passe à l'attaque en Hongrie. Les intérêts du peuple sont en danger"*, selon lequel la réaction tente *"de porter délibérément atteinte aux conquêtes socialistes du peuple travailleur de Hongrie et à ses droits démocratiques fondamentaux"*) et, à nouveau, de Belgrade :

"Belgrade. 2 novembre (TASS). Le journal Borba *publie un article sur la situation en Hongrie. L'article souligne que la situation en Hongrie est de plus en plus sombre. Divers éléments antisocialistes se renforcent et relèvent la tête. On ne saurait mésestimer le danger que font courir au mouvement ouvrier hongrois ces forces réactionnaires. Céder à ces éléments réactionnaires, indique l'auteur de l'article, ne peut que compliquer davantage la situation dans le pays et mettre en danger tout ce que la classe ouvrière hongroise a déjà conquis dans l'édification d'une société nouvelle. Tout recul face aux forces anciennes de la vie politique hongroise entraîne un recul face aux tendances antisocialistes et réactionnaires, et cela peut amener le pays dans une situation sans issue. La responsabilité historique d'empêcher que cela ne se produise repose sur les travailleurs hongrois."*

Une large place est donnée à l'*"Adresse du comité central du Parti ouvrier unifié polonais"*, qui *"suit avec une tension extrême le développement tragique des événements hongrois. Ces derniers temps, les événements hongrois sont entrés dans une nouvelle phase. Les éléments réactionnaires prennent de plus en plus nettement le dessus. Les fondements du régime socialiste sont en danger. Le chaos règne dans tout le pays. Les bandes réactionnaires exécutent des jugements sommaires et tuent sauvagement les communistes."* L'adresse, après avoir opposé à cette situation cauchemardesque l'exemple idyllique de la Pologne, où *"les relations* (avec l'Union soviétique) *tant au niveau de l'Etat que de la plate-forme du parti se fondent sur les principes de souveraineté, d'égalité des droits et d'amitié"*, conclut : *"Ces derniers temps, la tension est montée dans les relations internationales. La situation menaçante en Hongrie, l'agression anglo-française contre l'Egypte constituent une menace sérieuse."*

Le lendemain, dans *Trybuna Ludu*, Gomulka tirera cyniquement la conclusion : *"Pour que la Pologne ne se retrouve jamais dans la situation dans laquelle s'est retrouvée la Hongrie, il faut respecter, sans s'en écarter et strictement, les directives du parti et du gouvernement populaire."*

Après le 4 novembre

Le 4 novembre, la Hongrie est pour la première fois à la "une" dans la *Pravda*, qui, à partir de ce moment, assure une assez large couverture à la Hongrie. De nombreux articles sont consacrés aux

(8) *La Voix du peuple autrichien*, journal du PC autrichien.

déclarations du gouvernement Kadar (avant même son existence officielle), à la *"terreur blanche sous le gouvernement Nagy"* (à partir de récits de touristes ou journalistes des démocraties populaires ou de la presse occidentale), aux débats sur la Hongrie à l'ONU. Quatre correspondants spéciaux désormais présents en Hongrie expliquent inlassablement, chaque jour, jusqu'à la mi-décembre, que la vie reprend son cours normal et que les ouvriers ont décidé de reprendre le travail. De courtes dépêches, toujours tirées de la presse non communiste, alimentent la version de l'insurrection organisée de l'étranger sous la direction des généraux fascistes stipendiés par les gouvernements américain et allemand. D'autres thèmes sont plus épisodiques, la dénonciation des mensonges de la presse capitaliste (qui exagère l'ampleur des dommages à Budapest ou invente une répression imaginaire), le sort tragique des émigrés hongrois en Occident, qui, loin du paradis espéré, se retrouvent dans de véritables camps de concentration. La *Pravda* se doit de donner les réponses officielles aux responsables du parti et aux propagandistes. Mais les *Izvestia* restent laconiques, la Hongrie n'y est jamais à la "une", une pleine page avec photos ne sera consacrée à la *"terreur blanche"* que le 13 décembre, quand paraît la version officielle du gouvernement hongrois sur ce sujet.

La *"terreur blanche"*

Le 8 novembre, paraît le premier récit de *"témoin oculaire des crimes perpétrés par les bandes contre-révolutionnaires en Hongrie"*. Il s'agit du témoignage de *"réfugiés hongrois en Tchécoslovaquie"*, qui ont donc *"réussi à fuir"* la *"terreur blanche"* :

"Kalman S. travaillait dans le soviet local d'un village situé à une vingtaine de kilomètres de Budapest. Le fils d'un ancien maquignon a abattu à la mitraillette sa fillette de huit ans... Un autre témoin, Lásló K., travaillait à l'étable de la coopérative. Il raconte avec horreur qu'en rentrant chez lui, il a trouvé sa femme ensanglantée, attachée à la palissade, la tête fracassée."

Après cet article aussi vague que fantaisiste, la *Pravda* reproduit à partir du 9 de grands articles repris essentiellement de la presse des démocraties populaires, qui décrivent des *"bandes fascistes"* semant la terreur dans la population. Quand les soldats russes arrivent, ces bandes disparaissent et le calme s'instaure aussitôt. La *"terreur blanche"* n'aurait donc régné que dans la nuit du 23 au 24, puis à partir du départ des troupes russes, le 30. Il n'est jamais question de victimes dans l'armée soviétique (9), encore moins, bien entendu, de victimes de son intervention. Seuls tirent les *"fascistes"* (parfois des droit commun), les victimes sont des *"patriotes"*, *"les gens les meilleurs de la ville"*, *"des gens d'orientation progressiste"*, *"la foule"*, *"des passants au hasard"*, *"des communistes"*, le lynchage des AVOS n'étant évoqué qu'avec réticence (par exemple, photo d'un *"passant"*... pendu pour avoir, prétendument, été membre des services de sécurité). C'est seulement le 11 décembre, dans les extraits publiés par la *Pravda* du Livre blanc officiel du gouvernement hongrois *Les méfaits sanglants de la contre-révolution en Hongrie*, que les Soviétiques peuvent lire que, *"le 30 novembre, quand le gouvernement Nagy a ordonné le cessez-le-feu, les forces contre-révolutionnaires sont descendues ouvertement dans l'arène (...), des détachements contre-révolutionnaires (...) ont commencé une croisade contre les collaborateurs des services de sécurité"*.

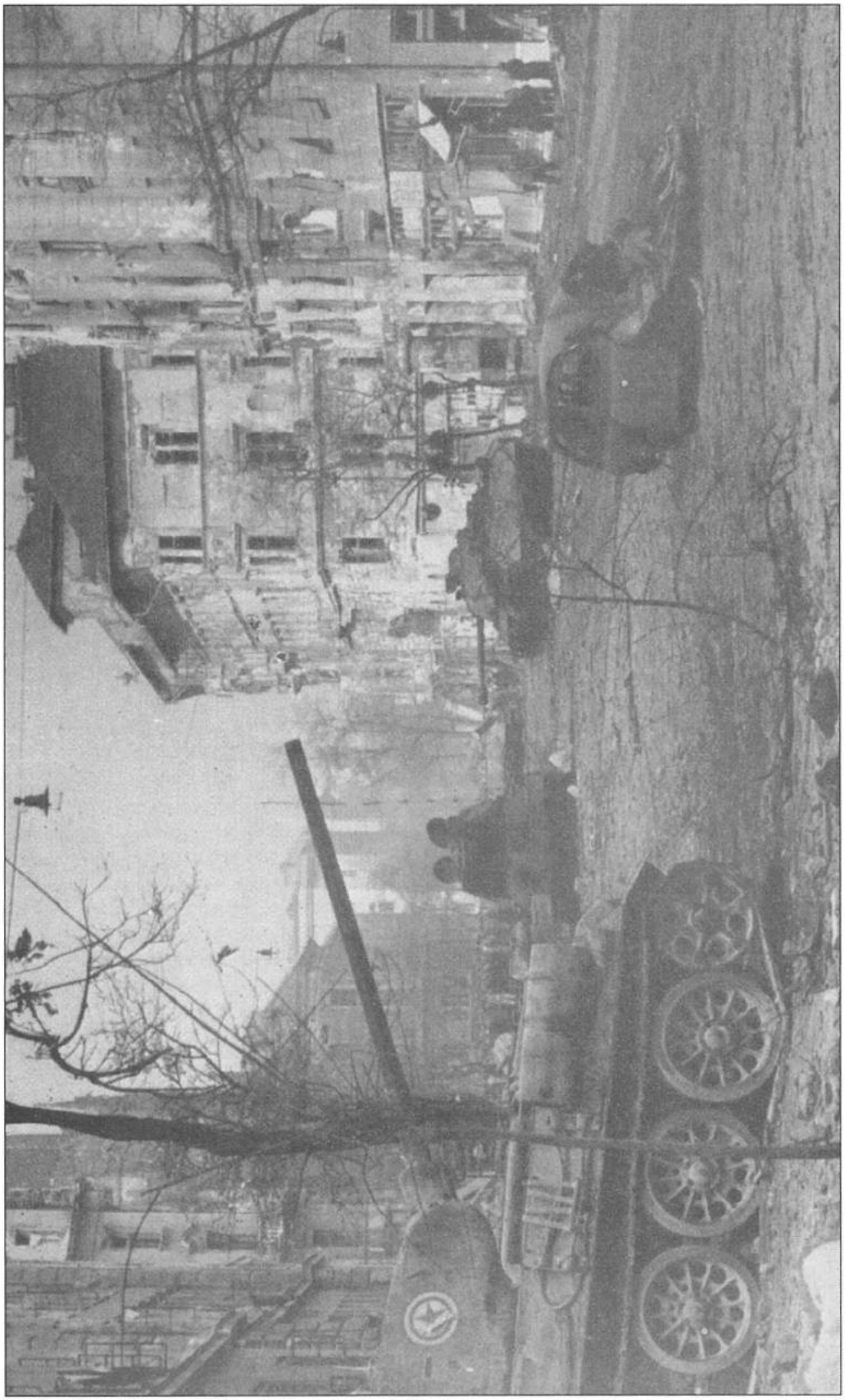
Il n'y aura, bien entendu, jamais aucun procès d'un quelconque fasciste assassin de femmes ou d'enfants, mais quand, après des milliers d'arrestations que la *Pravda* nie énergiquement comme des inventions de la presse réactionnaire, elle donne, pour la première fois, le 14 décembre, le nom *"d'éléments contre-révolutionnaires"* arrêtés, il s'agit de Rácz

(9) D'après François Fejtö, *La Tragédie hongroise, 1956*, Horay 1996, p. 350 : *"Un document secret (publié seulement en 1993) a évalué les pertes de l'armée russe à 669 morts, 1 540 blessés... On ne dispose d'aucune autre source permettant de confirmer ou d'infirmer ces chiffres."*

et Bali, dirigeants du Conseil du Grand-Budapest, et leur crime est d'avoir *"contraint d'honnêtes ouvriers et intellectuels (...) à adopter un appel à une grève générale de 48 heures"*. Bien d'autres arrestations suivront, notamment de journalistes et écrivains communistes connus, jusqu'à la condamnation à mort d'Imre Nagy, Pál Maléter, Miklós Gimes et Géza Lonsonczy, annoncée le 27 juin 1958. Loin de s'accuser de crimes invraisemblables, Imre Nagy, non seulement plaide non coupable, mais il affirme, dans sa déclaration finale : *"J'ai essayé de sauver l'honneur du mot socialisme (...),* (mais j'ai été) *contrecarré par toute la force armée de l'Union soviétique"* (10).

Katia Dorey

(10) Sándor Kopácsi, *Au nom de la classe ouvrière,* Laffond, 1979, p. 324.



Echos yougoslaves

Josip Broz Tito.

Le message de Tito à la présidence du Parti des travailleurs hongrois

"AU nom du comité central de la Ligue des communistes yougoslaves, le camarade Tito a adressé un message à la présidence du Parti des travailleurs hongrois." **Sous ce titre paraît le texte du message du 29 octobre, qui est ainsi rédigé :**

Chers camarades, depuis plusieurs jours déjà, les peuples yougoslaves et la Ligue des communistes yougoslaves suivent, soucieux et émus, les nouvelles concernant les conflits tragiques qui se déroulent dans la République populaire hongroise voisine. Ils regrettent beaucoup que plusieurs années d'une politique erronée et nuisible ont créé en Hongrie des conditions générales très difficiles. Cette politique a mené à une séparation entre les aspirations du peuple laborieux cherchant le progrès socialiste et l'activité de la direction politique et de l'Etat, pour provoquer, finalement des conflits armés.

La portée de ces événements dépasse de loin les frontières hongroises, car ils touchent directement aux intérêts du développement socialiste international en général.

La direction politique et de l'Etat yougoslave n'a pas cherché et ne cherche pas à s'immiscer dans les affaires intérieures du mouvement ouvrier hongrois. Cependant, justement à cause de la portée des événements actuels en Hongrie, et poussé par le sentiment de solidarité avec les aspirations socialistes progressistes et avec les intérêts du peuple laborieux hongrois, le comité central de la Ligue des communistes yougoslaves fait appel au peuple hongrois, lui demandant de faire tout effort susceptible d'arrêter l'effusion de sang.

Le peuple laborieux yougoslave comprend pleinement l'amertume du peuple hongrois devant les erreurs et les crimes du passé. Cependant, il serait extrêmement nuisible, aussi bien pour les intérêts du peuple laborieux hongrois et du socialisme en général que pour la paix internationale, si cette amertume justifiée devait miner la foi du peuple laborieux dans le socialisme et dans le développement indispensable de la démocratie socialiste. Les communistes yougoslaves et tous les travailleurs de Yougoslavie sont convaincus que les combattants consciencieux du socialisme en Hongrie ne permettront pas cela, comme ils ne permettront pas non plus que divers éléments réactionnaires exploitent les événements actuels à des fins antisocialistes. La Ligue des communistes yougoslaves et tous les travailleurs de notre pays sont animés de sentiments de profonde admiration pour tous les pro-

gressistes de la Hongrie voisine, qui ont déployé ces jours-ci d'énormes efforts afin de faire sortir de cette lutte tragique une ère de renaissance et de défense de l'avenir socialiste de leur peuple.

A cause de cela, l'opinion yougoslave salue unanimement l'installation de la nouvelle direction de l'Etat, ainsi que la déclaration du gouvernement hongrois du 28 octobre. Les éléments essentiels de la plate-forme politique de la nouvelle direction, comme par exemple la démocratisation de la vie publique, l'établissement de l'autogestion ouvrière et de l'autogestion démocratique en général, le règlement des relations entre les pays socialistes sur la base de l'égalité et du respect de la souveraineté, l'initiative des pourparlers sur le retrait des troupes soviétiques, etc., ainsi que sur l'appréciation réaliste du caractère des événements de Hongrie sont autant de preuves du fait que la politique de l'actuelle direction et les aspirations démocratiques et vraiment socialistes des travailleurs hongrois se sont fondues en une seule chose.

Dans ces conditions, tout ce qui pourrait prolonger l'effusion de sang nuirait aux intérêts des travailleurs hongrois et au socialisme. Cela ne pourrait que favoriser les intérêts de la réaction et de la bureaucratie. C'est pourquoi les communistes yougoslaves et tous les travailleurs de Yougoslavie sont convaincus que la classe ouvrière hongroise, qui a fait preuve d'une haute conscience socialiste, le Parti des travailleurs hongrois et tout le peuple patriotique hongrois sauront mettre fin à la lutte fratricide, qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles non seulement pour la Hongrie, mais aussi pour le mouvement ouvrier international.

Les peuples yougoslaves et la Ligue des communistes yougoslaves souhaitent à la présidence du Parti des travailleurs hongrois, ayant à sa tête le camarade Kádár, et au gouvernement du camarade Imre Nagy le succès dans leurs efforts, convaincus que la classe ouvrière hongroise saura réaliser, sur la nouvelle base politique et en liaison avec sa nouvelle direction politique, les aspirations justifiées du peuple hongrois.

"Agitation et incertitude"

L'envoyé spécial à Budapest de *Borba*, l'organe du PC yougoslave, est frappé de l'*"Agitation et incertitude"* :

Des Hongrois d'opinions et d'âges différents croient à une victoire certaine du Parti des petits propriétaires aux prochaines élections. Ils donnent beaucoup moins de chance aux communistes, moins encore qu'au parti paysan, moins encore même qu'au Parti socialiste. Ils ne croient pas au retour de l'ancien régime. Il y a des divergences de vues en ce qui concerne le cardinal Mindszenty — sera-t-il ou non politiquement actif, une fois libéré ? A Budapest, deux postes de radio existent maintenant : la radio libre Kossuth, qui transmet les déclarations gouvernementales, et la radio libre Petöfi, qui émet de Györ...

On parle de 16 à 20 différents mouvements, "comités révolutionnaires" ou individus. Tous revendiquent quelque chose "au nom de la révolution", "au nom du peuple". Toutes ces revendications et tous ces slogans sont tellement différents et il y en a une telle diversité qu'il est impossible de s'y retrouver. Beaucoup, parmi ces revendications, sont d'un caractère douteux... *"Patriotes hongrois ! Le gouvernement nous a de nouveau trahis, car les troupes soviétiques se retirent uniquement de Budapest. Ne croyons plus au gouvernement de Nagy. Comme membres de l'ONU, demandons l'envoi immédiat des troupes internationales de contrôle. Que les troupes soviétiques quittent la Hongrie tout entière ; jusqu'à leur départ, réclamons l'envoi des troupes de l'ONU..."*

On entend au micro : *"Nous ne déposerons pas les armes, nous ne nous subordonnerons pas au gouvernement, car le pouvoir, c'est nous, jusqu'au moment où les troupes soviétiques se retirent de toute la Hongrie, jusqu'à l'abolition des accords conclus et jusqu'aux nouvelles élections."* C'est le haut-parleur des forces armées, qui se trouvent, même aujourd'hui encore, en dehors de tout pouvoir organisé. Leur représentant... est János Dudász... Il appartenait auparavant au Parti communiste, dont il a été exclu pendant la guerre pour "fractionnisme". Après la guerre, il s'est joint au Parti des petits propriétaires... Ce groupement politique est assez fort et nombreux : on les rencontre partout. Leur direction s'est emparée du bâtiment du "Szabad Nép"... Ils sont pour un gouvernement provisoire formé par eux, et dans lequel ils accepteraient Nagy et Kádár...

Les éléments de la droite sont les plus actifs. Tous les interlocuteurs vous répondent que le danger d'une abolition des conquêtes révolutionnaires n'existe pas... Les groupements de gauche se voient le moins ; le Parti des travailleurs hongrois semble ne pas exister... Aujourd'hui, les syndicats eux aussi se réorganisent entièrement. Ils abandonnent les positions tenues jusqu'à présent, mais vont exiger la constitution de conseils ouvriers. L'armée est, jusqu'à présent, la force progressiste la plus compacte, la plus organisée. Pendant les derniers événements, elle était plutôt divisée et le plus souvent passive.

Le "comité révolutionnaire" de l'armée a publié aujourd'hui la déclaration suivante : *« Le comité, les officiers et soldats se joignent tous aux décisions des conseils révolutionnaires ouvriers, de la jeunesse et des intellectuels, et adoptent leurs revendications. L'armée est avec le peuple et pour la défense des conquêtes de la révolution de ces derniers jours. Dans l'intérêt des conquêtes révolutionnaires, le comité demande :*

1) le retrait des troupes soviétiques de Budapest immédiatement et de la Hongrie entière dans les délais les plus brefs ;

2) l'appui populaire le plus large au rétablissement de l'ordre ;

3) l'élimination des "éléments sectaires et réactionnaires" de la direction de l'armée ;

4) le désarmement des organes de l'AVH (Sécurité d'Etat) ;

5) fusion des gardes frontaliers avec l'armée. »

... Aujourd'hui encore, ont lieu des fusillades. Une véritable chasse aux officiers du service de Sécurité d'Etat s'est engagée ; c'est une véritable manie...

(29 octobre 1956)

Frank La Brasca
"Quell'indimenticabile 1956"
("L'inoubliable année 1956")

TENTATIVO REAZIONARIO DI DISTORCERE IL PROCESSO DI DEMOCRATIZZAZIONE

SCONTRI NELLE VIE DI BUDAPEST PROVOCATI da gruppi armati di controrivoluzionari

Tentativi di assalto alla Radio - Nella giornata si era svolta una pacifica manifestazione

8

Per il loro aspetto oltre che dal comportamento si vedeva chiaramente che si trattava di elementi della malavita disposti a tutto.

IL POPOLO RACCOGLIE L'APPELLO CONTRO IL TENTATIVO DI UNA RESTAURAZIONE REAZIONARIA

Le bande controrivoluzionarie si arrendono in Ungheria dopo i sanguinosi attacchi contro il potere socialista

9

Il movimento controrivoluzionario di tipo fascista, esploso la notte scorsa in Ungheria sulla base di un piano e con un'organizzazione che rivelano l'inoppugnabile orchestrazione di agenti e di forze nemiche interne e straniere, volge ormai al suo definitivo epilogo, lasciando dietro di sè vittime, sangue

Deux manchettes de *L'Unità*, quotidien du PC italien : *"Affrontements dans les rues de Budapest provoqués par des groupes armés contre-révolutionnaires"* (24 octobre) et *"Les bandes contre-révolutionnaires capitulent en Hongrie après les attaques sanglantes contre le pouvoir socialiste"* (25 octobre).

Les répercussions de l'insurrection hongroise de 1956 dans le PCI

LE Parti communiste italien, qui est confronté, comme tous ses autres partis "frères", au véritable séisme que constituent en 1956 pour le mouvement communiste dominé par la bureaucratie soviétique les événements de Pologne et de Hongrie, est une organisation ouvrière extrêmement puissante.

Au VIII[e] Congrès du parti, qui se tient à Rome du 8 au 14 décembre 1956 (donc un mois après la sanglante répression de l'insurrection hongroise, qui, comme nous allons le voir, provoqua sans aucun doute de nombreuses défections dans ses rangs) (1), il pouvait tout de même revendiquer 2 035 343 adhérents, ce qui faisait de lui, et de loin, le Parti communiste le plus important du monde capitaliste.

En outre, auréolé du prestige que lui conférait la participation active de ses principaux dirigeants (la plupart des personnalités qui interviennent lors de la réunion de la direction du 30 octobre 1956, que nous avons traduite dans le n° 31 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, jouissent quasiment, dans une grande partie de l'opinion populaire italienne, d'un statut de héros légendaires) à la lutte antifasciste, à la Résistance et à la Libération, le parti dirige et contrôle toute une série d'organisations de masse et d'institutions économiques, sociales et culturelles, qui lui permettent d'être en prise avec l'essentiel des forces vives du pays.

Son prestige parmi les intellectuels est considérable : la grande maison d'édition turinoise Giulio Einaudi, qui publie entre autres la version très largement composée par le groupe dirigeant communiste des *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci, compte comme collaborateurs des grands noms de la littérature et de la pensée qui sont membres du parti ou sont très largement soumis à son influence (Cesare Pavese, Italo Calvino, Elio Vittorini).

Il en va de même dans le monde de la culture au sens large, et si l'on se réfère à ce secteur particulièrement caractéristique de la production culturelle italienne qu'est le grand cinéma néo-réaliste de la fin des années 1940 jusqu'au milieu des années 1960, il suffira d'évoquer les chefs-d'œuvre de Roberto Rossellini (*Rome, ville ouverte, La terre tremble*), Lucchino Visconti (*Rocco et ses frères*), Francesco Rosi (*Salvatore Giuliano*) et tant d'autres pour saisir immédiatement l'influence idéologique considérable exercée par les thématiques économiques, sociales et politiques filtrées par l'idéologie communiste officielle de

(1) D'après MARC LAZAR (*Maison rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier/Histoires, 1992, p. 100), en 1956, la perte des effectifs globaux est de 2,6 % par rapport à l'année précédente.

l'époque sur la plupart des créateurs qui ont marqué l'histoire du cinéma mondial.

Il faut encore ajouter à cela le fait que, contrairement aux principaux dirigeants du PCF, ceux du PCI proviennent en général des milieux intellectuels (Palmiro Togliatti, Giorgio Amendola, Enrico Berlinguer) et que certains d'entre eux sont même des personnalités reconnues dans l'ensemble de leur milieu (l'historien du monde agraire Emilio Sereni, le philosophe Lucio Colletti, le critique et historien de la littérature Carlo Salinari) (2).

Sur le plan plus directement politique et sans tomber dans le travers qui consiste à exagérer le caractère autonome par rapport à Moscou de la politique de la direction communiste italienne, comme l'ont fait de manière plus hagiographique qu'historique un certain nombre d'intellectuels, notamment membres du PCF, pour conforter leurs positions idéologiques dans le débat qui les opposait à leur propre direction, il faut tout de même constater que, conformément à une tendance naturelle de l'évolution bureaucratique que l'on peut remarquer aussi chez Maurice Thorez dès la fameuse interview au *Times* de 1945, Togliatti avait très largement avancé, avant même la diffusion du fameux "rapport secret" de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline, sur la voie de la définition d'une "voie nationale" et spécifiquement italienne au socialisme.

En ouvrant les travaux du comité central du PCI qui suit le XX[e] Congrès du PCUS, le 13 mars 1956 (3), Togliatti avait en effet affirmé que *"la possibilité de voies différentes dans la marche vers le socialisme est une thèse qui est particulièrement confirmée aujourd'hui et qui prend une valeur particulière"*, et il ajoute que cette recherche d'une voie spécifique a été une préoccupation du groupe dirigeant du parti, la faisant même remonter (c'est la caution suprême !) à Gramsci.

Mais déjà, de la tribune même du XX[e] Congrès, adressant le salut traditionnel du PCI aux membres du PCUS, le 13 février, Togliatti avait tenu à mettre les points sur les "i" en précisant que la voie que les communistes russes avaient suivie pour arriver au pouvoir et construire une société socialiste *"n'est pas obligatoire en tous ses aspects pour les autres pays"*.

Poursuivant dans la même voie, le 13 juin de la même année (rappelons que le rapport Khrouchtchev avait été publié dans son intégralité quelques jours avant, le 4 juin, par le *New York Times*), Togliatti accorde une interview à la revue de débat culturel et politique *Nuovi Argomenti* (4) qui contient une critique appuyée contre la direction soviétique actuelle et relève le caractère peu convainquant de l'invocation du culte de la personnalité de Staline comme seul raison des erreurs et des déviations déplorées dans la construction du socialisme :

---

(2) L. COLLETTI (Rome 1924-Venturina-Livourne 2001) : philosophe réputé, il interpréta le marxisme à la lumière de la lecture particulière qu'en donnait le philosophe GALVANO DELLA VOLPE (Imola-Bologne 1895-Rome 1968). Ayant adhéré au PCI, comme de nombreux intellectuels de sa génération, il y resta jusqu'en 1964 malgré son opposition à la direction en 1956. Il créa dans les années soixante la revue *La Sinistra*, qui fut appréciée des milieux oppositionnels à la gauche du PCI. Dans la dernière période, son évolution politique l'avait amené à rejoindre le regroupement de droite Forza Italia de Silvio Berlusconi.

C. SALINARI (Montescaglioso-Matera 1919-Rome 1977) : étudiant en lettres, il abandonna ses études pour s'engager dans la Résistance, puis obtint une chaire universitaire de littérature italienne en 1949. Il fut responsable de la politique culturelle du PCI de 1951 à 1955. Il est le coauteur avec Carlo Ricci d'un manuel anthologique de la littérature italienne, qui connut une grande diffusion, ainsi que le curateur d'une édition italienne des écrits de Marx et Engels sur l'art (K. MARX-F. ENGELS, *Scritti* sull'arte, Bari, Laterza, 1967).

(3) Notons incidemment que ce discours a lieu le lendemain d'une date "historique" : c'est en effet le 12 mars 1956 que le PCF vote les "pleins pouvoirs" à Guy Mollet en Algérie.

(4) Cette revue fut fondée en 1953 par des intellectuels de gauche non inscrits au PCI tels que le romancier ALBERTO MORAVIA (Rome 1907-*ibidem* 1990), l'écrivain de formation juridique ALBERTO CAROCCI (Florence 1904-Rome 1972) et l'écrivain-critique-cinéaste PIER PAOLO PASOLINI (Bologne 1922-Rome 1975). Après leur mort, ces deux derniers furent remplacés par le poète ATTILIO BERTOLUCCI (San Lazzaro Parmense-Parme 1911) et le critique-écrivain ENZO SICILIANO (Rome 1934).

« On ne peut considérer comme satisfaisante la position prise au congrès, et qui est aujourd'hui amplement développée dans la presse soviétique, à propos des erreurs de Staline et des causes et des conditions qui les ont rendues possibles. La cause de tout cela est attribuée au "culte de la personnalité" et au culte d'une personne qui avait de graves défauts bien identifiés. En procédant ainsi, on reste dans la logique du "culte de la personnalité" (...). Nous nous souvenons, tout d'abord, que dans ses derniers discours, Lénine avait mis l'accent sur le danger de bureaucratisation qui menaçait la société nouvelle. Il nous semble indubitable que les erreurs de Staline furent liées à une augmentation excessive du poids des appareils bureaucratiques dans la vie économique et politique soviétique, et peut-être avant tout dans la vie du parti » (5).

On comprend aisément qu'une telle analyse, qui inquiéta d'ailleurs les Soviétiques au point de susciter une réaction critique du comité central du PCUS le 2 juillet (6), ait pu être interprétée par certains intellectuels communistes ou proches du parti comme le signe que l'heure d'une libre critique de certains aspects de l'expérience soviétique avait sonné.

Des indices d'une certaine fébrilité dans ce sens s'étaient d'ailleurs déjà fait jour lorsque, par exemple, le grand écrivain et romancier Carlo Cassola, membre important de la Résistance toscane pendant la guerre (7), s'en était violemment pris au leader communiste dans une lettre adressée à la rédaction de la revue politico-littéraire d'inspiration communiste *Il Contemporaneo*, dirigée par C. Salinari, dont nous avons déjà parlé (8), et par le critique d'art lui aussi communiste Antonello Trombadori (9) (Rome 1917). Cassola mettait en cause la soumission du PCI à la politique de l'URSS en critiquant le fait que le parti n'ait jamais effectivement discuté de la *"voie italienne au socialisme"* et déclarait : *"A Togliatti et aux dirigeants staliniens, je préfère les innombrables dirigeants communistes qui ont eu le courage de ne pas se conformer, de se révolter, et qui ont payé pour cela"*, ajoutant même cette précision fort inquiétante pour les bureaucrates : *"Les gens ordinaires sont exactement du même avis que moi."*

La conjecture de Cassola sur l'état d'esprit des "gens ordinaires" allait en tout cas trouver une rapide confirmation en Pologne et en Hongrie.

Le 28 juin 1956, les ouvriers de Poznan insurgés s'attirent le qualificatif de *"provocateurs"* de la part de *L'Unità*, et pourtant l'article relate aussi l'état d'esprit des ouvriers de l'usine Zispo, qui n'épargnent pas leurs critiques au parti et à la police.

Mais à la suite d'une résolution du comité central du PCUS rendue publique le 2 juillet, et qui impute les faits de Poznan à des agents provocateurs américains, et alors que *L'Unità* publie à la "une" un article du dirigeant de la CGIL G. Di Vittorio (celui-là même qui fera figure de brebis galeuse lors de réunion de la direction du 30 octobre à laquelle nous avons fait allusion) rétorquant que s'il est possible que des agents provocateurs aient pu agir lors de ces événements, on ne pouvait que constater que les ouvriers polonais, sans doute mécontents de leur condition, ne les avaient pas isolés, Togliatti change brusquement son fusil d'épaule et publie le lendemain

(5) Citation tirée de la biographie de Togliatti du journaliste GIORGIO BOCCA, *Palmiro Togliatti*, Milano, Mondadori (1978), 1981 II, p. 551. C'est nous qui traduisons

(6) Le document, tout en reconnaissant que l'interview de Togliatti contient beaucoup de conclusions importantes et justes, déclare *"incompréhensible"* l'hypothèse émise par le leader communiste italien d'un processus de dégénérescence possible de la société soviétique et conclut de manière péremptoire qu'*"il n'existe aucun fondement pour soulever une telle question"* (cf. G. BOCCA, *Palmiro Togliatti*, *cit.*, p. 533).

(7) C. CASSOLA (Rome 1917-Montecarlo-Lucques 1987) est notamment l'auteur d'un roman intitulé *La ragazza di Bube*, pour lequel il obtint un des plus prestigieux prix littéraires italiens, le Premio Strega, en 1960 (trad. fr. C. CASSOLA, *La ragazza*, traduit par Philippe Jacottet, Paris, LGF-le Livre de Poche, n° 2754, 1970).

(8) Tout en restant fidèle au parti, C. Salinari fut profondément ébranlé par les événements qui suivirent le XX[e] Congrès du PCUS.

(9) A. TROMBADORI (Rome 1917-1993) fut également envoyé spécial de *L'Unità* au Vietnam et en Egypte, et député du PCI de 1968 à 1979.

dans le quotidien communiste un article dont le titre (*"La presenza del nemico"*, La présence de l'ennemi) suffit à indiquer l'inspiration de fond, et que la *Pravda* s'empresse d'ailleurs aussitôt de publier.

Lorsque éclate l'insurrection hongroise le 23 octobre suivant, la direction du PCI est désormais résolument rangée sur les positions officielles de la direction soviétique, et on constate même un durcissement de ses analyses au fur et à mesure de l'aggravation de la situation, notamment lors de la seconde intervention des troupes soviétiques du 2 novembre.

Comme on peut l'imaginer, cette évolution du parti et la répression féroce qui écrase le prolétariat et le peuple hongrois suscitent une grande émotion, notamment dans les milieux intellectuels, et provoquent la prise de distance de nombre d'intellectuels de renom comme les grands historiens de la littérature Natalino Sapegno, Carlo Muscetta, le critique littéraire Gaetano Trombatore, les romanciers de renom international Vasco Pratolini et Italo Calvino (10).

Pour des raisons que nous avons déjà évoquées, depuis la Résistance et le référendum de 1946 qui donna naissance à la République italienne, les intellectuels italiens les plus éminents s'étaient regroupés dans l'Alleanza della cultura (Alliance de la culture), organisation de masse dirigée (on disait "hégémonisée" dans le langage gramscien en vogue jusque dans les années 1980) par les communistes.

Cent un d'entre eux adressent une lettre de protestation à la direction du parti, que *L'Unità*, que dirige alors le jeune cadre montant Pietro Ingrao, qui exprime aujourd'hui des repentirs un peu tardifs à ce propos (11), refuse bien entendu de publier, et qui est reproduite une semaine après dans l'hebdomadaire politique *Il punto* par l'entremise de C. Muscetta (12).

Ce texte, qui se voulait fondé sur une idéologie authentiquement communiste, disait notamment :

"Les événements de Pologne, et surtout ceux de Hongrie, constituent une critique fondamentale et sans équivoque du stalinisme qui apparaît fondée : a) sur un rôle prédominant des éléments de coercition des masses dans l'œuvre de construction d'une économie collectivisée ; b) sur l'abandon de l'esprit de liberté, pourtant présent dans la pensée authentique des fondateurs du socia-

(10) N. SAPEGNO (Aoste 1901-Rome 1990) est notamment le co-auteur, avec EMILIO CECCHI (Florence 1884-Rome 1966), d'une monumentale histoire de la littérature italienne (Milano, Garzanti, 1966) en huit volumes et d'une édition commentée de la *Divine Comédie* de Dante, qui continuent de circuler depuis plusieurs décennies parmi des génération de lycéens et d'étudiants. Il compta parmi ses nombreux étudiants Carlo Salinari (cf. notes 2 et 8 ci-dessus), avec lequel il collabora à une édition des œuvres mineures de Boccace.

C. MUSCETTA (Avellino 1912-2003), professeur de littérature italienne dans les universités de Catane et de Naples, auteur de très nombreux essais concernant la littérature italienne du Moyen Age à nos jours, directeur d'une très vaste anthologie de la littérature italienne publiée par les éditions Laterza, de Bari. Il a dirigé jusqu'en 1956 la revue culturelle d'inspiration communiste *Società*.

G. TROMBATORE (Syracuse 1900-1995), professeur de lycée et critique littéraire. Il faut noter qu'il occupa jusqu'en 1955 une chaire de langue et littérature italienne à l'université de Debrecen, en Hongrie.

V. PRATOLINI (Florence 1913-Rome 1991), écrivain d'origine ouvrière et autodidacte. Considéré comme l'un des chefs de file du roman néo-réaliste. La parution de son roman *Metello*, en 1955, fut à l'origine d'un débat très intéressant entre intellectuels marxistes sur la notion de réalisme en littérature.

I. CALVINO (Santiago de Las Vega-Cuba 1923-Sienne 1985), l'un des écrivains italiens contemporains les plus connus et traduits, notamment en France. Parmi ses œuvres classiques, on peut citer la fameuse trilogie dans la tradition voltairienne des contes philosophiques : *Le Vicomte pourfendu* (1955), *Le Baron perché* (1957), qui obtint le pris littéraire Viareggio, et *Le Chevalier inexistant* (1959). Traducteur en italien de Fourier et de Queneau, il a participé avec Georges Pérec au développement de l'écriture expérimentale dans le cadre de l'OuliPo.

(11) Lors d'une interview donnée dans le cadre d'une émission radiophonique intitulée Nuova republier, en 1996, le représentant emblématique de ce qu'on a présenté longtemps comme la tendance de "gauche" du PCI, Pietro Ingrao, déstalinisé et déstalinisateur patenté, explique qu'il a été profondément troublé par la seconde intervention armée soviétique, car il avait pris pour argent comptant la déclaration faite par ces mêmes Soviétiques le 30 octobre sur le fait qu'ils n'avaient pas l'intention d'intervenir dans les affaires intérieures des pays de démocratie populaire. En quelque sorte, ce que nous disait Ingrao il y a dix ans (quarante ans après avoir approuvé de fait l'intervention et la répression contre les masses

lisme scientifique, et qui est l'idéal même des larges masses ; c) sur l'instauration de rapports entre les peuples, les Etats socialistes et les Partis communistes qui ne sont pas des rapports d'égalité et de fraternité, mais au contraire de subordination et d'ingérence ; d) sur une conception fétichiste du parti et du pouvoir socialiste, comme si l'on pouvait encore parler de pouvoir socialiste et de Parti communiste alors que manque précisément ce présupposé essentiel qu'est l'adhésion active de la classe ouvrière et de ses alliés naturels."

Une telle initiative, dont la direction du parti se saisit bien évidemment aussitôt pour alimenter sa propagande obsidionale traditionnelle pour éviter d'avoir à répondre sur le fond, était pourtant moins une trahison qu'un geste de simple bon sens. Qui pouvait croire en effet sérieusement, dans le climat de l'époque, que la direction aurait été prête à ouvrir un débat interne loyal sur une question qui mettait en cause de façon aussi vitale son allégeance à la bureaucratie soviétique, et, partant, sa propre légitimité et son existence même en tant que groupe dirigeant ?

L'historien S. Bertelli, dont nous avons déjà montré qu'il avait joué un rôle de premier plan dans toute l'affaire, rappelle en effet, dans un tout récent article publié dans la revue bimestrielle *IdeAzione* (13), comment l'exclusion, quelques années auparavant (en 1951), de deux militants importants et députés du parti (Valdo Magnani, qui était de surcroît secrétaire de l'importante fédération de la province de Reggio d'Emilie, et Aldo Cucchi) qui avaient eu le tort, aux yeux de la direction, de demander un libre débat sur le titisme, fut accompagnée de ce commentaire méprisant de Togliatti : *"Des poux peuvent venir se nicher même dans la crinière du plus noble destrier."*

Pourtant, l'emprise morale du caractère quasi sacral du "Parti de la classe ouvrière" était si forte que plusieurs signataires de la lettre se récusèrent dès qu'elle fut publiée dans la presse bourgeoise, ce qui montre au passage les grandes limites de cette initiative.

En effet, selon l'article de S. Bertelli déjà cité, beaucoup des signataires de la lettre quittèrent en fait le parti sans faire de vagues et en ne reprenant pas leur carte du parti pour 1957.

D'autres, après ce moment de rupture, choisirent de rentrer dans le rang et de rester dans l'organisation, tout en conservant des positions plus ou moins contestataires, comme celui qui allait devenir l'historien officiel du PCI, Paolo Spriano (14), ou cet autre historien de la

hongroises insurgées, comme le montrent ses interventions musclées à la réunion de la direction du parti du 30 octobre [cf. les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 31]), c'est : *"Une intervention, ça va, deux interventions : bonjours les dégâts !"*

Cela est d'autant plus commode comme position qu'il se remémore soudain en cette occasion (la mémoire joue parfois de ces tours !) d'une réaction parfaitement répugnante de Togliatti, à qui il était venu s'ouvrir de ces interrogations le 4 novembre, au lendemain de la seconde intervention soviétique, et qui lui aurait répondu en guise de tout réconfort : *"Eh bien, moi, je me suis autorisé un verre de vin de plus que d'habitude" (sic !)*, et que, bien loin de condamner une telle ignominie comme elle le mérite, 40 ans après (on ne le soulignera jamais assez !), il ose encore affirmer : *"Mais mon jugement sur Togliatti n'en est pas pour autant moins positif : le secrétaire général était et demeure un acteur extraordinaire de l'histoire, et pas seulement pour l'Italie. Cet épisode regrettable ne peut faire oublier que, sur la revue* Nuovi argomenti, *il fut le seul dirigeant du mouvement communiste international à ouvrir une discussion profonde sur le stalinisme et sur les faiblesses des positions de Khrouchtchev"* (cf. l'article de Guido Tiberga dans *La Stampa*, 14 février 1996, qui rapporte ces propos).

(12) C'est ce que révèle l'historien de l'économie Luciano Cafagna (Avellino 1926), alors adhérent du PCI, qui nous apprend aussi dans un article commémorant le trentième anniversaire de la révolte (*"In cucina, 101 firme contro Togliatti"* [101 signatures contre Togliatti dans ma cuisine], *Corriere della Sera*, 18 octobre 1986) que c'est dans la cuisine de son appartement romain de la Piazza Doria (à deux pas de la "via delle Botteghe oscure", siège légendaire du PCI) que fut rédigé ce fameux manifeste, dont le texte fut également remis en mains propres à un dirigeant du parti au siège de ce dernier par cet autre jeune historien communiste qu'était Sergio Bertelli (Bologne 1928), qui était alors secrétaire de l'Istituto Gramsci et fut évidemment démis de ses fonctions à la suite de cet acte d'insubordination.

(13) S. Bertelli, *Le mosche del comunismo* ("Les mouches du communisme"), *IdeAzione*, mars-avril 2006.

(14) P. Spriano (Turin 1925-Rome 1988), membre à l'origine du groupe antifasciste Gustizia e Libertà (Justice et Liberté), il n'adhéra au PCI qu'après la guerre, en 1946. Il est l'auteur d'une monumentale histoire du PCI en cinq vo-

littérature et critique assez percutant de l'esthétique officielle défendue par le parti, Alberto Asor Rosa (15).

D'autres, enfin, tentèrent de poursuivre le combat antistalinien et créèrent même des revues qui tentèrent de rassembler et de fédérer tous ceux qui avaient exprimé leur indignation devant la politique criminelle des dirigeants de la prétendue patrie du socialisme. Ce fut le cas des ex-communistes Antonio Giolitti (16) et Eugenio Reale (17), qui créèrent respectivement les publications *Passato e Presente* (dont la durée de vie fut brève, de 1958 à 1960) et *Corrispondenza socialista* ("Correspondance socialiste"), qui se fixait explicitement pour but de creuser le sillon de l'antistalinisme que la révolution hongroise avait si héroïquement tracé.

Une troisième tendance, moins médiatique certes, mais beaucoup plus radicale et conséquente, fut représentée par un groupe de militants oppositionnels du PCI qui avaient fondé dès le début de l'année 1955 un groupe et un bi-mensuel intitulé *Azione comunista,* et qui distribua dès le 25 octobre 1956 un tract (repris dans le numéro du journal du 15 novembre) dont le titre était *"Non si spara sugli operai !"* (On ne tire pas sur les ouvriers).

Ce document invitait les militants communistes des entreprises à suivre l'exemple de leurs camarades polonais et hongrois, et donc à demander des comptes aux Togliatti, Longo et compagnie, et à exiger à la veille du congrès du PCI des élections libres et à bulletin secret de la cellule au comité central.

Cependant, les militants qui animèrent cette opposition, en dépit de la justesse de leur orientation, ne furent pas eux non plus en mesure de faire céder l'appareil, qui vacilla certes, mais parvint à sauvegarder sa mainmise sur le parti et sur des vastes secteurs de la classe ouvrière. Néanmoins, on ne peut que contester les conclusions auxquelles aboutit Renzo Foa dans sa préface au tout récent ouvrage de Valentina Meliadò consacré au "Manifeste des 101" (18).

En effet, selon ces auteurs, la véritable raison de l'échec des oppositionnels aurait été de ne pas comprendre que ce que les événements de Hongrie avaient remis en cause, c'était les perspectives mêmes d'une politique anticapitaliste et de l'édification d'une société socialiste, dont la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 auraient révélé toute la vanité.

C'est ce qui expliquerait l'évolution du PCI condamnant d'abord douze ans après 1956 l'intervention en Tchécoslovaquie, puis, après un intervalle de douze nouvelles années, prononçant cette fois un verdict sans appel contre l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques et le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne pour tenter de préserver l'essentiel de son identité communiste.

---

lumes (*Storia del Partito Comunista Italiano*, Torino, Einaudi, 1967-1975) .

(15) ALBERTO ASOR ROSA (Rome 1933), professeur de littérature italienne à l'université de Rome-la Sapienza et personnalité en vue du monde intellectuel italien, coordinateur d'une grande encyclopédie de la littérature italienne en quinze volumes parue chez l'éditeur Einaudi et de très nombreux essais critiques, dont l'un constitue une critique acerbe du néo-populisme en vigueur dans les années 1950 et 1960 parmi la plupart des intellectuels communistes (A. ASOR ROSA, *Scrittori e popolo* ["Les écrivains et le peuple"], Roma, Savelli [Saggistica 3], 1965).

(16) A. GIOLITTI (Rome 1915), petit-fils du grand homme d'Etat Giovanni Giolitti (Dronero-Cuneo, 1842-1928), qui fut cinq fois président du Conseil (de 1892 à 1921), A. Giolitti adhéra au PC d'I vers 1940 et fut l'un des dirigeants de la Résistance dans le Piémont. Député communiste de 1946 à 1953, il quitta le PCI en 1957 pour adhérer au PSI, dont il fut député jusqu'en 1985, tout en occupant plusieurs fois le poste de ministre du Bilan dans des gouvernements de centre-gauche. Il adhéra à nouveau au PCI en 1987 et fut élu sénateur communiste dans les rangs de ce parti. Il s'est retiré de la vie politique en 1992.

(17) E. REALE (Naples 1905-1976) : condamné à dix ans de prison sous le fascisme, il émigra en France en 1937. Rentré en Italie, il dirigea le quotidien communiste *L'Unità* et occupa plusieurs postes institutionnels importants à l'époque des gouvernements d'unité nationale, dont celui d'ambassadeur à Varsovie. Il fut exclu du PCI pour sa critique sans concession des positions de Togliatti et de la direction au VIII[e] Congrès, qui se tint fin décembre 1956.

(18) V. MELIADO, *Il fallimento dei "101". Il Pci, l'Ungheria e gli intellettuali italiani* (« L'échec des "101". Le PCI, la Hongrie et les intellectuels italiens »), Prefazione di Renzo Foa con un'intervista inedita di Lucio Colletti (préface de R. Foa avec une interview inédite de L. Colletti), Roma, Liberal edizioni, 2006.

Il nous semble au contraire que c'est bien le début du déclin du stalinisme que marque l'insurrection hongroise de 1956 et que, s'il n'y a effectivement pas de solution de continuité entre le "pro-soviétisme" de 1956 et l'"euro-communisme" des années 1970-1980, c'est sur la base identique d'une opposition acharnée, dans l'un comme dans l'autre cas, au mouvement profond qui pousse inexorablement les sociétés dans la direction du socialisme et du communisme.

A cet égard, on peut reprendre l'analyse à laquelle se livre Livio Maitan dans une contribution consacrée à la théorie et à la politique du PCI dans la période 1944-1958 (19), et dans laquelle il montre, en évoquant une polémique surgie en décembre 1956 après le VIII[e] Congrès du PCI entre Togliatti et R. Garaudy, qui avait taxé le leader italien d'opportunisme pour avoir esquissé le programme d'une voie de transition au socialisme, que la singularité du PCI par rapport à son homologue français consiste à tenir un plus grand compte des conditions historiques concrètes de la lutte des classes, tout en en tirant des conclusions aussi contre-révolutionnaires, puisqu'elles aboutissent en fait, conformément aux intérêts de la bureaucratie comme couche au niveau international, à confiner dans le cadre de la stricte défense de l'ordre bourgeois les exigences de changement des masses (20).

Si 1956 est donc bien une année "inoubliable" encore cinquante ans après, c'est bien parce qu'elle contribue à montrer, en Italie aussi, la continuité profonde entre les positions prises par les directions opportunistes du mouvement ouvrier dans leur volonté inchangée de faire obstacle aux luttes d'hier et d'aujourd'hui pour l'émancipation sociale, politique et humaine.

F. La Brasca

---

(19) Cette vaste étude, intitulée *Teoria e politica comunista nel dopoguerra* ("Théorie et politique communiste dans l'après-guerre") a été originellement publiée en 1959 (Milano, Schwarz), mais a été reprise sous une forme abrégée dans LIVIO MAITAN, *PCI 1945-1969. Stalinismo e opportunismo* ("PCI 1945-1969. Stalinisme et opportunisme"), Roma, Samonà e Savelli (Biblioteca della sinistra : 5), 1969, pp. 11 à 229.

(20) LIVIO MAITAN, *Teoria e politica (...)*, in *PCI 1945-1969 (...)*, *cit.*, pp. 91 à 95 et 188-189.

La réunion du bureau politique du PC italien du 30 octobre 1956 consacrée à la Hongrie (II)

Nous publions ci-après l'ensemble des notes biographiques sur tous les participants de cette réunion qui reflète l'ampleur de la crise provoquée par la première intervention du Kremlin.

Par suite d'un incident incompréhensible, la dernière page du procès-verbal a disparu de la publication que nous en avons faite dans le n° 31 de notre revue. Nous la restituons donc.

Le premier paragraphe de ce passage restitué est la conclusion de l'intervention de Togliatti, qui insistait dans le paragraphe précédent sur la nécessité impérieuse de l'unité du Parti communiste italien face aux événements.

"Pas de réunion !" (Ingrao et Berlinguer)

Fin du procès-verbal

Togliatti : Convoquer le comité central ? Cela serait utile pour le mobiliser sur une base unitaire. Mais la situation hongroise n'est pas encore claire et nous risquerions de donner l'impression que nous connaissons une crise interne qui n'est pas aussi grave qu'on pourrait le croire.

Décisions :

Déplorer le commentaire de Di Vittorio non discuté avec la direction du parti, après la position erronée contenue dans le communiqué de la CGIL.

Publier un communiqué sur la réunion d'aujourd'hui.

Togliatti : A propos de la lettre des 101, il faut aller aux réunions, discuter, bien distinguer les positions des uns et des autres. Solliciter des accords de la part des cellules et des sections contre les méthodes antiparti. Si l'on découvre des éléments fractionnistes, il faudra prendre des mesures.

Dans les appareils, il faut qu'il n'y ait que des camarades totalement loyaux envers le parti.

Cependant, cela ne sera possible qu'après le congrès et devra être annoncé explicitement lors du congrès. La lettre ne doit pas être publiée, car elle a déjà été donnée à la presse bourgeoise. S'ils envoient un article contradictoire, nous le publierons accompagné d'une réponse.

Sereni : Il faut faire un appel moral à la bonne conduite communiste.

Ingrao : Je ne suis pas favorable à la réunion, nous risquons de nous trouver face à 50 à 100 personnes qui nous seront hostiles. Je suis d'accord pour publier la lettre accompagnée d'une réponse.

Berlinguer : Pas de réunion, mais publication de la lettre avec réponse.

Décisions :

Charger Ingrao et Berlinguer de préparer un projet de résolution à examiner en réunion de secrétariat.

Notes biographiques sur les membres de la direction

Présents : Togliatti (1), Longo (2), Amendola (3), Li Causi (4), Scoccimarro (5), Sereni (6), Roveda (7), Pajetta (8), Dozza (9), Di Vittorio (10), Colombi (11), Berlinguer (12), Secchia (13), Roasio (14), Montagnana M. (15), Montagnana R. (16), Pellegrini (17), Boldrini (18), D'Onofrio (19), Ingrao (20).

"Azione communiste" (21).

Nenni (22).

(1) PALMIRO TOGLIATTI (Gênes 1893-Yalta 1964) : collaborateur d'Antonio Gramsci dans l'*Ordine nuovo* lors du mouvement d'occupation des usines de 1919-1920, il fut le secrétaire général incontesté (objet d'un véritable culte de la personnalité comme son mentor Staline et son équivalent français Maurice Thorez, il était appelé dans le parti *"Il Migliore"* [le meilleur]) du PC d'I (Partito comunista d'Italia), devenu par la suite PCI (Partito comunista italiano), de 1927 à sa mort. Secrétaire du Comintern, dont il fut en quelque sorte le numéro 3 après Staline et Georges Dimitrov, il en appliqua partout avec zèle et détermination la politique contre-révolutionnaire. Nommé ministre d'abord sans portefeuille dans le second gouvernement (22 avril-8 juin 1944) du maréchal post-fasciste Pietro Badoglio, puis vice-président du Conseil dans le second gouvernement (12 décembre 1944-19 juin 1945) du social-démocrate Ivanoe Bonomi, il fut aussi ministre de la Justice dans le premier gouvernement (10 décembre 1945-1er juillet 1946) du démocrate-chrétien Alcide De Gasperi et contribua donc de manière notable, conformément à la politique de son parti et du Cominform stalinien, à redonner à la grande bourgeoisie italienne l'assise qu'elle avait largement perdue du fait de sa compromission avec le régime fasciste. Dans la période de la "détente", il développa la théorie dite du "polycentrisme" ou de la "voie italienne au socialisme" déjà lancée à la Libération sous le mot d'ordre du "partito nuovo" (parti nouveau), s'acquérant à bon compte dans certains milieux progressistes la réputation de "novateur" et d'"antistalinien", alors que, comme le montre de façon éclairante le présent document sur les événements de Hongrie, il resta jusqu'à sa mort l'exécutant fidèle de la politique de la bureaucratie.

(2) LUIGI LONGO (Fubine-Alessandria 1900-Rome 1980) : dirigeant du PC d'I, il fut inspecteur des brigades internationales en Espagne, où, en agent docile et zélé de l'appareil stalinien international, il participa à la féroce politique stalinienne de répression contre les trotskystes, les poumistes et les anarchistes, poussant la calomnie jusqu'à affirmer que les poumistes jouaient au football avec les franquistes sur le front d'Aragon. En 1943, il fut à l'initiative de la création des "brigades Garibaldi", formation de la résistance armée en Italie à laquelle appartenaient les hommes qui arrêtèrent Mussolini et l'exécutèrent le 27 avril 1945. Vice-président du Comité de libération nationale de la Haute-Italie, il fut l'un des organisateurs de l'insurrection armée du 25 avril 1945. Il succéda à Togliatti comme secrétaire général du PCI de 1964 à 1972, puis devint président du parti et le resta jusqu'à sa mort en 1980.

(3) GIORGIO AMENDOLA (Rome 1907-Rome 1980) : fils de Giovanni, un des dirigeants de l'opposition libérale au fascisme, qui mourut en 1926 à Cannes des suites d'une agression physique de la part de nervis fascistes, le jeune Giorgio, suite à ce drame, quitta Rome pour Naples, où, après avoir fréquenté les milieux antifascistes intellectuels, déçu par leur passivité, il finit par adhérer au Parti communiste d'Italie en 1929. Devenu secrétaire de la fédération napolitaine après l'arrestation de ses principaux dirigeants, il inaugura ses nouvelles responsabilités en envoyant au "centre" du parti à Paris une violente condamnation contre l'ex-dirigeant Amadeo Bordiga, un des principaux représentants de l'opposition de gauche dans le parti et dans l'Internationale. Au moment de l'adhésion de G. Amendola, le PC d'I inaugurait une nouvelle stratégie d'implantation d'un centre clandestin au sein même du pays (stratégie qui allait se révéler désastreuse par les pertes qu'elle provoqua dans l'organisation), conforme à la théorie stalinienne de la troisième période, qui, outre sa "brillante" analyse de la collusion entre social-démocratie et fascisme, prévoyait la chute imminente (!) de la dictature.

Amendola, qui va devenir après la guerre et qui restera jusqu'à sa mort le symbole de l'orientation "démocratique" et "réformiste" au sein du PCI, au point de faire figure de leader de la tendance "moderniste" (certains diraient "droitière") de cette organisation, adhéra alors avec enthousiasme à la théorie du social-fascisme, qu'il défendit ardemment au IVe Congrès du PC d'I, qui se tint à Cologne et Düsseldorf du 14 au 21 avril 1931, où il dénonça pêle-mêle les "renégats" comme Angelo Tasca (Cuneo 1892-Paris 1960), les socialistes Pietro Nenni et Arturo Labriola, et les antifascistes bourgeois de l'organisation "Giustizia e Libertà".

Ce zèle lui valut d'être intégré au centre du parti dans l'importante section de la propagande sous la direction de Ruggero Grieco.

Arrêté à Milan en juin 1932 lors d'une mission politique, il fut condamné à cinq ans de "confino" (relégation) dans l'île de Ponza, au large du Latium, où il resta jusqu'en 1937 ; puis, après un bref séjour à Rome, il reçut à nouveau l'ordre de rejoindre clandestinement le centre du parti à Paris à la fin octobre 1937, où il fut chargé de la direction de la Librairie franco-italienne de Paris.

En 1939, il se rendit à Tunis, où il fonda un quotidien destiné aux Italiens de Tunisie dans lequel il défendit une ligne idéologique destinée à arracher ces populations à l'influence politique et idéologique du fascisme sur la base d'une critique "patriotique" du régime fasciste, accusé d'avoir trahi les idéaux de l'Unité italienne en s'alliant à l'Allemagne nazie, qui allait jusqu'à inciter les Italiens de Tunisie à s'enrôler dans l'armée française.

Mais la signature du pacte germano-soviétique mit évidemment fin à cette expérience et Amendola revint à Paris, où il s'employa à militer en faveur de la neutralité italienne, conformément au tournant adopté par la direction de son pays, qui caractérisait à présent la guerre entre les Alliés et l'Axe de conflit inter-impérialiste.

Après le 22 juin 1941 (agression nazie contre l'URSS), il fut chargé de rassembler les travailleurs italiens et étrangers en un mouvement de solidarité avec l'URSS et de placer l'activité des militants communistes italiens présents en France sous l'autorité du PCF. Après 1942-1943, il fut chargé de maintenir les contacts entre la Résistance française et les francs-tireurs italiens commandés par Ilio Barontini (Cecina-Livourne 1890-Florence 1951).

Devenu l'un des principaux dirigeants du centre extérieur du parti dans le cadre de la nouvelle orientation d'unité antifasciste, Amendola fut à l'initiative du pacte d'unité d'action signé à Lyon le 3 mars 1943 entre le PC d'I (l'autre signataire au nom du parti était Giuseppe Dozza [également présent à cette réunion de 1956, cf. note ci-dessous]), le Parti socialiste italien (représenté par Giuseppe Saragat [Turin 1898-Rome 1988], futur président de la République de 1964 à 1971) et l'organisation "Giustizia e Libertà" (représentée par l'écrivain d'origine sarde Emilio Lussu [Armungia-Cagliari 1890-Rome 1975]).

Surpris par l'arrestation et l'emprisonnement de Mussolini le 25 juillet 1943, il fut envoyé à Rome par le parti et se fit le porte-parole de la proposition de constitution d'un gouvernement d'unité nationale avec ce même Badoglio, dont il réussit à obtenir la libération des communistes relégués et emprisonnés.

Le 9 septembre 1943, il fut le seul dirigeant communiste présent à la réunion où les responsables des six principaux partis antifascistes (PCI, PSI, Partito d'azione [Pd'a : Parti de l'action], Démocratie chrétienne, Democrazia del Lavoro [Démocratie du travail], Parti libéral) décidèrent de se transformer de simple Comité des oppositions en Comité de libération nationale (CLN), même s'il accepta de s'effacer derrière son camarade de parti Mauro Scoccimarro (cf. note 5 ci-dessous), qui devint le représentant officiel dans cette instance.

Amendola fut également membre de la junte militaire tripartite (constituée entre le PCI, le PSI et le Pd'a) et responsable politique des GAP (Gruppi d'azione patriottica [Groupes d'action patriotique]), qui se lancèrent dans des actions militaires controversées comme l'attentat de la via Rasella, à Rome, le 23 mars 1944 (32 policiers nazis tués), ce qui provoqua en représailles le sinistre massacre des Fosses ardéatines, qui se traduisit par l'exécution de 335 otages par les troupes nazies du maréchal Albert Kesselring et du colonel SS Herbert Kapler (cet épisode tragique inspira le magnifique film de Roberto Rossellini, chef d'œuvre reconnu et film modèle du cinéma néo-réaliste italien, *Rome ville ouverte* [1945]).

Après le retour de P. Togliatti en Italie le 27 mars 1944 et le fameux "tournant de Salerne", invitant les communistes à ne pas poser la "question institutionnelle" (c'est-à-dire, en clair, celle de l'instauration d'une république pour remplacer la monarchie faillie), Amendola épouse sans difficulté cette nouvelle inflexion de la ligne et occupe des responsabilités importantes dans la lutte militaire contre les nazis-fascistes qui se poursuit dans le nord de l'Italie. Il est notamment actif en Emilie, en Vénétie et à Turin, où il est l'un des organisateurs de la grève insurrectionnelle du 18 avril 1945.

A la Libération, il intègre naturellement le noyau dirigeant. Il entre au comité central et à la direction du parti au V[e] Congrès de Rome (29 décembre 1945-5 janvier 1946), le premier congrès qui se tient après la Libération, et y restera jusqu'à sa mort.

Le 2 juin 1946, il est élu député de l'Assemblée constituante et est nommé en 1947 secrétaire régional du PCI pour les régions méridionales de la Campanie, du Molise et de la Lucanie (Basilicate), responsabilité qu'il occupera jusqu'en 1953, tout en conservant jusqu'au bout une influence importante dans la fédération de Naples et en Campanie.

Elu député pour la première fois en avril 1948 dans le collège Naples-Caserte, il fut constamment réélu dans les sept législatures successives jusqu'à la veille de sa mort, en 1979.

Dans l'atmosphère empoisonnée qui précéda et qui suivit immédiatement la mort de Staline, puis l'élimination de Beria, Togliatti s'était persuadé que Pietro Secchia (cf. note ci-dessous), homme lige de la direction soviétique dans le PCI et titulaire de la fonction stratégique de secrétaire à l'organisation, complotait pour l'éliminer. Aussi choisit-il G. Amendola pour remplacer ce dernier à ce poste essentiel, ce qui fut finalement entériné lors de la IV[e] conférence d'organisation qui se tint à Rome du 9 au 14 janvier 1955.

Amendola se maintiendra à cette responsabilité jusqu'au IX[e] Congrès du parti, qui se tint à Rome du 30 janvier au 4 février 1960.

Après le IX[e] Congrès, Amendola fut affecté à la direction de la commission du travail de masse et de la section économique du parti. Il eut l'occasion d'y développer sa conception "novatrice" du rôle et de l'action du parti dans une situation de développement du capitalisme qui rendait selon lui obsolètes ce qu'il qualifiait de "vieux" schémas de la théorie marxiste.

Il développa notamment la conception réformiste d'une "programmation démocratique", apte selon lui à répondre aux nouveaux défis posés à la classe ouvrière par le néo-capitalisme de l'après-guerre.

Au XI[e] Congrès du parti, qui se tint à Rome en 1966, Amendola fut de manière très significative promu au bureau politique récemment créé pour assister la direction, et il le restera jusqu'en 1975, définissant ainsi la politique économique de plus en plus droitière du parti dans le cadre d'un organisme, le CeSPE (Centro Studi Politica Economica-Centre d'étude de politique économique), qui fut à l'origine de nombre de colloques et de rencontres à caractère technique.

La fin de la carrière politique d'Amendola fut marquée par un militantisme européen extrêmement actif. Il fit son entrée dans les institutions communautaires européennes de Strasbourg dès 1969 et fut évidemment élu au Parlement européen dès les premières élections de celui-ci au suffrage universel en 1979, non sans avoir bataillé au sein même de son parti pour faire figurer sur la liste de ce dernier, au titre des indépendants, le commissaire Alterio Spinelli (Rome 1907-*idem* 1986), militant de la première heure du fédéralisme européen et qui sera à l'origine de l'adoption en 1984 d'un projet de traité constitutionnel européen dont il a été question dans l'actualité politique de ces toutes dernières années.

Sur le plan de la politique intérieure italienne, Amendola se fit de plus en plus le porte-parole en Italie de la lutte contre le prétendu corporatisme des organisations syndicales ouvrières, qui avaient à son sens le tort de lutter de façon trop résolue contre la politique de démantèlement et de casse industrielle menée par le grand patronat et les divers gouvernements à son service.

Nous ne pouvons nous empêcher de voir une certaine continuité entre l'adversaire résolu de l'insurrection ouvrière et antistalinienne de 1956 et le défenseur indéfectible de l'ordre bourgeois de l'impérialisme putrescent de la fin des années 1970 *(source : article de Michele Fatica in* Dizionario Biografico degli Italiani *[dorénavant* DBDI*], Roma, Istituto per l'Enciclopedia italiana, vol. 37 supplément A-C, 1988).*

(4) Girolamo Li Causi (Termini Imerese-Palerme 1896-1977) : membre de la fraction maximaliste du PSI, il adhéra au PC d'I en 1924, fut arrêté en 1928 et condamné à vingt et un ans de prison. Libéré en 1943, il rejoignit le nord de l'Italie, où il participa à la lutte du CLNAI (Comitato di Liberazione Nazionale dell'Alta Italia – Comité de libération nationale de la Haute-Italie). Il fut élu député du PCI en 1948. Il fut actif dans sa région (la Sicile) au cours de la lutte qui opposa le mouvement ouvrier et paysan aux violences perpétrées par le banditisme mafieux au service des intérêts anglo-américains et démocrates-chrétiens pour la défense du statu quo politique et social dans l'île et dans le pays tout entier (sur ce point, on se reportera au très beau film de Francesco Rosi, *Salvatore Giuliano*, 1961).

(5) Mauro Scoccimarro (Udine 1895-Rome 1972) : interventionniste au moment

de la Première Guerre mondiale, qu'il fit en tant que sous-lieutenant du corps d'élite des chasseurs alpins et qu'il termina avec une médaille civile et militaire et avec le grade de capitaine. Mais les horreurs des combats le firent évoluer vers le pacifisme, et, en 1917, il adhéra au PSI, dont il se détacha par la suite pour adhérer dès 1921 au jeune PC d'I, qui venait de scissionner de la maison mère. Il devint avec Antonio Gramsci l'un des principaux leaders du jeune parti au moment de l'enlèvement et de l'assassinat par des hommes de main fascistes du député socialiste réformiste Giacomo Matteotti (1924). Il représenta aussi le PC d'I auprès des instances de la IIIe Internationale.

Il fut ensuite arrêté en 1926 et condamné par le tribunal spécial pour activités antifascistes à vingt ans de prison, qui furent commués en une peine de relégation. Il fut libéré par des partisans communistes le 17 août 1943 et participa à la résistance dans les brigades Garibaldi.

A la Libération, il devint ministre des Finances dans le gouvernement de F. Parri (21 juin-24 novembre 1945), puis dans le premier et le second cabinets A. De Gasperi (10 décembre 1945-20 janvier 1947).

En 1948, il fut élu sénateur à vie et fut même vice-président du Sénat de 1958 à sa mort. Considéré comme un représentant de la vieille garde stalinienne (son unique intervention dans le présent débat laisse percer sous la langue de bois bureaucratique une certaine acrimonie anti-khrouchtchévienne), il fut mis à l'écart dans le parti dans les années 1960.

(6) EMILIO SERENI (Rome 1907-*idem* 1977) : ayant adhéré au PC d'I en 1928, il dut se réfugier en France. Après la Résistance, il fit partie de l'Assemblée constituante, et, en 1948, devint le responsable de la politique culturelle du parti. Il collabora à la revue *Società* et fut le promoteur de l'Alleanza della cultura (Alliance de la culture), association fondée à Florence le 20 février 1948 et qui regroupait de nombreux artistes, écrivains et intellectuels gravitant autour du PCI. Intellectuel et historien de renom (il est notamment l'auteur d'essais estimables sur la question agraire en Italie), E. Sereni fut aussi un fervent partisan des thèses jadnoviennes et prit parti pour les pseudo-théories de Lyssenko au nom de la conception délirante stalinienne des deux sciences (prolétarienne et bourgeoise). Dans la préface d'un recueil d'essais datant de 1949 (*Scienza, marxismo, cultura* — Science, marxisme, culture, Milano, edizioni sociali, p. 9), il n'hésitera pas ainsi à écrire cette énormité : *"On ne saurait comprendre Gramsci sans Staline et sans Jdanov."*

(7) GIOVANNI ROVEDA (Mortara-Pavie 1894-Turin 1962) : ouvrier lithographe, il adhère aux Jeunesses socialistes à l'âge de 15 ans (1909). Deux ans plus tard, il se fait connaître pour sa participation aux manifestations de protestation contre l'expédition coloniale italienne en Lybie, puis, un peu plus tard, à celles organisées contre la guerre mondiale. Militant, puis permanent syndical après la guerre, en 1919 il devient secrétaire national de la fédération syndicale des travailleurs du bois. Membre du comité exécutif de la section socialiste de Turin, il collabore à l'*Ordine nuovo* de A. Gramsci, P. Togliatti, Alfonso Leonetti et A. Tasca, et participe activement à l'occupation des usines en 1920.

L'année suivante, il est parmi les membres fondateurs du PC d'I, dont il dirige la section turinoise.

En tant que secrétaire général de la chambre du travail de la capitale piémontaise, il doit subir à plusieurs reprises les violences des bandes fascistes.

Après les lois d'exception promulguées en 1926 par Mussolini, suite aux protestations suscitées par l'assassinat de Matteotti, G. Roveda (voir note 7 ci-dessus), membre du comité central du parti, est arrêté et déféré devant le tribunal spécial, qui le condamne avec Gramsci et Umberto Terracini (voir note 18 ci-dessous) à vingt ans et quatre mois de réclusion.

Libéré après onze années de détention, il est expédié en relégation dans l'île de Ponza au printemps 1937. De Ponza, il fut ensuite transféré dans l'île de Ventotene, où il resta jusqu'en mars 1943, date à laquelle il parvint à s'évader. Au lendemain de la chute du fascisme, il est à Rome, où il est nommé par le gouvernement Badoglio en même temps que le syndicaliste socialiste réformiste Bruno Buozzi commissaire chargé des fédérations syndicales.

Cette nomination n'est pas sans créer une certaine polémique chez les militants et dirigeants communistes italiens en exil en France, ainsi que dans le PCF, où Roveda est accusé d'opportunisme et d'excessive complaisance envers Badoglio, dont on craint une possible dérive à la Darlan.

Il est arrêté en décembre 1943 à Vérone, alors qu'il couvre son action politique et syndicale sous l'appartenance à une organisation dépendant du Vatican. Emprisonné à Vérone, il est libéré le 14 juillet 1944 au cours d'une action de commando très sanglante des GAP, puis est désigné comme membre de la direction provisoire du PCI en Italie du Nord.

En avril 1945, il participe à l'insurrection turinoise dite des "cinq journées" et, le 28 avril, est nommé maire de la ville par le CLN régional et le resta jusqu'en 1946, date à laquelle il fut élu député à l'Assemblée constituante. Il revint ensuite à l'activité syndicale et dirigea d'abord la chambre du travail de Turin, puis, de 1946 à 1956 (année où se situe la présente réunion de la direction), il est secrétaire national de la FIOM (fédération des ouvriers de la métallurgie, véritable bastion du PCI), puis, à partir de cette même année 1956, dirigeant de la Fédération syndicale mondiale de la métallurgie. Selon les traditions staliniennes de l'époque, il était dans le même temps membre de la direction du PCI et sénateur d'abord de droit à partir de 1948, puis élu à partir de 1953.

(8) GIANCARLO PAJETTA (Turin 1911-Rome 1990) : surnommé dans le Parti *"Il ragazzo rosso"* (le môme rouge), il fut certainement jusqu'à sa mort l'une de ses personnalités les plus appréciées dans le parti en raison de son passé militant et de son indéniable talent de propagandiste et de polémiste, qui le faisait craindre de ses adversaires politiques.

Né dans une famille *"athée, mais profondément religieuse"*, comme il le dira plaisamment, il adhéra à la Jeunesse communiste dès 1925, à l'âge de 14 ans, et fut arrêté deux ans plus tard par la police fasciste et condamné à deux ans de prison par le tribunal spécial. De nouveau arrêté en 1933, il est à nouveau condamné, cette fois à vingt et un ans de prison, mais est libéré après l'armistice du 8 septembre 1943. Il intégra les brigades Garibaldi, dont il devint vice-commandant général. Il devint également le représentant du CLN de l'Italie du Nord auprès du gouvernement de Rome.

Après la Libération, il est élu au comité central du PCI et devient secrétaire régional de la très importante région lombarde. Elu député en 1948, il le resta jusqu'à sa mort et fut promu la même année membre du secrétariat, auquel il siégea jusqu'en 1986. Au sein du parti, il fut successivement chargé des secteurs stratégiques de la propagande, puis des relations internationales.

(9) GIUSEPPE DOZZA (Bologne 1901-*idem* 1974), de famille modeste, il dut abandonner l'école à l'âge de 12 ans et fut employé comme garçon de course dans une agence de voyages. Il adhéra à la Fédération de la Jeunesse socialiste à l'âge de 14 ans et en devint bientôt le dirigeant régional.

C'est en 1918 qu'il adhéra au PSI et il fut fiché dès 1919 comme appartenant à la fraction révolutionnaire de ce dernier. Lié à la tendance abstentionniste bordiguiste, il fut membre fondateur du PC d'I et de la Fédération de la Jeunesse communiste en janvier 1921, et devint aussitôt permanent et secrétaire de la fédération de Bologne.

En son absence, son domicile est attaqué par un groupe fasciste armé de bombes incendiaires et dirigé par Dino Grandi, l'un des fondateurs du parti fasciste et futur ministre des Affaires étrangères de Mussolini.

Arrêté et condamné à plusieurs reprises pour *"incitation à la haine de classe"*, il devint dès 1923 secrétaire de la Fédération de la Jeunesse communiste. Dans les années 1924-1925, il abandonna la fraction bordiguiste pour se rallier aux positions du "centre" incarnées par A. Gramsci et victorieuses au congrès de Lyon de janvier 1926.

En juillet 1927, il fut envoyé à Moscou comme représentant de la Fédération de la Jeunesse communiste d'Italie auprès de l'Internationale communiste de la jeunesse (KIM), et ce fut Luigi Longo qui le remplaça à la tête de la FGC d'I (Federazione della gioventù comunista d'Italia).

Promu au comité central du parti, il appuya la politique de "radicalisation" impulsée par le VII[e] Congrès de l'IC (été 1928) et le dixième plénum du comité exécutif de juillet 1929.

Il approuve l'exclusion des oppositionnels de droite et de gauche (A. Tasca, A. Bordiga et "le groupe des trois" — Alfonso Leonetti, Paolo Ravazzoli, Pietro Tresso —, qui formèrent la NOI [Nuova opposizione italiana], qui rejoignit l'opposition de gauche dirigée par Trotsky, puis la IV[e] Internationale) et est par la suite chargé de superviser l'action des militants communistes italiens organisés dans le PCF et la CGTU.

Promu au bureau politique au IV[e] Congrès du PCI d'avril 1931 à Cologne, il est chargé

du secteur d'agitation et de propagande et est envoyé de nouveau à Moscou pour représenter le Parti italien au comité exécutif de l'Internationale.

Devant l'échec patent de la politique triomphaliste et aventuriste menée par la direction du parti en Italie, G. Dozza fut de ceux qui approuvèrent le tournant "unitaire" qui ira bien au-delà des organisations sociales-démocrates et antifascistes bourgeoises, puisqu'il s'adressera aux *"frères en chemise noire"*, les invitant à une union patriotique pour exiger l'application du programme "social" du premier fascisme de 1919 contre la poignée de profiteurs qui accaparaient le pouvoir et l'économie (les "deux cents familles" transalpines, en quelque sorte). Cette ligne aboutit à ce document étonnant (traduit dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*) publié dans la revue théorique du PC d'I *Lo Stato operaio* ("L'Etat ouvrier") en août 1936 et intitulé *Per la salvezza dell'Italia, riconciliazione del, popolo italiano !* ("Pour le salut de l'Italie, réconciliation du peuple italien !").

Les événements d'Espagne incitèrent bien entendu Togliatti à mettre en sourdine cette "ouverture", qui aurait pu être comprise comme une atténuation de l'engagement antifasciste du parti, et G. Dozza fut alors chargé par le bureau politique d'une lutte résolue contre les éléments trotsko-bordiguistes et les complaisances dont ils pouvaient bénéficier au sein même du parti. Mais le travail de véritable "flicage" auquel il se livra dans le cadre de cette mission ne parut pas encore assez incisif au représentant du PCI auprès de l'IC, Giuseppe Berti, qui l'attaqua et le contraignit à reconnaître dans une autocritique devant le comité central l'insuffisante vigilance dont il avait fait preuve en la matière en soutenant qu'une véritable politique de masse pourrait être suffisante pour mener la lutte impitoyable qui s'imposait contre les *"provocateurs trotsko-bordiguistes"* et leurs complices.

En 1938, son action en tant que responsable des cadres et de l'organisation fut encore mise sur la sellette par la nouvelle direction du parti (R. Grieco, G. Di Vittorio [voir note 10 ci-dessus], Giuseppe Berti, Antonio Roasio [voir note 14 ci-dessous]) mise en place par le comité exécutif de l'IC.

La signature du pacte germano-soviétique le contraignit à entrer dans une clandestinité profonde et il trouva refuge à Cabirol, dans la région toulousaine, en compagnie d'E. Sereni (voir note 6 ci-dessus) et de Francesco Scotti.

A partir de 1941, suite à l'invasion de l'URSS par les troupes nazies en juin, il tissa des liens avec les socialistes Pietro Nenni et G. Saragat, ainsi qu'avec les membres du Pd'a Silvio Trentin et Fausto Nitti, également réfugiés dans le sud-ouest de la France, et constitua avec eux le Comité d'action pour l'union du peuple italien.

Rentré en Italie en septembre 1943, il devint le représentant du parti au CLN de Milan.

Après avoir participé à la grève générale de septembre 1944 dans la capitale lombarde, il retourne à Bologne, dont le parti songeait à le nommer maire,

Membre du CLN et du triumvirat insurrectionnel, Dozza fut l'un des maîtres d'œuvre du plan d'offensive et participa également à la remise sur pied de structures syndicales (Federterra pour les travailleurs agricoles, la FIOM pour les métallurgistes, la Flef-Fédération des travailleurs du bâtiment et des hauts-fourneaux) au niveau de la ville et du département.

Le 7 mai, le gouvernement militaire allié le reconnaîtra comme maire à compter du 22 avril.

En juin, Dozza devint membre du comité fédéral de Bologne, et, en octobre, il fut désigné comme délégué au V[e] Congrès du parti, qui devait s'ouvrir à Rome le 29 décembre suivant.

Après le VII[e] Congrès (1951), il fut coopté à la direction comme membre suppléant et en deviendra membre à part entière à la conférence nationale d'organisation de janvier 1955, un peu plus d'un an avant cette réunion de fin octobre 1956.

Il fut réélu maire de Bologne aux élections municipales du 24 mars 1946 à la tête d'une liste unitaire PCI-PSI et fut également élu à l'Assemblée constituante le 2 juin suivant.

Il pratiqua une large politique d'alliance non seulement avec les socialistes et les sociaux-démocrates, mais aussi avec une liste indépendante qui représentait les intérêts des couches moyennes, pour être réélu à la tête de la municipalité lors des élections des 27-28 mai 1951, et fit de même en s'appuyant encore davantage sur le réseau serré des coopératives pour obtenir sa nouvelle réélection lors des municipales des 28-29 mai 1956.

Il fut à nouveau réélu aux municipales des 6-7 novembre 1960 et une cinquième fois en novembre 1964, et devint dans le parti un partisan du soutien sans participation aux gouvernements de centre-gauche d'alliance entre la Démocratie chrétienne, le PSI et le PDSDI (Parti social-démocrate italien) *(source : article de Paolo Tirelli,* DBDI, *vol. 41, 1992).*

(10) GIUSEPPE DI VITTORIO (Cerignola-Foggia 1892-Lecco-Côme 1957) : issu d'une famille paysanne convertie au protestantisme comme un certain nombre de familles des Pouilles influencées par des éléments issus de l'émigration italienne aux Etats-Unis, G. Di Vittorio dut commencer à travailler comme journalier agricole dès l'âge de 8 ans.

Dès l'âge de 10 ans, il participe aux actions revendicatives menées par la Ligue d'ouvriers agricoles à laquelle il appartient, et, en 1904, voit mourir à ses côtés un de ses camarades atteint par les balles des soldats chargé de les réprimer.

En 1907, il fonde à Cerignola un cercle des Jeunesses socialistes et prend très vite la direction de la ligue paysanne et de la chambre du travail de la localité de Minervino Murge.

En 1911, Di Vittorio fit un premier voyage à Florence pour y apporter l'adhésion de son cercle à une fédération de jeunes syndicalistes qui s'était constituée à Parme en opposition avec celle adhérant au PSI ; il y rencontra des personnalités du monde syndical de l'époque qui seront par la suite les fondateurs du syndicalisme révolutionnaire de l'UIL (Unione italiana del lavoro-Union italienne du travail) et seront interventionnistes, puis, pour certains, fascistes "de gauche".

Di Vittorio adhéra au syndicalisme révolutionnaire sans rompre pour autant avec le PSI. Contraint de se réfugier à Lugano à la suite de sa participation à la semaine rouge de Bari en juin 1914, il y parfait ses lectures et sa formation de syndicaliste révolutionnaire.

De retour dans les Pouilles, il fut tout d'abord surpris par le virage des syndicalistes révolutionnaires, tous passés dans le camp de l'interventionnisme, mais il finit par se rallier à cette option, et, s'étant enrôlé, il fut affecté, en raison de sa réputation d'élément subversif, dans un corps disciplinaire, le 1er régiment de bersagliers. Sérieusement blessé en 1916 lors de la célèbre offensive sur le plateau d'Asiago (province de Vicence), il finit la guerre sous étroite surveillance dans divers institutions militaires à Rome, en Sardaigne, à Palerme et même à Porto Bardia (aujourd'hui Bardiyah), localité de l'est de la Cyrénaïque (Lybie), à la frontière égyptienne, où il se lia d'amitié avec un autre militant, Aladino Bibolotti (Massa 1891-1951), qui allait être l'un des membres fondateurs du PC d'I en 1921.

Rentré dans sa province, Di Vittorio reprend son activité militante de syndicaliste révolutionnaire au sein de l'USI (Unione sindacale italiana), mais se rapproche de plus en plus du syndicalisme confédéré (CGDL) et des éléments de gauche du PSI. Aux élections de mai 1921, il fut même élu comme indépendant sur les listes socialistes.

Luttant pour l'unité ouvrière de toutes les composantes du mouvement syndical (CGDL, USI, UIL), il entretint même des contacts avec des éléments proches de D'Annunzio et du syndicalisme fasciste.

Il finit par adhérer au PSI en septembre 1923 dans la fraction des "terzinternazionalisti" (favorables à l'adhésion à la IIIe Internationale et à la confluence dans le tout jeune PC d'I), puis il se présenta comme candidat à la députation sur les listes du PC d'I aux dernières élections libres avant la Libération d'avril 1924. Il rejoignit enfin le PC en août de la même année et se spécialisa sous la direction de R. Grieco, originaire de la même région que lui, dans les questions de politique agraire, allant même jusqu'à collaborer avec le leader des syndicats agraires "blancs" Guido Miglioli (Pozzaglio-Crémone 1879-Milan 1954), catholique d'extrême gauche et opposant au fascisme, qui finira par ailleurs par adhérer à la Krestintern. Arrêté une première fois, il passa quelques mois en prison (de septembre 1925 à mai 1926), puis fut condamné plus sévèrement par le tribunal spécial au mois de novembre de cette même année 1926 à douze ans d'emprisonnement.

Il s'exila alors en France, où il devint l'un des principaux dirigeants de l'émigration antifasciste, d'abord comme membre du comité central du PC d'I partir de 1928, puis comme responsable de la CGDL.

G. Di Vittorio participa ensuite à la guerre civile espagnole dans les rangs des brigades internationales et dirigea à Paris le périodique destiné aux émigrés antifascistes italiens, *La voce degli Italiani* ("La Voix des Italiens"), auquel participait également, nous

l'avons vu, G. Amendola. Arrêté par la Gestapo en 1941, il fut remis aux autorités fascistes italiennes, qui l'envoyèrent en relégation dans l'île de Ventotene, dont il ne fut libéré qu'en juillet 1943 après la chute de Mussolini.

Il travailla ensuite avec B. Buozzi (assassiné en 1944 par les nazis lors des représailles des Fosses ardéatines dont nous avons parlé plus haut), le socialiste Emilio Canevari et le démocrate-chrétien Achille Grandi (Côme 1883-Desio-Milan 1946), ancien secrétaire de la confédération syndicale chrétienne (CIL, Confederazione italiana del lavoro), à la constitution d'une grande CGIL (Confederazione generale italiana del lavoro) unitaire constituée le 9 avril 1944 lors du pacte de Rome, et dont il deviendra le secrétaire général.

L'unité syndicale vola en éclats lors du déclenchement de la guerre froide, avec le départ des militants démocrates-chrétiens en 1948 suite à la décision de la confédération de lancer une grève générale pour protester contre l'attentat dont avait était victime le secrétaire général du PCI, P. Togliatti (14 juillet 1948), puis par la scission en 1950 du courant laïque et social-démocrate qui formera l'UIL (Unione italiana del lavoro).

Elu sénateur lors de la première législature (1948-1953), puis sénateur lors de la seconde (1953-1957), Di Vittorio, désormais à la tête de la CGIL et élu président de la Fédération syndicale mondiale (FSM), eut alors comme objectif de préserver l'unité entre communistes et socialistes du PSI qui étaient demeurés dans la CGIL.

Cela explique en grande partie sa position singulière au sein de la bureaucratie stalinienne, qui prit une forme spectaculaire dans cette déclaration du 27 octobre du secrétariat confédéral qui condamnait clairement l'intervention de troupes étrangères en Hongrie, ce que la direction post-stalinienne du parti ne pouvait bien entendu en aucun cas accepter, comme le montre le véritable tir de barrage dont il est ici la victime, et qui le contraindra à faire, le 4 novembre, une déclaration à l'agence de presse Ansa dont le caractère palinodique est bien illustré par la phrase suivante : *"Le député Togliatti, en raison de toutes les éminentes qualités en matière culturelle, d'expérience et d'équilibre politique que tout le monde lui reconnaît, est l'homme qui, plus que tout autre, est en mesure de garantir une juste direction au PCI."*

G. Di Vittorio mourut un an après presque jour pour jour, le 3 novembre 1957, à Lecco, dans la province de Côme, où il s'était rendu pour inaugurer la chambre du travail (CDL) locale *(source : article de Piero Craveri,* DBDI, *vol. 40, 1991).*

(11) Arturo Raffaello Colombi (Massa Carrara 1900-Rome 1983) : issu d'une famille ouvrière, son père était socialiste, et sa mère, ouvrière de l'industrie textile, mourut alors qu'il était encore enfant. A. Colombi quitta sa région natale du nord de la Toscane à l'âge de 9 ans pour aller vivre à Vergato, dans la province de Bologne, où il commença à travailler comme ouvrier du bâtiment. Il commença à militer très jeune dans les rangs de la Jeunesse socialiste et devint secrétaire d'abord de la section de Vergato à 16 ans, puis responsable de la direction provinciale du syndicat du bâtiment au sortir de la guerre, à l'âge de 19 ans.

Il était alors membre de la fraction abstentionniste du Parti socialiste et adhéra donc au jeune PC d'I dès le congrès fondateur de Livourne, en janvier 1921.

D'un grand courage physique, il s'engagea pleinement dans les dures batailles de ces années tourmentées et fut condamné une première fois à six mois de prison en 1921 pour avoir prétendument agressé le secrétaire de la section fasciste locale. De nouveau arrêté en 1923, il réussit à émigrer en France, d'abord à Reims, puis à Lyon, où il participa au III^{e} Congrès du PC d'I, qui se tint dans cette ville en janvier 1926.

Il fut élu à la tête du groupe lyonnais du PC d'I et fut délégué de son parti au IV^{e} Congrès de l'IC, qui se tint à Moscou en juillet-août 1928.

C'est également à Moscou qu'il suivit les cours de l'école léniniste de 1929 à 1931.

Rentré clandestinement en Italie en application de la nouvelle politique de la direction du parti de constituer un centre à l'intérieur du pays, il déploya son activité militante en Emilie, puis en Ligurie, tout en gardant contact avec le centre de Paris, qui le coopta au bureau politique en 1932.

Il fut arrêté à Gênes en septembre 1933 et connut divers lieux de détention et de relégation.

En juillet 1934, il fut condamné à 18 ans de prison par le tribunal spécial et fut détenu d'abord à Civitavecchia avec Umberto Terracini (voir note 18 ci-dessus), E. Sereni et G. Pajetta (voir respectivement notes 6 et 8

ci-dessus). Amnistié, il fut relégué dans l'île de Ventotene, où il prit la direction de l'organisation clandestine du PC d'I.

Libéré le 20 juillet 1943, il rentra à Bologne, où il prit la tête de la fédération communiste.

A la mi-septembre, il se rendit à Turin et y devint secrétaire de la fédération du Parti communiste clandestin. Il fut le directeur de la publication clandestine *Il grido di Spartaco* (Le cri de Spartacus) et s'occupa de la formation des GAP (Groupes d'action partisane), il fut à l'initiative des comités d'agitation qui jouèrent ensuite un grand rôle pour faire confluer la protestation des ouvriers des usines et celle de l'ensemble de la population lors des grèves de mai 1944.

Après la libération de Rome, il fut membre du triumvirat insurrectionnel du Piémont et participa à la direction de la résistance armée dans le nord du pays.

Au début de l'année 1945, il fut envoyé à Milan, où il assuma la responsabilité de l'agitation et de la propagande, ainsi que celle des éditions clandestines des publications communistes *L'Unità* et *Nostra Lotta* ("Notre Lutte") avec Eugenio Curiel (Trieste 1921-Milan 1945), fondateur du Front de la jeunesse, qui fut tué par les fascistes.

Considéré comme l'un des chefs légendaires de la résistance communiste, il siégea à la direction du parti et occupa des mandats électifs de sénateur, puis de député, jusqu'en 1979.

Secrétaire de la fédération stratégique de Bologne du PCI jusqu'en 1947, il dirigea ensuite le comité régional d'Emilie-Romagne jusqu'en 1948, puis de Lombardie.

A l'époque de la présente réunion, il était responsable de la section agraire du PCI, un poste qu'il gardera jusqu'en 1969 *(source : article de F. M. Biscione,* DBDI, *vol. 34, Supplemento A-C, 1988).*

(12) Enrico Berlinguer (Sassari 1922-Padoue 1984), né en Sardaigne dans une famille aristocratique, mais démocrate. G. Pajetta disait de lui plaisamment *"qu'il s'était inscrit tout jeune à la direction du PCI".*

D'abord proche des idées anarchistes, c'est dès 1937 qu'il prend contact avec les milieux de l'antifascisme sarde. Influencé par le marxisme, il adhère au PCI en 1943 et participe à la résistance dans les rangs des brigades Garibaldi et est même emprisonné pendant trois mois suite à sa participation à des manifestations de protestation contre le régime.

Après son installation à Rome, il fut élu très jeune au comité central du parti et accéda au poste très important de secrétaire de la Fédération de la Jeunesse communiste dès 1949 et le restera précisément jusqu'en 1956.

L'année suivante, il devient secrétaire de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), organisation importante du dispositif hégémonique de la bureaucratie soviétique.

Devenu le numéro 2 du parti à la mort de Togliatti en 1964, puis officiellement nommé secrétaire général adjoint de Longo au XII[e] Congrès en 1969, puis secrétaire général de 1972 à sa mort, Berlinguer multiplia les déclarations de rupture avec la bureaucratie du Kremlin : refus au nom du PCI de signer le document final de la dernière conférence internationale des Partis communistes qui se tint à Moscou en 1969, officialisation de la politique de "rupture" (strappo) avec le mouvement communiste international lors du congrès du PCUS de 1976, où il prononça un discours en faveur du multipartisme, tentative d'élaboration avec les directions du PCF (Georges Marchais) et du PCE (Santiago Carrillo) d'une stratégie dite d'"euro-communisme" visant à dessiner un communisme "présentable" aux yeux des bourgeoisies dirigeantes européennes, c'est-à-dire acceptant le cadre des institutions économiques, politiques et sociales dominantes dans la conviction que (la formule est de Berlinguer) *"l'élan propulsif de la révolution d'Octobre est définitivement épuisé".*

La revendication de cette indépendance, qui s'accompagnait d'une politique ultra-concilitarice en Italie non seulement en direction de la Démocratie chrétienne (ligne dite du "compromis historique", qui aboutit au soutien sans participation accordé à divers gouvernements démocrates-chrétiens, alors même que le PCI avait atteint en 1976 le score historique de 34,4 % aux élections législatives), mais aussi des forces patronales (acceptation de la politique d'austérité, renonciation à un certain nombre de revendication traditionnelles du mouvement ouvrier : défense de l'échelle mobile des salaires, lutte contre les licenciements, etc.), n'était dans la substance pas radicalement différente de la solidarité qu'exprime ici le Berlinguer de 1956 (jeune cadre montant du PCI de l'époque) avec un groupe dirigeant italien et international attaché à la conservation de son

pouvoir et de ses privilèges, et, en dernière instance, à la préservation du statu quo contre-révolutionnaire instauré entre l'impérialisme et la bureaucratie, que l'insurrection hongroise remettait évidemment en cause.

(13) PIETRO SECCHIA (Occhieppo Superiore-Biella 1903-Rome 1973) : né dans une famille ouvrière, il dut quitter le collège dès 1917 pour travailler dans une tannerie. Militant de la Fédération de la Jeunesse socialiste, il entra en contact avec le groupe turinois de *L'Ordine nuovo* et rejoignit la fraction communiste au sein du PSI. Licencié à deux reprises pour sa participation à des grèves et partisan d'une opposition frontale à l'offensive fasciste dans les usines, les campagnes et les villes, il passa avec sa section au PC d'I dès le congrès de Livourne de 1921.

Après avoir été arrêté pour détention d'arme, il se transféra à Milan, où il devint membre du comité central de la Fédération de la Jeunesse communiste (FGCI).

Contraint d'émigrer en France en 1923, il fut nommé à la direction nationale de la FGCI en 1924 et envoyé comme délégué au V[e] Congrès de l'IC, ainsi qu'au IV[e] Congrès de l'ICJ, qui se tenaient tous deux à Moscou. Il participa également aux séances de la commission italienne qui devait décider de l'entrée de la tendance "terzinternazionalista" (troisième internationaliste), dirigée par le vieux leader maximaliste du PSI Giacinto Menotti Serrati (Spotorno-Savone 1872-Asso-Côme 1926).

Elu membre du comité exécutif de l'ICJ, P. Secchia rentra en Italie en août 1924 et fut engagé comme ouvrier mécanicien à la Fiat-Diatto de Turin, tout en occupant le poste de secrétaire de la Fédération de la Jeunesse communiste de la capitale piémontaise et de membre du comité central et du secrétariat national de la FGC d'I.

En 1925, il est arrêté à Trieste pour activité antimilitariste et purge une peine de dix mois de prison dans cette ville.

Libéré en août 1926, il reprend l'activité clandestine et devient membre de la section militaire du parti avec Gastone Sozzi (Cesena 1903-mort sous la torture à Pérouse en 1928) et Cesare Ravera, acquérant des compétences dans ce domaine qui feront de lui un spécialiste incontesté et parfois inconfortable quand la direction communiste décidera de mettre en sourdine cet aspect de son identité.

Devenu membre du bureau politique du PC d'I, il participa au VI[e] Congrès de l'IC et insista constamment sur l'importance de la lutte armée clandestine.

Arrêté à Bâle en 1929 et rentré en Italie, il fut l'un des plus chauds partisans du "tournant" ("la svolta") qui consistait à mettre l'activité à l'intérieur de l'Italie au centre de l'action du parti, et ce fut lui qui, en tant que représentant de la FGC d'I au bureau politique, fit basculer cette instance, profondément divisée sur ce point, en faveur de la thèse de Togliatti et de Longo qui était conforme à celle dite de "troisième période" de l'IC stalinisée.

Devenu pratiquement le dirigeant du centre intérieur du PC d'I, il fut arrêté en avril 1931 à Turin et condamné à dix-sept ans de prison.

Il fut finalement libéré le 18 août 1943 et reprit immédiatement contact avec les dirigeants communistes de Rome et de Milan pour organiser la lutte armée. Il rejoignit Milan le 11 septembre après avoir participé aux combats contre les forces nazies à Rome.

Jusqu'à la Libération, il fut l'un des principaux dirigeants communistes en Italie du Nord et fut nommé commissaire général des brigades Garibaldi, qui jouèrent un rôle de premier plan dans la guerre partisane.

Il acquit dans ses fonctions une grande autorité en matière de stratégie et de tactique militaires, qui commença sans doute à la mettre en porte-à-faux vis-à-vis de la direction du parti.

En 1945, auréolé de son rôle éminent dans la Résistance, il devint secrétaire à l'organisation du PCI et fut même élu formellement secrétaire adjoint lors du VI[e] Congrès de ce parti, en février 1948.

Il participa en juin de la même année à la seconde réunion du Cominform qui aboutit à la condamnation de Tito.

En juillet 1954 se produit un incident que Togliatti utilisera pour le déloger de sa position de successeur présomptif ayant probablement les faveurs de la direction soviétique.

Un de ses plus proches collaborateurs, Giulio Seniga (1914-1999), responsable de la commission chargée de veiller sur la sécurité des dirigeants, quitta le parti et fut accusé d'avoir dérobé une importante somme d'argent, ainsi que des documents réservés concernant l'activité du parti. En fait, les

liens que celui-ci cherchera par la suite à nouer avec les milieux d'opposition de gauche au PCI (y compris la veuve du dirigeant trotskyste Pietro Tresso) incitent à user de quelque prudence par rapport à ces imputations.

Togliatti se sert de l'"affaire" pour discréditer Secchia, qui, tout en restant dans le parti et en y occupant même des fonctions importantes, est désormais en position de faiblesse en vertu de la pratique bien connue de tous les appareils répressifs du "fil à la patte". Au terme d'une enquête menée par M. Scoccimarro (voir note 5 ci-dessus), le procès-verbal ne manque pas de souligner *"les graves responsabilités du camarade Pietro Secchia"*.

Au moment de la réunion, Pietro Secchia n'en est pas moins sénateur et secrétaire de l'importante région de la Lombardie.

(14) Antonio Roasio (Verceil 1902-Rome 1986) : ouvrier dès l'âge de 12 ans dans une entreprise de tissage de laine de Biella, il est dès 1917 l'organisateur d'un cercle des Jeunesses socialistes. En 1920, il dirige l'occupation de son usine dans le cadre du vaste mouvement qui touche tout le nord de l'Italie. Très actif dans la lutte antifasciste, il est l'un des organisateurs des activités semi-légales de la Jeunesse communiste. En janvier 1926, il est le principal organisateur du I^er^ Congrès national de la FGC d'I, qui se tient à Biella.

Licencié de son entreprise pour avoir participé à une lutte syndicale revendiquant 10 % d'augmentation de salaire et menacé d'être dénoncé à la police fasciste, il perdit son calme et tira deux coups de feu contre les bureaux, touchant mortellement son patron, un certain Rivetti.

Dès lors, A. Roasio dut vivre dans la clandestinité et il ne fut amnistié de la peine de trente ans à laquelle il avait été condamné par contumace qu'en 1947.

Réfugié d'abord en URSS, il participa à la guerre d'Espagne, où il fut commandant du bataillon Garibaldi.

Il séjourna ensuite à Moscou et à Paris, où il travailla au bureau extérieur du PC d'I.

Rentré en Italie en janvier 1943 sous un nom d'emprunt (Paolo Silvati), il devient inspecteur des brigades Garibaldi pour les trois régions septentrionales de l'Emilie, de la Vénétie et de la Toscane, et fait partie du triumvirat insurrectionnel de cette dernière région.

Il est coopté à la direction du parti, et, après avoir été amnistié, devient secrétaire régional pour le Piémont, responsabilité qu'il occupe lors de cette réunion du 30 octobre 1956. Il sera député, puis sénateur jusqu'en 1968.

(15) Mario Montagnana (Turin 1897-Brescia 1960) : issu d'une famille juive, ouvrier du quartier San Paolo de Turin, frère de Rita (cf. note suivante), membre du groupe de l'*Ordine nuovo*, il adhère au PC d'I dès sa fondation à Livourne. Délégué au III^e^ Congrès de l'IC, il fut contraint par la répression fasciste de se réfugier d'abord en France, où il fut avec G. Amendola (cf. note 3 ci-dessus) l'un des directeurs du journal *La voce degli Italiani*, puis à Moscou. Il fut successivement membre du comité central du PC d'I en 1932, puis représentant du parti auprès de l'IC en 1934-1935. Après le pacte germano-soviétique, il fut arrêté par la police française et détenu dans le camp de concentration de Vernet, dans l'Ariège, d'où il fut libéré en mai 1941 pour rejoindre le Mexique.

En Amérique latine, il devint l'un des principaux dirigeants de l'Alliance nationale Giuseppe Garibaldi, chargée d'organiser les opposants antifascistes des deux Amériques. Rentré en Italie après la Libération en 1945, il devint directeur de l'édition locale de *L'Unità* de Turin, et c'est en cette qualité qu'il assiste à la présente réunion.

Il est mis en cause en tant que responsable de presse faisant insuffisamment passer la ligne du parti par G. Pajetta, lui aussi membre éminent du milieu communiste turinois, ce qui marque à quel point les tensions internes étaient fortes au sein du groupe dirigeant, malgré l'unanimisme de façade autour du "Migliore".

(16) Rita Montagnana (Turin 1895-Rome 1969) : sœur du précédent, couturière de profession, elle adhéra au Parti communiste dès 1921 en même temps que son frère Mario et fut elle aussi déléguée au III^e^ Congrès de l'IC. En 1924, elle épousa P. Togliatti, dont elle eut un fils, Aldo, et qu'elle suivit dans toutes les vicissitudes de la vie clandestine (URSS, France, Suisse, Espagne). Bien que délaissée par lui en faveur de Leonilde Jolti (Reggio d'Emilie 1920-Rome 1999), qui devint la compagne de Togliatti à partir de 1946, elle resta dans les sphères dirigeantes en tant que dirigeante de la section féminine du PCI et fondatrice de son organisation de

masse féminine UDI ("Unione delle donne italiane", Union des femmes italiennes). Elle ne prend pas la parole lors de cette réunion.

(17) GIACOMO PELLEGRINI (Osoppo-Udine 1901-Udine 1979) : il adhéra au PC d'I dès 1921, alors qu'il était étudiant, et fut arrêté en 1926 et condamné à huit ans de prison pour propagande antifasciste. Libéré au bout de six ans et demi de détention, il s'expatria d'abord en Roumanie, puis à Paris et à Moscou, et enfin en Espagne, où il combattit sur les fronts d'Huescaz, de Madrid, de Valence et de Barcelone au sein de la colonne Karl Marx des brigades internationales.

Envoyé à nouveau en Italie par la direction du parti, il reprit l'activité clandestine et fut à nouveau arrêté à Gênes et condamné par le tribunal spécial à vingt ans de détention en 1940. Libéré en août 1943, il travaille au secrétariat du PCI et organise les forces partisanes en Italie centrale (Latium, Ombrie, Abruzzes).

Collaborateur de Togliatti, il fut envoyé à Trieste, où la situation du parti était particulièrement délicate en raison du statut particulier de la ville et des heurts entre communistes italiens et yougoslaves consécutifs à la rupture entre Staline et Tito.

Sénateur de droit en tant que corédacteur de la Constitution, il le fut ensuite en tant qu'élu et devint le secrétaire régional du PCI en Vénétie.

(18) ARRIGO BOLDRINI (Ravenne 1915-) : organisateur du mouvement de partisans et des GAP ("Gruppi di azione partigiana", Groupes d'action partisane) dans sa région, la Romagne. Il fut le commandant de la 28e brigade Garibaldi et anima la lutte clandestine et la résistance dans la région de Ravenne jusqu'à la Libération.

En 1945, il fut décoré de la médaille d'or de la valeur militaire, fut élu secrétaire national de l'ANPI ("Associazione nazionale partigiani italiani", Association nationale des partisans italiens) et fut à plusieurs reprises député de 1946 à 1972, ainsi que sénateur à partir de 1976.

(19) EDOARDO D'ONOFRIO (Rome 1901-*idem*, 1973) : fils d'un maréchal-ferrant qui mourut alors que le jeune Edoardo n'était âgé que de deux ans, il dut très vite travailler tout en poursuivant des études techniques pour devenir ajusteur. Attiré vers les idées socialistes par un instituteur, il adhéra à la Fédération de la Jeunesse socialiste dès 1913 en trichant sur sa date de naissance. Particulièrement engagé dans la propagande antimilitariste, il fut arrêté en 1917 au cours d'une manifestation populaire organisée contre la guerre. Cette même année, il entra au comité central de la Fédération de la Jeunesse socialiste et adhéra aux idées bolcheviques après la révolution d'Octobre. Adhérent au PC d'I dès le congrès de Livourne, il fut élu dès 1922 au comité central de la Fédération de la Jeunesse communiste et envoyé comme délégué au IVe Congrès de l'IC.

Arrêté en 1923, puis libéré, il rejoignit Moscou, où il fréquenta l'école des cadres.

Revenu en Italie, il dirigea le périodique de la FGC d'I *Avanguardia* ("Avant-garde").

A la suite de la seconde conférence nationale du parti de Bâle, en janvier 1928, il fut envoyé en Italie en compagnie de G. Li Causi, L. Longo et Giuseppe Amoretti (-Japon 1941) pour y reconstruire le centre. Le 12 avril, une bombe à retardement d'origine mystérieuse explosa à la foire de Milan, faisant 20 morts et 40 blessés, et provoquant une vague d'arrestations, dont celles de E. D'Onofrio, qui est condamné à douze ans de prison par le tribunal spécial. Libéré sous surveillance en 1935, il réussit à s'enfuir à Paris, où il se mit à nouveau à la disposition du parti.

En cette même année 1935, il participa au VIIe et dernier Congrès de l'IC. En 1936, de retour en France, il fut coopté au comité central et partit pour l'Espagne l'année suivante, où, aux côtés de L. Longo et d'A. Marty, il dirigea la commission étrangère du PCE.

En février 1939, devant l'offensive franquiste, il repasse en France et s'occupe d'aider et d'assister les réfugiés républicains dans le sud-ouest de la France.

En mai 1939, il partit pour l'URSS et travailla sous la direction d'A. Marty à la section des cadres de l'IC, tout en travaillant aux émissions en langue italienne de la radio Milano-Libertà.

Il dirigea également le journal *L'alba* ("L'Aube") destiné aux prisonniers de guerre italiens en Russie.

Il collabora ensuite avec Togliatti et devint responsable du centre extérieur du parti après le retour du secrétaire général en Italie.

Rentré lui aussi en Italie, il fut chargé de réorganiser le parti en Sicile avec G. Li Causi (cf. note 4 ci-dessus).

En mai 1945, il prit la tête de la fédération romaine du PCI et appliqua une politique qui mettait au centre de l'activité les fameuses "borgate" (banlieues) prolétaires et sous-prolétaires de Rome, rendues célèbres par les romans de Pasolini et les films néo-réalistes de ces années-là. Il fut sénateur à partir de 1948, puis député de 1953 à 1968.

Membre du comité central du parti, il fit son entrée au secrétariat en 1947 et devint responsable de la section des cadres, ainsi que de l'institut d'études communistes des Frattocchie, dans la banlieue de Rome.

Il représenta le PCI à la seconde conférence du Cominform de Bucarest, en novembre 1949, et au congrès du Parti communiste tchécoslovaque en juin 1954.

Particulièrement représentatif de cette génération de militants profondément attachés au PCUS, très vite, après 1956, il allait être relevé de ses hautes responsabilités et relégué au poste relativement modeste de vice-président de la commission centrale de contrôle. Le fait qu'il ait gardé le silence durant cette réunion est assez révélateur de cette mise à l'écart déjà sensible depuis la mort de Staline *(source : article de Francesco M. Biscione,* DBDI, *vol. 41, 1992).*

(20) PIETRO INGRAO (Lenola-Latina 1915) : toujours vivant, mais aujourd'hui membre du PRC (Parti de la refondation communiste) de Fausto Bertinotti, P. Ingrao est issu d'une famille bourgeoise progressiste d'origine sicilienne installée dans le Latium. P. Ingrao entra en politique à la suite de l'agression franquiste contre la République espagnole et alors qu'il était un jeune intellectuel passionné de cinéma et de littérature. Après avoir adhéré au PC d'I en 1940, il participa activement à la Résistance aussi bien dans sa région que dans le nord de l'Italie. Il fut député de façon ininterrompue de 1948 à 1994, directeur de *L'Unità* de 1947 à 1957 (c'est donc le poste qu'il occupe au moment de la présente réunion) et siégea au "perchoir" de la Chambre des députés italiennes de 1976 à 1979, précédant à ce poste la communiste L. Jotti (cf. note 16 ci-dessus) et l'ex-PCI désormais membre du PDS (Partito dei democratici di sinistra, Parti des démocrates de gauche), Giorgio Napolitano (Naples 1925, président de l'Assemblée de 1992 à 1994, puis ministre de l'Intérieur de 1996 à 1998), élu président de la République à la dernière élection présidentielle italienne du 10 mai 2006.

Auteur de plusieurs essais politiques intéressants, dont l'un écrit en collaboration avec Rossana Rossanda (Pola-Croatie 1924), qui est radiée du PCI en 1969 pour avoir fondé le journal oppositionnel de gauche *Il Manifesto* ("L'Affiche"), P. Ingrao a toujours fait figure de leader d'une fantasmatique "aile gauche" du parti opposée à une "aile droite", représentée, elle, avec davantage de fondement, nous semble-t-il, par G. Amendola (cf. note 3 ci-dessus).

Sa toute récente autobiographie, significativement intitulée *Volevo la luna* ("Je voulais la lune", Torino, Einaudi, 2006), autorise à relativiser à la fois la portée de ses réticences d'alors et celles de la radicalité de son autocritique d'aujourd'hui. Qu'on en juge par la façon vraiment très sobre et mesurée dont il décrit cette vilenie du "Migliore" devant la nouvelle de la seconde intervention soviétique : *« Le ciel était nuageux quand j'arrivai — presque à la nuit tombée — devant la demeure de Togliatti, à Montesacro. Je m'ouvris aussitôt à lui de mon désarroi qui surpassait encore ma surprise devant cette nouvelle invasion. Togliatti me répondit sèchement :* "Moi, en revanche, aujourd'hui, je me suis permis un petit verre de vin en plus..." *Je n'eus pas le courage de répliquer et me bornai à dire que je n'étais pas de son avis. Puis, je rentrai rapidement chez moi »* (P. INGRAO, *Volevo la luna, op. cit.,* p. 251-252).

(21) "AZIONE COMUNISTA" : regroupement politique de militants ouvriers du PCI qui fut créé le 1er janvier 1955 au cours de la IVe Conférence nationale du parti et publia une lettre ouverte où était déplorée l'inactivité du parti dans les entreprises.

Le premier numéro du périodique homonyme (un bi-mensuel) parut en juin 1956 entre les événements de Pologne et ceux de Hongrie. Le 25 octobre 1956, le groupe distribua un tract (reproduit dans *Azione comunista,* 15 novembre 1956), qui s'intitulait : *"Non si spara sugli operai"* ("On ne tire pas sur les ouvriers") (cf. la très riche anthologie militante publiée pour le trentième anniversaire des événements par le groupe Lotta Comunista : *Ungheria 1956. Necessità d'un bilancio*, Milano, Edizioni LOTTA COMUNISTA, 1986, pp. 108-109.

(22) PIETRO NENNI (Faenza-Ravenne 1891-Rome 1980), leader historique du PSI (Parti socialiste italien).

La correspondance Tito-Khrouchtchev

Le 3 novembre, le général Pal Maleter, qui dirige la délégation des forces armées hongroises aux négociations avec l'état-major soviétique dirigé par le général Malinine, est arrêté par un groupe d'agents du KGB dirigé par le président du KGB lui-même, Ivan Serov.
Le lendemain, le 4 novembre 1956, jour où se déchaîne la seconde intervention des forces armées soviétiques, Nagy et ses principaux camarades se réfugient à l'ambassade de Yougoslavie, pendant que le préfet de police de Budapest, Sandor Kopacsi, est enlevé par les services russes de la Sécurité d'Etat. Le gouvernement yougoslave demande à Nagy de reconnaître le gouvernement de Kadar installé par les chars russes, et qui arrive à Budapest le 7 novembre.
Le 6 novembre, Khrouchtchev adresse une lettre inquiète à Tito, qui lui répond deux jours plus tard. Khrouchtchev est inquiet à l'idée que Nagy et ses camarades puissent quitter la Hongrie et se réfugier en Yougoslavie, et de là, éventuellement ailleurs, et prolonger l'existence du gouvernement hongrois légitime.
On verra que Tito le rassure, mais a besoin de maintenir la place particulière que lui a assurée sa rupture avec Staline en 1948, d'où la nécessité pour lui de manœuvrer et de camoufler plus ou moins le soutien qu'il apporte au Kremlin.
Il le manifestera néanmoins publiquement dans un discours prononcé à Poula le 11 novembre, où il reconnaîtra le gouvernement Kadar, à l'époque encore terré dans son bunker sous la protection des chars russes.

"Nous étions d'accord" (Tito)

La lettre de Khrouchtchev (6 novembre)

Chers camarades Tito, Kardelj, Rankovic. Nous avons reçu le télégramme où vous proposiez de ne pas mettre d'obstacle à la venue de Imre Nagy et de ses complices en Yougoslavie.

Le présidium du comité central du PCUS a discuté de votre position et considère indispensable d'exprimer à ce sujet quelques considérations.

Nous ne cachons pas que votre point de vue sur Imre Nagy nous a affligés.

Quand, à son retour de Brioni, notre délégation (les camarades Khrouchtchev et Malenkov) a rendu compte au présidium de notre comité central de la totale unité de vues entre nous sur la situation en Hongrie, notre comité central était extrêmement satisfait. Il est de la plus haute importance que, dans une situation aussi difficile, nous ayons porté une appréciation commune et considéré qu'Imre Nagy frayait la voie à la contre-révolution et conduisait à la domination de la réaction. Les membres du comité central du PCUS ont été très impressionnés par la phrase prononcée par le camarade Tito au cours des discussions : *"Qu'est-ce que ce Premier ministre communiste sous lequel on pend et on fusille impunément des communistes et des ouvriers ?"*

Nous étions unis également sur les mesures de redressement de la situation en Hongrie pour qu'elle revienne sur la position du socialisme. C'est dans une totale unanimité qu'a été adopté l'accord sur la constitution du gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire hongrois dirigé par le camarade Kádár, et l'aide des troupes soviétiques à ce gouvernement.

Nous avons tous considéré comme juste votre proposition que les représentants yougoslaves suggèrent à Nagy que sa démission immédiate était indispensable, compte tenu de l'incapacité de son gouvernement à juguler la réaction, ce qui aurait facilité la validation du nouveau gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire hongrois. Il est clair que cela aurait servi la cause du socialisme et qu'Imre Nagy aurait gardé quelque chose de communiste et aurait pu s'attendre à ce que nous nous conduisions avec lui de façon différente.

Mais c'est tout le contraire qui s'est passé. Imre Nagy n'a pas démissionné, il n'a pas voulu utiliser cette dernière possibilité pour un homme honnête, il a continué jusqu'à la dernière minute à agir pour le compte de la réaction. Avant d'entrer dans la clandestinité, il a, à la radio, appelé les troupes hongroises à s'opposer aux troupes soviétiques. Le monde entier connaît sa dernière déclaration en tant que Premier ministre : *"Aujourd'hui, à l'aube, les troupes soviétiques ont lancé une attaque notre capitale avec l'intention évidente de renverser le gouvernement légal démocratique hongrois. Nos troupes se battent. Le gouvernement est à son poste. J'en*

informe le peuple hongrois et l'opinion publique internationale."

On ne peut pas ignorer que le camarade Kádár et toute la nouvelle direction du parti hongrois ont déclaré au monde entier, dans la déclaration du parti au nom du comité central provisoire du Parti ouvrier socialiste hongrois, qu'il était *"indispensable de rompre avec le groupe Imre Nagy-Losonczy, qui, ayant déserté les positions de la classe ouvrière et se tenant sur le terrain du nationalisme et du chauvinisme, a ouvert la voie aux forces de la contre-révolution, et, par là même, a trahi la cause du socialisme"* (1).

Dans ces conditions, il ne pouvait bien entendu plus être question d'une quelconque obligation morale envers Imre Nagy et son groupe.

Vous considérez comme positif que Imre Nagy se soit réfugié à l'ambassade yougoslave et non dans une ambassade occidentale.

Cet argument nous étonne. Si Nagy était allé, par exemple, à l'ambassade américaine, cela aurait sans doute était encore mieux, il se serait lui-même dévoilé devant le monde entier comme un agent des puissances occidentales.

De plus, pas une ambassade, et dans le cas qui nous occupe l'ambassade américaine, n'aurait pu abriter quelqu'un et encore moins le faire sortir de Hongrie sans l'autorisation du gouvernement hongrois.

Il est clair qu'aucun gouvernement qui se respecte, en l'occurrence le gouvernement révolutionnaire hongrois, ne peut admettre que Imre Nagy, qui a ouvert la voie à la réaction et a été écrasé, parte dans un pays voisin ami.

On ne peut ignorer qu'une telle action porterait ombrage aux relations entre la Yougoslavie et le nouveau gouvernement de Hongrie, compliquerait sa situation, puisque, se trouvant hors du pays, Imre Nagy et ses complices constitueraient un point d'attraction pour les éléments contre-révolutionnaires en Hongrie.

Il faut considérer également que la présence hors du pays d'Imre Nagy et de ses complices serait utilisée par les impérialistes pour créer des difficultés à la Hongrie sur le plan international.

Il faut prévoir également que la réalisation de votre proposition d'envoyer Imre Nagy et son groupe en Yougoslavie en ferait au yeux du monde entier des agents yougoslaves et ferait porter une certaine responsabilité dans les événements hongrois sur la partie yougoslave.

Nous devons dire ouvertement que tout cela sera pris en considération par notre parti et pourrait avoir des conséquences sur nos relations.

Dans notre parti, nous apprécions vivement le rapprochement entre le PCUS et l'UCY, les rapports sincères d'amitié qui se sont actuellement établis. C'est pourquoi nous devons dire franchement qu'une décision erronée sur la question de Nagy et de ses complices ne serait pas comprise par les membres de notre parti.

Notre parti sait que certains intervenants du cercle Petöfi ont déclaré qu'ils étaient partisans de la voie yougoslave de développement et ont ensuite été à la tête du soulèvement.

Cette circonstance importante peut être interprétée comme si tout avait été organisé avec la participation des Yougoslaves, mais qu'ils n'ont pas été capables de les retenir et que les choses sont ensuite allées plus loin qu'ils ne l'avaient voulu.

Dans notre parti, on ne comprendrait pas comment concilier cela avec les relations ouvertes et amicales établies entre nos partis. Les autres Partis communistes ne le comprendraient pas non plus.

Ces questions ont été résolues par notre accord commun à Brioni de prendre des mesures résolues pour briser la contre-révolution et former le gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire hongrois.

Mais si, maintenant, Nagy et ses acolytes trouvent refuge et protection en Yougoslavie, tout l'affaire et l'appréciation des tristes événements de Hongrie prennent une autre tournure. Ce fait, in-

(1) La nouvelle direction du PSRH (le comité central provisoire) n'a tenu sa première session que le 11 novembre. La phrase à laquelle se réfèrent les auteurs de la lettre a été ajoutée dans la déclaration du comité central du PSRH sur l'insistance du présidium du comité central du PCUS.

dubitablement, suscitera des suspicions dans nos relations et leur causera un dommage irréparable.

Voilà pourquoi le présidium de notre comité central, après avoir examiné votre lettre, considérant la question sous tous les angles, considère que la seule issue correcte est de remettre Nagy et son groupe à la disposition du gouvernement hongrois.

Dans l'intérêt de notre cause commune, alors que tout a si bien, si unanimement commencé et été réalisé avec succès, il serait important que cette question concrète concernant Imre Nagy soit également résolue unanimement, sans complications.

Il faut décider de cette question comme le dicte le devoir communiste. Plus tôt Imre Nagy et son groupe seront remis à la disposition du gouvernement hongrois, mieux ce sera pour nous tous.

Nous avons soigneusement discuté de ces questions au présidium du comité central du PCUS et cette lettre exprime l'avis unanime de tous les membres du comité central du PCUS.

Avec notre salut de camarades,
le secrétaire du CC du PCUS,
N. Khrouchtchev

APRF f. 3 inv. 64 d. 485 f. 146-151.

Au camarade Khrouchtchev

Chers camarades, nous avons reçu votre lettre, dans laquelle vous exprimez le point de vue du présidium du comité central du PCUS sur la question d'Imre Nagy et des autres *(personnes)* qui ont trouvé refuge dans notre ambassade à Budapest. Nous comprenons certains des arguments exposés dans cette lettre et nous considérons qu'ils sont logiques, mais nous devons néanmoins vous dire sincèrement que nous avons été vivement contrariés par l'absence de prise en compte, dans votre lettre, de la compréhension de notre situation et du fait que nous sommes certes prêts à régler la situation dans un esprit de mutuelle amitié, mais pas au détriment de la réputation internationale de la Yougoslavie comme Etat indépendant. Vous étiez d'accord avec nous sur le rôle très utile que la Yougoslavie jouait et devait jouer à l'avenir dans le monde grâce à la réputation qu'elle a acquise.

Nous allons vous expliquer en détail les circonstances qui ont conduit à la situation actuelle pour que notre position sur cette question vous devienne plus claire.

Il est vrai que, pendant nos conversations à Brioni, nous étions d'accord que la faiblesse du gouvernement Imre Nagy et toute une série de reculs de ce gouvernement vis-à-vis des forces réactionnaires ont conduit au danger de la destruction des conquêtes socialistes essentielles en Hongrie. Nous étions d'accord que les communistes hongrois ne devaient pas rester plus longtemps dans un tel gouvernement, qu'ils devaient s'appuyer sur les masses travailleuses et opposer la résistance la plus résolue à la réaction. Il n'est pas besoin de vous rappeler que, dès le début, et également tout au long des discussions, nous avons exprimé nos doutes sur les conséquences d'une aide ouverte de l'armée soviétique.

Mais, étant donné que, d'après votre appréciation, cette aide était inévitable, nous avons considéré qu'il fallait tout faire pour attenter le moins possible à la cause du socialisme. Vous vous souvenez que nous avons les premiers exprimé l'idée que, dans une telle situation, le mieux serait de constituer un gouvernement auquel ne participeraient que des gens non compromis avec le régime de Rákosi et dirigé par le camarade Kádár, communiste éminent et qui a de l'influence dans les masses ouvrières hongroises. Nous considérions qu'il était souhaitable que ce gouvernement fasse une proclamation, ce qui a d'ailleurs été fait. Nous étions d'accord avec cette proclamation, et c'est pourquoi nous avons publiquement exprimé notre plein soutien au programme gouvernemental qu'il a annoncé.

Nous pensions, et vous en étiez d'accord, que seul un tel gouvernement pouvait rétablir le contact avec les masses ouvrières et peu à peu alléger les lourdes

conséquences des événements hongrois. Vous avez pu vous-mêmes constater quand vous étiez chez nous que tous nos arguments étaient dictés par le seul souci de sauver les conquêtes du socialisme en Hongrie et d'empêcher la restauration de l'ancien régime qui aurait été lourde de conséquences pour tous les pays de cette partie de l'Europe, y compris la Yougoslavie. C'est la raison pour laquelle nous avons avancé la proposition de faire sortir les communistes, et peut-être Nagy lui-même, de ce gouvernement, qui comprenait déjà divers éléments antisocialistes et qui, pour cette raison, n'était plus en mesure d'empêcher la réaction de prendre le pouvoir. Les camarades Khrouchtchev et Malenkov n'ont pas récusé ces propositions. Au contraire, ils étaient d'accord, avec quelques réserves concernant Nagy. Nous considérions que dans ce gouvernement et autour de lui, il y avait des communistes honnêtes, qui pouvaient être très utiles pour la constitution du nouveau gouvernement Kádár et la liquidation de l'activité des forces antisocialistes. C'est sur la base de cette discussion à Brioni que nous avons pris certaines mesure à Budapest, le samedi 3 novembre vers midi.

Le 2 novembre, Zoltán Szántó a discuté avec notre représentant à Budapest. Pendant cette conversation, Szántó a exprimé le souhait que lui-même et certains communistes, si c'était possible, quittent l'immeuble du gouvernement et du comité central et se réfugient à notre ambassade, car leur vie était menacée par des bandes de pogromistes réactionnaires. Dans l'esprit de cette conversation, notre représentant a répondu à Szanto que nous étions prêts à les aider à condition que cela se fasse immédiatement. Nous nous attendions à ce qu'ils répondent le dimanche (4 novembre). Mais dès le matin, l'armée soviétique est entrée en action, et, au lieu de cette réponse, nous avons vu, aux premières heure de la matinée, arriver à notre ambassade Nagy et quinze autres dirigeants de son gouvernement avec leurs familles, sur la base de nos conversations précédentes.

Quand nous avons reçu de Budapest les premières informations sur ce qui arrivait, nous ne savions pas encore si la déclaration lue à la radio que vous citez dans votre lettre était effectivement de Nagy ou avait été faite sans son accord. Donc, Nagy et son groupe sont arrivés sur la base des discussions qui avaient eu lieu précédemment, avant que, de Belgrade, nous ayons pu réagir à sa déclaration dont l'authenticité n'était pas prouvée. Dès que nous avons su que Nagy et les autres avaient trouvé refuge à l'ambassade yougoslave, le camarade Kardelj a appelé le camarade Grisznov, conseiller de l'ambassade soviétique à Belgrade, et l'a mis au courant des faits. Bien que n'ayant pas d'informations en ce sens, nous avons néanmoins considéré qu'une déclaration de Nagy qui aurait constitué un soutien au gouvernement Kádár pouvait encore faciliter la situation en Hongrie et nous vous en avons fait la proposition. N'ayant pas reçu de votre part la réponse urgente que nous demandions le 4 novembre, nous avons cessé d'agir en ce sens.

Si l'on prend tout cela en compte, il devient évident que seule la rapidité des événements a empêché de clarifier la situation et engendré les problèmes qu'il est maintenant indispensable de résoudre. Nous considérons que ce qui est important, à l'heure actuelle, n'est plus de savoir si l'activité de notre ambassade à Budapest a été justifiée ou non, mais de résoudre en commun ce problème dans l'esprit d'amitié mutuelle que nous avons rétabli entre nos deux pays, car ce problème est en définitive le résultat de nos conversations à Brioni, même si, compte tenu des événements survenus dans la nuit du 3 au 4 novembre, les choses se sont passées autrement que nous ne l'avions prévu. En fait, ce qu'il faut résoudre, c'est leur problème personnel lié à leur demande d'asile.

Nous ne contestons pas certains de vos arguments selon lesquels l'asile offert en Yougoslavie à des membres du gouvernement hongrois dont le président n'a pas démissionné pourrait avoir des conséquences négatives, et sachez que nous sommes conscients que cela entraînerait pour nous aussi des désagréments et des complications.

Comme il apparaît dans votre lettre, vous n'avez pas accepté notre proposition de transférer Nagy et son groupe en Yougoslavie avec votre accord, ce qui nous met, c'est clair, dans une situation difficile. C'est précisément sur ce point que nous voudrions que vous fassiez preuve de la plus grande compréhension dans la recherche d'une issue commune, car ni les articles de notre Constitution concernant le droit d'asile, ni les coutumes internationales, ni d'autres considérations exprimées plus haut ne nous permettent de trahir la parole donnée et de livrer tout simplement ces gens. Nous devons souligner ici tout particulièrement les conséquences importantes qu'un tel acte aurait dans notre propre pays.

Dans votre lettre, vous dites que cela pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur nos relations, mais nous considérons que cela ne doit pas empêcher le développement de relations amicales entre nos partis et entre nos pays, qui ont, ces derniers temps, déjà eu des résultats remarquables.

Nous considérons qu'on peut résoudre cette question de façon à ne causer aucun tort ni à notre pays, ni à l'Union soviétique, ni au développement du socialisme en Hongrie. Nous considérons que, précisément à cause de l'amitié qui existe entre nos deux pays, le gouvernement d'Union soviétique doit être particulièrement compréhensif pour le prestige international de la Yougoslavie, comme elle l'est pour celui de l'Union soviétique. Si nous n'agissions pas ainsi, les masses populaires de nos pays ne pourraient comprendre ni la politique de l'Union soviétique ni celle du gouvernement yougoslave. Si l'on voit les choses ainsi, alors nous pouvons être sûrs qu'avec de la bonne volonté de part et d'autre, il est indispensable de trouver une solution qui ne nuise pas à nos relations amicales.

Compte tenu de la situation, nous comprendrions mal que vous ne tentiez pas de trouver une autre solution, d'autant qu'outre le transfert en Yougoslavie, on peut trouver d'autres possibilités pour résoudre ce problème en conformité avec le droit international, comme une amnistie ou autre chose de ce genre. Nous espérons que vous reconsidérerez votre position dans l'esprit de ce que nous vous avons exposé.

En conclusion, nous voudrions revenir encore une fois à un argument de votre lettre. Quelle que soit la façon dont des gens mal intentionnés puissent interpréter nos relations avec Nagy et les autres membres de son groupe à Budapest, nous tenons à souligner que nous n'avons absolument aucun lien ni avec ce groupe ni avec les événements de Hongrie. Nous rejetons totalement toute allusion à un quelconque lien avec le Cercle Petöfi. La Yougoslavie existe telle quelle est, avec tout son passé révolutionnaire, avec son expérience et sa propre compréhension de la construction du socialisme.

Si des gens en Hongrie ont parlé de la Yougoslavie, cela ne donne à personne le droit de rejeter sur la Yougoslavie les événements intérieurs en Hongrie, qui ont de tout autres causes et de tout autres coupables.

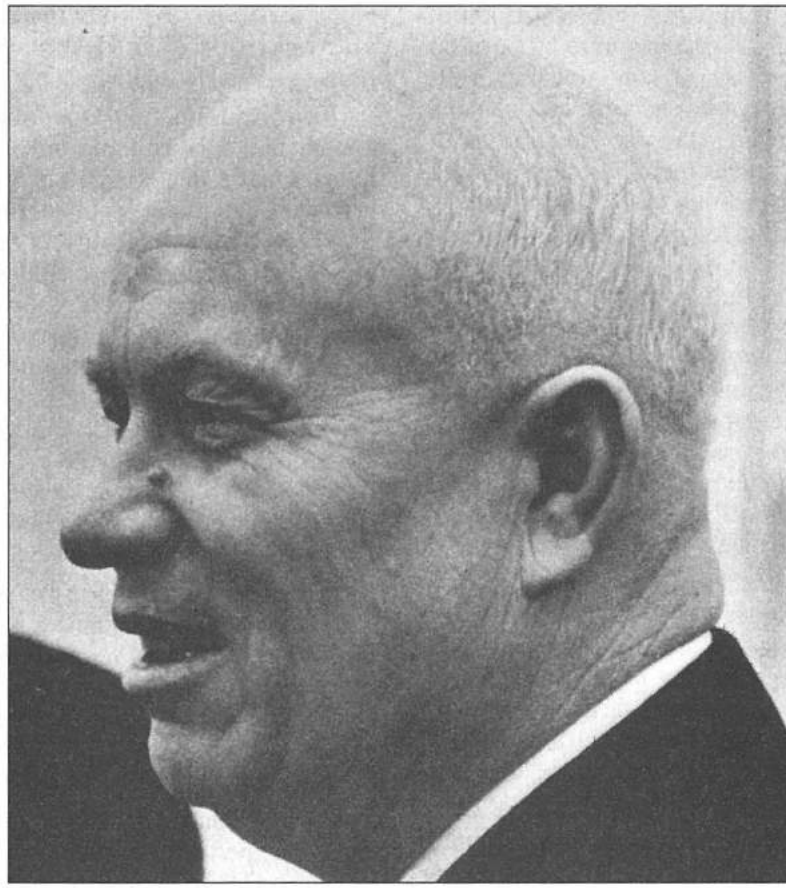
C'est précisément parce que nous étions conscients des dangers que recelait le développement tumultueux des événements en Hongrie que nous avons été particulièrement réservés et avons fait tout ce que nous pouvions pour agir dans le sens de l'apaisement. C'est ce dont témoigne la venue en Yougoslavie de la délégation du Parti des travailleurs de Hongrie dirigée par Gerö. Pour la même raison, nous avons été d'accord avec vous dans l'appréciation de la nouvelle situation en Hongrie et avons soutenu dès le premier jour le gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan dirigé par le camarade Kádár.

En conséquence, si maintenant quelqu'un tente d'accuser la Yougoslavie pour les événements de Hongrie dont elle n'est en rien responsable, nous considérons que c'est notre intérêt commun, que c'est l'intérêt du socialisme que de rejeter de telles rumeurs.

Avec mon salut de camarade.

Au nom du comité central
de l'Union des communistes
de Yougoslavie,
I. B. Tito, 8 novembre 1956

APRF f. 3, inv. 64 d. 486 f ; 61-67.



Les conseils ouvriers en Pologne

En Pologne, en octobre, se sont constitués, comme en Hongrie, des conseils ouvriers dans de nombreuses usines, d'abord dans les usines du bâtiment, à l'usine de motocyclettes de Varsovie, à l'usine FSO de Zeran, etc. Aussitôt, la bureaucratie polonaise réagit en tentant d'enfermer ces conseils dans le carcan de la gestion des entreprises, qui sera bientôt bien entendu baptisée "autogestion". Ainsi, dès le 20 octobre, jour de sa nomination comme premier secrétaire du POUP, Wladislav Gomulka déclare : *"Il faut saluer avec une profonde reconnaissance l'initiative ouvrière concernant l'amélioration de la gestion des entreprises industrielles et sa participation à cette gestion."*

La bureaucratie agit vite : le 19 novembre, en plein écrasement militaire de la révolution hongroise, elle fait voter une loi sur les conseils ouvriers. L'alinéa 3 de l'article 2 de la loi affirme : *"Le conseil ouvrier prend des décisions dans le cadre des attributions de l'entreprise définies par le Conseil des ministres."* Il s'agit d'interdire au conseil ouvrier d'organiser politiquement les ouvriers et de jouer un rôle politique, et de se coordonner à cette fin avec d'autres conseils. Il doit devenir un organe décentralisé de gestion. La défaite de la révolution hongroise donne à la bureaucratie — qui aura néanmoins besoin de longs mois pour y parvenir — les moyens d'étouffer peu à peu les conseils ouvriers, qui, à dater de l'automne 1957, ne sont plus qu'une coquille administrative vidée de tout contenu politique et rejetée par la masse des ouvriers, qui ne voient plus dans cet organisme dénaturé qu'un rouage supplémentaire de l'appareil bureaucratique.

Les conseils ouvriers et la bureaucratie

"*LA bureaucratie et les conseils ouvriers ne peuvent pas se marier*" (Lechoslaw Gozdzik, de l'usine Zeran).

"*Au nombre des facteurs d'importance secondaire qui freinent le développement des conseils ouvriers, il faut compter la résistance de la bureaucratie*" (*Trybuna Ludu*, 24 janvier 1957).

"*Les conseils ouvriers devraient constituer l'un des éléments essentiels des nouveaux rapports de production socialistes dans notre pays. C'est le but auquel il faut tendre en brisant la résistance, non seulement de certains mauvais bureaucrates, mais de la bureaucratie en tant que couche sociale. Et cette dernière tâche est beaucoup plus difficile (...). Enfin, la condition nécessaire à l'existence de conseils vraiment socialistes, c'est de leur donner un rôle politique dans la vie du pays*" (*Po Prostu*, n° 4, 27 janvier 1957).

•
• •

« *Dans toute une série d'articles,* Po Prostu *présenta le mouvement d'octobre comme un mouvement dirigé contre le pouvoir populaire en général, qu'il identifiait à la "classe des bureaucrates".* »

« *Le mouvement d'octobre était dirigé contre le pouvoir absolu de l'appareil bureaucratique en Pologne et avait tenté, par des moyens divers, de vaincre cet appareil. Dans cette situation révolutionnaire, ce mouvement représentait certainement une sorte de manifestation de la lutte de classe des masses populaires contre le nouveau groupe social en formation, groupe des "managers", élite gouvernant le pays* » (*Po Prostu*, n° 3, 1957).

« Po Prostu *en tire la conclusion que les ouvriers et les conseils ouvriers devaient en venir à l'*"étape décisive de notre révolution" *et détruire l'appareil de l'Etat populaire, au nom du mot d'ordre :* "Tout le pouvoir aux soviets." *Ce slogan démagogique et poussant à la révolte, qui reprenait de façon absolument déformée le mot d'ordre historique de la révolution d'Octobre, était en fait dirigé contre le pouvoir populaire et rejoignait les slogans de la réaction, qui cherchait, elle, une "seconde étape" des transformations en Pologne : affaiblir et miner notre Etat populaire* » (*Trybuna Ludu*, 11 octobre 1957).

•
• •

"*La bureaucratie, comme on le sait, n'a aucune tendance au suicide et ne procédera jamais à sa propre liquidation.*"

"*La caractéristique fondamentale de notre modèle économique est l'existence d'une contradiction indubitable entre, d'une part, une planification toujours fortement centralisée et vigoureusement administrée, et, de l'autre, les forces de gestion dont la tendance à l'autonomie de l'entreprise a été particulièrement renforcée par la création des conseils ouvriers. Il ne s'agit pas là, bien en-*

tendu, d'une prétendue contradiction entre l'autonomie de l'entreprise et le principe de la planification centrale (contradiction que l'auteur du présent article n'arrive pas à discerner), mais du conflit réel entre le facteur d'autonomie, que représentent les conseils ouvriers, et l'organisation toujours en place du contrôle hiérarchique et de la planification centrale toujours en vigueur et qui fonctionne toujours au moyen d'une masse de règlements administratifs et non de méthodes économiques" (Czeslaw Bobrowski, *Nowa Kultura*, 24 février 1957).

"Le mouvement des conseils ouvriers est aujourd'hui le mouvement le plus vaste de la classe ouvrière. Le danger de l'absence pour le parti d'une perspective de développement des conseils est d'autant plus grand qu'ici ou là apparaissent des mots d'ordre appelant à élire des conseils ouvriers sans communistes" (Borowska, Balcerek, Gilejko, *"La place des conseils ouvriers dans notre modèle économique"*, *Nowe Drogi*, organe du comité central du POUP, n° 2, février 1957).

La victoire de la bureaucratie...

"Pendant les journées d'octobre, les travailleurs de la FSO Zeran sont restés tous en permanence à l'usine (...). Les hommes y sont restés pendant toute la durée des délibérations du plénum. On travaillait de quatorze à seize heures par jour" (Lechoslaw Gozdzik, *Nowa Kultura*, 20 octobre 1957, n° 43).

"Aujourd'hui, par exemple, 1 400 travailleurs (1) *sont absents de l'usine. Sur ce point, le conseil ouvrier ne peut se vanter d'aucun résultat"* (Gorecki, vice-président du conseil ouvrier de Zeran, *Nowe Drogi*, n° 8, août 1957).

(1) Sur 6 000.

Wilhelmina Skulska : *"Attention ! Les conseils ouvriers de mineurs sont en danger !"*

(*Po Prostu*, n° 26, 30 juin 1957, dernier numéro paru)

UNE nouvelle rubrique figurera certainement dans l'annuaire statistique : les conseils ouvriers. L'énumération chiffrée nous informera entre autres de la constitution de 66 conseils (pour un ensemble de 86 entreprises) dans l'industrie houillère. Nombre de membres : 1 881, dont 1 125 ouvriers. Membres du POPU : 635 ; sans parti : 1 246.

Après un séjour en Silésie, je me permets d'exprimer la crainte que, si les conseils ouvriers continuent à se développer comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant, c'est-à-dire à tout petits pas (et dans l'histoire, ces "à tout petits pas" peuvent signifier une année ou beaucoup plus), alors, les chiffres de la rubrique "conseils ouvriers" se mettront à tomber en chute libre.

Peut-être ce cri d'alarme est-il trop véhément eu égard à l'état de choses actuel, mais c'est seulement par fidélité au principe : mieux vaut tard que jamais, ou plutôt mieux vaut tard que trop tard (...).

Que disent les mineurs ?

(...) Commençons par l'opinion des mineurs. Que pensent-ils des conseils ? Voici quelques réponses, à titre d'exemple :

"Le conseil ouvrier ? Je sais qu'il existe. J'ai participé aux élections. Que fait-il ? Je n'en sais rien. Il n'y a jamais eu aucun compte rendu de mandat. Je sais qu'ils se réunissent (Je lui demande : *"Peut-être est-il inutile ?"*). *Non, car il a été élu par les mineurs* (Wendrynski Gregorz. "Boze Dary").

— *Le conseil ouvrier ? Il règle mieux toutes les affaires que le conseil d'entreprise. Et ils ont supprimé le travail obligatoire le dimanche. Ils construiront des maisons pour les mineurs* (Zganiacz Wilhelm. Mine "Kleofas").

— *Le conseil ? Chez nous, le conseil fait des efforts pour l'extraction et pour les mineurs. Comment ? Je ne sais pas, mais c'est nous qui l'avons élu* (Zelazny Franciszek. Mine "Wieczorek").

— *Je me suis querellé avec le contremaître. Ils ont voulu me renvoyer à la surface. Je suis allé voir le conseil. Ils ont arrangé cela comme il faut. Et même à propos de la caisse, la caisse de secours mutuel je crois bien, ils ont fait partager l'argent entre les travailleurs* (il s'agit sans doute du premier partage des bénéfices). *C'est clair qu'ils s'occupent de nous"* (Lach. Mine "Jankowice").

Des conversations que j'ai eues avec les mineurs, ce qui ressort d'abord, c'est une faible connaissance de l'activité des conseils et de leurs compétences (et qui les connaît dans le monde de la mine ?), ensuite, un manque absolu d'information sur les résultats et les problèmes du travail des conseils.

Tous ceux avec qui j'ai parlé ont souligné deux choses caractéristiques : c'est *nous qui les avons élus* (il s'agissait des premières élections vraiment démocratiques dans les mines), et la deuxième, c'est que les *améliorations* indubitables de la *condition* morale et matérielle des mineurs *sont mises sur le compte de l'existence des conseils.*

W. Skulska souligne ensuite le discrédit dont souffraient auprès des ouvriers toutes les organisations politiques et de masse — à la seule exception des syndicats, anodins mais utiles — parce qu'elles s'étaient limitées à mobiliser les ouvriers pour la production et l'accroissement des cadences de travail.

Les conseils ouvriers se sont trouvés dans une situation différente. Ils sont apparus brusquement, sur la vague d'octobre, à une époque où l'aiguille du baromètre qui indiquait chez les mineurs l'indifférence et le découragement tremblait impétueusement. Puis, se produisirent des transformations heureuses dans le monde du charbon, que les mineurs mettent au compte de Gomulka et des conseils ouvriers. Les conseils, c'est le premier organisme représentatif que les mineurs considèrent comme leur, même s'ils ont été créés en se fondant sur les instructions nécessaires du parti ou de la direction (...). Les conseils gagnèrent sur-le-champ la confiance des mineurs. Et ces derniers disent : ce sont nos conseils ! Peut-être y en a-t-il peu. Mais il me semble que c'est en s'appuyant sur eux que l'on pourra dans l'avenir sortir de l'impasse que constitue l'indifférence des mineurs, cette indifférence qui est plus dangereuse que l'opposition ouverte et qui s'exprimait dans le bas niveau — sans cesse plus bas — du rendement du travail des ouvriers de la mine. C'est ce qu'un bilan des opinions des mineurs permet de penser (...).

Que disent les directeurs des mines ?

Voici la réponse de l'un des meilleurs directeurs de l'industrie houillère :

"Moi, je suis de l'avis de Gomulka. S'il veut des conseils, alors je suis pour. Mais les conseils nous sont aussi utiles qu'un cautère sur une jambe de bois."

Un autre déclare : *"Le conseil m'est utile comme intermédiaire avec les échelons supérieurs du pouvoir."* Un troisième : *"Qu'est-ce que le conseil ou-*

vrier doit faire ? Etablir le plan : dans ce domaine, il n'y a pas de place pour le bavardage. Le charbon, ce n'est pas de la confection, on n'a pas de nouveaux modèles à inventer (...). Ici, ce sont les investissements qui décident. Et sur cette question, le conseil n'a pas de pouvoir de décision." Un quatrième : *"Qu'est-ce que le conseil a à faire, alors que rien n'a changé dans l'industrie houillère ? Par exemple, l'administration (...). Nous avons une énorme machine bureaucratique qui dévore le rendement (...). S'il n'y a pas de changements dans le système actuel, où donc est la place des conseils ouvriers ?"*

(...) A la direction des mines, les points de vue varient. Mais le trait caractéristique commun, c'est *l'absence de politique* dans la question des conseils. Personne, aujourd'hui, ne propose officiellement la liquidation des conseils (d'ailleurs, les conseils se mêlent de moins en moins des problèmes fondamentaux de la mine). La démocratisation est toujours à la mode. L'un de vos vice-ministres considère qu'en Yougoslavie les syndicats sont faibles, d'où le besoin que l'on y a des conseils et leur rôle. Voici d'autres arguments : les conseils n'acceptent pas de plans ambitieux. Il y a trop d'organismes dotés de pouvoirs dans les mines. Alors, on a effectué un pas fatal. On a gratifié les conseils de l'honneur douteux d'avoir à répartir les articles déficitaires, reçus soit au compte du fonds des devises, soit d'autres sources. Une occupation infiniment attrayante. On peut y acquérir une énorme popularité : on donne à untel, tel ou tel article, on y gagne la confiance de quelques travailleurs et on perd celle d'un grand nombre d'entre eux, étant donné qu'il y a peu d'articles et que leur répartition et leur affectation (ils provoquent souvent la spéculation) suscitent l'aversion et la critique du personnel. Le cercle de la spéculation décrit ainsi en Silésie un orbe sans cesse plus large et l'on y entraîne des mineurs qui n'avaient jusqu'alors aucune connaissance des méandres souterrains de l'économie. Les conseils ouvriers de mineurs ne peuvent éviter de se laisser gagner par ce phénomène.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les procès-verbaux des conseils au cours des derniers mois pour s'assurer de la nocivité de cette manœuvre. On y parle de plus en plus de la répartition des voitures et des montres, et de moins en moins des problèmes fondamentaux de la mine. Je n'accuserai ici personne de perfidie, mais l'idée de transférer aux conseils les fonctions de répartition est vraiment infernale. Des efforts non moins dangereux s'ébauchent dans le bâtiment voisin de la direction. Je veux parler du bâtiment de la Fédération du syndicat des mineurs (...).

Que disent les syndicalistes ?

Un syndicaliste responsable raconte à W. Skulska *"la tentative qui fut faite de répandre l'idée que les conseils sont chargés de pousser les ouvriers au travail, alors que les syndicats sont les* défenseurs *des mineurs".*

Dans les mines, on m'a dit que les syndicats acceptaient les conseils ouvriers de mineurs. J'ai souri. Une heure plus tard, assise dans un bureau de l'immeuble des syndicats, je cessais de rire. Au cours de la discussion avec le représentant des syndicats, je pris connaissance entre autres des thèses issues d'une discussion sur le thème "syndicats-conseils".

Ces thèses, dont W. Skulska cite des passages, visent à subordonner totalement les conseils aux syndicats. A cela s'ajoutent les inconvénients d'une situation de fait : les responsables syndicaux sont le plus souvent de vieux travailleurs, sinon des retraités, expérimentés, alors que les membres des conseils sont le plus souvent de jeunes mineurs dont la fougue n'est pas toujours adaptée aux tâches quotidiennes. C'est du moins ce qu'affirment les responsables syndicaux.

Les syndicalistes mineurs roumains en prison
(une brochure du Comité international contre la répression)

EN 1991, les syndicats de mineurs roumains sont amenés à appeler à la grève pour protester contre le non-paiement des salaires. Ils obtiennent un accord garantissant le paiement et l'augmentation des salaires, et la signature du premier contrat collectif entre syndicats et patronat. Mais les engagements concernant le paiement des salaires ne sont pas tenus.

En septembre 1991, Miron Cozma, membre de la direction du syndicat des mineurs de la vallée de Jiu, est mandaté par les syndiqués pour ouvrir des négociations avec le Premier ministre de l'époque, Petre Roman.

Après l'échec de toutes les tentatives de négociations, les membres du syndicat de la vallée du Jiu décident de manifester à Bucarest devant le siège du gouvernement... Dès que leurs revendications ont été satisfaites par un protocole signé avec le président de la Roumanie, M. Ian Iliescu, après la démission du Premier ministre, Petre Roman, les mineurs sont retournés chez eux...

En février 1997, Miron Cozma est arrêté et accusé d'incitation à la subversion du pouvoir d'Etat pour avoir été le principal responsable syndical mandaté pour organiser la marche des mineurs à Bucarest en septembre 1991.

En 1998, un jugement de la cour d'appel de Bucarest condamne Miron Cozma à trois ans de prison (dont un an et demi) avec sursis, et il est libéré. Après sa libération, Miron Cozma est réélu président du syndicat des mineurs de la vallée de Jiu au congrès du syndicat, le 12 décembre 1998.

Peu après, le ministre de l'Industrie annonce que deux mines doivent fermer dans la vallée du Jiu. Miron Cozma est mandaté comme responsable syndical pour négocier avec le ministre.

Le 4 janvier 1999, n'ayant obtenu aucune garantie, les syndicats de mineurs de la vallée du Jiu votent la grève et revendiquent l'augmentation du budget des mines. Le 5 janvier, le gouvernement déclare qu'il *"n'y aura aucune dialogue"*. La grève dure quatorze jours... A cette époque, parmi les principaux dirigeants syndicaux des mineurs de la vallée du Jiu et de l'Olténie, figurent Miron Cozma, Constantin Cretan, Romeo Beja, Dorin Lois, Vasile Lupu et Ionel Ciontu.

Le 22 janvier, un accord est conclu par la signature d'un protocole en trois parties (connu sous le nom d'accord de Cozia) entre les représentants syndicaux et le gouvernement de Rodile Vasile.

Cependant, au début du mois de février, les syndicats constatent que les garanties signées ne sont pas mises en œuvre. Le 9 février 1999, les mineurs et leurs organisations syndicales décident de marcher à nouveau vers Bucarest.

Le 15 février, la Cour suprême rend son verdict suite à l'accusation lancée contre Miron Cozma concernant les événements de 1997 et le condamne à 18 ans de prison. Cette condamnation fait suite à la contestation par le procureur auprès de la Cour suprême de la peine de trois ans de prison, dont 18 mois avec sursis, prononcée en 1997.

En février 1999, Miron Cozma, arrêté pendant les manifestations syndicales, est renvoyé en prison. Une nouvelle procédure judiciaire est engagée peu après, concernant cette fois-ci les manifestations syndicales de janvier 1999.

Le 12 décembre 2003, un nouveau procès a lieu, concernant les manifestations syndicales de 1999. Miron Cozma est condamné à dix ans de prison et Constantin Cretan, Romeo Beja, Dorin Lois, Vasile Lupu et Ionel Ciontu à cinq ans de prison. Les articles qui ont servi de base à la condamnation des responsables syndicaux mineurs ont été intégrés dans le Code pénal de Roumanie pendant la période de la dictature de Ceausescu et ont été maintenus après 1989...

Le 15 décembre 2004, suite à l'élection présidentielle, le président Iliescu prononce une grâce présidentielle en faveur d'une cinquantaine des détenus, dont Miron Cozma.

Le 16 décembre 2004, Miron Cozma est libéré de prison par un décret de grâce présidentielle. L'ambassade des Etats-Unis en Roumanie et l'Union européenne à sa suite contestent sa libération

Le 17 décembre, Cozma est arrêté de nouveau.

Le 14 juin 2005, le tribunal de Craiovie revient sur la révocation de la grâce présidentielle de décembre 2004. Le 12 septembre 2005, commence un nouveau procès de six syndicalistes mineurs, Miron Cozma, Constantin Cretan, Romeo Beja, Dorin Lois, Vasile Lupu et Ionel Ciontu, à Bucarest, devant la Haute Cour de justice et de cassation.

Le 28 septembre 2005, la Haute Cour confirme la condamnation de 2003 à dix ans de prison de Miron Cozma et à cinq ans de prison des cinq autres dirigeants syndicaux — actuellement en prison, à l'exception de Romeo Beja, qui a quitté le pays...

Dans cette affaire, le gouvernement de Roumanie a violé en particulier la convention 87 de l'OIT, et notamment son article 3, qui stipule : *"1. Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité, et de formuler leur programme d'action. 2. Les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l'exercice légal."*

Pourquoi les autorités roumaines en sont-elles venues là ? Un fait donne la clé de la réponse : selon les données officielles de la République de Roumanie, il y avait, avant les premières poursuites contre les syndicalistes, 300 000 mineurs dans le pays. Il n'en reste plus que 60 000 environ aujourd'hui. Comment ne pas voir le rapport direct existant entre les attaques répétées, la répression gouvernementale contre les syndicalistes défendant les revendications des mineurs et leur droit au travail et contre les plans de restructuration des mines décidées par ces mêmes autorités ?

Le Comité international contre la répression (pour la défense des droits syndicaux et politiques) publie ci-après de larges extraits de la sentence pénale n° 72, séance publique du 12 décembre 2003, assortis des commentaires de M[e] Hélène Rubinstein-Carrera, avocate honoraire, qui s'est rendue à deux reprises en Roumanie, mandatée par le Cicr.

Les documents (sentence pénale) que nous publions le sont pour la première fois en langue française ; ils permettent aux militants ouvriers, aux syndicalistes, à tous ceux qui sont attachés à la démocratie d'en prendre connaissance, et, sur la base des faits, de fonder leur opinion.

Nous publions également la plainte déposée auprès du Comité des libertés syndicales de l'Organisation internationale du travail par le président de la confédération syndicale nationale Méridian contre le gouvernement roumain. Cette plainte, signée par le président de Méridian, Ion Popescu, été déposée le 22 mai 2006. Elle demande l'annulation de la condamnation et de l'emprisonnement des responsables syndicaux mineurs de Roumanie Miron Cozma, Constantin Cretan, Romeo Beja, Dorin Lois, Vasile Lupu et Ionel Ciontu...

Les enjeux sont considérables. Il s'agit de savoir si les mineurs, les travailleurs de Roumanie ont le droit, à travers les organisations syndicales qu'ils ont construites, de revendiquer, d'agir librement pour la défense de leurs intérêts, d'élire les représentants qu'ils ont eux-mêmes choisis à la tête de leurs organisations. Cette question concerne-t-elle les seuls travailleurs de Roumanie ?

Les conventions de l'OIT ne sont-elles pas également menacées ?

Seule la solidarité internationale pour la défense des conquêtes syndicales et des droits démocratiques est capable de stopper l'offensive dévastatrice des multinationales et des institutions telles que le FMI, l'OMC, la Banque mondiale, l'Union européenne à leur service.

(La brochure, vendue 5 euros + 1,50 euro de frais d'envoi, est à commander au CERMTRI.)

Dans l'ex-URSS aujourd'hui

150 ЛИТРОВ
НЕФТИ -

ПЕНСИОНЕРАМ
БЕСПЛАТНЫЙ
ПРОЕЗД
НЕФТЯНОМУ ГОРОДУ
ДЕШЕВЫЙ БЕНЗИН

"Si vous n'êtes pas contents, on vous remplacera par des Ouzbeks"

CE week-end, une révolution a eu lieu dans le pays. On n'en parlera pas aux informations et il est peu probable que le Conseil de sécurité convoque une réunion extraordinaire à ce sujet. Les autorités officielles sous-estiment manifestement l'ampleur du phénomène auquel elles ont affaire.

Samedi et dimanche, en Sibérie, des milliers de travailleurs du pétrole — pratiquement des villes entières — sont sortis dans la rue. Ces manifestations coordonnées ont eu lieu à Nijnevartovsk, Tioumen, Sourgout, Meguion, Liantor, Pyt-Ïakh, Noïabrsk, Goubkisnk, Poïkovsk, etc. Des meetings ont été signalés et, à certains endroits, les manifestants se sont opposés aux autorités.

Les ouvriers qui ont participé aux meetings voulaient montrer à toute la Russie que la vie des simples ouvriers du pétrole apporte un démenti au mythe de l'argent facile en Sibérie. Le salaire mensuel moyen des ouvriers du pétrole est de 10-15 000 roubles (1). Plus de la moitié de ce salaire est constituée de primes, que l'employeur supprime à ceux qui protestent trop bruyamment.

Beaucoup d'ouvriers du pétrole rêvaient d'habiter dans ce que, dans les grandes villes, on a coutume d'appeler *"le logement vétuste"*, c'est-à-dire dans les cages à lapins de l'époque de Khrouchtchev. Car ici, on a d'autres critères de logement : le logement vétuste, ce sont des baraques de planches adossées les unes contre les autres, le plus loin possible des quartiers d'affaires. Les vieux touchent des retraites inférieures au minimum vital, environ 3 000 roubles (2).

Les ouvriers qui organisent à leurs risques et périls des syndicats en dehors de ceux que créent les directions d'entreprises vivent ici dans une véritable clandestinité. Les listes d'adhérents sont rigoureusement secrètes, seuls sont connus les noms des leaders, sur qui pleuvent tous les coups. Le licenciement est le moindre mal qui puisse leur arriver, bien que cela suffise à leur rendre la vie matériellement impossible.

"Nous aurions à coup sûr rassemblé beaucoup plus de monde dans nos meetings, dit Piotr Fedtchouk, le leader du syndicat indépendant de la ville de Meguion. *Mais les gens ont peur de se montrer devant la direction, car participer à des actions entraîne immédiatement le licenciement. Il n'y a pas d'autre travail dans la ville, tout est ici sous le contrôle de l'entreprise Meguionneftegaz* (3) (compagnie qui appartient à Gazprom et TNK-BP — NDLR). *Et beaucoup d'ouvriers prennent des crédits pour acheter des équipements. Sans travail, ils ne pourront jamais rembourser. C'est un moyen de chantage."*

(1) Soit entre 300 et 450 euros.

(2) Soit environ 90 euros.

(3) "Pétrole et gaz de Méguion".

D'ailleurs, Meguion est une ville pionnière pour le nouveau mouvement syndical de Sibérie. Ces cinq dernières années, il s'est développé ici tout un mouvement de défense des droits des ouvriers. Y ont adhéré non seulement des ouvriers du pétrole, mais tous ceux qui travaillent dans la branche.

Avant, presque toutes les entreprises de la ville dépendaient de Meguionneftegaz, pas seulement celles qui extraient directement le pétrole, mais aussi les chauffeurs, les services techniques et même les employés des cantines. Tous étaient enregistrés comme travailleurs du pétrole, jouissaient au moins d'une certaine couverture sociale, recevaient leurs salaires et autres avantages. Mais, récemment, les structures correspondantes ont été détachées de l'entreprise et transformées en diverses SRL. Avant, la ville comptait 17 000 travailleurs du pétrole, à présent, il n'en reste guère plus de 5 000. Ces ouvriers font toujours le même travail dans la même compagnie. Les techniciens, par exemple, continuent à bricoler les machines sur les lieux d'extraction, à mettre les mains dans le cambouis par - 50°. Mais ils ne sont plus considérés comme des ouvriers du pétrole et ils n'ont droit à aucune sollicitude ni de la part de l'Etat ni de celle de l'employeur. C'est ainsi que Meguionneftegaz, l'entreprise qui est en fait à l'origine de la ville, s'est débarrassée de toute responsabilité sociale vis-à-vis des gens qui lui procurent des profits fabuleux.

Mais ce ne serait encore rien. On en est arrivé à des choses cauchemardesques. Il semble que l'entreprise essaie à présent de se débarrasser des gens qui lui coûtent trop cher. Ils utilisent tous les moyens à leur disposition pour chasser des entreprises les ouvriers qualifiés et les remplacer par une main-d'œuvre bon marché et corvéable, venue d'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Ces gens sont prêts à habiter dans la cabine de leur machine et à travailler pour 5 000 ou 7 000 roubles par mois. Pour qu'ils n'aient pas l'impression d'avoir été sélectionnés, on les remplace de temps en temps par de nouveaux arrivés. A Meguion, on les renvoie encore par le train, mais à Languépas, une ville proche, on s'y prend plus simplement : on abandonne les travailleurs immigrés (les "Gastarbeiter") en pleine taïga. De là, ils se dispersent sur tout le territoire...

Tous ces problèmes ne concernent pas seulement Meguion, c'est toute la Sibérie qui vit maintenant comme cela.

"Les chefs nous disent carrément : si vous n'êtes pas contents, on vous remplacera par des Ouzbeks, explique Sacha, un ouvrier de Nijnevartovsk. *Et si on est licencié, on n'a nulle part où aller, partout c'est TNK-BP."*

Sacha travaille directement à l'extraction, dans une équipe de réparation des puits, douze heures par jour, pour 20 000 roubles. Avant, il en touchait 18 000, mais les ouvriers sont allés demander une augmentation à la direction. Pour l'instant, c'est calme, pas de problème, mais ils pensent à créer un syndicat comme à Meguion.

"Beaucoup n'osent pas encore intervenir ouvertement, dit Sacha. *Certains sont près de la retraite, d'autres se sont mis un crédit sur le dos. Mais les jeunes commencent à comprendre que si on se tait, on n'aura plus aucune perspective."*

Au moment où Nijnevartovsk et d'autres villes de Sibérie préparaient des meetings, Alexandre Ostrovidov, qui travaille depuis plus de vingt ans à Meguion, commençait une grève de la faim. Il s'est installé dans la rue, au froid, devant l'office de Meguionneftegaz. Son histoire est banale pour la région : la direction a jugé bon de le rétrograder juste avant son départ à la retraite. Il a perdu patience. Mais s'il persiste, il risque d'être tout bonnement licencié. En tout cas, pas de doute qu'on va lui supprimer sa prime.

Le 23 octobre 2006,
Olga Bobrova,
correspondante spéciale,
région de Tioumen, *Novaïa Gazeta*

Les travailleurs du pétrole défendent leurs droits

Le week-end dernier, une vague de manifestations a déferlé sur toute la Sibérie occidentale. Les médias officiels ne l'ont pas vue.

CES dernières années, les habitants de la ville de Meguion ont connu bien des mésaventures. D'abord, la compagnie d'extraction du pétrole Salvneft-Megionneftegaz (SN-MNG), qui emploie toute la ville, s'est débarrassée de la majeure partie de ses collaborateurs. Les structures qui ne sont pas directement reliées à l'extraction, à savoir le transport, l'entretien et la maintenance, ont été dissociées de la compagnie. Avant, la ville comptait 17 000 travailleurs du pétrole, à présent il n'en reste que 5 000 et quelque. Naturellement, ceux qui ont été évincés de la compagnie ont perdu les primes et les avantages afférents.

Les acquis sociaux que la compagnie aurait dû prendre en charge si elle avait été honnête sont peu à peu remis en cause. MNG, par exemple, refuse que ses anciens travailleurs et les invalides se soignent dans son hôpital.

Des licenciements massifs ont commencé non seulement dans l'entreprise mère, mais aussi dans les entreprises filialisées. Tout cela a entraîné des mouvements de protestation massifs. D'abord à Meguion, puis toute la Sibérie a suivi. Car tous ont les mêmes problèmes.

Piotr Fedtchouk correspond sans doute à l'ouvrier moyen dont on parle dans les rapports financiers de SN-MNG. Seulement, ils écrivent que l'ouvrier moyen touche presque 40 000 roubles (soit 1 200 euros), alors qu'en réalité, il en touche environ 20 000. Et bien souvent, il doit se contenter de 12 000 (350 euros). Et tout cela parce qu'il est très actif.

Piotr Fedtchouk est le leader du syndicat des transporteurs. L'entreprise où il travaille s'appelle ATS (Avtotransservis), qui est aussi un ancien morceau de Meguionneftegaz. Comme leader syndical, Piotr a réussi à porter devant le tribunal plusieurs cas de licenciement de collègues, et il a également obtenu à deux reprises une réduction de la journée de travail. Avant, les conducteurs d'autobus travaillaient de 7 heures du matin à 10 heures du soir. Mais ces 15 heures effectives étaient comptées comme une journée de douze heures. Fedtchouk a montré que c'était injuste. Depuis, on lui supprime régulièrement sa prime, qui correspond à la moitié de son salaire. Il a déjà reçu quatre blâmes, inscrits sur son livret de travail, et il s'attend toujours à être licencié. Mais sa combativité reste intacte.

"Nous avons fait découvrir le Code du travail à notre direction, dit Fedtchouk. *Avant, notre employeur ne voulait pas savoir que cela existait et qu'on ne pouvait pas jeter les gens à la rue aussi facilement."*

Le syndicat de Fedtchouk n'est pas le seul chez ATS. Le collègue avec qui il fait équipe pour conduire son autobus, Vladimir Chapine, est responsable d'un

autre syndicat. Ils ne se sont pas séparés par désaccord, mais pour des raisons stratégiques. Selon la loi, l'employeur doit négocier avec tous les délégués syndicaux. Quand la direction vient en nombre à la table de négociation, il vaut tout de même mieux ne pas arriver seul.

Les syndicats de Fedtchouk et de Chapine n'ont pas de bons rapports avec les structures officielles de la FNPR (fédération des syndicats indépendants). Ils ont des points de vue différents sur les buts et les moyens d'action. En revanche, les dirigeants de Meguionneftegaz et de ses "filiales" ont propulsé une série de syndicats qui savent trouver un terrain d'entente avec tout le monde.

Par exemple, à Meguion, il y a deux organisations syndicales de la ville qui coexistent. L'une qui est loyale vis-à-vis de Meguionneftegaz, et l'autre qui s'y oppose. L'opposition est dirigée par Piotr Lechtchik, qui est étrillé dans chaque numéro du journal d'entreprise de MNG.

Lechtchik, Fedtchouk et d'autres syndicalistes indépendants ont commencé à mettre en branle toute la ville. Ils ont tenu leur premier meeting en septembre de l'année dernière, à une époque où toute la profession n'osait rien dire, malgré des salaires de 12 000 roubles (586 euros). Le meeting fut très remarqué et les autres villes ont commencé peu à peu à relever la tête.

Au début, quand ils ont eu cette idée de meeting, personne ne savait comment s'y prendre, car ils n'avaient aucune expérience. Alors, Lechtchik envoya un préavis à l'administration, qui répondit : *"Nous ne pouvons autoriser le meeting, car c'est le jour où les gens vont se rendre massivement dans leurs jardins ouvriers pour récolter les carottes et les pommes de terre, et c'est le principal moyen de subsistance du peuple."*

Lechtchik répondit à l'administration : *"Messieurs, où avez-vous conduit le peuple pour que les produits des jardins soient son principal moyen de subsistance ?"* Et le meeting fut maintenu. Les gens sont arrivés en cortège à travers toute la ville, avec un orchestre et des drapeaux. Après cela, les autres villes de Sibérie ont eu moins peur de faire valoir leurs droits. Depuis, il ne se passe pas un jour sans que les ouvriers ne se manifestent ici ou là. On ne compte plus les actions intentées contre les employeurs. Et le week-end dernier, presque toutes les villes et tous les villages qui vivent du pétrole sont sortis dans la rue.

Les revendications sont nombreuses. La première, c'est bien sûr les salaires, et le niveau de vie qui en découle.

Le logement habituel, pour un travailleur du pétrole, c'est une baraque en bois à un étage, construite il y a trente ans, quand la ville n'existait pas encore. Les baraques n'étaient pas prévues pour durer : elles sont aujourd'hui délabrées et insalubres. Beaucoup d'entre elles penchent dangereusement et sont étayées par des poutres métalliques. Certains ont eu l'idée d'enduire leurs baraques de flocage pour étanchéifier les murs. Le produit a noirci avec le temps, et les baraques font maintenant penser à des huttes recouvertes de lichen.

Mais certains travailleurs du pétrole ont de la chance. Récemment, il y avait les élections du maire de la ville. Cela a été long et laborieux, les élections ont été annulées et reportées à plusieurs reprises. Avant les élections, on a équipé de bardage en PVC certaines baraques qui donnent sur les rues du centre. Extérieurement, elles ont maintenant l'air de nouvelles constructions. Elles se montrent surtout à leur avantage par rapport aux bicoques qui donnent sur cour, et qu'on a laissées en l'état. C'est dans ce genre de baraque, au rez-de-chaussée, qu'habitent Piotr Fedtchouk et sa femme.

La couverture en PVC est évidemment un progrès, l'eau s'infiltre moins dans les pièces. Mais les murs sont toujours pleins d'interstices, où le vent s'engouffre.

Piotr et Olga ont profité de leurs jours de repos pour aller ramasser de la mousse dans les marais afin de calfater les murs : la mousse a l'avantage sur l'étoupe de ne jamais pourrir.

(...) Les Fedtchouk ne sont pas les plus mal lotis, car la majeure partie de la population habite dans des "baloks". Le "balok" n'est même pas une baraque, mais une longue remise où habitent plu-

sieurs familles. Au printemps, on y a de l'eau au-dessus de la cheville, ce qui fait que le sol est tout de guingois.

Ces "baloks" constituent le principal fonds locatif de Meguion. Ce ne sont même pas des quartiers, mais de véritables villes satellites, qui se sont agglutinées autour du centre administratif. Ici, les rues n'ont pas de noms, les maisons pas de numéros. Il n'y a même pas l'eau. Des camions-citernes passent plusieurs fois par semaine dans les différentes zones de taudis, et les gens viennent avec des seaux. Bien entendu, il n'y a pas non plus d'égouts. Les toilettes sont à l'extérieur, un cabinet pour plusieurs "baloks".

Il n'y a aucun programme pour reloger gratuitement les travailleurs dans des immeubles décents. Il y a seulement une liste d'attente pour obtenir un prêt à l'achat. La direction de la compagnie considère que les travailleurs du pétrole habitent dans les "baloks" pour l'embêter.

"Ils ont assez d'argent pour s'acheter un appartement, assure Alena Tchernykh, l'attachée de presse du directeur général de la compagnie. *Seulement, ils ne veulent pas, ils attendent qu'on les reloge gratuitement."*

Ilias, qui est arrivé de Bakou il y a vingt ans, contrairement à ce que prétend l'attachée de presse, n'attend rien. Ni de la compagnie ni de la vie. Il a une femme malade et trois enfants. Il a travaillé comme aide-foreur, maintenant il est élingueur. C'est un travail très pénible et très dangereux : cela consiste à attacher des charges à l'aide de câbles. Souvent, les chargements se détachent et des élingueurs sont estropiés ou tués. C'est pourquoi ils ont un meilleur salaire : 20 000 roubles (586 euros).

« Mon frère est venu me voir le mois dernier, raconte Ilias. *Il m'a dit :* "Ilias, c'est pour cela que tu es parti ? Chez nous, le bétail vit mieux dans les étables". »

Le dernier meeting de Meguion a reçu le soutien de plusieurs villes. Là où les autorités ont tout interdit, les gens se sont regroupés et sont allés dans les meetings voisins.

Une semaine avant le meeting de Sourgout, Raoul Gaitov, qui commençait à agacer la direction de Sourgoutneftegaz par ses interventions incessantes, a été envoyé à l'extraction, à 400 km de la ville. Les dirigeants pensaient que Raoul ne reviendrait pas, mais il a exhibé le Code du travail, a trouvé quelque chose à propos de la durée des services de veille, et, la nuit, il est reparti pour Sourgout. Gaitov avait des choses à dire.

Il y a plusieurs années qu'il conduit un camion-benne sur les puits. Il est chef d'équipe. Un ouvrier comme lui peut se faire jusqu'à 20 000 roubles par mois. En comptant les primes. Mais si on lui retire sa prime pour une faute professionnelle, il lui en reste 12-13 000. Gaitov est très en colère, et pas seulement pour lui, mais pour toute l'équipe :

« Mes camarades sont venus me trouver : "Chef, comment peut-on continuer comme cela ?" *Je leur ai proposé que l'équipe fasse le samedi. On a fait cela un mois, et on a touché 150 roubles de rab »* (4 euros).

Depuis, Raoul ne fait plus les samedis. Les jours fériés, il prend sa vieille Volga et fait le taxi. Cela lui permet de rapporter un peu d'argent supplémentaire à la maison.

"J'ai honte devant ma femme et mes enfants, se désole-t-il. *Encore, si j'étais un ivrogne. Mais je suis un type normal et je ne peux pas nourrir ma famille."*

Je n'ai pas pu rencontrer Alexandre Zakharine, le principal syndicaliste de Sourgout : il travaillait pour se remettre d'un coup au portefeuille infligé en septembre : on lui a retiré toute sa prime à la suite d'activités militantes particulièrement intenses. Pour un mois de travail d'un grutier qualifié, il a reçu 3 657 roubles (soit 107 euros).

Zakharine ne cède pas, mais, malgré tout, les finances sont un moyen de pression très efficace pour faire taire les récalcitrants dans les entreprises pétrolières. En effet, la plupart des ouvriers vivent à crédit. Il faut bien acheter des vêtements pour les enfants, des manuels scolaires. Certains empruntent à l'entreprise pour acquérir un appartement. Ils en ont pour toute leur vie à rembourser.

Dans les grandes villes comme Sourgout ou Nijnevartovsk, on peut encore espérer trouver un autre travail. Mais, par exemple, dans le bourg de Poïkovski, si on est licencié, on n'a plus qu'à crever de faim. Et l'entreprise ne risque pas grand-chose : beaucoup de travailleurs mobiles de toutes les républiques de l'ex-Union soviétique sont prêts à travailler pour beaucoup moins cher et sans demander aucune garantie sociale.

Les ouvriers ont tout simplement peur de participer à des meetings. A Meguion, par exemple, la télévision couvre toutes les actions organisées par les syndicats. C'est la télévision privée de Meguionneftegaz. Tous ceux qui sont filmés ont peur d'avoir des ennuis au travail.

Et on ne peut pas quitter Meguion non plus. On ne vit pas mieux dans les villes voisines. Ce sont partout les mêmes problèmes : retards de salaires, réduction des programmes sociaux, licenciement des ouvriers qualifiés.

Tout porte à penser qu'il y a un programme organisé pour chasser les habitants du Grand Nord. Il y a déjà plusieurs années que Herman Gref, le ministre du Développement économique de la Russie, fait passer l'idée qu'il faut débarrasser le Grand Nord de ses habitants permanents et n'y envoyer que les ouvriers nécessaires pour extraire les minéraux utiles. La même idée est reprise par Alexeï Miller, le directeur de Gazprom. La raison le plus souvent invoquée pour réduire les zones de peuplement du Grand Nord, ce sont les mauvaises conditions de vie. Mais il est clair que ce n'est pas la principale raison. Jusqu'à présent, tout le monde se satisfaisait de ces conditions. Aujourd'hui, on les déclare mauvaises. La principale raison, c'est que le gouvernement cherche des solutions pour réduire le budget déjà très insuffisant qui sert à entretenir les villes sibériennes.

Fiodor Sivatch, le président des syndicats réunis de Iougra (1), observe depuis plusieurs années comment on met en œuvre de manière planifiée cette politique de dépeuplement.

"Il y a deux ans, raconte Sivatch, *Gref a déclaré au cours d'une réunion du conseil à Salekhard que la population de la région des Khanty-Mansis devait être réduite à 280 000 habitants. Or nous sommes un million et demi. Plus d'un million de personnes devraient donc s'en aller."*

Le recours aux travailleurs mobiles est la méthode la plus économique pour l'extraction. Ils ne sont protégés pratiquement par aucune loi du travail. Ils ne leur vient pas à l'idée d'organiser des syndicats, car, le plus souvent, ce ne sont pas des citoyens russes. On n'est pas obligé de construire des crèches pour leurs enfants, et ils n'ont pas besoin d'hôpitaux non plus. Le recours à ce type de travail libère totalement l'Etat de la nécessité d'entretenir des villes entières, et les compagnies pétrolières de leurs obligations sociales vis-à-vis des travailleurs du pétrole "indigènes". La seule question, c'est comment obliger les gens à quitter le Grand Nord. Apparemment, on n'a pas encore trouvé la réponse.

(A suivre)

Le 30 octobre 2006,
Olga Bobrova,
correspondante spéciale,
Iougra, *Novaïa Gazeta*

(1) Iougra : nouveau nom de la région autonome des Khanty-Mansis.

Chronique des falsifications

Natalia Narochnitskaya : *"La rhétorique occidentale de la démocratisation est une résurgence de la pensée trotskiste"*

Trouvé sur le site du Réseau Voltaire http://www.voltairenet.org/article139863.html

La rhétorique états-unienne de la démocratisation globale cache des ambitions stratégiques anciennes. Washington poursuit les objectifs de l'Empire britannique dans sa manière de contrôler l'Europe, de nuire à la Russie et de dominer le monde, assure Natalia Narochnitskaya, vice-présidente de la commission des affaires étrangère de la Douma, dans un entretien au Réseau Voltaire.

Natalia Narochnitskaya est historienne, membre de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie. Elle est députée du parti Rodina à la Douma, où elle occupe les fonctions de vice-présidente de la commission des Affaires étrangères. Elle siège également à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Enfin, elle édite la revue *Russian Analytica* (...).

Natalia Narochnitskaya : Comme à l'époque de la III[e] Internationale communiste, *(les Etats-Unis)* rêvent d'imposer un modèle au monde, sans égard pour les autres formes de civilisation. Loin de chercher l'harmonie dans la diversité, ils pensent l'humanité en termes simplistes. Ils ignorent le doute cartésien et les angoisses d'Hamlet pour se contenter de Mickey Mouse.

Condoleezza Rice s'exprime avec la même assurance que Nikita Khrouchtchev à la tribune du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Elle ignore les échecs économiques et militaires de son pays pour promettre au monde un avenir qu'elle estime radieux (...).

Réseau Voltaire : Ce comportement des Etats-Unis, bien qu'enraciné dans la doctrine de la Destinée manifeste <http://www.voltairenet.org/article14019.html>, n'est-il pas nouveau par bien des côtés ? Doit-on y voir l'influence de politiciens et de journalistes issus de l'extrême gauche, comme Paul Wolfowitz ou Richard Perle ?

Natalia Narochnitskaya : Vous avez raison. Il ne s'agit pas seulement d'un entrisme des trotskistes au Parti républicain, mais d'une continuation du marxisme scientifique par les néo-conservateurs. Les mêmes structures de pensée persistent. C'est d'ailleurs pourquoi nos apparatchiks se sont si bien adaptés à leurs nouveaux parrains états-uniens. Ils se sentent spontanément à l'aise avec cette rhétorique.

Pendant la guerre idéologique (la guerre froide), nous devions apprendre un catéchisme. A la question *"Dans quelle époque vivons-nous ?"*, nous devions répondre : *"Dans une période de transition du capitalisme au commu-*

nisme." Aujourd'hui, les dirigeants et les journalistes occidentaux pensent et parlent avec le même simplisme. Ils ont juste remplacé des slogans par d'autres. Si vous leur demandez *"Dans quelle époque vivons-nous ?"*, ils vous répondront avec le même automatisme : *"Dans une période de transition du totalitarisme à la démocratie."*

Cet universalisme de pacotille, qu'il s'exprime en termes marxistes scientifiques ou néo-conservateurs, va de pair avec un super-globalisme. Toutes les différences doivent disparaître et le monde doit être gouverné par un organe unique.

Entretien réalisé en anglais, le 1er juin 2006

Propos recueillis par Thierry Meyssan

Un bien étrange annuaire biographique

UNE falsification peut consister à dénaturer un fait ; elle peut consister plus subtilement à en amputer une simple partie de façon que le morceau restant soit apparemment vrai, mais masque l'essentiel et en devient incompréhensible. Les éditions Parad, de Moscou, viennent d'en donner un joli exemple. Elles ont publié en 2005 un annuaire biographique de tous les membres du comité central du Parti communiste de l'URSS de 1917 à 1991.

Les notices sur Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, Piatakov, Radek, Rykov, etc., se terminent par la même formulation : *"Réprimé, fusillé"* (pour Radek : *"Réprimé, tué en prison par des voisins de cellule"*). Mais des trois procès de Moscou qui les jugèrent, les condamnèrent après avoir déversé sur eux un tombereau de calomnies, il n'est pas fait la moindre mention. La notice du maréchal Toukhatchevski se termine sur les deux mêmes mots laconiques, sans qu'il soit fait allusion au procès à huis clos du 11 juin 1937, qui le condamna à mort pour prétendu complot avec l'état-major de l'armée allemande.

L'annuaire comprend évidemment un article Trotsky. La notice se termine par l'affirmation : *"Tué à la suite d'un attentat. Enterré à Mexico."* Qui a commandité l'attentat, qui l'a commis ? Le lecteur ne le saura pas. L'attentat est anonyme. Le nom de Mercader-Jackson-Mornard n'est jamais cité. Or au lendemain de l'assassinat de Trotsky, la *Pravda* stalinienne a affirmé qu'il avait été abattu par un trotskyste désabusé. La notice de l'annuaire, par son mutisme, peut parfaitement valider cette version policière lancée comme un moyen de camouflage par les services de Staline. Ajoutons que le lecteur ne peut pas savoir vraiment pourquoi Trotsky a été enterré à Mexico, puisque la notice se contente de dire qu'il a été expulsé d'URSS en 1929 (où, pourquoi ?) et omet de signaler qu'en février 1932, il a été, avec toute sa famille, privé de la nationalité soviétique...

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360